

صكبات الالاحل

Cité
age

de l'image

7 de
muse

CF van
the in
muel g

ALCOHOLIC BEVERAGE

ALCOHOLIC BEVERAGE

ALCOHOLIC BEVERAGE

ALCOHOLIC BEVERAGE



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14399 - 6 F

MARDI 14 MAI 1991

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Fièvres urbaines

LES affrontements survenus ces derniers jours à Bruxelles entre policiers et jeunes Maghrébins rappellent évidemment ceux de Vaulx-en-Velin et de Sartrouville en France. Mais comment ne pas les rapprocher aussi des émeutes récentes dans le quartier hispanique de Washington ou des violences qui ont érigé précédemment Berlin, Birmingham et d'autres villes d'Europe?

Il faut, certes, se garder de tout mélanger, en qualifiant de « mal des banlieues » des manifestations très différentes entre elles. Les violences n'ont pas toutes lieu en banlieue mais parfois au cœur des villes, et toutes les banlieues ne sont pas « pourries ». loin de là. Il est clair cependant qu'une urbanisation incontrôlée est à l'origine de nombreux dégâts.

La ville a toujours été le théâtre du pire et du meilleur. C'est là que s'accumulent les richesses, que s'inventent les techniques, les nouveaux modes de vie et la démocratie, mais c'est là aussi que se concentrent toutes les difficultés : chômage, manque de logements, drogue, insécurité, racisme, embouteillages, pollution...

Dans les pays riches, le maître de nombreux jeunes des villes tend à se résumer en deux mots : « flics » et « fric ». Avec les forces de l'ordre, ils entraînent des rapports détestables, que les conflits ethniques tendent à exacerber. Avec l'argent, ce sont les attitudes de consommateurs interdits de consommation. Ces jeunes, nourris de télévision, repoussent à longueur de semaine les mêmes incitations à consommer que le reste de la population, alors qu'ils sont souvent sans emploi et sans espoir d'en trouver.

EN France comme ailleurs, ces oubliés des « banlieues » en ont conclu que le meilleur moyen d'exister était d'attirer à eux les caméras de télévision. C'est quand ils cassent des vitrines qu'on s'intéresse à leur sort. Un phénomène de contagion se produit alors, que les pouvoirs publics sont bien en peine de stopper.

Pendant longtemps, on a cru soigner les quartiers déshérités en détruisant les bidonvilles et en construisant des logements. C'étaient les « années-béton ». On s'aperçoit aujourd'hui qu'il ne suffit pas de ravaloir les façades ou de réparer les ascenseurs : il faut créer des emplois, casser les mécanismes d'exclusion, recoudre en quelque sorte un tissu social déchiré. Cela exige des moyens considérables, beaucoup de volonté et d'imagination. Mais c'est un travail de longue haleine, dont les fruits tardent à se manifester, alors que des résultats immédiats sont indispensables pour redonner de l'espoir aux habitants et les associer à l'invention d'un nouvel urbanisme.

Lire page 11 l'article de notre correspondant à Bruxelles JEAN DE LA GUÉRIÈRE

M0147 - 0514 0 - 6,00 F



Deuxième rencontre Baker-Bessmertnykh

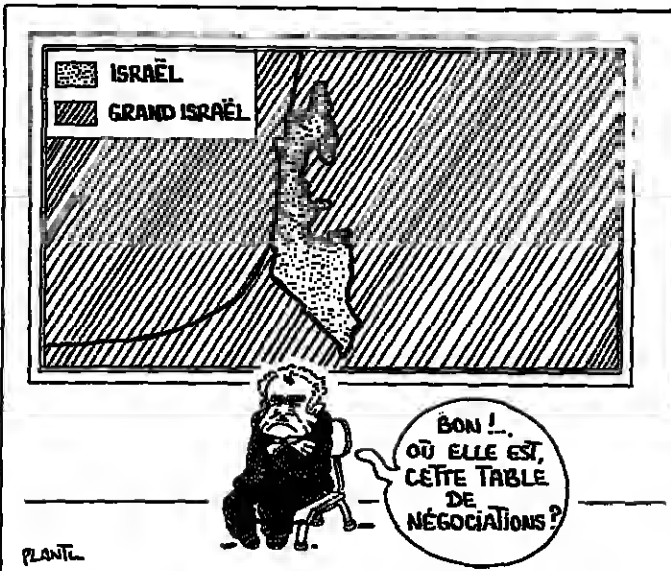
Convergences soviéto-américaines en faveur d'une conférence de paix au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, ont entamé, lundi matin 13 mai au Caire, leur deuxième série d'entretiens sur la tenue d'une conférence de paix au Proche-Orient. « Il y a nettement plus de points d'accords substantiels que de désaccords », a déclaré, sans donner aucun détail, M. Baker, qui avait rencontré dimanche le président syrien, M. Hafez El Assad. Demain ne semble pas prêt à participer à une conférence si Israël n'accepte pas préalablement le principe du retrait des territoires occupés.

LE CAIRE

de notre correspondant

MM. James Baker, secrétaire d'Etat américain, et Alexandre Bessmertnykh, ministre soviétique des affaires étrangères, ont exprimé une grande convergence de vues, dimanche 12 mai, au Caire, en ce qui concerne la question de la tenue d'une conférence de paix au Proche-Orient. Dans



des déclarations à la presse à l'issue de leurs premiers entretiens qui ont duré deux heures, M. Baker a affirmé qu'il y avait un degré substantiel d'accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur ce qui était nécessaire et ce qui devait être fait.

M. Bessmertnykh a renchéri en déclarant que « les Etats-Unis et l'URSS, en tant que coparrains de l'éventuelle conférence de paix,

avaient atteint un très haut degré de compréhension mutuelle sur ce qui devrait et pourrait être fait ».

Si M. Bessmertnykh a évité de donner des précisions sur la conception soviétique de la conférence de paix, il n'en a pas été de même pour M. Baker.

ALEXANDRE BUCCIANI

Lire la suite et l'article de FRANÇOISE CHIPAUX page 3

Le mandat américain de François Mitterrand

Il reste au chef de l'Etat quatre ans, c'est-à-dire la durée d'un mandat présidentiel aux Etats-Unis pour combiner gestion économique et projet social

par Jean-Marie Colombari

« Entre les tontonmaniages et ceux qui disent « tout fout le camp », il y a sûrement un équilibre à trouver » : François Léotard a plus raison qu'il ne le croit. Cet équilibre, les Français le trouvent eux-mêmes, en se distinguant aussi bien de Jacques Chirac (pour qui « le bateau fait naufrage ») que des célébrations socialistes. Celles-ci

ont eu bien sûr pour objet, dix ans après la journée du 10 mai 1981 dont maints films ont restitué la mise en scène, de contribuer à l'édification d'un mythe destiné à prendre place, à son tour, au panthéon de la gauche, et, si possible, de la République.

Il est normal que la droite en soit exaspérée, car elle ne peut prendre plaisir à voir ainsi le fer remué dans la plaie de sa propre incapacité ; dans ce pays, constater que

l'ennemi déclaré des institutions est en passe de rester au pouvoir plus longtemps que le fœdaleur de celles-ci est assurément un signe qui « interpelle », comme on ne dit plus.

Mais il serait rassurant que la gauche en soit quelque peu agacée, ces temps où les militants ont quelque raison de se sentir dupés par l'élite rose, où la joie qui subsiste du 10 mai est presque exclusivement, pour quelques-uns, celle

que leur procure le fait de continuer à occuper le pouvoir.

Il n'est pas exclu, en tout cas, que les électeurs de la gauche se sentent, au fond, assez peu concernés par ce nouvel épisode de la personnalisation de notre Histoire, poussée d'ailleurs à un point tel que celle-ci est toujours scandée par des néologismes : pétainisme, molletisme, ménéziisme, gaulisme, giscardisme, mitterrandisme.

Lire la suite page 9

Hommage à Roger Caillois

Des rencontres internationales consacrées à l'écrivain Roger Caillois sont organisées à Paris à partir du lundi 13 mai, à l'UNESCO, à la Sorbonne et à la Maison de l'Amérique latine. Ces rencontres, dont l'initiative revient à la Société des amis et lecteurs de Roger Caillois, l'association Dialogue entre les cultures (ADEC) et le Maison de l'Amérique latine, s'ouvrent à l'UNESCO, à 20 h 30, par un témoignage sur Caillois prononcé par Octavio Paz, prix Nobel de littérature, qui préside ces rencontres. Voici le texte intégral de cette allocution.

Les pierres lisibles

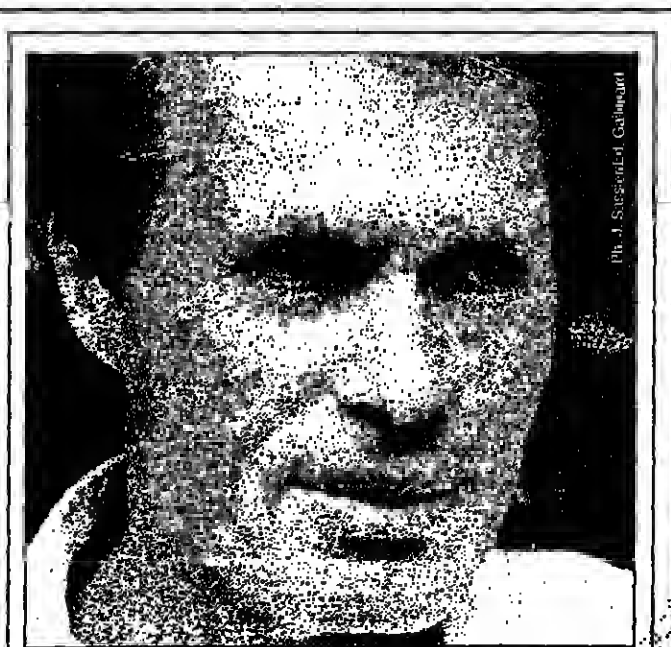
par Octavio Paz

En 1940, un livre tomba entre mes mains. Son auteur était un jeune écrivain français réfugié à Buenos-Aires du fait de la guerre et de l'occupation nazie. L'écrivain se nommait Roger Caillois, et le livre le Mythe et l'Homme. Un petit groupe d'écrivains exilés s'était constitué à Buenos-Aires, dans la mouvance de la revue Sur et de sa directrice, Victoria Ocampo. Il y eut d'autres groupes analogues, à New-York et à Mexico ; mais celui de Buenos-Aires fut peut-être le plus actif. Il possédait un organe d'expression : les Lettres françaises, et a publié des ouvrages de divers auteurs, notamment Saint-

John Perse et Supervielle. Roger Caillois en était l'animateur. Je lus son livre avec surprise et avidité. Bien que l'auteur fut mon aîné d'un an à peine, il m'éblouit par la rigueur de sa pensée, la pureté de sa langue et son érudition.

Le livre de Caillois fut, pour moi, découverte et rencontre. Découverte par la nouveauté des idées, et rencontre parce que ombre de ses préoccupations et de ses thèmes étaient aussi les miens, encore qu'il les traitât avec plus de clarté et dans une perspective plus large. Ce qui, en moi, n'était que conjectures et prémonitions prenait, dans son livre, l'allure de limpides propositions et de réponses audacieuses.

Lire la suite page 18



J.M.G.
LE CLEZIO
ONITSHA
roman
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Roumanie, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,50 FR ; USA (NY), 2 \$; USA (hors NY), 2,50 \$.

LE GOLFE EN QUESTIONS

Avant la crise

Se seraient-ils fixés cet objectif que les Etats-Unis se demanderaient encore comment s'y prendre : l'Irak à genoux, l'armée américaine assurée pour longtemps d'une présence dans le Golfe, leur prestige international à son zénith. Ce miracle, ils le doivent à M. Saddam Hussein qui, en lançant ses chers contre l'émirat du Koweït le 2 août 1990 à 2 heures du matin, a gravement sous-évalué les réactions de la communauté internationale. Anesthésiés par les menaces répétées du

leader irakien, absorbés surtout par le défilé du bloc soviétique, les gouvernements occidentaux n'ont pas vu venir l'orage. Quoi qu'elle pense de M. Saddam Hussein, la France s'efforce, à cette époque, d'entretenir ses bonnes relations avec le régime de Bagdad. Sans plus d'illusions sur le président irakien, les Etats-Unis le ménagent, comme un utile contre-poids aux religieux iraniens. Depuis 1986, les Américains ont vendu pour 1,8 milliard de dollars de marchandises à l'Irak auquel ils achètent 8 % de leur pétrole. On se supporte mutuellement, au point que le 31 juillet encore, M. John Kelly, le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Proche-Orient,

croit bon de rappeler que les Etats-Unis ne sont liés par un traité de défense à aucun des Etats du Golfe, dont ils veulent ignorer les querelles de bornage. Depuis la maladresse d'une autre figure du département d'Etat, Dan Acheson, en 1950 que le Corée du Sud ne fait pas partie du périmètre de défense des Etats-Unis, on n'avait pas commis pareille bêtise. A moins que ce ne fût, cette fois, du machiavélisme.

M. Saddam Hussein ne se pose pas la question qui, le surlendemain, ordonne à ses troupes de franchir la frontière koweïtienne. Comme un joueur qui tente de se « rattraper », il espère remédier, par cette nouvelle aventure, à un autre désastre, la guerre contre l'Iran dans

laquelle il a embourbé son pays en mésestimant gravement l'adversaire. Déjà, le conflit avec Téhéran a ruiné l'Irak qui consacrait en 1986 36 % de son produit intérieur brut à des dépenses militaires, un record mondial. A la veille de l'invasion du Koweït, sa dette extérieure représentait entre 67 et 90 milliards de dollars, selon les évaluations. Deux cent mille soldats, démobilisés après que l'Iran eut demandé grâce, grossissent les rangs des chômeurs. L'Irak est au bord de la faillite. Le riche Koweït, que Bagdad prétend avoir longtemps protégé contre les visées de l'imam Khomeiny, refuse d'avoir à s'acquitter éternellement de cette dette. Bagdad accuse l'émirat de manipuler à la baisse les

cours du pétrole, sa seule ressource. Chaque fois que le prix du baril chute de 1 dollar, l'Irak perd 1 milliard par an, affirme M. Saddam Hussein. En cet été 1990, celui-ci ne voit pas d'autre solution aux difficultés qui assaillent son régime : attaquer. Après l'invasion du Koweït, l'Irak contrôlerait 19 % de la production mondiale du pétrole. L'espoir fût d'un cours du baril que Bagdad serait en mesure, grâce à son nouveau poids économique, de maintenir à 30 dollars. Le régime de M. Saddam Hussein engrangerait, du coup, 60 milliards par an. L'occupation de l'émirat lui ouvre une large façade sur le Golfe, une revendication territoriale très ancienne. La rêve du dirigeant irakien prend forme. Il durera six mois.

Vers la « logique de guerre »

Les services de renseignement américains ont-ils été à la hauteur de la situation ?

En 1986, l'administration américaine avait autorisé la vente à l'Irak d'un ordinateur sophistiqué en sachant pertinemment que celui-ci allait servir à mettre au point, dans la région de Mossoul, un missile balistique dérivé du Scud soviétique. Cet épisode est symptomatique de la cécité, ou du double jeu, des Américains : ils ont agi comme s'ils ne pensaient pas M. Saddam Hussein capable de mettre à exécution son intention de s'approprier par les armes les richesses pétrolières du Koweït, un vieux projet pourtant.

Grâce à leurs satellites-espions, les Etats-Unis n'ignoraient rien des préparatifs militaires irakiens. La CIA émitra avec précision les forces déployées par M. Saddam Hussein à la frontière koweïtienne au vu de l'invasion : 100 000 hommes, dont des unités de la garde républicaine, 300 tanks et autant de pièces d'artillerie lourde.

Mais, confortés dans leur analyse par leurs amis de la région, l'Egyptien Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie, les Américains voulaient croire jusqu'à la dernière minute que l'Irak n'attaquerait pas.

Aujourd'hui, lorsqu'ils tentent d'expliquer cette myopie, les Etats-Unis mettent moins en cause leurs renseignements militaires « techniques » pour technical intelligence que l'absence d'informations sur les intentions réelles de M. Saddam Hussein (« human intelligence »). Les structures du pouvoir en Irak seraient telles qu'il leur aurait été extrêmement difficile d'y infiltrer des agents capables de tirer la sonnette d'alarme au bon moment. Cette explication n'est certainement pas la seule. Malgré les énormes moyens dont elle disposait à Téhéran, la CIA avait été incapable de prédire la chute du chah, affirmant même cinq mois avant

celle-ci : « L'Irak n'est pas dans une situation révolutionnaire ou même prérévolutionnaire ».

La démission le 8 mai de M. William Webster, patron de la centrale nommée un an auparavant par M. Bush, a conforté le sentiment de ceux qui pensaient que la cote de M. Webster était en baisse : à la fin de l'automne, alors que M. Bush s'apprêtait à prendre le chemin de la guerre, le patron de la CIA avait vanté l'efficacité des sanctions économiques. Certains lui faisaient également le reproche de s'être trop appuyé sur les moyens techniques, et pas assez sur l'espionnage humain. A en croire M. Webster, pourtant, le renseignement traditionnel a joué un rôle important pendant la guerre contre l'Irak.

■ L'Arabie saoudite était-elle menacée ?

Echaudés par leur incapacité à prédire l'invasion du Koweït, les Etats-Unis ont-ils surestimé les dangers que courait l'Arabie saoudite ? Rappelant, le 6 août, M. Joseph Wilson, le chargé d'affaires américain à Bagdad, M. Saddam Hussein lui rappelle que l'Irak est lié depuis 1989 à Ryad par un pacte de non-agression.

Le 4 août cependant, les satellites-espions américains ont repéré que 100 000 hommes de la garde républicaine irakienne ont été massés au Koweït à un kilomètre de la frontière avec l'Arabie saoudite. Des renseignements, démentis par la suite, assurent que ces soldats d'élite sont en posture offensive. L'administration américaine est perplexe. Le président Bush croit à l'invasion imminente du royaume saoudien. Certains de ses conseillers en doutent : avec 2,150 millions de kilomètres carrés (soit vingt fois le Koweït), l'Arabie saoudite est un gros morceau à avaler.

Mais les Irakiens pourraient mettre la main sur la région de Dhahran, au nord-est du royaume, où sont concentrées l'essentiel des réserves de pétrole du pays. Si, en plus du

Koweït, M. Saddam Hussein s'en emparait, il contrôlerait 40 % des réserves mondiales d'or noir, insupportable.

Les Saoudiens, eux aussi, sont divisés. Ils savent que M. Saddam Hussein a un jour promis au roi Hussein de lui abandonner, une fois conquises, les villes saintes de La Mecque et de Médine, sur lesquelles l'arrière-grand-père du souverain jordanien régnait au début du siècle. En même temps, pendant plusieurs jours, les Saoudiens croient possible un règlement de la crise « entre Arabes ».

Les renseignements militaires que les Etats-Unis leur transmettent finissent par les convaincre que la menace est réelle. Après un ultime débat au sein de la famille régnante, les Saoudiens acceptent d'essayer sur leur sol un corps expéditionnaire américain, une décision qui, rétrospectivement, semble naturelle mais qui n'allait pas de soi pour ce pays d'islam rigoureux, traditionnellement fermé aux non-musulmans.

■ La France a-t-elle jamais cru à un règlement pacifique de la crise ?

Jusqu'à la dernière minute, la France a officiellement tablé sur la paix. Le 14 janvier, à la veille de l'expiration de l'ultimatum fixé à M. Saddam Hussein, Paris présente au Conseil de sécurité des Nations unies un plan de règlement pacifique de la crise en six points, aussitôt rejeté par les Etats-Unis. Ultime tentative, venant après beaucoup d'autres, pour éviter le pire, cette démarche n'efface pas le fait que la France — son président au moins — semble avoir été acquiescé à la conviction que la guerre était inévitable.

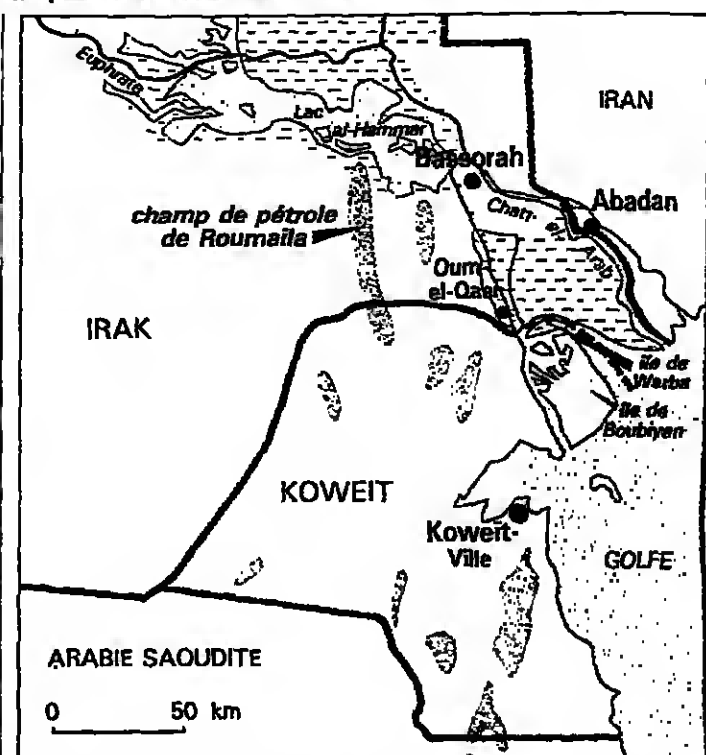
Dès le 21 août, M. François Mitterrand déclara : « Nous sommes dans une logique de guerre ». Officiellement, la France mise toujours sur l'efficacité de l'embargo. Le chef de l'Etat le répète le 15 septembre, le jour même où il annonce l'envoi de 4 200 hommes supplémentaires dans

le Golfe : l'embargo « reste notre stratégie ». Le 24 du même mois, il se montre plus conciliant encore. « Tout devient possible », déclare-t-il, si l'Irak « affirme son intention de retirer ses troupes » (M. Mitterrand parle d'« intention » ; il n'exige pas un retrait effectif immédiat des soldats irakiens).

Pour autant, la paix lui a toujours semblé moins probable que la guerre. Et témoignent les événements qui l'ont incité à déclencher l'opération Daguet, c'est-à-dire à expédier en Arabie saoudite le plus fort contingent militaire français déployé outre-mer depuis la guerre d'Algérie. Le 14 septembre, des soldats irakiens envahissent la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït-Ville. Pour la première fois, le régime de la France, le porte-parole du Quai d'Orsay en « rajoute » : la villa du diplomate, assure-t-il, « a été entièrement saignée et pillée ».

La réalité est quelque peu différente. Selon un témoin oculaire, qui souhaite garder l'anonymat, les soldats irakiens, qui ne pouvaient ignorer qu'ils violaient des locaux diplomatiques, ont molesté deux employés philippins, volé l'équivalent de 100 000 francs, un appareil de photo, un transistor, deux montres et ont fouillé les lieux qu'ils ont abandonnés « comme après un cambriolage », emmenant avec eux trois objets français ainsi que l'attaché de défense, le colonel Edouard Crespin, qui a été relâché quelques heures plus tard. A proprement parler, la résidence n'a donc été ni « pillée » ni « saignée ». Malgré la gravité de l'incident, elle avait retrouvé quelques heures plus tard sa physionomie habituelle qu'elle a conservée jusqu'à la libération de la ville.

Si la France a « surévalu » cet événement, c'est qu'en bon pédagogue M. Mitterrand estimait avoir à convaincre l'opinion de la nécessité de déclencher l'opération Daguet pour se préparer à une guerre qu'il jugeait désormais inéluctable.



Les revendications territoriales de l'Irak

Né du démantèlement de l'Empire ottoman, l'Irak ne s'est jamais accommodé des frontières qui lui ont été imposées au lendemain de la première guerre mondiale. M. Saddam Hussein a moins encore que ses prédécesseurs. Cinq jours après l'invasion, le président irakien la justifie en des termes qui ne surprennent personne : « L'invasion du Koweït a permis de mettre fin à un partage colonial qui avait donné la richesse à une minorité et laissé une majorité sans richesse ».

Les richesses que le président irakien affirme injustement acquiescer, ce sont, notamment, les 10 000 barils de pétrole que les Koweïtiens extraient quotidiennement du champ de Roumala, un gisement d'or noir principalement irakien mais dont la pointe sud se prolonge en territoire koweïtien.

En 1980, le désir des Irakiens de se réapproprier la souveraineté totale du

Chatt-el-Arab, leur principal accès au Golfe, les avait entraînés dans une guerre suicidaire contre l'Iran. Dix ans plus tard, M. Saddam Hussein torpille sur les îles de Warba et de Boubiyan qui ferment le nord du Golfe, côté ouest, face au port irakien d'Oum-el-Qaïr. Ce port, les Koweïtiens en contrôlent de fait l'accès et le développement en raison de leur souveraineté sur ces îles. Et cela, Bagdad ne le supporte plus.

Le 26 février 1990, le roi Hussein de Jordanie fait le voyage de Koweït-Ville pour y rencontrer l'émir Jaber. Il lui transmet la proposition de M. Saddam Hussein de louer au Koweït la petite île inondable de Warba et la grande île protégée des eaux de Boubiyan. L'émir dit non : Bagdad refuse de reconnaître, en contrepartie, l'indépendance du Koweït proclamée en 1963 ainsi que l'intangibilité des frontières entre les deux pays.

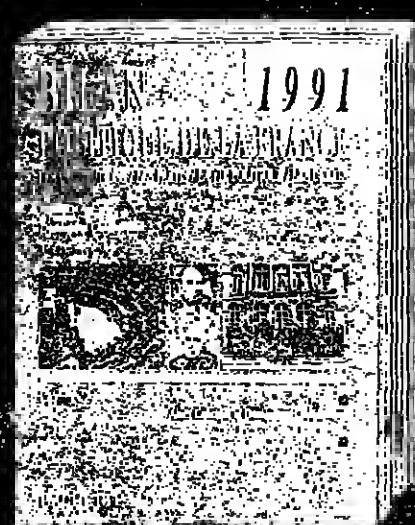
Ainsi perdure la menace d'un conflit armé, en germe entre les deux pays depuis qu'en 1922, au lendemain de la création de l'Irak, les frontières de la région ont été grossièrement redessinées. Comme telles, elles n'ont jamais été réellement acceptées par Bagdad qui, une première fois en 1961, tenta de régler la dispute par la force.

Pour justifier ses revendications territoriales, M. Saddam Hussein invoque l'époque où le Koweït était rattaché à la province ottomane de Bassorah, aujourd'hui territoire irakien.

Les Al Sabah règnent sur ce qui est aujourd'hui l'émirat depuis 1756. D'abord dans l'orbite turque puis dans celle des Britanniques, « la petite forteresse » (c'est la traduction du mot arabe Koweït) acquiert une existence autonome en 1913. L'Irak moderne n'émerge comme entité territoriale que huit ans plus tard lorsque les Français et les Britanniques, qui ont défait les Turcs, décident de réunir sous la même autorité, celle de Faïsal Ier, les provinces anciennement ottomanes de Bagdad, Bassorah et Mossoul. Si Bagdad est le cœur d'un Etat qui remonte à la nuit des temps, ses composantes actuelles sont au moins aussi artificielles que celles du Koweït.

Page réalisée par Jacques Amélie, Jean-Marie Colardant, Francis Cornu, Jacques Lévy, Bernard Le Gendre, Véronique Maurin et Jacques-François Simon.

Le premier bilan complet de la vie politique en France



Les institutions (exécutif, législatif, justice, collectivités locales), les partis (UDF, RPR, PS, PC, Front National, Verts, groupes d'intérêt), les grands débats politiques (fédéralisme et financement des partis, récomposition de l'opposition, immigration et intégration, répercussions de la guerre du Golfe sur la politique intérieure...)

Avec, en complément, le tour d'horizon des ouvrages politiques récents, grâce à une trentaine de fiches de lecture, et le rappel des dates marquantes dans la chronologie politique de l'année 1990.

HACHETTE - 256 pages, broché - 99 F

Le mystère d'April Glaspie

Parmi les innombrables « signaux » émis depuis le début mai interprétés par Saddam Hussein pendant les mois puis les jours qui ont précédé son invasion du Koweït figure la conversation qu'eut le 25 juillet Miss April Glaspie, l'ambassadrice américaine à Bagdad, avec le dictateur irakien. Depuis plusieurs jours, Miss Glaspie essayait de contacter de haute responsabilité irakienne, à la demande des autorités américaines, pour leur demander des éclaircissements sur la bruite de botes qui résonnaient de plus en plus fort. En vain jusqu'à ce fameux 25 juillet, lorsqu'elle fut conduite sans préavis (donc sans collaborateur pour assurer le transcript de la conversation) au palais présidentiel.

Aujourd'hui encore, on ne dispose que de la version irakienne de la conversation Glaspie-Hussein, rendue publique par Bagdad peu après le 2 août. La phrase accablante pour Miss Glaspie, sinon pour les dirigeants américains, précise que Washington, « inspiré par l'émir et non par la confrontation » à l'égard de l'Irak, « n'a pas d'opinion » sur la querelle frontalière qui oppose le Koweït à Bagdad.

Pendant plus de sept mois, le département d'Etat s'est refusé à tout commentaire sur la version irakienne de l'entretien, paraissant ainsi en reconnaître le

sens général sinon la véracité de tous les détails. Ce qui faisaient d'ailleurs en privé plusieurs responsables du département d'Etat qui avaient lu le compte rendu de cette dernière, qui avait quitté Bagdad apparemment rassurée sur les intentions de Saddam Hussein le lendemain de son entrevue, fut d'ailleurs prise de ses teintes.

Bouc-émissaire

Ce n'est qu'à la fin mars qu'elle fut autorisée à répondre aux questions des membres des commissions des affaires étrangères du Sénat et de la Chambre des représentants. Elle explique alors que la version irakienne de sa rencontre avec Saddam Hussein avait été émise d'une phrase-clé : « Nous insistons pour que vous régliez votre contentieux avec le Koweït d'une manière non-violente », affirmait-elle avoir dit au président irakien qui l'aurait rassurée, lui maintenant — comme d'autres dirigeants arabes — sur ses intentions. « Évidemment, nous n'avons pas réalisé qu'il était stupide, inaccessible à la logique et à la diplomatie », lance-t-elle aux parlementaires.

Depuis son témoignage, qui ne peut convaincre personne sur sa fermeté proclamée à l'égard de Saddam Hussein, Miss Glaspie a quitté le département d'Etat (où

on se refuse toujours de rendre publique la version cablée depuis Bagdad de sa malheureuse rencontre) pour l'enseignement. Même si elle n'a sans doute pas été au niveau de la situation, elle constitue aujourd'hui un parfait bouc-émissaire pour une administration alors obnubilée par la menace irakienne et qui n'avait absolument pas senti la gravité de la situation et la détermination de Saddam Hussein. A commencer par le secrétaire d'Etat James Baker, qui a mis longtemps pour voir monter la tempête et dont l'un des défauts est de se décharger sur d'autres de ses insuffisances.

Car il est clair, même si Miss Glaspie a fait preuve de trop de courtoisie à l'égard du président irakien, qu'elle n'a fait, sur le fond, qu'appliquer les consignes reçues de Washington : c'était encore, en juillet dernier, une vieille tradition diplomatique américaine que de refuser de prendre parti sur des querelles frontalières entre Etats arabes. Et personne n'avait chargé Miss Glaspie de menacer Saddam Hussein d'un recours à la force s'il envahissait le Koweït. Pour une bonne raison : en dépit des rapports alarmistes transmis par plusieurs services de renseignement, les « politiques » — tout comme d'ailleurs la plupart des dirigeants du Golfe — étaient persuadés qu'il ne s'agissait que d'un bluff irakien.

سلافة الراحل

ÉTRANGER

Les tournées de M. Baker et de M. Bessmertnykh au Proche-Orient

En Syrie, des entretiens aussi « décisifs » que discrets

Après cinq nouvelles heures d'entretien avec le président syrien Hafez El Assad - ce qui porte à environ vingt-cinq heures en deux mois la durée des contacts syro-américains -, le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a quitté Damas, dimanche soir 12 mai, en se refusant à toute déclaration et en faisant annuler en extrême la conférence de presse qu'il devait tenir avec son homologue syrien, M. Farouk El Charaf.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Certes, le programme du secrétaire d'Etat, qui était attendu au Caire par le chef de la diplomatie soviétique, était chargé. Mais, présentée par l'administration américaine, non sans une certaine volonté de dramatisation, comme étant la dernière rencontre avant d'évaluer les chances de pouvoir réunir une conférence de paix et par le quotidien syrien *Techrine* comme revêtant une « importance particulière et décisive », cette nouvelle tournée inaugurée à Damas ne semble pas avoir commandé sous les meilleurs auspices.

Le lapidaire communiqué, diffusé de la présidence syrienne peu après le départ de M. Baker, se contente notamment de préciser que « les deux parties ont convenu de poursuivre les contacts », que le président Assad a affirmé « le désir réel de la Syrie de voir s'installer une paix juste et globale, conformément aux résolutions de l'ONU, notamment 242 et 338 du Conseil de sécurité, ainsi que sa disposition à coopérer avec les efforts en cours pour parvenir à la meilleure formule pour entacher le processus de paix ».

Rôle limité de l'ONU

Conscients d'une conjonction qui n'est pas favorable au monde arabe en général et à la Syrie en particulier, les dirigeants syriens, en dépit des efforts de M. Baker, tout montre d'une certaine flexibilité quant aux termes de cette conférence pour éviter avant tout de porter la responsabilité d'un échec de cette nouvelle tentative de paix. Même si l'on reste discret à Damas sur les concessions effectuées, il n'en reste pas moins que des progrès ont été accomplis. L'un des principaux axes de la conférence sous condition - par la Syrie (qui serait soutenue sur ce point par Moscou) d'une supervision internationale, en l'occurrence, sans doute, américaine-soviétique, de la double approche

voulue par les Américains : des négociations israélo-arabes, d'un côté, israélo-palestiniennes de l'autre.

Si l'on insiste toujours à Damas sur un rôle de l'ONU, celui-ci pourrait se limiter à une conférence convoquée non pas sous les auspices des Nations unies - ce que refuse Israël - mais avec une référence plus ou moins contraignante aux résolutions 242 et 338 (la formule est toujours débattue), seulement en présence d'un représentant du secrétaire général de l'ONU. De même, si la Syrie préférerait voir l'Europe participer - ce que refuse aussi Israël - elle n'en ferait plus une condition sine qua non pour l'ouverture de la conférence. L'Europe, qui pourrait n'être représentée que par le président en exercice de la Communauté européenne, aurait la possibilité d'intervenir à la fin des négociations comme l'une des puissances garantes des accords, au même titre que l'ONU et les deux Grands.

Sur la question palestinienne, une certaine entente se serait, là aussi, dégagée, les pays arabes et les Palestiniens acceptant une solution en deux étapes, c'est-à-dire une période intermédiaire de trois à cinq ans à l'issue de laquelle serait accordé leur statut final, garanti par avance au cours de la négociation. Les divergences demeurent toutefois sur la représentation palestinienne entre les Etats-Unis et la Syrie, opposée aujourd'hui

(comme l'OLP) à la formule d'une délégation commune jordanio-palestinienne, voulue par Israël.

Ces points d'accord restent toutefois, dit-on de source diplomatique, à confirmer. Chaque détail a son importance, compte tenu de l'énorme méfiance qui règne entre les protagonistes. Si les Etats-Unis croient à la dynamique de la négociation, une fois celle-ci engagée, il ne fait pas de doute qu'à contrario, la Syrie craint d'être entraînée dans un processus qui, en cas de refus de sa part, risquerait de la laisser seule face à Israël, qui lui ne fait preuve, au moins officiellement, d'aucune souplesse. A cet égard, les violentes déclarations de M. Itzhak Shamir affirmant samedi soir qu'Israël ne céderait rien ont provoqué une tout aussi violente réponse de Radio-Damas, demandant « aux superpuissances de prouver que le hors-la loi qui défie la communauté internationale n'échappera pas à la punition, n'importe où n'importe quand, même s'il faut recourir aux armes ».

Pression sur Damas

De même, n'était pas de nature à rassurer la Syrie l'annonce, faite par M. Baker à son arrivée à Damas, d'une éventuelle participation des pays arabes du Golfe à des discussions directes avec Israël sur des sujets d'intérêt général - tels l'esu ou

M. Itzhak Shamir réaffirme son intransigeance

A deux jours de l'arrivée en Israël du secrétaire d'Etat américain James Baker, le premier ministre israélien Itzhak Shamir a réaffirmé que son gouvernement ne céderait jamais un pouce des territoires occupés, y compris Jérusalem. Dans trois discours prononcés, dimanche 12 mai, à l'occasion du 24^e anniversaire de la conquête de Jérusalem-Est par Israël pendant la guerre de juin 1967, M. Shamir a martelé le même message.

« Aucune tentative [...] de porter atteinte à l'intégrité et à la sécurité [de Jérusalem] n'aboutira », a-t-il dit lors d'une cérémonie au Mur des lamentations. Ce lieu saint du judaïsme est situé dans la vieille ville, à Jérusalem-Est, qui était sous le sou-

varinait jordanienne avant la guerre de 1967 et a, depuis lors, été annexée par Israël. « Toute tentative de réduire ou de limiter notre contrôle exclusif [sur Jérusalem] sera catégoriquement rejetée », a ajouté le premier ministre.

Samedi soir, M. Shamir avait déclaré devant des militants ultra-nationalistes du Gush Emounim (Bloc de la foi) : « Nous ne céderons pas, non seulement sur Jérusalem, mais aussi sur la moindre parcelle d'Eretz Israël [Israël et les territoires occupés]. Nous ne négocierons pas et nous mettrons en œuvre toute notre énergie afin de faire valoir notre droit sur Eretz Israël », avait-il ajouté. - (AFP, Reuters.)

IRAQ

Les réfugiés kurdes hésitent toujours à rentrer chez eux

Tandis que l'un des chefs de la rébellion kurde, M. Messoud Barzani, responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), faisait preuve d'optimisme sur l'issue des négociations engagées avec le régime de Bagdad sur le statut du Kurdistan irakien, la présence des forces occidentales dans cette région n'a toujours pas rassuré les réfugiés au point de les convaincre de rentrer chez eux.

M. Barzani a déclaré, dimanche 12 mai, que les négociations avec le gouvernement irakien avaient enregistré « des progrès substantiels » et que les deux parties s'achemineraient vers un accord sur l'avenir du Kurdistan. Dans un communiqué publié à Bagdad, où il conduit une délégation de quatre partis kurdes de l'opposition, M. Barzani a ajouté que les deux parties avaient « franchi un pas important sur la voie d'une solution de la question kurde qui renforce en même temps l'unité nationale » de l'Irak. Il a affirmé que cet accord serait en vigueur dès le « tout prochain jour ». Il a indiqué que les délégations avaient examiné dimanche les résultats des commissions conjointes chargées d'élaborer des documents sur les questions de l'unité nationale, de la démocratie, de l'application de l'accord de 1970 concernant l'autonomie du Kurdistan et sur le retour des réfugiés.

Sur le terrain, très peu de Kurdes réfugiés en Turquie ont accepté de retourner dans la ville irakienne de Dohouk samedi, au premier jour de l'opération allée visant à rapa-

trier en Irak plus de 200 000 d'entre eux. « Nous resterons [en Turquie] tant que l'armée américaine ne sera pas à Dohouk », a expliqué l'un des réfugiés kurdes.

Maisons pillées

Selon des officiels britanniques, les alliés tablaient samedi sur le départ de 7 000 réfugiés, mais seules quelques centaines de Kurdes ont accepté de partir et 28 camions seulement étaient prêts à les emmener. « Je suis descendu des montagnes il y a deux jours et je suis allé à Dohouk. Nos maisons étaient pillées, les portes étaient ouvertes, les vitres cassées, tout avait été volé », a précisé le propriétaire d'un hôtel dans cette ville, qui comptait avant le soulèvement kurde quelque 300 000 habitants. « Ce n'est pas sur le bar-j'ai préféré retourner dans les montagnes pour rester avec ma famille », a-t-il ajouté.

Les soldats américains occupent actuellement des positions surplombant Dohouk, à 5 kilomètres au sud de l'actuelle zone protégée par les alliés dans le nord de l'Irak. Ils font face à 300 ou 400 soldats irakiens. Le colonel Richard Nash, membre de la délégation américaine qui assure le lien avec l'Etat-major irakien, avait déclaré vendredi que les Etats-Unis voulaient éviter d'occuper Dohouk. « Il y a de nombreuses façons d'assurer la sécurité de la ville sans y entrer », avait-il dit à la presse. Toutefois, dans le même temps, un réfugié se demandait : « Même si les Américains entrent à Dohouk et que nous y allons, que va-t-il nous arriver quand ils partiront ? ».

Jugée insuffisante et incertaine par nombre de réfugiés kurdes, la

présence de « divisions étrangères » en Irak n'en a pas moins été dénoncée par le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz, estimant qu'elle « entrave la solution du problème des réfugiés ». M. Tarek Aziz s'exprimait ainsi à l'issue d'un entretien avec le délégué du secrétaire général de l'ONU pour les questions humanitaires, le prince Sadruddine Aga Khan.

L'Irak a ajouté l'ancien ministre des affaires étrangères, « accueille favorablement les efforts des Nations unies pour régler le plus vite possible le problème des réfugiés et coopère de façon sérieuse et sincère avec l'ONU à laquelle il a apporté et apportera toutes les facilités nécessaires à la réussite de sa mission ». - (AFP, AP, Reuters.)

Deux mille spectateurs à Wembley pour le concert en faveur des réfugiés kurdes. - Rod Stewart, Paul Simon, Tom Jones, Peter Gabriel, Sinead O'Connor et une vingtaine d'autres vedettes du rock se sont succédé pendant cinq heures sur la scène du Wembley Arena de Londres, dimanche 12 mai, lors d'un concert de charité en faveur des réfugiés kurdes. Le premier ministre, M. John Major, et la princesse de Galles s'étaient joints aux deux mille spectateurs. Les organisateurs de cette manifestation, baptisée « The Simple Truth » (la Simple vérité), tiraient d'une chanson composée pour l'occasion, par Chris de Burgh, espèrent recueillir 10 millions de livres (100 millions de francs environ) auxquels s'ajoutent 10 autres millions de livres offerts par le gouvernement britannique. - (AFP.)

Convergences soviéto-américaines

Suite de la première page

Le secrétaire d'Etat américain a bien souligné que « l'objectif était de réaliser la paix à travers des négociations directes entre Israël et les pays arabes, d'un côté, et Israël et les Palestiniens de l'autre ».

M. Bessmertnykh a toutefois indiqué qu'il avait discuté avec son homologue américain « des aspects pratiques et des modalités de ce que nous cherchons à matérialiser ». « Nous avons décidé des paramètres du concept [de la conférence] au cours de conversations d'une grande précision », a-t-il ajouté.

MM. Baker et Bessmertnykh ont ajouté qu'ils s'étaient mis d'accord pour poursuivre leurs efforts conjugués afin de surmonter « les deux ou trois obstacles qui subsistent encore sur la voie de la conférence de paix ». Selon des sources proches de la délégation américaine, ces obstacles sont l'insistance de la Syrie à voir les Nations unies participer à la conférence de paix et la nécessité qu'une telle conférence se poursuive au-delà de la simple séance inaugurale.

Selon cette même source américaine, Damas ne veut pas que la conférence internationale soit une simple couverture permettant d'encadrer des négociations directes entre Arabes et Israéliens. Le troisième obstacle, qui est sans doute le plus important, est que Damas n'est pas disposé à participer à la conférence de paix si Israël n'accepte pas préalablement le principe du retrait des territoires occupés.

Certains idées

Les dernières déclarations du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, selon lesquelles l'Etat hébreu « ne cédera jamais ni sur Jérusalem ni sur Eretz Israël » ne sont pas faites pour réduire cet obstacle. Interrogé sur les déclarations de M. Shamir, le secrétaire d'Etat a déclaré : « Je ne pense pas que nous soyons arrivés à une impasse qui ne peut pas être surmontée ». M. Baker a ajouté que « bien que des divergences subsistent entre les différentes parties impliquées, il y a nettement plus de points d'accord substantiels que de désaccords ».

M. Baker a cité comme exemple d'accord le fait que les diverses parties « soulignent que toute conférence doit avoir pour objectif la réalisation d'une paix globale sur la base des

résolutions 242 et 338 des Nations unies ». « Je sais que chaque partie interprète ces résolutions de manière différente, mais les négociations devraient justement permettre de parvenir une fois pour toutes au sens exact de la résolution 242 », a ajouté le secrétaire d'Etat.

Les chefs de diplomatie soviétique et américaine devaient avoir un deuxième entretien, lundi 13 mai, à l'ambassade d'URSS au Caire avant de rejoindre le président égyptien Hosni Moubarak pour un déjeuner de travail. Le rassemblement préalable de M. Baker.

Samedi, le chef de l'Etat égyptien avait eu un entretien similaire avec M. Bessmertnykh, qui s'était déjà réuni avec les responsables du ministère égyptien des affaires étrangères. Le chef de la diplomatie soviétique, qui s'est rendu en Syrie, en Jordanie, et en Israël avant son escalade caennaise, avait déclaré, à l'issue de l'entretien, que « si des progrès n'étaient pas réalisés sur la voie d'une conférence de paix, la situation risquait de devenir tragique ». Le ministre soviétique avait toutefois reconnu que « certains aspects sur lesquels un accord devait être préalablement tenu subsistent ».

Il a d'autre part indiqué que son entretien avec le ras avait notamment porté sur « certaines idées proposées par l'Union soviétique ». M. Bessmertnykh, qui a par ailleurs évoqué l'existence « d'une plateforme commune égypto-soviétique en ce qui concerne l'aboutissement du processus de paix », n'a pas donné d'autres précisions.

Pour sa part, M. Boutros Ghali, ministre d'Etat égyptien pour les affaires étrangères, a estimé que l'important, au stade actuel, était de faire démarrer les négociations. Interrogé sur les déclarations de M. Shamir réjetant le principe des territoires occupés, le responsable égyptien a rappelé l'attitude israélienne avant les négociations avec l'Egypte en 1977. « Les négociations ont prouvé que les Israéliens cherchaient simplement à faire monter les enchères avant les pourparlers », a indiqué M. Ghali. Toutefois, cela ne signifie pas que les responsables égyptiens soient insensibles à l'intransigence israélienne. En fait, ils estiment que les Arabes ont maintenant donné le maximum et que c'est aux Israéliens de ne pas faire échouer les efforts de paix.

ALEXANDRE BUCCIANTI

LIBAN

Le vice-président syrien se montre optimiste pour les otages occidentaux

Le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a déclaré, samedi 11 mai, à Beyrouth, que les perspectives d'une libération des otages du Liban s'étaient améliorées. Le dernier obstacle, a-t-il dit à la radio chrétienne La voix du Liban, reste le refus d'Israël de libérer des centaines de citoyens libanais. Il venait de rencontrer le président libanais Elias Hraoui et son premier ministre Omar Karam, dont le gouvernement est soutenu par la Syrie.

De son côté, un haut responsable chiite libanais, Cheikh Moha-

med Mehdi Chamseddine, a affirmé dimanche avoir lancé une initiative en vue d'un échange : la restitution des corps de militaires israéliens disparus au Liban contre la libération de prisonniers libanais et palestiniens détenus en Israël, la libération exigée par les ravisseurs des otages occidentaux. Dans un discours prononcé à Tyr, le vice-président du Conseil supérieur chiite - la plus haute autorité de cette communauté au Liban - a lancé un appel au secrétaire d'Etat américain James Baker afin qu'il fasse « pression sur Israël » pour cet échange. - (AFP, Reuters.)

SIBONY



Sibony décrit ces lieux par lesquels on passe pour devenir différent ; ces moments où nous sommes « entre-deux » : entre deux langues, entre deux places, entre deux identités culturelles.

Collection La couleur des idées. 150 F.

Editions du Seuil

PROCHE-ORIENT

Le Koweït des règlements de comptes

Deux mois après la libération, l'émirat se reconstruit lentement dans un climat d'épuration

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyé spécial

Les bureaux de l'agence koweïtienne de presse ont entièrement pillés par les Irakiens. Tout a été emporté : téléscripteurs, ordinateurs, classeurs, tables, fauteuils. Rien n'a été oublié, même pas les prises électriques et les serrures des portes. Le sol est encore jonché de dossiers et de photographies.

La KUNA n'est qu'un cas parmi des centaines d'autres. Durant les sept mois d'occupation irakienne, aucun ministère, aucune administration, aucune société publique ou privée n'a été épargnée par les pillards. A la faculté des lettres de Chouaykh, les Irakiens ont même arraché la moquette, déjà vieille de plusieurs années, et ont emporté les climatiseurs, laissant des trous béants dans les murs. Le campus de l'université ressemble à une cité fantôme. Professeurs, étudiants et volontaires s'efforcent de mettre un semblant d'ordre, en attendant la remise en état des lieux. « Le pire, déplore le professeur de sociologie Hussein Mabmoud, c'est que le pillage des bibliothèques de la faculté des lettres, ainsi que celui des facultés de médecine et des sciences de Khaldiya - plusieurs millions d'ouvrages précieux - s'est déroulé sous la supervision des doyens des facultés irakiennes venus spécialement d'Irak pour se disputer le butin comme de véritables chiffonniers. »

Une priorité : nettoyer

Combien de temps faudra-t-il pour remplacer tout ce qui a été dérobé ou dévasté ? Nul ne peut répondre tant la tâche est immense. Pour l'instant, le souci prioritaire des autorités est de payer au plus pressé, c'est-à-dire le rétablissement des principaux services publics. Près de deux mois après la libération, des progrès incontestables ont cependant été réalisés. Les installations de l'aéroport, également « vandalisées », peuvent rece-

voir les charters de la Kuwait Airways, avant la reprise prochaine des liaisons régulières avec les principales capitales du monde. Les belles résidences de Koweït-Ville, salies par la pollution, ont perdu leur blancheur d'antan, mais les grandes artères de la ville ont été nettoyées, et les ordures ménagères sont régulièrement enlevées, ce qui redonne aux « quartiers koweïtiens » l'aspect propre qui les caractérisait avant l'occupation.

Le retour massif des quelque 400 000 citoyens koweïtiens en exil, tant de fois annoncé, se fait attendre. Les chefs de famille venus inspecter les lieux repartent découragés. La plupart d'entre eux redoutent les conséquences de la pollution pour leurs enfants ainsi que l'absence de services. Ils attendent que les travailleurs asiatiques - de préférence philippins, qui commencent à arriver par avions entiers, soient suffisamment nombreux pour les servir et remettre en état leur domicile.

Le tableau est tout différent dans les « quartiers palestiniens », qui sont demeurés tels qu'ils étaient au lendemain de la libération : trottoirs et ruelles remplis de débris, chaussées encombrées de voitures hors d'usage, épiceries et coopératives dont le pauvre approvisionnement contraste avec l'abondance et la richesse des étalages des supermarchés des « quartiers koweïtiens ». Lorsqu'on interroge les Palestiniens assis en groupe à l'entrée des rares boutiques ouvertes, ils se félicitent de leur sort et affirment se sentir en sécurité. Mais une peur sourde les hante. « Oui, disent-ils avec la prudence de ceux qui sont habitués à être persécutés, nous aussi nous entendons des rumeurs au sujet des enlèvements et des mauvais traitements auxquels seraient exposés certains de nos compatriotes. Mais nous, personnellement, nous n'avons rien vu. »

En privé, cependant, devant des interlocuteurs qui leur inspirent confiance, ils deviennent plus loquaces et émettent plus de désespoir. « Ils veulent se débarrasser de nous », affirment-ils. Chacun connaît une ou plusieurs affaires de décès inexplicables

ou d'enlèvement suivi de tortures. Il y a encore une dizaine de jours, raconte un Palestinien, une douzaine de Koweïtiens, armés de fusils et de chaînes, se sont, à la nuit tombante, emparés dans le quartier « mixte » de Salmiyeb de quatre Palestiniens qu'ils ont sauvagement passés à tabac et torturés dans un appartement situé derrière l'hôpital Moussa. Deux de leurs victimes ont réussi à s'échapper. L'un d'eux s'est réfugié dans un poste de police, tandis que l'autre se perdait dans le dédale des ruelles. Les ravisateurs ont aussitôt encerclé le secteur et organisé une battue, tirant des coups de feu en l'air, enfonçant les portes pour perquisitionner et semant la terreur dans le quartier. Ils ne se sont dispersés qu'à l'arrivée de la police, alertée par un habitant.

Les policiers se plaignent pour leur part de n'avoir pas assez d'effectifs pour assurer la surveillance des quartiers palestiniens. Un grand nombre d'officiers de police, demeurés au Koweït durant l'occupation, n'ont pas encore été réintégrés et la plupart des commissariats de police n'ont pas rouvert leurs portes. De toute manière, menacés des pires sévices si elles s'avisent de raconter leurs mésaventures, les victimes des mystérieuses milices qui pratiquent la terreur évitent de déposer plainte auprès des autorités locales. Ceux qui recherchent un parent ou un ami disparu préfèrent s'adresser aux représentants de la Croix-Rouge internationale qui, aux termes d'un accord avec le gouvernement koweïtien, inspectent régulièrement les différents postes de police et centres de détention ainsi que les hôpitaux. Sans beaucoup de résultats. Car il semble que les policiers s'arrangent, le temps de l'inspection, pour transférer ailleurs les détenus.

Les policiers paraissent très soucieux de découvrir l'identité de ceux qui ont rejoint les organisations humanitaires et la presse internationale. Ils ont récemment convoqué à cet effet les « permanents » de l'OLP qui, malgré la fermeture officielle du siège de l'organisation palestinienne, continuent de se rendre dans leurs

bureaux dans l'espoir de pouvoir recueillir les plaintes des victimes.

Quels sont ces groupes qui, malgré les mises en garde officielles - que certains affirment être surtout destinées à l'étranger, - poursuivent, après une courte pause, leurs exactions ? Une rumeur publique persistante incrimine les « milices » conduites par les jeunes chefs de la famille régnante qui auraient juré de punir ceux qui, selon eux, ont collaboré avec les Irakiens. Leur appellation ainsi que leur filiation princière sont connues de tous, et on sait que cheikh Saad, le prince héritier, leur a adressé fin mars un sévère avertissement. On sait également qu'ils opèrent encore tout récemment dans les cachots du sinistre « Gewan », l'ensemble de bâtiments qui, à Chouaykh, abritent le ministère de la défense et le siège de la garde nationale - ce qui tend à prouver que leur action est couverte par les responsables de la sécurité nationale. Il existerait également, selon certains témoignages, d'autres centres de détention et de torture dans des villas isolées et quelques écoles de la capitale.

L'amertume des Palestiniens

On prête aux autorités koweïtiennes l'intention de se débarrasser une fois pour toutes des 170 000 Palestiniens qui se trouvent toujours dans l'émirat - sur les 350 000 qui y habitaient avant l'occupation. Le harcèlement des Palestiniens par les milices princières ne constituerait donc qu'un des moyens utilisés pour parvenir à cet objectif. Un autre est la marginalisation de la population palestinienne, désormais soumise à toutes sortes d'interdits, dont celui de travailler. Ainsi, une dizaine de transporteurs palestiniens qui, répondant à un appel de l'armée américaine, s'étaient présentés à la frontière irakienne avec leurs camions ont-ils été refoulés sous le prétexte qu'ils sont détenteurs d'un passeport

jordanien. « On veut nous humilier, nous exaspérer pour que nous quittions un pays où nous avons vécu et travaillé pendant près de trente ans », déclare l'un d'entre eux, qui affirme être maintenant prêt à émigrer. « Pourvu que les Koweïtiens ne paient ce qu'ils me doivent et que je trouve un pays disposé à m'accueillir. »

Les Palestiniens sont amers, même à l'égard des Koweïtiens de l'opposition, à qui ils reprochent de ne pas prendre position avec suffisamment de force en leur faveur et de ne s'occuper que de leur propre lutte pour la démocratie. Un grief dont certains opposants reconnaissent le bien-fondé en admettant volontiers que les milices princières se font la main sur les Palestiniens avant de s'occuper de ceux qui souhaitent instaurer dans l'émirat un régime vraiment démocratique. Mais ces Koweïtiens préfèrent, pour l'instant, accorder la priorité à ce qui unit l'opposition, alors qu'en ce qui concerne les Palestiniens les avis semblent partagés.

« L'origine de tous nos malheurs, assure Abdel Aziz Sultan, le président de la Gulf Bank, est que nos cheikhs sont persuadés que le Koweït est leur propriété privée. Ils en veulent donc aux Palestiniens qu'ils accusent d'avoir aidé Saddam Hussein venu voler leur bien. Ce comportement à l'égard des Palestiniens est motivé par un esprit de revanche injustifié, car ce qu'on leur reproche est grossièrement exagéré. » Tel est également l'avis de l'avocat Imad El Saïd qui estime que ce « procès est terriblement injuste ». « Même s'il y a eu 2 000 collaborateurs sur les 350 000 Palestiniens qui se trouvaient au Koweït au moment de l'invasion irakienne, faut-il mettre en cause tout un peuple ? » M. Jasssem El Wazzane, l'un des dirigeants de la communauté chéite, qui a joué un rôle prépondérant dans la résistance contre l'Irak, partage également cette opinion. « Certes, dit-il, il y a bien eu des Palestiniens qui ont collaboré, mais n'oublions pas que parmi eux figuraient des Palestiniens venus de Bagdad et totalement infortunés au Baas. En revanche, beaucoup sont demeurés intacts. D'autres, en petit nombre, ont aidé les Koweïtiens et

ont été tués pour cela. De même, certains ont collaboré pour recueillir des informations qui nous ont été utiles. » En général, le ressentiment à l'égard des Palestiniens est particulièrement vif parmi les Koweïtiens qui ont vécu l'occupation à l'étranger et ont été influencés par une propagande arabe antipalestinienne répandue surtout par les journaux saoudiens et égyptiens.

Ceux qui sont restés sur place sont plus mesurés, même s'ils admettent qu'un nombre non négligeable d'entre eux ont collaboré. Beaucoup ont vu leurs amis ou collègues palestiniens prendre le parti de M. Saddam Hussein lorsque ce dernier a établi le fameux « lien » entre le problème du Koweït et celui de la Palestine. Ils ont vu des Palestiniens brandir des portraits d'Arab et de Saddam Hussein, mais ne savent pas s'il s'agit de Palestiniens venus de Bagdad ou résidant au Koweït.

« Il se peut qu'au début nous ayons ressenti une certaine satisfaction devant l'humiliation infligée aux Koweïtiens par cette occupation, explique avec regret un jeune intellectuel palestinien. Mais nous ne pouvions pas alors que celle-ci durait aussi longtemps et qu'elle prendrait la forme violente qu'elle a prise par la suite. Mais, avec le temps, cette sympathie a cédé rapidement la place à une vive déception. Nous aussi, nous avons souffert terriblement de cette occupation dont nous n'avons tiré aucun bénéfice. C'est vrai que nous n'avons pas pris part au mouvement de désobéissance civile organisé par les Koweïtiens. Mais pouvions-nous le faire, nous qui ne disposons d'aucune ressource pour faire vivre nos familles, alors qu'ils recevaient régulièrement une assistance financière et alimentaire distribuée par leurs comités de solidarité ? »

Et ce Palestinien de conclure : « Les Koweïtiens devraient finir par comprendre que nous sommes pour la plupart nés dans ce pays sans jamais avoir bénéficié des droits qui, dans un régime démocratique, auraient dû normalement nous revenir. »

JEAN GUEYRAS

DU 11 MAI AU 22 MAI

NOUVELLE CITROËN ZX
 VENÉZ LA REGARDER, LA TOUCHER, L'ECOUTER,
 L'ESSAYER ET LA GAGNER



10 CITROËN ZX
 A GAGNER
 DANS TOUT LE RÉSEAU
 CITROËN.

La meilleure façon d'apprécier la nouvelle CITROËN ZX, c'est de la voir rouler, la regarder arrêtée, l'écouter, s'installer à l'intérieur, prendre contact avec elle, en un mot : l'essayer.

La collection des CITROËN ZX vous attend dans tout le réseau CITROËN.

Au cours de cet essai, vous aurez l'occasion de participer à un tirage au sort pour gagner 10 CITROËN ZX mises en jeu. Grand jeu gratuit sans obligation d'achat.

L'automobile comme vous l'entendez est à découvrir du 11 mai au 22 mai dans notre réseau. Vous serez les bienvenus.

69 000 F

CITROËN ZX, une collection de 4 modèles à partir de 69 000 F. Tarif au 16 mars 1991.

RENDEZ-VOUS.

Programmez votre essai dans le réseau CITROËN dès maintenant en composant le numéro vert 05.05.24.24 (appel gratuit) ou le Minitel 36.15 CITROËN.

CITROËN présente TOTAL

CITROËN ZX. L'AUTOMOBILE COMME VOUS L'ENTENDEZ.



CITROËN

مكتبة الامم

En 1970, 650 000 jeunes étaient étudiants.
En 1990, ils sont 1 200 000.
Aujourd'hui la France compte 14 millions
d'élèves et d'étudiants.

L'EDUCATION NATIONALE, PREMIER BUDGET DE L'ETAT.



EUROPE

URSS

Triste fête pour l'Arménie au parc Gorki

La tension reste vive dans le Haut-Karabakh, enclavé à majorité arménienne située en territoire azerbaïdjanais. Le couvre-feu y a été prolongé de deux heures et la circulation interdite en raison, selon l'agence Tass, de la « grave dégradation de la situation ».

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le meeting pour l'Arménie, organisé samedi 11 mai à Moscou par le mouvement Russie démocratique de M. Boris Eltsine, n'a pas fait recette. Trois mille personnes seulement se sont déplacées pour entendre une série d'orateurs accusant M. Gorbatchev et l'armée soviétique d'être responsables des affrontements en cours. Il est vrai que M. Eltsine lui-même, qui évite ces derniers mois les grands rassemblements de masse, était absent. Et les ébénistes, acteurs, guitaristes et danseurs de bon goût, dont les numéros alternaient avec les discours politiques, avaient du mal à éveiller l'intérêt de l'assistance.

Il faisait très beau samedi au parc Gorki, mais la fête était triste. Les drapeaux noirs des anarchistes syndicalistes n'étaient plus personne, et les appels, diffusés par une sono surdimensionnée, à renverser Gorbatchev, « assassin, criminel de guerre ! », faisaient une concurrence honnête, sans plus, aux attractions habituelles du lieu, grande roue, bassin de canotage, autos tamponneuses et kiosques à musique... Russie démocratique dispose décidément d'un grand coté-grotto à Moscou puisque l'emplacement, sur l'esplanade centrale du parc Gorki, était parfait. C'est le lieu géométrique que doivent emprunter les milliers de Moscovites qui se rendent normalement au parc Gorki un samedi de printemps, pour peu que le soleil se lève.

« Tribunes de discussion »

Les organisateurs voulaient pourtant aussi faire de ce « meeting de gala » une célébration de la presse d'opposition. Un peu partout, à l'intérieur de l'immense parc, des kiosques avaient été aménagés pour recevoir des « tribunes de discussion », dans lesquelles des journalistes de la presse démocratique expliquaient au public en quoi consistaient les nouveaux titres apparus ces dernières années. Les vendeurs ambulants proposaient des badges de Russie démocratique, aux couleurs du drapeau russe. Des dames d'un certain âge quittaient pour Memorial, l'organisation jadis fondée par André Sakharov et l'historien Iouri Afanassiev.

Ce dernier, qui est aussi le directeur des Archives nationales et l'un des meilleurs orateurs de Russie démocratique, était chargé d'ouvrir le meeting réuni, selon lui, « pour partager la douleur du peuple arménien » et condamner « les crimes monstrueux commis par le régime contre un peuple qui a décidé d'être libre ». Il comparait ce qui se passe là-bas aux événements de Vinnitsa, Tbilissi et Bakou. Et il attaquait la déclaration de M. Gorbatchev du 23 avril, pourtant cosignée par M. Eltsine et huit autres dirigeants de Républiques soviétiques, « Nous vivons, au plutôt nous continuons à vivre, sous un régime qui est historiquement arrivé à sa fin mais qui ne veut pas quitter la scène. C'est pourquoi le sang coule et sont réprimés, les uns après les autres, les aspirations des peuples à l'indépendance et à l'autonomie. Le sens de cette déclaration se lit précisément maintenant au son des explosions, avec les firs des tanks et des hélicoptères », déclarait-il.

M. Anatoli Chabad, député de Moscou au Parlement russe, qui s'est récemment rendu en mission d'observation en Arménie, a réfuté la version des *Izvestia* selon laquelle, à Voskepar, les paracabattistes de l'armée avaient été « contraints » d'ouvrir le feu pour se défendre, faisant treize victimes parmi les « combattants » arméniens. Ceux-ci étaient en réalité des policiers sans armes, dépendant du ministère arménien de l'intérieur, qui se trouvaient, de surcroît, dans un autobus...

M. Sourén Zolian, professeur à l'université d'Erevan, membre de la commission Karabakh, s'exprimait sur un ton vibrant. « Nous savons qui sont les coupables. Ce sont le général Chataline, les ministres Pougatchev et Lazov... bien sûr Gorbatchev. » La foule se réveillait à la mention de ce dernier nom. « Gorbatchev est un criminel politique, mais aussi un criminel de guerre. Si j'ai tort, que le parquet me fasse un procès pour atteinte à la dignité et à l'honneur du président ! »

Algarade à la tribune

Les passions étaient alors déchaînées. Malheureusement pour Russie démocratique, il n'est pas toujours facile de contrôler une foule dont on a éveillé les émotions. L'assistance comportait de nombreux Arméniens. Ceux-ci ne pouvaient pas accepter les propos de l'orateur suivant, M. Fouad Iskender, un responsable de la communauté azérie de Moscou. « Quand on parle du peuple arménien martyr, on oublie quelle douleur, quelles privations, quelles pertes ont été causées à mon peuple vivant en territoire arménien. » Il était aussitôt interrompu par des sifflets et des cris et, après une brève algarade à la tribune et un coup de poing bien placé, un vieil Arménien fou de rage devait quitter celle-ci. Dans la bousculade, une Arménienne d'une cinquantaine d'années, originaire du Haut-Karabakh, s'empara du micro par surprise et, à l'espace de quelques secondes, cria sa baine des Azéris...

M. Lev Ponomarev, député de Moscou, concluait le meeting pour Russie démocratique en estimant que les événements sanglants de ces derniers temps « en Arménie et en Azerbaïdjan » constituaient « un crime de l'armée », et qu'il fallait réagir par la mobilisation de masse. Il appelait donc à une grande manifestation rassemblant des centaines de milliers de personnes, le 19 mai à 19 heures sur la place du Manège, à quelques pas des murs du Kremlin. Celle-ci devrait coïncider avec une réunion, prévue le même jour à Moscou, des comités de grève de toute l'URSS.

DOMINIQUE DHOMBRES



YUGOSLAVIE

Les Serbes de Croatie se prononcent pour le maintien de la fédération

La minorité serbe de Croatie semble s'être prononcée massivement, dimanche 12 mai, en faveur de son maintien dans la fédération yougoslave et à son rattachement à la République de Serbie si la Croatie faisait sécession. Les résultats officiels du référendum organisé dans la région de la Krajina n'étaient attendus que dans la journée de lundi, mais le dépouillement des premiers bulletins a montré que les Serbes des 13 communes concernées par le scrutin avaient voté en faveur de la fédération.

Le scrutin était organisé par le Conseil national serbe, le gouvernement auto-proclamé de Krajina. En août 1990, les Serbes de la région avaient déjà choisi, par référendum, l'autonomie politique et culturelle.

Les autorités de Zagreb avaient déclaré ce référendum illégal « parce qu'il n'a pas été organisé par des institutions légales ». Samedi, le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a déclaré qu'il ne tolérerait pas de nouvelle rébellion serbe. Au moins 18 personnes ont été tuées en Croatie au cours des deux dernières semaines lors d'affrontements entre Croates et Serbes. L'armée a été déployée dans cette république pour assurer l'ordre. (Reuters)

ALBANIE

La composition du nouveau gouvernement approuvée par le Parlement

Le premier ministre albanais, M. Fatos Nano, a présenté dimanche 12 mai au Parlement, issu des élections pluralistes du mois dernier, son nouveau gouvernement, qui a été approuvé grâce aux voix des députés communistes. Les députés de l'opposition, minoritaires, ont voté contre.

Ce gouvernement, auquel l'opposition a refusé de participer, ne compte que quelques changements par rapport au précédent. De nouveaux titulaires ont été désignés à la défense (M. Ndricim Karakaj) et à la justice (M. Fatmir Zekaj); le ministère de l'intérieur a été réorganisé, avec la création d'un ministère de l'ordre public dont la responsabilité a été confiée à M. Hajredin Shyti, ancien chef de la police de Tirana puis de la police nationale et la création d'un Comité de sécurité nationale, nouveau nom de la police secrète Sigurimi. Le président de ce Comité de sécurité nationale est l'ancien ministre de l'intérieur, M. Gramoz Ruci, dont la démission était réclamée par la commission parlementaire chargée d'enquêter sur la répression d'une manifestation à Shkoder, qui s'était soldée par quatre morts le 7 mai. (AFP, Reuters)

ALLEMAGNE

La popularité du chancelier Kohl est en chute libre

BONN

de notre correspondant

Le jeune Matthias Schipke, dirigeant des jeunes socialistes de Halle, en Allemagne orientale, est actuellement livré à la vindicte publique par la presse populaire. Le *Bild Zeitung*, agrandissements photographiques à l'appui, a en effet établi que c'était lui qui, vendredi 10 mai, avait bombardé le chancelier Kohl avec des œufs. « J'aurais préféré lancer des tomates mais elles sont trop chères ! » a-t-il expliqué. Cet incident avait été l'occasion d'une scène assez cocasse, où l'on avait vu un chancelier furieux

échapper à ses gardes du corps pour tenter de s'expliquer d'homme à homme avec ses contradicteurs.

Si tous les Allemands de l'Est ne partagent pas l'agressivité de Matthias Schipke et de ses camarades, ils sont de plus en plus nombreux à se détourner d'un chancelier et d'un Parti chrétien-démocrate qu'ils avaient massivement plébiscité en décembre 1990. Les derniers sondages montrent que si l'on votait aujourd'hui dans l'ex-RDA, les chrétiens-démocrates n'obtiendraient plus que 26 % des voix contre 38 % au SPD. A l'échelle nationale, les sociaux-démocrates dépassent aussi la CDU, avec 42 % contre 40 %; les

MM. Gorbatchev et Eltsine côte à côte face aux ex-Républiques autonomes de Russie

La nouvelle trêve entre MM. Gorbatchev et Eltsine s'est traduite par une seconde rencontre, dimanche 12 mai, consacrée au futur « traité d'union ». Alors que le 23 avril, le président soviétique se mettait d'accord sur les principes d'une collaboration avec les dirigeants des neuf Républiques fédérées, dont la Russie, qui souhaitait signer un traité d'union, il a débattu dimanche avec les représentants des ex-Républiques autonomes au sein de la Fédération de Russie en présence de M. Eltsine. La plupart de ces Républiques autonomes ont proclamé leur propre « souveraineté », poussées par les communistes qui prenaient ainsi le parti de M. Gorbatchev contre la Russie de M. Eltsine.

Mais le compromis passé par les deux rivaux s'est fait au détriment des velléités de souveraineté de ces Républiques, telles que le Tatarstan — qui entend élire un « président » au suffrage universel — ou la Bachkirie, la Yakoutie, etc. M. Gorbatchev

avait confirmé lui-même qu'elles devaient signer le traité d'union, non pas à égalité avec la Russie, l'Ukraine et les autres Républiques fédérées, mais en tant que membres de la Fédération de Russie.

La question est complexe et à l'issue de cinq heures de débats à huis clos, aucun résultat n'a été rendu public, même si le représentant de la République des Mari a déclaré à Tass que tout le monde « s'est bien compris » et que l'on se dirigeait vers un compromis.

En signe de sa bonne volonté, M. Eltsine déclarait dernièrement à des journalistes, selon l'agence Interfax, que M. Gorbatchev « est aujourd'hui clairement favorable à des réformes » démocratiques, « ce qui en fait notre allié ». « Mais le premier qui déviera du document (signé le 23 avril) sera ruiné », a ajouté M. Eltsine, reprenant une formule déjà utilisée par M. Gorbatchev lui-même. (UPI, AFP)

La mort du dernier SS-20

Le dernier des missiles SS-20 dont l'élimination était prévue par le traité sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) de 1987 a été détruit par explosion dimanche 12 mai sur la base expérimentale de Kapoustine, près de la mer Caspienne, a annoncé l'agence Tass.

Ainsi prend fin, quelques jours avant le date légal du 1^{er} juin, la seconde et dernière phase du processus mis en place par le premier traité de désarmement conclu entre l'URSS et les Etats-Unis — et le seul qui soit appliqué à ce jour, puisque la ratification du traité de Paris sur les armes conventionnelles est bloquée en raison des violations reprochées à la partie soviétique. Les autres missiles soviétiques de portée dite « plus courte » (SS-23 et SS-12) avaient été détruits à l'issue de la première phase, à la fin de 1989.

De tout cet arsenal, le SS-20 (RSD-10 dans la terminologie soviétique) avait été le plus spectaculaire manifestation de la bousille militaire de Brejnev, et il est reconnu comme tel par ses successeurs. Mis au point à la fin des années 70 par le constructeur Noudredze (ce dernier est mort en septembre 1987, deux mois avant la liquidation de son « enfant » par le traité de Washington), cet engin porteur de trois têtes nucléaires « couvrait », grâce à sa portée de quelque 5 000 kilomètres, tous les pays voisins de l'URSS

et bien au-delà, d'autant qu'il avait été fabriqué en quantités industrielles : on en dénombrait, à la date du 1^{er} novembre 1987, 826 exemplaires, dont 470 en position de tir. Deux tiers de ce total de près de 2 500 charges nucléaires étaient déployées en Ukraine et en Sibirie, visant l'Europe, le reste en Sibirie contre la Chine et le Japon.

Les Américains ont rempli de leur côté leurs engagements en détruisant il y a quelques jours leur dernier Pershing-2, cette fusée dont le déploiement en Allemagne avait donné lieu à l'une des dernières grandes batailles psychologiques et diplomatiques de la guerre froide, au début des années 80. La total de l'arsenal occidental était néanmoins resté inférieur à celui de Moscou : 689 engins (Pershing ou missiles de croisière à une seule tête) avaient été fabriqués au total, dont 429 avaient été déployés dans cinq pays d'Europe occidentale.

Le traité FNI a été aussi un modèle du nouvel esprit de la détente Est-Ouest, puisque aucun incident n'a été signalé dans l'application du régime pourtant très rigoureux d'inspection mise en place à cette occasion. Ce régime est d'ailleurs maintenu en partie. En particulier les inspecteurs américains qui contrôlent depuis trois ans les entrées et les sorties de l'usine de Votkinsk, dans l'Oural, où étaient fabriqués les SS-20, resteront à leur poste pendant encore dix ans. (M. T.)

Des diplômes nationaux de 3^e cycle, des spécialisations spécifiques pour étudiants ou cadres d'entreprises !

- DESS CAEE : Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de généraliste à la gestion.
☎ (1) 45 54 40 10 Inscription possible par minitel 3616 code IAE.
- DESS DEVELOPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL* :
☎ (1) 45 58 00 21
- DESS CONTROLE DE GESTION ET AUDIT :
☎ (1) 45 57 28 41 - (1) 45 58 02 28
- DESS FINANCE* :
☎ (1) 45 58 00 21
- DESS SYSTEMES D'INFORMATION* :
☎ (1) 45 58 00 21

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Minitel 3616 code IAE

IAE
DE PARIS

* Exclutivement réservés aux cadres continus

anglais, allemand, espagnol, italien, russe...
Emplois d'avenir : LANGUES ÉTRANGÈRES exigées !
Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.
Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.
Programmes langue générale, langue des Affaires.
INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE - FORMATION CONTINUE
Documentation et Tests gratuits :
LANGUES & AFFAIRES - Soc 5167, 35, rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42 70 81 88

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(œuvre de la France 2 - coproduction)
Rassemblement des 43 pays d'expression française.
D'un bout du monde à l'autre, les langues romanes sont bien des langues.
2 heures hebdomadaires pendant l'automne des langues.
Le 1^{er} novembre, conférence internationale (100 nationalités).
ACTIV 140 nationalités et la jeunesse LUDF (langue des États de langue française) - 40 nationalités, 250 h, 507.
Francité d'Europe
MARTINOT DE PREUIL
19560 NUEL-SUR-LAYON
17ème 1 800. Les 2 heures 140 F francisé

Etudes en Université
CALIFORNIE
FLORIDE
Stage linguistique ou études
Année : 50000 F. Été : 7500 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French-Office 57, rue Charles-Lafitte
92200 Neuilly (1) 47-45-08-18
Recherchers professeurs fac, ou lycées
correspondants toutes régions.

صحة في الامم

EUROPE

PORTUGAL : un demi-million de personnes avec Jean-Paul II dans le sanctuaire de la Vierge

Le pape de Fatima

Après une visite aux Açores et à Madère, régions autonomes du Portugal, le pape est arrivé, dimanche soir 12 mai, au sanctuaire Marla da Fatima, à 120 kilomètres au nord de Lisbonne, où il a été accueilli par une foule de plus d'un demi-million de pèlerins. Il a remercié la Vierge de Fatima d'avoir guidé les peuples d'Europe de l'Est vers la liberté. Cette visite à Fatima, dix ans, jour pour jour, après l'attentat dont il a été victime à Rome (1), est l'événement majeur de ce voyage du pape au Portugal.

FATIMA

de notre envoyé spécial

Les pèlerins avancent à genoux, à même le sol, ou rampent, allongés de tout leur corps, entre deux haies de spectateurs. Des enfants ou de lourds paquets sur les épaules accusent l'effort et la douleur. Certains s'effondrent en larmes. Leurs lèvres marmonnent des prières sans fin. Entre les doigts filent des grains de chapelet ou vacillent de longs cierges. En face aussi, des reproductions de la Vierge ou de l'Enfant Jésus sont serrées sous les bras restés libres. Des religieux tendent des gobelets d'eau ou des genouillères.

Le parcours du pèlerin de Fatima jusqu'à la chapelle des apparitions où, sur un coussin d'herbe, trône une Vierge couronnée, est long de 600 cents mètres. Mais certains pèlerins font le tour de l'édifice et recommencent une fois, deux fois, trois fois le même calvaire à genoux. Six fois, comme ce torero guéri d'une blessure à la cuisse et qui, grâce à la Vierge de Fatima, assure-t-il, a pu redescendre dans l'arène. Comme cette mère espagnole, toute de noir vêtue, qui remercie la Vierge de lui avoir ramené son fils vivant de la guerre du Golfe. Des jeunes prient pour la conversion de leurs villages, d'autres multiplient les vœux, supplient le ciel pour la guérison d'un parent ou d'un enfant.

A Fatima, la douleur et la prière s'étalent comme dans une cour des miracles. Les chemins qui grimpent dans la stérile se remplissent de pèlerins, ballottés sur la tête, et les rues de mendiants qui exhibent leurs membres amputés ou leurs enfants en guenilles. Les brancards

des malades fendent les rangs devant les immenses casiers où sont entreposées les bougies qu'on s'arrache dans la bousculade. A chaque pilier, des prêtres confissent, lancinants, les haut-parleurs diffusent des cantiques, des messes, des Ave Maria.

Dans la nuit du 12 au 13 mai à Fatima, celle des premières apparitions de 1917, on ne dort pas. Surtout quand le pape est là, même si c'est la troisième fois (2). Quand s'éteignent les chants et les fleuves de bougies de la dernière procession, on se serre au fond des voitures - les hôtels sont pleins depuis longtemps - ou dans les couvertures étirées jusqu'aux portes du sanctuaire et de la basilique. Même jonchée de papiers gras, la motarde parcelle de terrain vague sert d'aire de camping.

Les vierges flues

En attendant le crépuscule et l'arrivée de Jean-Paul II, on a prié et saussonné, on a fait le plein des souvenirs chez les marchands de ce temple marial dont les vitrines débordent de toute une quincaillerie « bandieusarde ». De la plus naïve à la plus laide, il y a des Vierges pour tous les goûts. Le dernier cri, c'est la Vierge vert fluo. Des angelots bouffis voisinent avec le pape et la Mère Teresa au fond de cendriers et d'assiettes de pacotille. Du plafond pendent les chapelets, et des bougies se dressent en milieu de montagnes de médailles. Des éventails déployés racontent enfin l'histoire des apparitions de la Vierge aux trois bergers.

Si ce n'est la première, Fatima occupe une place à part dans les sanctuaires mariaux d'Europe, où débarquent désormais des charters américains. Et la raison de cet attrait est la même que celle qui y conduit aujourd'hui Jean-Paul II, après Paul VI, pour la deuxième fois. La prière, la pénitence, la conversion sont des vertus connues aussi à Czestochowa et à Lourdes, les guérisons miraculeuses sont plus nombreuses. A Fatima, l'histoire des apparitions de 1917, le message de la Vierge aux voyants - marqué par la guerre mondiale, le communisme naissant, l'athéisme qui met l'Eglise en péril - font du sanctuaire marial portugais l'un des fiefs du catholicisme, à la fois le plus populaire et le plus conservateur. Habité par tous les maux du siècle, « Fatima est, après

l'Evangile, la plus grande révélation », a même pu dire hardiment un théologien canadien.

Les trois prophéties

Le 13 mai 1917 et les six mois suivants, que dit la Vierge, dans la vallée, aux trois bergers d'Alcuzarel, Lucie (dix ans) toujours en vie dans un carmel proche de Coimbra (3), et ses petits cousins François et Jacinta, décédés très jeunes, ces trois *pastorinhos* qui ne sont pas encore saints, mais dont les niches se trouvent dans toutes les maisons pieuses du Portugal? Elle leur donne d'abord une vision de l'Enfer, ce qui ajoute à la dimension apocalyptique du message de Fatima. Puis, elle prophétise, dans le premier secret révélé bien plus tard, la fin de la guerre, mais ajoute que, si le monde ne se convertit pas, une autre éclatera « sous le règne de Pie XII ». La Vierge ne se trompe que de quelques mois, puisque la deuxième guerre a commencé en 1939, sous Pie XII.

Révélateur en 1942, l'autre prophétie annonçant la conversion de la Russie, pays qui « répandra ses erreurs dans le monde, provoquant des guerres et des persécutions contre l'Eglise », retrouve une brillante actualité. Après l'effondrement du communisme dans les pays de l'Est, cette deuxième prophétie est déjà réalisée pour les inconditionnels de Fatima, qui crient victoire : « La plus grande révélation est une place blanche », dit l'un d'eux.

Déjà dans les années 50, Giorgio La Pira, maire de Florence, avait voulu établir « un pont de prières et de paix entre les deux piliers que sont Fatima et Moscou ». Plus récemment, le 13 mai 1990, l'archevêque très conservateur de Cologne, le cardinal Meisner, s'écrit sur le lieu des apparitions : « Grâce à la Vierge de Fatima, les hommes n'ont pas suivi Karl Marx, mais Jésus-Christ. Ils n'ont pas cru au Manifeste communiste, mais au Magnificat. » Rédigé en 1940 par Lucie, mais toujours gardée secrète, la troisième partie du message de Fatima serait consacrée à la crise de la foi dans l'Eglise.

« Le désert sans Dieu »

Comment un pape banté par la guerre, par l'athéisme marxiste et l'indifférence religieuse ne serait-il pas tenté de faire de Fatima son lieu de prédilection? Dès son arrivée dimanche soir sur l'esplanade de la basilique, deux fois plus grande que la place Saint-Pierre et noire d'une foule à la fois recueillie et enthousiaste, Jean-Paul II a loué la Vierge de Fatima pour « avoir conduit les peuples vers la liberté ». Il a évoqué « le désert sans Dieu où semble se perdre notre génération ». Affirmant que « dans le respect de leurs propres racines chrétiennes et dans leur profond désir du Christ, il faut trouver le chemin que les peuples de tout le continent européen doivent parcourir », il a appelé la protection de la Vierge sur les travaux du prochain synode des évêques de toute l'Europe.

Le pape voulait faire de Fatima, lundi 13 mai, l'apothéose de son voyage au Portugal. Une trop grande insistance sur ce type de dévotion mariale et de telles prophéties risquent toutefois d'apparaître comme une revanche de l'histoire. Elle agace déjà les chrétiens, qui ont toujours fait de Fatima le lieu d'une campagne anticommuniste et un refuge contre la société moderne.

HENRI TINCO

Prières pour Timor

FATIMA

de notre envoyé spécial

L'occupation du Timor-Est, depuis 1975, par l'Indonésie, est une question sensible au Portugal, où vit une nombreuse communauté originaire de cette ancienne colonie. La prassi da Lisbonne a vivamment critiqué l'absence d'allusion à Timor dans le discours du pape au stèda da Restal, vendredi 10 mai (la Monda dèd 12-13 mai). En octobre 1989, Jean-Paul II s'était rendu dans ce pays et avait déjà été critiqué parce qu'il n'avait pas condamné clairement l'occupation par l'Indonésie à ses vici-

timna das droits da l'homma à Timor.

Le pape a rectifié le tir en donnant, dans l'événement qui l'emmenait aux Açores, un entretien exclusif - fait rarissime - à la grande radio catholique du Portugal, Radio Raneasense. « Je prie tous les jours pour Timor », dit Jean-Paul II. Je souhaite que cette communauté puisse vivre selon ses principes, ses convictions, sa langue, sa culture et sa religion. Rappelant que le dossier était entre les mains des Nations unies, la papa a déclaré que le problème devait être résolu « selon les principes de justice, des droits de l'homme et des nations ».

H. T.

POLOGNE

M. Mazowiecki à la tête d'un nouveau parti

L'ancien premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a été élu, dimanche 12 mai, président d'un nouveau parti politique, l'Union démocratique, qui rassemble trois formations d'opposition issues de Solidarité et dont le congrès fondateur s'est tenu au cours du week end à Varsovie.

Deux figures historiques de Solidarité, MM. Jacek Kuron et Wladyslaw Frasyniuk, ont été élus vice-présidents du nouveau mouvement, ainsi que l'ancien ministre Aleksander Hall. Lors d'une conférence de presse, M. Mazowiecki, qui avait été battu par M. Lech Waleza aux élections présidentielles de l'automne dernier, a

déclaré l'Union démocratique comme un « parti du centre qui s'efforcera de faire de la Pologne un pays stable et de contrer les tendances extrémistes ». Il devrait dès maintenant s'atteler à la préparation des élections législatives prévues cet automne.

Un autre candidat malheureux à la présidentielle, M. Stanislaw Tyminski, le millionnaire polono-canado-péruvien qui avait bouleversé la politique polonaise, s'est également tenu samedi le congrès fondateur de son parti, le parti « X », après en avoir expulsé les journalistes qui refusaient d'y adhérer. (AFP, Reuters)

(1) La balle ayant servi à Ali Agca, qui avait tiré sur le pape le 13 mai 1981, a été sèrie dans la couronne de la Vierge de Fatima.
(2) Avant Jean-Paul II, venu une première fois en 1982 à Fatima, Paul VI fut le premier pape pèlerin au Portugal en 1967.
(3) Aujourd'hui âgée de quatre-vingt-quatre ans, la voyante Lucie Dos Santos était présente dimanche soir à la veille de prières.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne et l'Europe de l'Est
Livres russes
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

COMBIEN? COMBIEN?...



système simple n'a été proposé qui permette de classer tout en conservant la complète disponibilité des documents. Aujourd'hui, CANON apporte la solution:

LE CANOFIL 250.

Vos documents sont disponibles à tout moment. Pour plus de sécurité vous pouvez même emporter votre disque... et retrouver vos documents même les plus confidentiels en un instant en utilisant n'importe quel CANOFIL 250. Et si besoin est, vous les reproduisez à l'aide d'une imprimante laser. Bien que d'un encombrement très réduit, le CANOFIL 250 permet de stocker jusqu'à 13.000 documents A4 par disque amovible, suivant votre classement habituel.

Facilité. L'utilisation du CANOFIL 250 ne change pas votre organisation et ne nécessite aucune connaissance "informatique". De ce fait, il est utilisable par toutes et tous. Combien de temps vous faudra-t-il pour recevoir des informations supplémentaires sur le CANOFIL 250? Remplissez le coupon ci-dessous, et postez-le sans attendre. Nous vous expédierons par retour une documentation complète.

Combien de fois... Combien de fois avez-vous recherché un document "classé"? Combien de fois avez-vous eu besoin d'un document et n'avez pas pu le retrouver à temps?
Combien de temps... Combien de temps prenez-vous pour classer vos documents? Combien de temps prenez-vous pour retrouver vos documents?
Disponibilité. Le classement et la recherche de documents absorbent souvent un temps précieux. Jusqu'à présent, aucun

Canon Canofile 250

Pour recevoir une documentation complète sur le CANOFIL 250:

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Société _____

Tél. _____

Coupon-réponse à renvoyer à CANON FRANCE - Département MICROGRAPHIE - 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX - Tél. 48 65 42 23 - Fax: 48 65 22 88.

DIPLOMATIE

Le second mandat du secrétaire général s'achève le 31 décembre

Guerre de succession aux Nations unies pour remplacer M. Perez de Cuellar

Après être resté dix ans secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar achèvera son second mandat le 31 décembre. La date limite proposée par le Conseil de sécurité pour lui trouver un successeur a été fixée au début du mois d'octobre. Mais il n'est pas impossible, en dépit des nombreuses candidatures déjà déclarées, que les cinq membres permanents du Conseil demandent à M. Perez de Cuellar d'accepter un troisième mandat « au moins pour quelque temps ».

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Trouver d'ici le mois d'octobre un successeur à M. Javier Perez de Cuellar à la tête de l'ONU, capable de présider une organisation considérablement renforcée de la guerre du Golfe, au sein d'un «nouveau monde mondial» toujours en gestation : la tâche ne sera pas facile pour les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

D'ailleurs qu'attendre d'un secrétaire général de l'après-guerre froide ? « Voilà la difficulté », s'exclame un diplomate occidental. Les Etats membres de l'ONU, en particulier les cinq membres permanents qui ont le droit de veto, s'attendent à ce que le postulant soit capable de régler rapidement, efficacement, tous les problèmes du monde, de faire la guerre et la paix. Il devra s'occuper des problèmes économiques des pays du Sud tout en courant après l'argent que les superpuissances doivent à cette organisation.

Mais où trouver ce «super-secrétaire général» ? Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'y a pas de candidat idéal. Les listes qui circulent à l'ONU font état de onze noms (on ne cite pas les autres), et sous le manteau une liste «officieuse» en comporterait treize-cinq.

Pour le seul continent africain, qui, il est vrai, tout en assurant un tiers des délégués de l'organisation n'a jamais fourni de secrétaire général, il y aurait une bonne douzaine de candidats. Parmi eux, M. Kenneth Daddie, du Ghana, le secrétaire général de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) ; M. Salim Ahmed Tazian, le secrétaire général de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) ; M. Ibrahim Gambari, l'ambassadeur du Nigeria à l'ONU et M. Abdou Diouf, le président du Sénégal.

La candidate la plus sérieuse d'Europe du Nord pourrait être M^{me} Gro Harlem Brundtland, l'actuel premier ministre de Norvège, qui a établi un rapport sur l'environnement et le développement en 1987 intitulé «Notre avenir commun». Mais on parle aussi de M. Mari Kihlström, cet autre Norvégien qui en tant que sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations unies en Namibie.

Parmi les candidats asiatiques, le plus souvent cité semble être M. Ali Abbas, le ministre des affaires étrangères indonésien, qui fut le principal artisan du plan de paix pour le Cambodge. On cite également M^{me} Tommy Koh, l'ancien ambassadeur de Singapour à Washington ainsi que M^{me} Chan Heng Chee, le dernier ambassadeur de Singapour à l'ONU.

Du Canada, deux noms émergent régulièrement : celui du multimillionnaire M. Maurice Strong, qui est à la tête de la deuxième conférence internationale de l'ONU sur l'environnement au Brésil et M. Pierre Trudeau, l'ancien premier ministre. Il faut également compter avec les Sud-Américains, parmi lesquels le prix Nobel de la paix et ancien président du Costa-Rica, M. Oscar Arias et aussi l'actuel ministre des affaires étrangères d'Equateur, M. Diego Cordovez. M. Cordovez était sous-secrétaire général chargé de l'Afghanistan.

Mais le nom le plus souvent mentionné est sans conteste celui du prince Sadruddin Agha Khan. Le prince est actuellement responsable du dossier des affaires humanitaires liées à la guerre du Golfe, ainsi que du dossier des réfugiés kurdes. Sadruddin Agha Khan a occupé parmi d'autres postes à l'ONU celui de haut-commissaire pour les réfugiés. C'est un ami personnel du président George Bush, et selon de nombreuses rumeurs à

l'ONU il serait le « favori » de Washington. Le prince Sadruddin, qui possède des passeports iranien, pakistanaï, suisse et britannique, est né en Iran, a été éduqué en Angleterre et vit à Genève. Il s'était déjà porté candidat au poste de secrétaire général en 1981, mais s'était heurté à un veto soviétique.

Dans cette guerre de succession, le monde arabe n'est pas en reste, et le nom de M. Boutros Ghali, le ministre d'Etat égyptien pour les affaires étrangères, circule parmi les candidats possibles, mais « ses origines copistes paraissent être un obstacle ». Enfin de nombreuses personnalités issues du cours nouveau des pays de l'Est figurent aussi sur la liste, dont le président de Tchécoslovaquie, Vaclav Havel qui suscite bien des sympathies. On parle aussi de M^{me} Benazir Bhutto du Pakistan, et certains ajoutent que des lettres en faveur du dala-lama ont même été enregistrées.

Bien qu'il n'y ait pas de règle écrite interdisant au secrétaire général d'appartenir à l'un des cinq pays membres permanents du Conseil, dans la pratique la paralysie du Conseil de sécurité pendant la guerre froide, n'avait pas attiré de personnalités politiques des superpuissances. Mais l'ONU en 1991, apparemment plus puissante et respectée, semble susciter bien des convoitises. Ainsi, bien qu'ils ne soient pas officiellement candidats « ne refuseraient pas », paraît-il, M^{me} Thatcher ainsi que M. Jimmy Carter, l'ancien président américain, de même que l'allemand Hans-Dietrich Genscher et M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères d'Union soviétique. Ce dernier a d'ailleurs créé la surprise lorsqu'il a déclaré à la presse, il y a quelques jours, être prêt à « considérer la proposition si jamais on me le demandait ».

La France pour un troisième mandat

Les Occidentaux, tout en osant s'opposer pas généralement à un candidat africain, font valoir que le secrétaire général ne devrait pas être choisi géographiquement, mais selon ses mérites, et ne se privent pas de dire qu'il n'y a pas pour l'instant de candidat à la hauteur. Un rapport approfondi sur le sujet a été récemment rédigé par Sir Brian Urquhart, l'ancien sous-secrétaire général britannique, au nom de la Fondation Force think tank new-yorkaise. Le rapport propose l'établissement d'un « Comité de recherche » composé de personnalités politiques mondialement connues qui établirait une « liste de qualifications » pour le poste et enverrait une lettre à tous les pays du monde leur demandant de présenter leurs candidats par écrit. Une idée que les Britanniques ont développée et que les Etats-Unis et l'Australie ont même soutenue contre une majorité qui travaillait la proposition au mieux « fût-elle » au pis « indigne ».

La France, membre permanent du Conseil de sécurité, « souhaite » pour sa part voir M. Perez de Cuellar accepter un troisième mandat. Au cours d'un entretien téléphonique, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, nous a d'ailleurs exprimé son « appréciation » pour l'excellent travail de M. Perez de Cuellar. Enfin les pays francophones ne cachent pas qu'ils s'opposent à un « candidat n'ayant pas une connaissance suffisante du français », le français étant, avec l'anglais, le langage de travail de l'ONU. La position de la Chine est claire. Pékin soutiendra un candidat africain ou du tiers monde. Les autres membres permanents du Conseil de sécurité ne se sont pas exactement exprimés. Quant à M. Perez de Cuellar lui-même, il a déclaré qu'il se retirerait à la fin de l'année. Le diplomate péruvien, âgé de soixante et onze ans, qui a déjà subi un pontage coronarien en 1986, estime que dix ans comme secrétaire général des Nations unies « c'est largement suffisant ».

AFSANÉ BASSIR POUR

M. Gaston Le Pandert a été nommé ambassadeur au Belize. M. Gaston Le Pandert, nommé ambassadeur à San-Salvador en janvier dernier (le Monde du 23 janvier), a été nommé ambassadeur de France au Belize, en représentation diplomatique à Belmopan, capitale du Belize, étant fermé depuis 1983, en remplacement de M. Jean-Claude Fortuit.

ASIE

Vietnam : de retour des « pays frères »...

Les bouleversements en Europe de l'Est provoquent le rapatriement de dizaines de milliers de travailleurs dans un pays déjà en pleine crise économique

HANOI

de notre envoyé spécial

« Je suis très heureux d'être rentré mais je n'ai pas de chance. » Après avoir étudié le russe à l'université polytechnique de Minsk, M. Nguyen Ven Dinh est revenu au Vietnam en 1979. Il en est reparti en 1982 pour travailler en Bulgarie. Là-bas, il a prolongé un contrat de cinq ans comme charpentier pour préparer, parallèlement, un doctorat à l'université de Sofia. Depuis quelques semaines, il se retrouve à Hanoi, la quarantaine passée, sans travail et pratiquant couramment deux langues étrangères inutilisables. « Je n'ai pas encore eu le temps de chercher du travail, mais mes amis me disent que c'est très dur », dit-il, un maigre sourire aux lèvres.

M. Dinh fait partie de ces dizaines de milliers de Vietnamiens rapatriés depuis les bouleversements en Europe de l'Est. Selon M. Tran Luc, haut-fonctionnaire au ministère du travail à Hanoi, le Vietnam a envoyé, dans les années 80, 290 000 travailleurs à l'étranger, dont 125 000 en Union soviétique, plus de 60 000 dans l'ancienne RDA, 37 000 en Tchécoslovaquie et 33 000 en Bulgarie. En outre, plus de 16 000 Vietnamiens envoyés en Irak ont été évacués, dans des conditions particulièrement dramatiques, juste avant la guerre.

Campagne raciste

Plus des deux tiers de ceux qui travaillaient en Allemagne de l'Est ont déjà été rapatriés. Ceux dont les contrats n'ont pas expiré — un peu plus de 15 000 mille — n'ont pas trop à se plaindre : ils sont payés en marks. Il reste encore 27 000 travailleurs vietnamiens en Tchécoslovaquie. « Il y a eu là-bas quelques incidents, mais rien de trop grave. Nous avons passé un accord sur le rapatriement des chômeurs : les licenciés touchent une prime de cinq mois de salaire avant leur départ. Mais la hausse du coût de la vie en Tchécoslovaquie pose de gros problèmes à ceux qui restent », explique M. Luc. Les 72 000 Vietnamiens toujours employés en Union soviétique semblent être parmi les plus mal lotis. « L'URSS n'a encore besoin de main-d'œuvre », dit-il, mais comme nos compatriotes sont payés en roubles, leur pouvoir d'achat est devenu insignifiant. »

Le cas le plus dramatique, cependant, est celui de la Bulgarie, où les Vietnamiens sont victimes d'une campagne ouvertement

raciste, même dans la presse. « Le Vietnam est la dernière terre communiste, nous lançait-on également à la figure », raconte M. Dinh. Les affrontements les plus graves se sont produits le 17 mars à Sofia où, à la suite d'un incident avec un chauffeur de taxi, la police spéciale a fait usage d'armes à feu en prenant d'assaut un dortoir dans lequel des Vietnamiens s'étaient barricadés. Deux au moins de ces derniers ont été tués et une vingtaine d'autres blessés.

La désorganisation de l'économie bulgare a provoqué la fermeture de nombreuses entreprises qui employaient des Vietnamiens et qui ne se sont pas préoccupées, comme c'était leur responsabilité, de leur rapatriement. Mis à pied, sans ressources, et dans l'incapacité de quitter le pays, certains d'entre eux se sont adonnés au marché noir pour survivre. « Les autres travailleurs étrangers, les Cubains et les Nicaraguayens, ont eu de la chance car ils ont été rapatriés sur le champ. Nous étions donc, en 1990, les seuls travailleurs étrangers présents et nous avons été le cible d'une campagne de discrimination que le gouvernement a laissée se développer », raconte M. Dinh.

Il ne s'en prend pas aux évènements eux-mêmes. « Le processus de démocratisation était bon et inévitable, mais des erreurs ont été commises. La presse, par exemple, folioit ses manchettes sur la « mélodie vietnamite », expliquait-il. « Les Bulgares sont en général de braves gens, laborieux, qui aiment leur pays comme tout le monde », dit-il. Si j'avais quitté la Bulgarie en 1989, j'en aurais gardé un bon souvenir. »

Aujourd'hui, ce n'est plus le cas : le 8 janvier dernier, retournant de l'ambassade du Vietnam à Sofia, où il était allé s'occuper des billets d'avion du groupe de travailleurs dont il est responsable, il a été brutalement assailli à l'entrée par une quinzaine de jeunes Bulgares. « Cela s'est produit près d'une banque, devant des policiers. Personne n'a bougé pour me défendre », raconte-t-il. Il en a gardé la bouche légèrement déformée.

M. Dinh est coauteur pas l'existence d'un marché noir en milieu vietnamite. « Certains sont au chômage depuis sept à huit mois. Ils ne demandent qu'à rentrer chez eux. Mais comment survivre entre-temps ? », dit-il, en ajoutant : « Quand je suis parti, il y avait sept mille chômeurs ». Soit un Vietnamien sur deux. Dans le cas de son entreprise — une fabrique de meubles qui employait 54 Vietnamiens, — le contrat de travail a pris fin début janvier, car le rapatriement devait s'effectuer le 15 du même mois.

« J'ai regagné Hanoi le 3 avril

seulement, par le quatrième avion », dit-il. Depuis les affrontements du 17 mars, Sofia a en effet décidé de prendre à sa charge le rapatriement des Vietnamiens, une opération qui s'étalera sur toute l'année et qui devrait coûter — parce que les appareils reviennent vides — quelque 12 millions de dollars.

On se demande pourquoi M. Dinh est demeuré plus de huit ans en Bulgarie. Les conditions de vie qu'il décrit sont lamentables : un salaire mensuel net de l'équivalent de 15 dollars, des dortoirs en préfabrique « étouffants en été et glacials en hiver », « 5 mètres carrés par personne, un lavabo et un WC pour quatre, pas d'eau chaude... ». Pas de cuisine — « on cuisinait sur un réchaud électrique dans le couloir », — un réfrigérateur pour dix personnes et, pour toute distraction, un récepteur de télévision en noir et blanc pour les 54 employés. « Je voulais, explique-t-il, passer mon doctorat. »

M. Dinh vient maintenant grossir la masse impressionnante de chômeurs d'une économie en crise. « Nous avons déjà un million et demi de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Il faut ajouter à ce chiffre plus de 60 000 mille travailleurs revenus de l'étranger en 1990 et 30 000 mille autres qui en feront autant cette année. Il y a aussi huit mille boat-people de retour », énumère M. Luc. De son côté, l'armée aurait démobilité un demi-million d'hommes.

M. Dinh se console pour l'instant en retrouvant, après des années de séparation, sa femme et ses deux enfants. Mais il n'a pas touché d'allocation à son retour et le salaire de son épouse, technique à la radio nationale, est plutôt maigre : l'équivalent de quelques dollars par mois. Malheureusement, sa connaissance des langues russe et bulgare risque de ne pas lui être d'un grand recours.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ SRI-LANKA : victoire gouvernementale aux élections locales. — Le Parti national unifié (UNP) du président Ranasinghe Premadasa a largement remporté les élections locales qui se sont déroulées samedi 11 mai, selon les estimations publiées dimanche à Colombo. Sur les 237 assemblées locales que les électeurs devaient renouveler, l'UNP en a remporté 190 et le Parti de la liberté (SLFP) seulement 36. Le SLFP a dénoncé les fraudes importantes qui auraient marqué le scrutin. — (AFP.)

PÉROU

Importante offensive rebelle

Des rebelles ont attaqué cinq postes de police dans une région productrice de coca du Pérou, blessés six policiers et pris neuf otages. Un millier de guérilleros du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, extrême gauche) ont lancé ces attaques coordonnées, vendredi soir 10 mai, après avoir coupé la distribution d'électricité de quatre villes de cette région de la jungle amazonienne, à quelque 800 kilomètres au nord-est de Lima. Les autorités ont imposé un couvre-feu de 18 heures à 8 heures du matin dans la région. Ces attaques ont été lancées deux jours après l'annonce par le président Alberto Fujimori de la prochaine signature d'un accord avec Washington sur l'élimination de la production de coca, matière première de la cocaïne, en échange d'une aide économique, policière et militaire américaine. — (AFP.)

CUBA

Washington assouplirait ses restrictions en cas d'élections libres

L'administration américaine est prête à assouplir ses restrictions à l'égard de Cuba si le président Fidel Castro accepte la tenue d'élections libres, a rapporté samedi 11 mai, le Miami Herald. Selon le quotidien, cette offre sera annoncée le 20 mai, à Miami, lors du discours que doit prononcer devant les exilés cubains le secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines, M. Bernard Aronson. Un responsable du département d'Etat a déclaré que M. Aronson « ne dévierait pas de

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Vingt-sept personnes ont été tuées dans un ghetto noir

Un millier de partisans du parti Inkatha, à dominante zouloue, ont attaqué, dimanche 12 mai, à l'aube, un camp de squatters proche du ghetto noir de Kagiso, dans la région de Johannesburg, tuant vingt-sept personnes et en blessant des dizaines d'autres. Une centaine d'habitants ont été incendiés par les assaillants, armés de lances, de machettes et d'armes automatiques. « Ils tuaient tout ce qu'ils voyaient, même les chiens. C'était un massacre pur et simple », a expliqué une habitante. La veille, près de Ventersdorp, à l'ouest de Johannesburg, la police avait dû tirer pour repousser l'attaque de quelque deux mille fermiers blancs venus déloger, armes au poing, des squatters — dont cinq auraient été tués et une quinzaine d'autres blessés. Parmi les fermiers, quatre ont été blessés par les balles de la police.

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, n'a pas écarté, dimanche, lors d'un entretien télévisé, la possibilité de rétablir l'état d'urgence si les négociations sur la violence ne parvenaient pas à ramener le calme dans le pays. Les affrontements entre communautés noires ont fait, à elles seules, cent quatre-vingt-six morts depuis le début du mois. — (AFP, AP, Reuters.)

ALGÉRIE

M. Ben Bella dément avoir appelé à voter pour le Front islamique

L'ancien président Ahmed Ben Bella a démenti, samedi 12 mai, avoir appelé à voter pour le Front islamique du salut (FIS), avec lequel, a-t-il indiqué, « mes rapports ne sont pas bons du tout ». Selon M. Ben Bella, qui préside le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), une phrase de son discours à Mascara, la semaine dernière (le Monde du 11 mai), a été mal interprétée. Il a précisé que, même au second tour des élections législatives, y compris dans le cas d'un face à face entre le FIS et le FLN, « nous ne voterons pas FIS ».

De son côté, le quotidien El Moudjahid a annoncé, dimanche, que c'est M. Mouloud Hamrouche, l'actuel premier ministre, qui sera le candidat du FLN dans la commune de Ksar Chellala, située au centre du pays, à environ 200 km au sud d'Alger. Quelques heures avant la clôture des candidatures — qui devaient être rendues publiques lundi — on ignorait si le FIS opposerait un candidat au dirigeant du FLN.

En revanche, plusieurs responsables du mouvement islamiste ont promis, si leur parti remportait les élections du 27 juin, d'appliquer immédiatement la charia (loi islamique), de suspendre la constitution et d'« expulser » le président Chadli. — (AFP, AP, Reuters.)

■ CAMEROUN : l'opposition appelle à la grève générale. — Dix-huit des vingt et un partis de l'opposition, réunis dimanche 12 mai à Bamenda (Nord-Ouest), ont appelé à une grève générale de 48 heures, les 16 et 17 mai, et à des manifestations dans tout le pays le 19. Accusant le gouvernement d'avoir « institutionnalisé le tribalisme » et « pillé l'économie », l'opposition entend forcer le président Biya à organiser une conférence nationale pour discuter de l'avenir du pays. — (AFP, Reuters.)

■ MALI : un mort lors d'une attaque près de Mopti. — Une personne a été tuée et deux autres blessées, dimanche 12 mai, lors de l'attaque du village de Tonguerekoumbé, dans la région de Mopti (Centre), par un groupe armé non identifié. Jusqu'à présent, les raids de ce genre, attribués aux rebelles touaregs, étaient surtout produits dans les régions de Gao ou Tombouctou. — (AFP.)

Le Monde

EDITIONS

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

VENTE EN LIBRAIRIE

صلى الله عليه وسلم

5011

AFRIQUE

POLITIQUE

Confrontés à un « passage à vide »

Les Verts s'essayaient à leur tour à la « rénovation »

A l'appel d'une initiative délibérément anonyme et dénommée « Les Verts au pluriel », une soixantaine de militants écologistes, parmi lesquels de nombreux cadres du mouvement, se sont réunis, du 10 au 12 mai, à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), pour tenter de trouver une issue au phénomène de « passage à vide » qui affecte les Verts, selon eux, depuis leur essor des élections municipales et européennes de 1989.

En dépit du nom de la localité retenue pour cette rencontre, Choisy-le-Roi, une ancienne bourgade des bords de la Seine, où, assurément, le roi Louis XV avait coutume de recevoir ses favorites, les principaux initiateurs des « Verts au pluriel » avaient tenu, d'emblée, à rassurer l'ensemble du mouvement. « Autant le dire tout de suite : si nous convoquons la structure actuelle des Verts, en voie de « pyramidalisation », ce n'est pas pour déstabiliser tel ou tel ou pour prendre le contrôle des Verts. Ce n'est pas le trône qui est en jeu, mais l'existence même du royaume », écrivaient notamment, à la fin du mois de mars, M. Gérard Onesta, « codéputé » européen (1), et M. Dominique Voynet, secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen, dans un texte volontairement anonyme, qui contait, de cette façon, « mettre en avant des idées plutôt que des signatures ».

Cet appel n'était pas moins

très sévère : il constatait, par exemple, la perte d'un tiers des adhérents des Verts en un an — ce que conteste l'actuelle direction nationale, — l'absentéisme, réel, des membres du conseil national inter-régional (CNIR), une politique de formation « ou point mort », un « mouvement accablé » pour les nouveaux arrivants, « un immobilisme d'appareil érigé en vertu », et, pour tout dire, « un fonctionnement digne d'une association, mais pas d'un (grand ?) mouvement politique ».

Sans contester ni l'utilité, pour le mouvement, ni le tempérament de son chef de file, M. Antoine Waechter, auquel il reconnaît même de « réels progrès idéologiques », ce manifeste regrettait toutefois « une représentation extérieure le plus souvent limitée à la seule personne d'Antoine » et proposait « d'élargir la vitrine verte ».

Sortir d'un affrontement superficiel

« Nous avons vu, crise interpolitique aidant, dépasser le cadre de notre réseau environnementaliste. Nous devons aujourd'hui entrer en contact avec tous les vecteurs d'opinion. (...) La frilosité ou le superbe isolement ne sont plus de mise », ajoutaient les signataires. Or, il se trouve que cet appel, en recourant à l'adhésion directe d'environ deux cent-cinquante militants, a traversé toutes les sensibilités des Verts, et qu'il a réuni, à Choisy-le-Roi, des militants ayant voté pour les trois principales motions qui étaient en concurrence lors de la dernière assemblée générale du

parti, à Strasbourg. Pour la plupart, il s'agit de sortir des Verts de l'« affrontement », devenu quelque peu superficiel, entre les deux principaux animateurs du parti écologiste, MM. Antoine Waechter et Yves Cochet, tous deux parlementaires européens, qui auraient tendance à paralyser le mouvement, alors même qu'à l'occasion de la crise du Golfe la plus grande partie des groupes locaux se sont retrouvés, spontanément, sur la même position, issue de leur culture commune, non-violente : le refus de la guerre.

Toutefois, ceux qui se présentent volontiers comme « les rénovateurs » des Verts hésitent encore sur un point : présenter ou non une motion commune lors de la prochaine assemblée générale du parti, en octobre de cette année, à Saint-Brieuc. « Ce n'était qu'un week-end de débroussaillage, pour préparer le terrain. Nous n'avons pas encore décidé du rôle de la réunion », a dit ainsi M. Rodée Conan, « codéputé » européen. « Notre initiative sera d'autant plus blâtable, qu'elle sera comprise et reprise par chacune des nouvelles composantes du mouvement », s'est dit M. François Matricco, membre du conseil national inter-régional des Verts.

J.-L. S.

Le parti pris du gaspillage

par Jean-Louis Saux

QUINQUANTE, soixante, ou même quatre-vingt militants Verts, qui se réunissent, durant trois jours, dans une auberge de jeunesse de la banlieue de Paris, ce n'est rien. C'est à peine plus d'un pour cent de ce que l'on appelle souvent, désormais, pour simplifier, « le parti de M. Antoine Waechter ». Et pourtant, c'est un signe. Car les Verts ont la vague à l'âme.

Les sondages leur sont favorables. Bien qu'on en parle peu, ils sont en général crédités d'environ 15 % des intentions de vote, loin devant le Parti communiste, et souvent même devant le Front national. Leurs résultats, aux élections partielles qui ont suivi la guerre du Golfe, attestent que leur électorat potentiel ne leur a pas tenu rigueur d'être restés fidèles à leur idéal de non-violence : un gain de trois points par rapport à 1988, dans le canton de Harnes (Pas-de-Calais), le 21 avril dernier ; la barre des 10 % franchie à Trouville (Calvados), une semaine auparavant ; un élu à l'élection municipale de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) tandis qu'à Compiègne, au même moment, le 7 avril, le candidat des Verts obtenait plus de 18 % des suffrages. A moins d'un an des prochaines élections régionales, cela pourrait donc ne pas aller si mal pour eux.

Dans l'actuel contexte des « effraies », du « rejet de la politique » et d'un dixième anniversaire teinté de quelques déceptions, les Verts disposent encore de cet énorme privilège de parole vierges. Trop, peut-être... La dernière enquête en date, publiée dans l'Express daté du 9 mai, créait leur éventuel candidat à la prochaine élection présidentielle d'un gros capital de sympathie (35 %).

Et pourtant cela va plutôt mal à l'intérieur du mouvement. Au lieu d'élaborer le programme interne, institutionnel, politique, économique, social, « sociétal » et culturel, qui aurait le mérite de mieux les faire comprendre, les Verts continuent de se perdre

dans des réformes de procédure interne qu'aucun d'entre eux ne sait véritablement maîtriser.

Il existe ainsi, d'un côté, un énorme réservoir d'hommes et de femmes qui voudraient bien voir se réorganiser, un jour, tous les gaspillages préétablis et, de l'autre, un mouvement qui gaspille, pour bien des raisons, son potentiel électoral.

M. Lalonde un des « frères-ennemis »

Tandis que les groupes locaux s'activent, y compris le groupe « local » des Verts européens, la machine nationale patine, handicapée qu'elle est, il est vrai, par l'absence de toute représentation des écologistes à l'Assemblée nationale. Pour compenser son manque de présence dans les médias, elle s'efforce, comme elle peut, d'émettre une opinion à tout propos : le cigarette Chevignon, la chasse à la palombe dans le Médoc, mais aussi l'avenir des pays baltes, ou la répartition de la dotation globale de fonctionnement dans les communes, alors que bon nombre d'écologistes reconnaissent eux-mêmes n'avoir pas encore la compétence pour raisonner, à chaque instant, sur tout.

Et puis, surviennent aussi, de temps à autre, de graves incompréhensions entre un mouvement qui ne parvient pas encore à gérer ses messages et — il faut le dire — certains éditorialistes influents qui ne les fréquentent guère mais contribuent néanmoins, parfois, à « faire l'opinion » à son sujet.

Ainsi, en 1990, la motion de M. Antoine Waechter se révèle inespérée, pendant six mois, d'annoncer clairement sa position sur la question du « désistement républicain » face au Front national. Il n'en faut pas davantage pour qu'on le juge à l'aune des partis structurés et, soudain, c'en est fini de la sympathie, toute aussi irraisonnée, que les Verts, « ces purs de la politique », avaient su s'attirer.

Il se déchirent, ensuite, publiquement et maladroitement, parce que l'un d'entre eux, M. Yves Cochet, d'envisager de cogérer les problèmes d'environnement et de maîtrise de l'énergie aux côtés de l'un des « frères-ennemis » du mouvement, M. Brie Lalonde, et voilà qu'ils apparaissent sectaires ! Ils semblent incapables, au nom de leur sacro-sainte liberté d'expression, de se désolidariser de l'un de leurs pères-fondateurs, M. Jean Brière, passé de l'entlénisme à l'antlénisme sur fond de guerre du Golfe, et les voilà obligés d'assumer collectivement une lourde ambiguïté !

Confronté à ces coups de boutoir, inévitables dans toute force montante, et sujet à toutes les entreprises de récupération — la plus connue étant celle de M. Brie Lalonde, avec la présentation, chaque fois qu'il la peut, de candidats de « Génération-Écologie » pour entamer le résultat des Verts, — le principal mouvement écologiste risque donc de se retrouver bientôt devant une problématique déterminante : ou il parvient à capitaliser, sur des thèses souvent très radicales — telle la remise en cause de la logique productiviste — les suffrages de tous ceux des Français qui voudraient bien voir leur vie quotidienne changer, ou il se déchire, après avoir fait illusion, comme un banal mouvement gauchiste des années 70.

C'est un militant inquiet qui résume ce dilemme de la façon suivante : « Si la loi ne change pas, nous pourrions avoir beaucoup d'élus aux élections régionales de l'an prochain, voire un président de région, avec Waechter en Alsace. Mais, en fonction des alliances, conclues selon les enjeux régionaux, la avec les socialistes, la avec les socialistes, il se pourrait très bien que, dans un an, il n'y ait plus de parti Vert, en France. »

Un entretien avec M. Thierry de Beaucé

« Je m'inquiète du populisme ambiant », nous déclare le secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales, est aussi vice-président de l'Association des démocrates et de l'un des dirigeants de France unie. Il vient de lancer les Cahiers politiques, revue destinée à « dynamiser le débat d'idées ». Il préside, mardi 14 mai, un colloque sur le thème de la rénovation en politique, organisé par le club Micromégas, qui réunit des fonctionnaires, des cadres d'entreprises et des membres de cabinets ministériels. Il entend lutter en priorité contre « le populisme ambiant ».

« Vous étiez gauchiste, vous êtes mitterrandiste. Quelles différences faites-vous entre le « décanat » de Charles de Gaulle et celui de M. François Mitterrand ?

« Ne comparons pas deux décennies d'histoire ! Au bout de dix ans, la grande différence réside dans la perception qu'il y avait des Français du pouvoir exercé par le général de Gaulle. Certains avaient l'impression d'une chute de plomb, d'une société qui avait besoin de mutations. Le général, qui avait perçu ce danger d'immobilisme, a tenté, à la fin de son mandat, d'introduire quelques réformes, mais il jouait sur le schéma : « Moi ou le chaos ». Avec M. Mitterrand, on se rend compte que le jeu politique est normal et fluide et que le président de la République incarne une possibilité d'espérance. Quand il parle de « nouvel élan », d'un redémarrage d'une action politique, c'est crédible.

« Le bilan n'est pas positif sur tous les plans ; il y a des espoirs déçus... »

« Nous avons assuré à la France une économie saine et nous nous ressaisissons sur ce qui a pu être évacué par le soulèvement, mais parfois excessif, d'assurer les équilibres économiques. Les préoccupations de réajustement social sont de plus en plus visibles avec la solidarité entre villes riches et villes pauvres, la relance de la politique de l'éducation, la rénovation du système hospitalier. Le socle économique a été rebâti ; réparons, maintenant, sur le changement social !

Limiter plus sévèrement le cumul des mandats

« Ne faudrait-il pas, aussi, biter un socle moral ?

« L'élan moral est là. N'opposons pas la gauche et la droite sur la morale, et ce d'autant moins que le grand mérite de la gauche est d'avoir fait voter les lois qui permettent une plus grande transparence dans le fonctionnement des partis politiques. Tout le monde a vécu en souffrant de cette lacune du droit français, les uns avec plus de méfiance — c'est la gauche — et, au fond, avec la volonté d'être le plus transparent possible ; la droite, peut-être mieux organisée, n'a pas échappé aux délices des financements occultes.

« Je suis inquiet quand on limite un programme politique à l'ordre moral. Les chantiers de la moralité politique — allons regarder leurs comptes ! — camouflent ainsi une volonté totale de programme. Mon obsession, c'est la lutte contre le populisme ambiant, parce que l'estime qu'un populisme de droite ou un populisme de gauche — qui consistent à dire : « Un moral ; deux problèmes quotidiens ; trois médias nous de la politique ! » s'apparentent dangereusement à l'hégémonie culturelle du Front national. Faisons attention à la for-

mule : « Le « terrain », lui, ne ment pas. »

« Vous avez insisté, en leur temps, les rénovateurs de l'opposition, qui tenaient un discours moral, et vous prétendez moderniser la politique ?

« Quand la rénovation consiste seulement à donner un coup de pioche, à changer de look et à parler un peu de morale — comme si la classe politique devait passer son temps à battre sa coulpe, — c'est grave, car cela gâche la politique. La guerre du Golfe a transformé les rénovateurs en évaporés. Rénover, cela signifie reprendre une action politique avec un langage et des préoccupations adaptés au monde contemporain et proposer, sur quelques grands sujets (Europe, fédéralisation de la société, rôle de l'Etat), des choix forts, qui mobilisent.

« J'ajouterais une réflexion sur le rôle du Parlement. Le Parlement est mal à l'aise. Sa mission première, qui est de voter les lois, est entravée par l'obsession de beaucoup de parlementaires d'être et de rester des élus locaux. L'Assemblée nationale deviendra-t-elle, à côté du Sénat, un autre « grand conseil des communes de France » ? C'est malais. Il faudrait limiter plus sévèrement le cumul des mandats pour que le mandat législatif soit un mandat principal et non marginal.

« Quand sera connu la manifestation de France unie, dont vous êtes chargé ?

« Avec Jean-Pierre Soisson, nous souhaitons publier à l'automne un livre-programme dans lequel nous montrerons quelles sont nos orientations au sein de la majorité présidentielle. »

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG

Le mandat américain de François Mitterrand

Suite de la première page

Ce sont quelques fois, c'est bien connu, « qui ont fait la France » : Georges Clemenceau l'a « sauvée » en 1917, Charles de Gaulle en 1940 ; gageons que François Mitterrand sera, dans les manuels scolaires, celui qui, à travers les bouleversements des années 1990, l'a maintenue « à son rang ». Au reste, Mitterrand ne dit-il pas que, pour un politique qui veut accéder à la promotion de « personnage historique », l'essentiel est de créer le mythe de son immutabilité.

L'incapacité à éclairer l'avenir

Ce dont M. Mitterrand et les socialistes ont besoin, aujourd'hui, n'est cependant pas d'une défense de leur bilan, au demeurant jugé globalement positif par les Français sondés, mais de retrouver la parole. Le pays manque ce effet, de la part de celui qui le gouverne, de repères pour les temps qui viendront. Or tout se passe comme si le culte du proche passé n'avait d'égal que l'incapacité à éclairer l'avenir.

De ce point de vue, il reste à M. Mitterrand quatre ou cinq pour agir, période ponctuée à mi-parcours par des élections législatives. C'est exactement le temps d'un mandat pour un président américain, accompagné d'ailleurs par les inévitables « mid-term elections ». Les enjeux de ce mandat américain non seulement lotissent le pays, mais, à l'occasion, déterminent pour le président, selon qu'il les sura plus ou moins bien assumés, les contours définitifs de sa propre statue.

Pour l'heure, ce président célébré est menacé de peser moins peut-être qu'il ne le voudrait, et ce tout cas qu'il ne le ferait. S'agit-il de l'économie ? Chacun a bien mesuré, quelles qu'aient pu être les dénégations et proclamations d'il y a dix ans, de quel poids pèse la contrainte extérieure et avec quelle rudesse s'est mise en place, inextinguiblement, une société à plusieurs vitesses. S'agit-il du « social » ? M. Mitterrand a éprouvé l'entrée de jeu les grandes réformes. Il n'a donc plus rien sous les semelles. Car force est de constater que celles qui restent dans les mémoires et que l'opinion plébiscite sont celles qui profitent à tous.

Au contraire, les réformes qui touchent des minorités, même lors-

qu'il s'agit des exclus, ont moins de force symbolique. Celles qui mettent en place des mécanismes plus justes et non sommaires, tous au nom de la lutte contre les inégalités, comme la CSG, ou sont guère appréciées. Et l'immense problème des retraites est, pour quelque temps encore, de nature à nourrir l'inquiétude. S'agit-il de la politique ? Dire que la droite se ressoude serait sans doute exagéré, mais au moins se replace-t-elle progressivement, écoristes compris, dans une situation comparable à celle de 1986, tandis que le PS, prisonnier du jeu des écuries présidentielles, et altier par les « affaires », est plus en mesure de faire face avec la même puissance.

La somme de ces contraintes réduit donc la marge de manœuvre du président et peut conduire, à mi-course de ce mandat américain, à une nouvelle cohabitation. Elle ou donc pas d'indication sur le contenu de ces quatre ans à venir, autre que « la continuité d'un effort résolu » proclamée par M. Mitterrand. Il n'est pas sûr pourtant que le « bon choix » soit dans la continuité d'un certain immobilisme. Pendant ces dix premières années, la gauche s'est fait très exactement ce que l'opposition a fait de mieux. Le temps est peut-être venu, pour elle, de faire maintenant précisément ce qu'on l'on attendait qu'elle fasse...

sciemment dévier du cap économique choisi en 1983. Il est dicté par les caractéristiques d'une société qui connaît, précisément, une évolution américaine : ghettoïsation de certaines banlieues, insécurité dans les villes, retour à des écarts de ressources (entre les revenus du capital et du travail) ériaux, montée des enjeux ethniques ; bref, retour à des difficultés qui mettent en jeu, à terme, la cohésion sociale, nécessité vitale pour la nation et... maître mot de toutes les campagnes électorales de M. Mitterrand.

Il serait faux, cependant, d'évoquer tout enjeu purement économique — ne serait-ce que parce que le calendrier de la reprise attendue peut être, électoralement parlant, décisif — ou à dominante extérieure. Dans ce domaine, le continuité étant assurée (fidélité atlantique et maintien de la doctrine de dissuasion), tout se jouera sur les volets « adaptatifs » à la nouvelle doctrine européenne (qui doute que M. Mitterrand parvienne à contribuer à l'ébauche d'une Europe politique et de la défense il aura durablement marqué son temps), et « évolutifs » vers un nouvel ordre mondial alléot au-delà du droit d'ingérence humanitaire. Mais le jugement dernier, celui des électeurs s'écoulera, dépendra davantage de la capacité du président à redonner, ou non, une dimension d'espoir sur le terrain intérieur, enбогор la ville par exemple, à défaut d'avoir su changer la vie.

Il y a fort à parier que M. Mitterrand cherchera le moyen, dans ces conditions, de gauchir sinon sa pratique, du moins ses discours. On ne voit guère, au demeurant, qu'il puisse faire davantage en direction de la droite. Les marges disponibles se trouvent aujourd'hui du côté de ceux qui se détournent et de la politique et de la gauche. Il ne s'agit certes plus de rompre avec le capitalisme.

Mais, parti il y a dix ans de la vulgate marxiste de M. Cbervénement pour aboutir au « capitalisme tempéré » de M. Rocard, il serait heureux qu'à défaut de « l'ombilic socialisme à la française » promis en 1981, il trouve le chemin d'un politique qui donne au plus grand nombre l'assurance d'une vie décente et de conditions équitables de promotion sociale : ce somme, une modeste, mais réelle social-démocratie.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ALANTOURS

» NORVÈGE «

A LA DÉCOUVERTE DU MONDE DES FJORDS

Circuits accompagnés
8 jours/7 nuits Paris-Paris,
pension complète : 7 680 F
(départs juillet et août).

Demandez la brochure SCANDINAVIE
à votre agent de voyage ou ALANTOURS,
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
☎ (1) 42 96 59 78.

destination
ALANTOURS

« Scénario au sein des Verts. — La tendance radicale des Verts allemands a décidé à une large majorité, samedi 11 mai à Francfort, de faire sécession et de créer un nouveau parti d'opposition extra-parlementaire. Réunis lors d'une conférence extraordinaire, les 350 députés représentants de la tendance « gauche écologiste » se sont réunis, ont notamment accusé le parti de suivre une ligne « droitiste » et de trahir la cause de l'environnement. Le nouveau parti, qui porte le nom de Gauche Écologique/Liste alternative, est composé d'écologistes radicaux et de féministes. — (AFP, Reuters.)

POLITIQUE

Pour préparer les élections régionales

Les nationalistes corses du MPA sont favorables à la constitution d'un « front démocratique »

Les nationalistes corses « modérés » du MPA (Mouvement pour l'autodétermination) ont décidé, dimanche 12 mai, de continuer à privilégier une démarche démocratique en présentant une liste aux élections régionales de 1992. Compta tenu des liens entre le MPA et la FLNC-« canal habituel », cette orientation devrait signifier que l'annulation par le Conseil constitutionnel de la reconnaissance du « peuple corse » n'entraînera pas un retour à l'action armée de la part de cette branche de la famille nationaliste. Les autres courants du nationalisme n'ont pas encore fait connaître leur position, mais leur processus d'unification semble continuer.

BASTIA

de notre correspondant

Le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), créé en novembre 1990 par les principaux militants nationalistes démissionnaires de l'Ancorale nazionalista, a réuni son premier congrès, dimanche 12 mai, à Corte. Quatre jours après l'annonce du rejet par le Conseil constitutionnel de la référence à la notion de « peuple corse » dans la réforme du statut de l'île, chacun attendait les réactions de ce groupe de nationalistes proche de la dissidence du FLNC dite du « canal habituel », qui avait décidé du gel des attentats depuis la fin de l'année 1990.

Cette décision était liée au dépôt du projet gouvernemental de réforme des institutions. C'est pourquoi les militants de cette mouvance sont présents aujourd'hui, par d'autres nationalistes plus radicaux, comme les perdants d'une politique de « collaboration avec l'Etat français ».

Les quatre cents militants présents au premier congrès du MPA n'ont passé que peu de temps à débattre des décisions du Conseil constitutionnel et de ses conséquences. « S'appuyer sur une argutie juridique pour nier l'existence du peuple corse, pourtant reconnue par la majorité de l'Assemblée nationale française et par l'Assemblée de Corse, est une insulte que nous refusons », ont conclu les congressistes, tout en évitant de radicaliser leurs propos, afin de tenter de tirer les enseignements positifs de ce revers. « Ce recul, ont-ils expliqué, met en relief l'importance du travail politique engagé par notre mouvement. Il rend encore plus cruciale la nécessité d'engager une politique d'union avec l'ensemble des forces de progrès qui rejettent toute forme de conservatisme ».

Sans états d'âme apparents, les militants du MPA ont choisi de confirmer leur stratégie de solution au problème corse en « optant à la constitution d'un front démocratique ouvert à toutes les forces modernes ». Ce « front » serait constitué sur la base de la liste du MPA ouverte « à la société civile ».

Habilement, alors que l'on pouvait le croire acculé à soutenir une éventuelle rupture de la trêve des attentats, le MPA choisit l'ouverture politique. Il se donne ainsi les moyens d'opposer une réponse aux prémices de réunification du mouvement nationaliste annoncé par son concurrent l'Ancorale et dans laquelle se retrouvent notamment les autonomistes de l'UPC et les premiers dissidents de l'Ancorale nazionalista (ANC).

Cette sorte de « troisième voie » pourra ainsi se concrétiser avec la mise en place de la prochaine assemblée de Corse. Mais le succès de cette stratégie est fondé sur un équilibre instable, qui associe le maintien de la trêve et l'apaisement des antagonismes entre les groupes clandestins qui soutiennent les différents mouvements nationalistes publics.

MICHEL CODACCIONI

Mayotte, terre brûlante

L'île fête le cent cinquantième anniversaire de son rattachement à la France, mais elle est inquiète

pas de voix directs, pas d'or, pas de pétrole, et aucun intérêt stratégique. A 10 000 kilomètres de Paris, sur 375 kilomètres carrés, Mayotte est une île qui se trouve dans une zone où les gouvernements ne se sont jamais véritablement résolus, pour peu qu'ils l'aient voulu.

En 1976, Mayotte surprend tout son monde en étant la seule île des Comores à refuser son indépendance. On lui a fait le reproche. Régie depuis par un statut bâtarde, au milieu d'un archipel instable, cet île ignorée tente de se faire connaître et reconnaître. Ses élus réclament la solution miracle de la départementalisation, mais ce n'est pas demain que Paris acceptera une telle concession.

En 1984, on promet à Mayotte une consultation sur son sort. Le projet de loi est resté dans les tiroirs. Les gouvernements successifs se contentent de faire avec, en espérant que ce diamant vierge ne se transforme pas un jour en grenade dégonflée. Depuis quelques années, pour tenter de rassurer l'Etat multiple les travaux lourds d'équipement. Eau, électricité, routes... télévision. Efforts certes louables dans une île plus proche de l'Afrique que de

natale de Martinique, il soutient avec ferveur que Mayotte devra « ouvrir sur tous les horizons en acceptant sa vocation d'insularité ». A l'entendre, il n'y a pas d'autre solution : les jeunes Mahorais devront continuer d'accepter de poursuivre leurs études supérieures à la Réunion, et de chercher un emploi en métropole.

Les Mahorais sont-ils décidés à entendre ce discours ? Beaucoup d'entre eux ont été brûlés, comme des mouches sur une lampe, par la vie en métropole. A Mayotte, la vie était simple, naturelle. En métropole, comme Baco, le Mahorais doit trop souvent faire la triste expérience de sa « négritude », être pris pour un immigré. « Mayotte, c'est mon île, résume Baco, et je l'aime. Si tout le monde fiche le camp, ça n'avancera à rien ».

L'islam à 90 %

Le second échec, au moins aussi dangereux, touche à la religion d'un peuple à plus de 90 % musulman.



L'Europe mais qui pour autant ne suffirait pas à éclairer les Mahorais sur leur avenir, sur un chemin plein de chausse-trappes.

Explosion démographique

Premier échec, celui d'une démographie galopante, menaçant de devenir explosive sous cette île à faible surface habitable : trente-huit mille habitants en 1974, près de quatre-vingt-cinq mille selon le dernier recensement. L'un des taux de natalité les plus forts du monde qu'un plan de contrôle des naissances engagé depuis cinq ans n'a pas réussi à alléger sérieusement. Avec en plus une vague incontrôlable de clandestins estimée à ce jour à dix mille personnes venant d'îles voisines de plus en plus démunies. Si rien n'est fait, Mayotte aura dans dix ans plus de cent trente mille habitants. 60 % de cette population a moins de vingt ans. Chiffres préoccupants, rythme intenable au niveau de la scolarisation, de l'emploi. Député centriste de Mayotte depuis 1986, M. Henry Jean-Baptiste le sait.

Soutenir, comme le font certains élus de l'île, que tous les Mahorais pourront vivre et travailler au pays est, selon lui, un leurre. S'inspirant de l'exemple corse et de son île

Comme si on voulait le cacher, on ignore souvent que vivent sous ces tropiques près de quatre-vingt mille Français musulmans sunnites. Que chaque village de Mayotte a sa mosquée, son imam, son école coranique, obligatoire pour les garçons dès qu'ils ont quatre ans. Que chaque canton a son cadi, chargé de faire respecter le droit coranique, nommé par le préfet et ayant à ce titre les avantages du fonctionnaire. Que même s'il s'accorde ici de larges souplesses, l'islam demeure l'élément constitutif de la vie sociale mahoraise et qu'en voulant bien faire l'Etat prend aussi le risque de mal faire.

Les élus voudraient bien donner l'exemple à la métropole d'un « islam à la française » tolérant et apaisé, mais comment ne pas voir aujourd'hui les risques d'un tel pari ? Vouloir limiter les naissances, c'est se heurter à la loi coranique et plus encore à une société matriarcale acceptant depuis toujours la polygamie. Scolariser les enfants dès la maternelle, c'est concurrencer les écoles coraniques. Revendiquer la départementalisation, ce serait d'abord mettre à bas une justice coranique qui régit tout le droit privé.

Mariage, divorce, succession, le caduc resté le juge par-delà les lois de la République et cela n'est pas prêt de changer. M. Patrick Brossier, procureur de la République de Mayotte, le sait mieux que quicon-

que : « Le gouvernement peut-il toucher à ce statut-là ? Je ne le pense pas. Et qu'on le veuille ou non, cela sera toujours l'obstacle à un ancrage véritable de Mayotte dans la communauté française ».

Apporter à Mayotte le progrès, c'est changer les conditions d'une vie dans laquelle la richesse bannisse toujours prévalait sur la richesse matérielle. Depuis 1986, la petite délinquance a été multipliée par quatre. La chasse aux casses porno fait des dégâts. Le trafic de haschisch commence. L'extension depuis quelques mois du réseau de la télévision, avec les programmes indigestes de RFO qui n'arrangent rien, est en train de perturber profondément la vie familiale des Mahorais.

Anthropologue, auteur d'un ouvrage sur la vie quotidienne à Mayotte, M^{me} Sophie Blanchy est inquiète : « La société mahoraise ne se laisse plus ébranler par ces valeurs morales qui faisaient sa force et son unité. Peut-on demander aux Mahorais de quitter un islam qui était leur carcan pour accéder à une sous-culture répandue par une télévision qui est ici une honte ? » « Tout cela va trop vite, soutient l'imam de M'Tsapéré, M. Ahmed Soilih, l'un des plus écoutés de la communauté musulmane mahoraise. Les jeunes ne se mettent pas dans l'ambiance de la vie des Français et nous, nous ne voulons pas croire que lorsqu'on est Français, on ne peut pas être musulman. » En revenant dans son île, Baco a aussi été frappé par « le redoublement de la religion » chez les jeunes de son âge, preuve à ses yeux que beaucoup ne sont pas enclins à renier aussi facilement le particularisme mahorais.

Le dernier échec est d'ordre politique. Bien que le RPR tente de relever la tête, la vie politique locale est dominée depuis des années par le Mouvement populaire mahorais, dont les pratiques quelque peu « bananistes » semblent sur place de plus en plus contestées. Le récent stratagème des élections cantonales de mars dernier (le Monde du 19 mars), qui consista à replacer à la tête du conseil général M. Younoussa Bamana, président-potiche, battu une semaine plus tôt, grâce à la démission « volontaire » d'un conseiller général voisin, aura été à cet égard la caricature d'une dérive du pouvoir en place. Sans concession véritable avec la communauté métropolitaine qui tient les hautes fonctions administratives, de moins en moins en phase avec un MPM attaché surtout à imposer sa loi du silence, et qui impose ses parlementaires, le peuple mahorais pourrait aussi un jour réagir sur ce terrain-là. Les petits fonctionnaires mahorais commencent à bouger. Des instituteurs ont créé leur syndicat. « Nos jeunes, constate l'imam Soilih, sont de plus en plus ambivalents. Ils réclament des responsabilités. Pour l'instant ils se contentent de cousser et de nuire, mais cela ne pourra pas durer fort longtemps. » Mayotte, « l'île aux parfums », sent parfois le soufre...

DANIEL CARTON

(1) Les Mahorais appellent ainsi les métropolitains.

Exposition à Paris sur la culture mahoraise. — Dans le cadre du cent cinquantième anniversaire du rattachement de Mayotte à la France, les élus de l'île seront à Paris le 14 mai pour une soirée au Sénat inaugurant une exposition sur la culture mahoraise qui se tiendra dans les jardins du Luxembourg, ainsi qu'à la Cité des sciences de La Villette.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 251.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimeur :
Le Monde
12, rue du Louvre
75001 PARIS CEDEX 15

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 51 347
ISSN 0959-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 45 55 04-10 - Société France
de presse - 10 rue de la République 75001

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BOULOGNE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 088 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez adresser l'abonnement d'abonnement à nos abonnés en capitale, d'impôts.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant

Bruno Frappat, directeur de la rédaction

Jacques Guille, directeur de la gestion

Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenat

Philippe Herveaux

Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

Téléc : 206.808 F

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

L'ANGLAIS A OXFORD

OISE
27 rue d'Alsace
75015 PARIS
Tél. : (1) 45 23 15 00
Téléc : 45 23 15 00

Stages linguistiques en Angleterre et
Allemagne pour adultes - étudiants -
lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et
pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés

O I S E

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

سكول اللغة الإنجليزية

صكرا من الامم

orlante

SOCIÉTÉ

Le Monde • Mardi 14 mai 1991 11

Une campagne nationale en faveur des demandeurs déboutés

Le droit d'asile à l'arraché

Une « semaine d'action nationale » en faveur du droit d'asile est organisée à partir du lundi 13 mai par la CIMADE, le MRAP, la CAIF, le FASTI, le GISTI et une dizaine d'autres associations. Elle sera suivie, le 25 mai, d'une manifestation à Paris, avec la remise de cinq mille dossiers litigieux au président de la République. Les associations veulent obtenir la régularisation du statut de dizaines de milliers d'étrangers - cent mille, selon elles - qui se sont vu refuser le titre de réfugié. Des grèves de la faim ont été engagées dans plusieurs villes de France pour soutenir ce mouvement.

« Réfugiés ailleurs - Kouchner : réfugiés ici - Rostasy ». La bannière, tendue au-dessus des matras, actualise en quelques mots tous les appels, motions, pétitions et documents en faveur du droit d'asile publiés depuis un an. Dans cette salle paroissiale de l'église Saint-Joseph à Paris (11), les grévistes de la faim veulent souligner l'incohérence d'une France qui se mobilise à distance pour les Kurdes d'Irak, mais reste insensible aux Kurdes de Turquie ou aux Africains qui viennent lui demander refuge.

Parti de Bordeaux, à l'initiative de Turcs bien organisés, le mouvement a gagné l'est de la France puis Paris, avec le soutien de diverses associations. Il a reçu aussi - et c'est nouveau - l'appui de certains responsables catholiques.

Les pouvoirs publics veulent bien réexaminer certains dossiers litigieux mais refusent d'envisager une régularisation massive. Ils ont cependant de bonnes raisons d'être embarrassés par cette campagne. D'abord, parce que le droit d'asile est un sujet aussi complexe que douloureux. Puis, parce que l'opinion française en ce moment est, à la fois, attentive aux malheurs du tiers-monde et assez réticente contre les immigrés ou leurs enfants. Or, les demandeurs d'asile sont de moins en moins distingués des immigrés.

« Une fabrique de clandestins »

S'il y a un domaine où le gouvernement a agi ces derniers temps, c'est bien sur le droit d'asile. Voyant le nombre des candidats au statut de réfugié augmenter d'année en année (27 600 en 1987, 34 500 en 1988, 61 500 en 1989), constatant aussi que les dossiers en instance traînaient dangereusement, M. Michel Rocard a triplé le budget de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). De nouvelles méthodes ont été introduites : on a augmenté le personnel et informatisé les procédures, tout en prélevant les empreintes digitales des demandeurs pour éviter que des fraudeurs ne déposent une autre candidature sous une nouvelle identité.

Les résultats ont été spectaculaires : 87 000 dossiers traités en 1990, contre 31 000 l'année précédente. A ce rythme, le retard devrait être entièrement résorbé à la fin de cet été. Désormais, un demandeur obtient une réponse - négative dans la plupart des cas - entre trois et six mois, au lieu de un, deux ou trois ans, et parfois davantage, précédemment. Cette accélération des procédures, jointe au recueil d'empreintes digitales, a eu un effet dissuasif évident : le nombre des demandeurs est retombé à 55 000 en 1990, et on s'attend à un effondrement du même ordre cette année.

Jusqu'à une date récente, les associations critiquaient la longueur des procédures, soulignant qu'il est inhumain de renvoyer des demandeurs d'asile après un séjour de plusieurs années en France. Aujourd'hui, elles dénoncent, au

contraire, les « procédures-TGV », en faisant remarquer que, dans beaucoup de cas, le candidat n'a même pas droit à un entretien personnel à l'OFPRA. Si ajoutait une application restrictive de la Convention de Genève de 1951 sur les réfugiés : on exigerait du demandeur des preuves de persécution dans son pays, qu'il serait bien en peine de pouvoir fournir.

dans un sens plus large, en s'inspirant des pays africains pour qui « le terme réfugié s'applique également à toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation étrangère ou d'événements troublant gravement l'ordre public (...) est obligée de chercher refuge dans un autre pays ». Cela paraît plus conforme à la réalité d'aujourd'hui, alors que la Convention de Genève avait été conçue en fonction d'une moitié d'Europe sous domination communiste. On peut d'ailleurs rappeler que l'immense majorité des quinze millions de réfugiés de la planète - deux fois plus qu'il y a dix ans - se trouvent dans des pays du tiers-monde et non en Europe.



Généralement, les déboutés déposent un recours. Et, généralement, se voient confirmer une réponse négative. Ils frappent alors aux portes des associations. Celles-ci citent de nombreux cas, préoccupants sinon dramatiques, d'étrangers qui refusent de repartir chez eux et préfèrent vivre en France sans papiers. « L'OFPRA est devenu une fabrique de clandestins », affirment les militants du droit d'asile.

Les pouvoirs publics sont pourtant loin d'adopter une attitude draconienne en la matière. Il avait été annoncé, par exemple, que les demandeurs d'asile ne bénéficieraient plus du droit au travail durant la procédure puisque celle-ci a été sensiblement raccourcie. Mais cette mesure n'est toujours pas cotée en vigueur. De même, si les reconduites à la frontière des déboutés sont notifiées de plus en plus systématiquement et sous délai, grâce aux liaisons informatiques entre l'OFPRA et le ministère de l'Intérieur, elles sont rarement mises à exécution par la force publique. Faute de moyens, dit-on...

Réfugiés ou immigrés ?

Les associations qui ont constitué un « Réseau d'information et de solidarité » (1) placent la barre assez haut. Elles demandent, entre autres, une régularisation de tous les demandeurs déboutés qui avaient déposé leur dossier avant le 1^{er} janvier 1991, et l'octroi de la carte de résident de dix ans pour ceux qui se trouvent sur le territoire français depuis plus de trois ans. Des titres de séjour provisoires seraient délivrés aux autres. Et, en cas de reconduite à la frontière, l'intéressé se verrait accorder un délai de six mois pour trouver un autre pays.

Même en supposant que soit réglé le sort des dizaines de milliers de déboutés présents aujourd'hui en France, comment résoudre le problème à l'avenir ? De nombreux demandeurs vont continuer à frapper à la porte. Il est clair que beaucoup seront des migrants économiques n'ayant pas droit au statut de réfugié. Dans la Convention de Genève, ce dernier terme s'applique à « toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ». Certes, rien n'interdit d'interpréter la Convention de 1951

d'aujourd'hui, alors que la Convention de Genève avait été conçue en fonction d'une moitié d'Europe sous domination communiste. On peut d'ailleurs rappeler que l'immense majorité des quinze millions de réfugiés de la planète - deux fois plus qu'il y a dix ans - se trouvent dans des pays du tiers-monde et non en Europe.

« Sans recevoir toute la misère du monde », affirme la CIMADE, nous avons pour devoir de prendre notre part de la misère du monde. Mais la France pourrait-elle se montrer plus généreuse que ses partenaires européens ? Elle est désormais liée aux autres Etats signataires de l'accord de Seeburg (Allemagne, Belgique, Italie) qui ont décidé de coordonner leur politique dans ce domaine et d'empêcher un demandeur d'asile débouté de trouver accueil dans le pays voisin. Au

Qu'on le veuille ou pas, les deux questions sont liées. Certains responsables commencent à se demander si un moyen efficace de lutter contre le détournement du droit d'asile et contre le séjour clandestin n'est pas de rouvrir un peu l'immigration officielle. Cela a été dit clairement dans ces colonnes par le président de l'Office des migrations internationales, M. Jean-Claude Barreau (le Monde du 21 mars) qui a proposé d'établir des quotas professionnels annuels. Mais ce n'est pas le genre de propositions qu'il est facile d'avancer en période de chômage croissant...

ROBERT SOLE

(1) CAIF 46, rue de Montcaill, 75011 Paris.

Conflit familial à propos d'une secte indienne

Yoann, fils de la « mère divine »

RENNES

de notre correspondant

Dans l'une des seules lettres reçues par les grands-parents depuis un an, Yoann déclare qu'il est malade et qu'il voudrait rentrer chez lui. « Je l'ai vu tout le mois au téléphone. Rien qu'à entendre sa voix, je sais comment ça va, et ça va bien, répond sa mère. Mon mari est allé le voir en décembre, et tout le monde peut se rendre en Inde pour vérifier que Yoann est en bonne santé. »

Les grands-parents, qui résident dans la Vienne, ont décidé de saisir la justice pour obtenir le retour de l'enfant, lequel n'est pas le seul à avoir été confié à la « mère divine ». « Ce sont des dizaines d'enfants qui sont abandonnés par leurs parents à cette secte », affirme la grand-mère de Yoann, qui cite de nombreux cas de nouveaux cas d'enfants de quatre à dix ans sur le point de partir à Dheramsala.

La mère de Yoann, âgée de trente-quatre ans, vit depuis trois ans dans un ashram (maison commune) installé dans une maison bourgeoise à La Mézière (Ille-et-Vilaine). Elle assure que son fils suit des études dans une école internationale où on lui enseigne, non seulement les mathématiques et les sciences naturelles, mais aussi la science de la vie. « On lui apprend comment chaque être humain doit se comporter à l'égard de son prochain et de son environnement », dit-elle.

L'ashram de La Mézière est l'une des mille huit cent maisons communes existant dans le monde. Dirigé par un enseignant de mathématiques du lycée de Rennes et par un professeur du lycée de Rhuys (Ille-et-Vilaine), il abrite trois couples et héberge, en outre, d'autres membres du Sahaya Manaj, une association au colosse de Melessa, dans le même département.

CHRISTIAN TUAL

Pendant trois nuits consécutives

Affrontements à Bruxelles entre policiers et jeunes Maghrébins

A l'occasion du long pont de l'Ascension, les Bruxellois ont découvert que le problème de l'immigration maghrébine se pose dans leur ville en termes aussi préoccupants que dans certaines banlieues françaises. Pendant trois nuits consécutives, vendredi 10, samedi 11 et dimanche 12 mai, les communes de Saint-Gilles et de Forest, près de la gare du Midi, ont été le théâtre d'affrontements sans précédent entre plusieurs centaines de jeunes Nord-Africains et les forces de police municipale.

BRUXELLES

de notre correspondant

A l'origine des troubles, il y a la consigne donnée aux forces de l'ordre de multiplier les contrôles, en raison de différentes plaintes des habitants belges de ces quartiers pauvres, délaissés par les citoyens aisés à mesure que la concentration d'étrangers augmente.

Ayant fort mal pris la chose - exécutée avec plus ou moins de dégoût - les Maghrébins ont riposté par des attaques en bandes contre des policiers en patrouille et des jets de pierres contre des vitrines et des voitures. Dans la nuit de samedi à dimanche, agitée jusqu'à deux heures du matin, ils s'en sont même pris aux journalistes de télévision et de radio, les accusant de déformer les faits, reproche excessif si l'on songe que, au début des événements, certains de ceux-ci, par une sorte d'inhibition devant le soupçon de racisme, préféraient parler de l'agitation de « jeunes » sans préciser leur origine.

Dans la nuit de dimanche à lundi, des moyens importants ont été mis en œuvre pour disperser un rassemblement au parvis Saint-Antoine, à Forest, et une centaine d'arrestations auraient été opérées. Quelques heures auparavant, M. Charles Picqué, élu socialiste de Saint-Gilles et président de l'exécutif de Bruxelles-Capitale - le gouverne-

ment de la troisième région de Belgique - avait adopté une attitude très ferme et convoqué pour lundi une réunion de tous les bourgmestres (maires) de l'agglomération et des responsables de la sécurité. S'étendant que le parquet ait fait libérer les agitateurs appréhendés, « ce qui pose un immense problème de crédibilité », il avait annoncé son intention de sévir contre « un noyau dur qui est inintéressable », et avait promis « de nouveaux recrutements pour renforcer l'ordre public ».

Un des problèmes de Bruxelles est que cet ordre public, sauf troubles graves, est maintenu par des polices communales, sans grands moyens ni effectifs importants. Ces agents communaux, dans les quartiers à risques, ont, paraît-il, « suivi des cours de culture arabe », mais ils sont mal préparés à affronter les situations de violence débridée.

En Belgique, près d'un habitant sur dix est étranger, mais s'il n'y a guère de problèmes avec les Italiens (250 000 au dernier recensement, pour une population totale de 9 227 000 habitants), les quelque 100 000 Français ou les 80 000 Turcs, l'afflux de Maghrébins à Bruxelles et à Anvers inquiète de plus en plus de responsables. Les Marocains sont les plus nombreux, en raison d'accords passés dans les années 70 avec Rabat. Officiellement, ils étaient 135 000 en 1988, mais on sait que plusieurs dizaines de milliers de clandestins sont arrivés depuis.

La plupart des « anciens », souvent chauffeurs de taxis, sont des gens calmes. Reste le problème des nouvelles générations, dont l'inactivité forcée et le comportement voyant sont de plus en plus mal supportés par les électeurs belges de M. Piquet et de M. Magda De Galat, une jeune femme bourgmestre de Forest qui n'a pas craint d'aller sur le terrain, où elle a eu des échanges très vifs avec quelques-uns de ces jeunes. Pour sa part, M. Piquet dénonce « la grande hypocrisie du pouvoir central » qui tient un discours intégrationniste mais ne donne pas aux collectivités locales les moyens de maîtriser « le boom-rising de l'immigration ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Dans la région parisienne

Les incidents entre jeunes et vigiles de centres commerciaux se multiplient

Les incidents opposant des jeunes à des surveillants de centre commercial se multiplient en région parisienne. Sept jeunes gens, âgés de 18 à 21 ans, ont été interpellés, samedi 11 mai, après une bagarre avec un vigile de l'hypermarché Auchan de Cergy-Pontoise (Val d'Oise). Ces jeunes, domiciliés à Chanteloup-les-Vignes, étaient revenus s'en prendre au vigile qui, quelques heures auparavant, les avait surpris alors qu'ils arrachaient des étiquettes de prix sur des disques et des cassettes.

Aux Ulis (Essonne), des jeunes gens ont tenu, dimanche 12 mai, une conférence de presse pour réclamer à la municipalité la réouverture des clubs de quartier, après les incidents

de mercredi, au cours desquels trois vigiles de l'hypermarché Carrefour avaient été blessés à coups de fusils à grenaille et de boîtes de base ball (le Monde du 10 mai). Enfin, une centaine de jeunes gens et d'amis de la famille de Bamoro Fofana, le garçon de dix-sept ans qui a fait une chute mortelle mardi lors de la perquisition de sa chambre à Erment (Val d'Oise) (le Monde du 9 mai), se sont rassemblés et recueillis, samedi 11 mai, au pied de l'immeuble du drame. Le jeune homme était soupçonné d'avoir fait partie du trio qui avait ouvert le feu, samedi 4 mai, dans l'hypermarché, Cors d'Erment, sur un vigile, blessant en outre six clients.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer :

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulable en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chailiot (métro Jéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71
Campus européen à San Francisco : 1629 Pine Street • Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programme associé à Europe et à l'Asie : 1615, Rue de la Paix, 75001 Paris - P.O.

ALANTOURS

» NORVÈGE «

"TOUR AUTO NORVÈGE"

Circuits individuels
8 jours/7 nuits Paris-Paris,
avion + voiture + hôtel
à partir de : 6 630 F
base 4 personnes
(départs juillet et août).

Demandez la brochure SCANDINAVIE
à votre agent de voyage ou ALANTOURS,
5, rue Danielle Casanova 75001 Paris
☎ (1) 42 96 59 78.

destination

ALANTOURS

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Ouvrant d'encourageantes perspectives thérapeutiques

Une découverte française permet de mieux comprendre la physiopathologie du sida

Une équipe de biologistes français de l'Institut Pasteur de Paris, dirigée par le professeur Luc Montagnier, rend publics, lundi 13 mai devant l'Académie des sciences, les résultats d'un travail original sur la physiopathologie du sida (1). Ces données ouvrent de nouvelles perspectives thérapeutiques dans la prise en charge des personnes contaminées.

Le travail de l'équipe dirigée par le professeur Montagnier fournit une solution à l'un des problèmes les plus ardues posés aux biologistes par le sida. Si le virus identifié en 1983 à l'Institut Pasteur de Paris joue bien un rôle dans l'induction de la maladie, l'infection virale ne permet pas à elle seule de le comprendre. Il reste notamment à saisir dans le détail comment l'oo peut passer de cette infection à la maladie clinique et pourquoi la période « silencieuse » séparant ces deux situations est si longue, pouvant atteindre ou dépasser dix ans.

Depuis plusieurs années déjà, le professeur Montagnier et ses collaborateurs soutiennent l'hypothèse selon laquelle le sida pourrait être la résultante de l'infection par le HIV

et par d'autres organismes, au premier rang desquels les mycoplasmes. Dans les *Annales de l'Institut Pasteur* d'abord, *le Monde* daté 20-21 mai 1990, puis devant l'Académie des sciences (*le Monde* du 14 novembre 1990), cette équipe avait apporté une série d'arguments expérimentaux venus conforter cette hypothèse. Le travail présenté aujourd'hui s'inscrit dans la même démarche.

« Mort par suicide programmé »

Ce travail part d'une observation : les lymphocytes (globules blancs) jouant un rôle central dans la défense immunitaire de l'organisme) prélevés chez des personnes séropositives et cultivés *in vitro* meurent beaucoup plus vite que ceux de personnes non infectées. Cette perte de viabilité cellulaire existe à tous les stades de l'infection (phases asymptomatiques, ARC, sida) et semble n'exister dans aucune autre pathologie infectieuse humaine. C'est en cherchant depuis plusieurs années à comprendre les raisons d'un tel phénomène que l'équipe de l'Institut Pasteur a pu mettre en évidence qu'une catégorie de lymphocytes des personnes séropositives

était engagée dans un processus mortifère connu en biologie sous la dénomination d'« apoptose ». « L'apoptose, explique le professeur Montagnier, est l'une des deux formes de mort des cellules. Il y a la mort brutale par lyse de la membrane et puis il y a l'apoptose, dont on peut dire qu'elle correspond à une mort par suicide programmé, un phénomène interne à la cellule conduisant à sectionner l'ADN cellulaire en de multiples fragments ».

Les chercheurs français observent aussi dans leur culture de nombreuses cellules en état de pré-apop-

tose. Comment interpréter une telle donnée? Selon l'hypothèse développée dans la publication présentée devant l'Académie des sciences, l'infection virale aurait pour effet de déclencher le processus préparant les cellules à une mort par apoptose. Ce phénomène se déclencherait à l'occasion des rencontres ultérieures de la cellule avec différents antigènes provenant d'agents infectieux (mycoplasmes, toxoplasmes, etc.). Ce scénario expliquerait ainsi la longue période d'incubation qui suit la primo-infection virale et durant laquelle on observe une lente dimi-

nution du nombre de certains lymphocytes.

Cette avancée dans la compréhension physiopathologique de la maladie ouvre de nouvelles perspectives thérapeutiques. Il est possible de prévenir la mort cellulaire par apoptose en utilisant différents facteurs de croissance (mélanges de cytokines ou T. Cell Growth Factor) naturellement sécrétés par les lymphocytes T. Il apparaît, dès lors, que ces agents biologiques pourraient (en association avec des antibiotiques ou avec des molécules antivirales) être utilisés chez les malades

séropositifs pour prévenir la mort des cellules indispensables au bon fonctionnement du système immunitaire, c'est-à-dire prévenir l'évolution vers un sida clinique.

JEAN-YVES NAU

(1) « Mise en évidence d'un processus d'engagement vers la mort cellulaire par apoptose dans les lymphocytes de patients infectés par le VIH ». Cette publication, présentée devant l'Académie des sciences, est signée de MM. M. L. Grogan, R. Olivier, S. Garcia, D. Guétard, T. Dragic, C. Dauguet et L. Montagnier.

La polémique sur la découverte du virus

Une lettre du professeur Robert Gallo

A la suite d'un article consacré aux différents problèmes soulevés par les expérimentations d'immunothérapie antisida menées à l'hôpital Saint-Antoine de Paris (*le Monde* du 17 avril), nous avons reçu du professeur Robert Gallo (Institut national américain de la santé) la lettre suivante :

Dans votre numéro daté du 17 avril, Jean-Yves Nau écrit que je « continue de contester la paternité » de la découverte du virus du sida par l'équipe du professeur Luc Montagnier. Cela est totalement faux et a probablement été considéré comme ridicule par tous les gens informés.

Pour ne citer que des textes récents, j'ai déclaré dans une interview publiée par *Libération* le 15 mars 1991 : « J'ai écrit dès 1984 que l'Institut Pasteur a publié le premier la découverte d'un isolat du virus du sida ». Un article dont je suis coauteur, paru dans *Nature* le 28 février 1991, commence ainsi : « En 1983, Barré-Sinoussi et coll. ont publié le premier isolat du virus dont il serait démontré plus tard qu'il est la cause

du sida ». Je ne peux croire que Franck Nouchi et Jean-Yves Nau n'aient pas lu ces articles ni les nombreuses publications dans lesquelles j'ai affirmé la même chose.

Au cas où ce serait nécessaire, je répète ma position. Le groupe des Docteurs Barré-Sinoussi, Chermann et Montagnier a été le premier à isoler et à cultiver le rétrovirus appelé plus tard HIV-1. Mes collaborateurs et moi avons réussi à cultiver plusieurs isolats du HIV-1 sur des lignées cellulaires permanentes, montrant d'une façon catégorique que le HIV était la cause du sida, et mis au point des tests sensibles et fiables pour la présence d'anticorps contre le virus, ce qui a permis d'empêcher la propagation de l'infection par les stocks sanguins.

Du fait de l'interaction qui a marqué les découvertes, le Docteur Montagnier a proposé en 1987 que nos laboratoires en partageant le mérite à part égale, et les gouvernements français et américains ont décidé une répartition égale des royalties pro-

nant du test sanguin pour le HIV-1. Le Docteur Montagnier et moi nous sommes mis d'accord sur une chronologie de ces découvertes, laquelle a été publiée dans *Nature* (326, 435-436) en avril 1987 et reprise plus en détail dans *Scientific American* en octobre 1988.

[Les précisions apportées par le professeur Gallo ne fournissent aucun élément nouveau dans la polémique qui, quoi qu'il en dise, continue, de fait, à l'opposer à l'équipe de l'Institut Pasteur de Paris, dirigée par le professeur Luc Montagnier. Nous évoquons dans ces colonnes, le 17 avril, une « contestation de paternité », en faisant notamment référence à la publication dans *Fluiddynamique britannique* d'une lettre signée du professeur Gallo contestant l'hypothèse selon laquelle le HTLV-III américain pourrait avoir pour origine le LAV du professeur Luc Montagnier et de son équipe (*le Monde* du 5 avril). Depuis, les nouvelles révélation de la partie française (*le Monde* des 6 et 7 mai) controversent avec force le scénario tenu pour officiel de la découverte américaine du HTLV-III. L'enquête actuellement en cours entre-Atlantique devrait, de

manière officielle, permettre de siffler avec précision les véritables origines du virus HTLV-III-B. Si, comme de nombreux éléments le laissent penser, cette enquête établit que ce virus est en tous points semblable à l'un de ceux donnés, durant l'été 1983, par l'Institut Pasteur à l'équipe américaine, il faudra, alors, en tirer l'ensemble des conclusions qui s'imposent. — J.-Y. N. et F. N.]

Le Dr Jean Gras élu président de la Fédération des médecins de France. — Le docteur Jean Gras a été élu, dimanche 12 mai, président de la Fédération des médecins de France (FMF), l'un des deux syndicats signataires de la convention médicale qui détermine les rapports entre les médecins libéraux et l'assurance-maladie. Le Dr Gras, cinquante-cinq ans, ancien conseiller technique au cabinet de M^{me} Michèle Barzach, est médecin généraliste à Gien (Loiret). Il succède au Dr Jean Marchand, qui ne se représentait pas.

AVIATION

Accidents aériens en série

Un monomoteur s'est écrasé, dimanche 12 mai sur la commune des Estables (Haute-Loire), faisant trois morts et un blessé. La seule rescapée de l'accident, une jeune fille de seize ans, blessée à une jambe, a été transportée à l'hôpital du Puy-en-Velay. Le même jour, près de Lens, un parachutiste amateur de cinquante et un ans s'est tué, assommé contre la porte de l'avion, alors que son para-

chute de secours s'était accroché dans l'hélice. L'appareil est alors parti en piqué, puis en demi-tour, ce qui a provoqué la mort du parachutiste, mais sauvé le pilote qui a pu redresser l'avion et le poser. Samedi 11 mai, deux accidents d'avion de volage aérienne avaient provoqué la mort d'un pilote, tandis qu'un second était grièvement blessé au cours d'un meeting à Septfonds (Tarn-et-Garonne).



LA CONFIANCE PARTAGÉE

46 millions d'épargnants détiennent 700 milliards de francs sur leurs livrets A, chez l'Écureuil ou à La Poste. La Caisse des dépôts et consignations, à qui la gestion de cette épargne est confiée, préserve leur capital, en assure la rémunération, garantit à tout instant la disponibilité des sommes déposées.

Pour 654 offices et sociétés d'HLM, la Caisse des dépôts et consignations est le banquier du logement social. Elle finance chaque année 65 000 nouveaux logements.

36 653 maires peuvent compter sur nous. Avec le Crédit Local de France, nous finançons les équipements locaux : aménagement d'espaces verts, assainissement, équipements scolaires et culturels, hôpitaux et infrastructures. Avec nos filiales techniques, nous proposons aux collectivités locales une gamme de services spécialisés pour améliorer les conditions de la vie quotidienne et mieux préparer l'avenir.

14 millions d'assurés choisissent la CNP. Ils en font l'un des deux premiers groupes français de l'assurance-vie et de la capitalisation. La CNP s'adresse aussi bien aux particuliers par l'Intermédiaire de La Poste, de l'Écureuil et du Trésor Public, qu'aux groupes tels que collectivités locales, établissements financiers, mutuelles et entreprises.

Le retraité sur 7 est en relation directe avec la Caisse des dépôts et consignations. Elle a reçu le mandat de gérer deux grandes caisses de retraite publiques : la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) et l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC).

600 000 clients souscrivent, à La Poste, chez l'Écureuil et chez les comptables du Trésor, aux Sicav dont la Caisse des dépôts et consignations est le dépositaire et le co-gérant. Il s'agit de placements de premier ordre : nos Sicav monétaires et court terme viennent de recevoir la notation AAA, attribuée par Standard and Poor's-Adel.

Choisie en 1990 comme chef de file associé dans plus de 80 émissions nationales et internationales, la Caisse des dépôts et consignations confirme son rôle de premier plan sur les marchés financiers.



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

La Caisse des dépôts et consignations est née le 28 avril 1816.
1816-1991 - 175 ans de confiance partagée.

صندوق الادخار

SOCIÉTÉ

FAITS DIVERS

A Tarbes

Un prêtre poignardé par deux jeunes voleurs de voitures

TARBES

de notre correspondant

L'abbé Jean-Luc Cabes, trente-deux ans, vicaire à la cathédrale de Tarbes (Hautes-Pyrénées) et aumônier du lycée Jean-Dupuy de la ville, a été tué au cours de la nuit du 11 au 12 mai par deux jeunes voleurs de voitures. Ils avaient été surpris par le prêtre en train de pousser une 2 CV dans la cour de l'ancien séminaire de Tarbes, la maison Saint-Paul, au moment où celui-ci accompagnait une religieuse demeurant dans cet édifice, après une réunion avec des jeunes Parisiens en vue du prochain rassemblement avec le pape à Częstochowa (Pologne) le 15 août prochain.

Comprenant qu'il avait affaire à des voleurs de voitures, le prêtre leur a demandé des explications. Pour toute réponse, l'un des jeunes a sorti un couteau et l'a poignardé à quatre reprises, l'abandonnant dans une mare de sang. L'abbé Jean-Luc Cabes devait décéder quelques minutes plus tard au SAMU de Tarbes.

Deux adolescents qui avaient été interpellés et formellement identifiés par la religieuse témoin du drame ont été remis en liberté à l'issue de quarante-huit heures de garde à vue. Deux autres mineurs qui pourraient être les auteurs du meurtre ont été interpellés dimanche après-midi 12 mai.

La mort du Père Jean-Luc Cabes a jeté la tristesse et la consternation à Tarbes et dans les Hautes-Pyrénées. Il avait tardivement choisi la voie du sacerdoce, suivant celle de son frère, André Cabes, chapelain responsable de la pastorale des jeunes au sanctuaire de Lourdes. Il avait été ordonné prêtre le 16 avril 1989 dans la ville sainte. Nommé vicaire à la cathédrale de Tarbes, il avait été affecté dernièrement à l'église Sainte-Thérèse et désigné aumônier du lycée Jean-Dupuy en novembre 1990. Il s'occupait également d'un groupe de réflexion, les « Quatorze », qui favorise la rencontre des jeunes dans les Hautes-Pyrénées.

J.-P.

CATASTROPHES

Alors que le bilan de la tempête du 30 avril ne cesse de s'alourdir

Le Bangladesh sous la menace d'un nouveau cyclone

Les catastrophes ne cessent de s'abattre sur le Bangladesh. Après le cyclone tropical des 29 et 30 avril, après les tornades des 7, 8 et 9 mai qui ont balayé la région de Dacca, après les crues subites de plusieurs rivières de l'est du pays et les inondations et la tempête qui ont à nouveau touché le 11 mai cette région, un tremblement de terre de magnitude 4,9 s'est produit dans l'est le 11 mai sans faire ni victime ni dégât. Et surtout un nouveau cyclone menace les côtes bangladaises d'ici deux à trois jours. Une zone de très basses pressions a en effet été repérée, dimanche 12 mai, sur l'océan Indien, à quelque 1 500 kilomètres au sud du Bangladesh.

Le bilan officiel du cyclone des 29 et 30 avril s'élève maintenant à 138 868 morts, mais le Croissant-Rouge bangladais estime que le

chiffre réel devrait largement dépasser les 200 000 morts et atteindre peut-être même les 500 000. De plus, s'ajoutent chaque jour de nouvelles victimes des maladies liées à l'eau très polluée : dysenterie et choléra, notamment, ont déjà tué plusieurs centaines de personnes dans la seule région de Chittagong. Par ailleurs, on estime que 500 000 Bangladais souffrent de diarrhées. Les fleuves et rivières sont devenus de véritables égouts à ciel ouvert. Les eaux stagnantes sont de vrais bouillons de culture. Partout des cadavres d'hommes et d'animaux, en état de décomposition avancée, flottent sur les eaux ou sont échoués dans la boue. Et, pour la grande partie des 9 ou 10 millions de survivants, ces eaux ignobles sont les seules dont ils disposent.

Aide américaine massive

Les vivres et les médicaments (dont des produits pour purifier l'eau) ont toujours les plus grandes difficultés à être acheminés vers les

populations qui en ont, pourtant, le plus urgent besoin. En partie, d'ailleurs, à cause des formalités et autres « paperasseries » imposées par les services des douanes et diverses bureaucraties. En partie aussi à cause des querelles politiques internes et de l'incompétence des autorités et des responsables de tous niveaux. On a ainsi rapporté dans la presse locale que des médicaments envoyés par des organismes de secours ont été vendus à des prix faramineux, notamment autour de l'école de médecine de Chittagong. Dans Sandwip, une des îles qui ont été submergées lors du cyclone, à Chittagong et dans d'autres localités, des familles d'affamés ont attaqué et pillé des dépôts de grossistes en riz. On estime que le Bangladesh dispose maintenant de 800 000 tonnes de blé et de riz, et il en attend 400 000 autres. Mais rien, ou presque, n'a encore été distribué.

Les Etats-Unis ont décidé d'envoyer une aide massive comprenant, notamment, des véhicules amphibies, des hélicoptères, des équipes de spécialistes des secours

médicaux et du génie. Un premier avion gros porteur américain a atterri le 12 mai à Dacca. D'autres étaient attendus dans la journée du lundi 13 mai. Dans la semaine devraient arriver des bateaux américains transportant la 5^e Marine Expeditionary Brigade, détachée de leur itinéraire de retour du golfe Persique vers leur base de Californie, soit quelque 1 500 hommes.

Divers pays ont aussi annoncé qu'ils allaient intensifier leur aide au Bangladesh. L'Italie et la Grande-Bretagne vont envoyer chacune quatre hélicoptères, et la

Thaïlande deux. L'Allemagne a fait parvenir 42 tonnes de médicaments, vivres et vêtements, l'Indonésie 14 tonnes. Le Japon va donner 7,5 millions de dollars d'aide qui s'ajoutent aux 2,5 millions déjà décidés.

Il pourrait, si on le lui demande, envoyer une équipe de secours au Bangladesh. Il pourrait aussi augmenter l'aide alimentaire qui figure déjà pour 10 8 millions de dollars dans le budget de l'année fiscale 1991. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Bernard Kouchner annonce l'envoi d'une aide supplémentaire

Le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, s'est expliqué le 12 mai au « Grand Jury RTL-Le Monde » sur l'aide française apportée au Bangladesh, précisant qu'elle ne s'était pas limitée à 500 000 francs. « Ces 500 000 francs », a déclaré M. Kouchner, ont représenté la somme que nous avons transmise à l'ambassadeur pour parer au plus pressé. Il a maintenant 3 millions de francs de plus. Un avion partira mardi au plus tard avec 20 tonnes de bâches plastiques, c'est-à-dire de quoi abriter 40 000 familles. 4 000 litres d'eau par jour pourront être assurés. Tant

cela, nous allons le donner à quatre organisations non gouvernementales bangladaises dont nous sommes sûrs : je pense notamment au *Safar*, à *Caritas* et aux *Freedom Fighters*.

Le ministre a ajouté que la France allait « surtout accélérer la livraison de 17 000 tonnes de blé, qui vont être complétées par 3, 4 ou 5 000 tonnes de lait en poudre ». D'après le témoignage de M. Kouchner, « la famine au Bangladesh a été telle que les autorités hésitent, même dans le cas d'une catastrophe aussi importante que connaît actuellement le pays, à ouvrir les stocks pour donner à manger aux gens ».

A propos de la situation des Kurdes, le secrétaire d'Etat a déclaré que « la guerre du Golfe avait donné du remords. En voyant les Kurdes, on s'était dit : elle a abouti à cela ». D'après lui, les militaires envoyés sur place « font une action humanitaire : ils protègent les Kurdes et ils tentent de les faire rentrer chez eux ». « Dans l'un des camps, a poursuivi M. Kouchner, le nombre de réfugiés est passé de 120 000 à 30 000 et dans un autre de 100 000 à 60 000. Pour la première fois, j'ai vu des réfugiés rentrer chez eux. Cela s'est fait grâce à nos militaires qui prennent cette besogne à cœur. »

Le Monde

CAMPUS

L'AVENIR DES GRANDES ÉCOLES

Supplément magazine - 80 pages

avec

Le Monde

MARDI 14 MAI (numéro daté 15)

ANNÉE MOZART. SOIRÉE DE CLÔTURE DE LA SÉRIE DE CONCERTS ORGANISÉE PAR LA FONDATION YEHUDI MENUHIN. LE 14 MAI À 20 H 30 SALLE PLEYEL.



Programme de la soirée :

MOZART

Requiem.

Chœur académique Yvan Goran Kovacic (Zagreb).
Orchestre Bohemia, Podebrady.
Béatrice Gaucet (soprano),
Alain Aubin (contre ténor), Vladimir Okenko (ténor),
Jorge Chamine (baryton).
Direction Sacha Britvic.

DVORAK

Concerto pour violon et orchestre en la mineur.
Philippe Graffin, violon.
Orchestre Bohemia, Podebrady (Tchécoslovaquie).
Direction Jiri Mikula.

Une collaboration de la fondation Y. Menuhin et du mouvement E. Leclerc



SPORTS

AUTOMOBILISME : le grand prix de Formule 1 de Monaco

Senna à la manière de Fangio

L'extraordinaire domination d'Ayrton Senna (McLaren-Honda) depuis le début du championnat du monde de Formule 1 automobile s'est poursuivie dimanche 12 mai à Monaco, où le Brésilien a remporté sa quatrième victoire en quatre courses.

Une performance que seul l'Argentin Juan-Manuel Fangio avait déjà réussie en 1954 avec sa Mercedes. Par rapport à son

glorieux aîné, le Brésilien a encore mieux établi sa suprématie en obtenant à chaque fois le pole-position et, trois fois sur quatre (Phoenix, Sao-Paulo et Monaco) en menant la course de bout en bout.

Derrière Ayrton Senna, devenu intouchable, la course pour la deuxième place est revenue au Britannique Nigel Mansell (Williams Renault) qui a doublé Alain Prost (Fer-

rari) à quinze tours de l'arrivée. Les deux pilotes avaient bénéficié de l'abandon simultané à la mi-course des deux plus proches poursuivants de Senna, l'Italien Stefano Modena (Tyrrell-Honda), sur casse du moteur, et son compatriote Riccardo Patrese (Williams-Renault), gêné par la projection d'huile du moteur cassé.

L'instinct et la raison d'un chasseur de « pole »

MONACO

de notre envoyé spécial

Des seize circuits qui accueillent le championnat du monde de formule 1, celui de Monaco est, sans conteste, le plus anachronique. Depuis 1929, année où la principauté avait lancé la mode des courses en ville pour distraire sa riche clientèle, la course reste rythmée par le virage de Sainte-Dévote, aussitôt après le départ, la montée du Beau-Rivage, les virages Massenet, du Casino, et Mirabeau. L'épingle du Loews, le virage du Portier, puis la plongée vers le port par le tunnel avant le virage du Bureau de tabac, le S de la piscine, le virage de la Rascasse et la ligne d'arrivée. Mais les bolides qui la disputent sont passés entre-temps de quelques dizaines à plus de sept cents chevaux.

Des seize grands prix de la saison, celui de Monaco reste pourtant le plus convoité des pilotes, et pas seulement parce qu'il est le plus suivi par tous les décideurs et les gros industriels impliqués dans la formule 1. Le circuit, qui serpente entre mer et rocher, mais surtout entre rails et trottoirs, est celui qui réclame le plus d'audace et de virtuosité. Pas étonnant dans ces conditions qu'Ayrton Senna le surdun ait fait de ce circuit un domaine réservé où il a triomphé quatre fois ces cinq dernières années.

272 kilomètres-heure en ville

Au dernier étage du Houston palace, où il réside pendant la période des grands prix européens, Ayrton Senna peut à loisir méditer, mètre par mètre, les 3,328 kilomètres de ce tournoi. Comme la plupart des autres pilotes de formule 1, le Brésilien a déjà effectué des milliers de fois dans sa tête le tour parfait en idéalisant ses trajectoires, en imaginant l'istant précis des changements de vitesse ou des freinages avec un réservoir plein ou en train de se vider. Mais au moment de passer à l'acte, il est le seul dans les gestes

peuvent aussi fidèlement traduire ses pensées.

Les qualifications du Grand Prix de Monaco lui ont offert une nouvelle occasion de démontrer son intégrable maîtrise dans cet exercice de vitesse pure, où il s'agit de se montrer le plus rapide sur un tour lancé. Sur ses quatre tentatives réparties entre le jeudi et le samedi, le champion du monde a signé les trois meilleurs temps de tous les concurrents en aménageant encore de près d'une seconde son propre record dans les rues étroites de la Principauté, où il a cette fois frôlé les 150 kilomètres-heure de moyenne (149,119 kilomètres-heure).

Cette cinquante-sixième pole-position obtenue pour son cent quarantième grand prix est plus impressionnante encore à Monaco que partout ailleurs. Le public massé devant l'Hôtel de Paris avait d'abord entendu le rugissement du V12 Honda avant la montée du Beau-Rivage avant de le voir surgir de terre en un éclair rouge et blanc. Vision fugitive. La tête casquée de jaune et vert dodelinait déjà de gauche à droite, comme pour aider le McLaren à la trajectoire idéale dans les virages en descente conduisant vers le tunnel.

A la sortie de ce dernier, Ayrton Senna était chronométré à 272 kilomètres-heure ! A quelques dizaines de mètres de la chicane de l'entrée du port qu'il allait devoir aborder en deuxième. Les plaquettes de frein en carbone rougissaient alors comme de la lave en fusion. Dans ces moments cruciaux, où tous les gestes doivent s'effectuer au centième, voire au millième de seconde, l'instinct prend le relais de la raison. Le Brésilien agit en automate minutieusement préparé par ses répétitions mentales.

« Vous visualisez l'objectif, le point de corde, explique-t-il (1). Vous connaissez votre voiture, les conditions de piste. C'est à vous d'être capable d'évaluer, au moyen de votre vue, la distance, la vitesse d'approche sur l'objectif. A partir du moment où vous avez identifié

celui-ci, c'est le jugement qui prend le relais à travers vos mains, vos pieds, votre corps. Vous devenez alors automatique jusqu'à ce que vous l'atteigniez. Mais ce potentiel de vision est lié à votre équilibre psychologique. Quand celui-ci est parfait, la sensibilité de votre vue est beaucoup plus grande. Beaucoup plus précise. »

De tous les concurrents, Ayrton Senna est, sans doute, celui qui apporte le plus de soin à cette approche mentale de la compétition. Alors que, de gré ou de force, ses rivaux ont multiplié les essais durant l'hiver, le Brésilien est le seul à ne pas avoir touché au volant de course pendant cent onze jours pour mieux retrouver sa sérénité et son équilibre psychologique dans son environnement familial et en lisant la Bible. Persuadé que les limites physiques du corps humain sont avant tout déterminées par l'esprit, il a aussi profité de cette trêve hivernale pour s'entraîner à se fixer des objectifs toujours plus ambitieux. Par exemple, ce augmentant progressivement la distance de ses footings quotidiens dans le parc de 8 kilomètres à 25 kilomètres.

« Comme sur des rails »

Cette faculté de surpasser ses propres limites physiques lui a, peut-être, permis de s'imposer enfin cette année dans le Grand Prix du Brésil où ses problèmes de boîte de vitesses l'avaient tellement épuisé qu'il ne pouvait même plus braver la coupe du vainqueur sur le podium. C'est aussi à Sao Paulo qu'il a le mieux expliqué son approche de la compétition. « Entre mes deux tours de qualification, je me suis préparé psychologiquement à l'effort qui m'attendait en m'appuyant sur des données techniques, expliquait-il. J'ai réfléchi aux modifications apportées à mon véhicule et à l'influence qu'elles auraient sur la McLaren par rapport à mon tour précédent. Je savais d'anticiper pour prévoir les réactions que je devrais avoir. Le fait d'avoir réfléchi, avant mon tour

lancé, au plus grand nombre d'incertitudes me permet de voir très loin lorsque je suis dans l'action. Bien plus loin que ce que mes yeux seuls pourraient me permettre. » Cet état second dans lequel il peut se mettre lorsqu'il est au volant, Ayrton Senna l'avait vécu à son paroxysme lors de la deuxième séance de qualification du Grand Prix de Monaco en 1988.

Les pilotes pouvaient alors faire autant de tours qu'ils le souhaitaient car ils ne disposaient pas de gommes tendres pour les qualifications. « J'ai bouclé un bon tour, puis un autre, raconte-t-il. J'avais la pole mais j'ai continué pour augmenter mon avantage, encore, encore et encore. J'en suis arrivé à tourner plus de deux secondes plus vite que les autres, y compris mon coéquipier (Alain Prost) qui disposait pourtant de la même voiture que moi. Ce n'était pas lui qui roulait lentement, mais moi qui avais conduit trop vite. C'était comme si ma voiture avait été montée sur des rails. A un moment, j'ai eu l'impression que le circuit n'était plus vraiment un circuit, seulement un tunnel de glissières. Je me suis alors, d'un seul coup, rendu compte que j'avais dépassé le limite que je considérais comme raisonnable. »

« Quand j'ai éprouvé ce sentiment, poursuit-il, j'ai aussitôt ralenti. Je n'y étais pas obligé puis-que tout allait bien, mais j'avais atteint un niveau inconnu. Je suis rentré doucement aux stands en me disant : « Aujourd'hui c'est spécial. N'y retourne plus. Tu es vulnérable. Tu t'es placé dans une situation où tu as presque laissé l'initiative à ton subconscient. » Cette constatation m'a mis mal à l'aise, même si j'avais éprouvé une sensation merveilleuse que je n'avais jamais ressentie auparavant ni éprouvée depuis avec une telle intensité. J'avais réussi à faire ce que j'aime le plus : aller loin, plus loin, encore plus loin... »

GÉRARD ALBOUY

(1) Autocourse 1991, Editions Filipacchi.

FOOTBALL : les difficultés du club parisien

Un plan de relance pour le Paris-Saint-Germain

Éliminé de la Coupe de France par l'Olympique de Marseille, médiocre au championnat, le Paris-Saint-Germain s'enlise dans l'anonymat. Faut-il des moyens financiers, des dirigeants ne peuvent rivaliser avec Marseille ou Monaco. Un plan susceptible de relancer le club de la capitale a été présenté dernièrement à la mairie de Paris.

C'était écrit noir sur blanc, en lettres géantes placardées dans tout Paris dès le mois de juillet : cette saison, le PSG allait faire « rêver » le public du Parc des Princes. Promis, juré, les amateurs de football de la capitale vibraient comme jamais. Neuf mois après cette campagne d'affichage, le Paris-SG n'a pas tenu parole.

En fait, le décalé ne date pas d'hier. Créé en 1973 par le couturier Daniel Hechter, consacré au début des années 80 par de bonnes performances en Coupe de France (vainqueur en 1982 et 1983, finaliste en 1985), en championnat (champion 1986), le Paris-SG a mal vieilli. Depuis l'automne 1986, au lendemain d'un titre que les dirigeants n'ont pas su faire fructifier, des errements de recrutement et une absence de planification à moyen terme ont précipité la chute. Une saison plus brillante du point de vue sportif, en 1988-1989 (deuxième place derrière l'OM en championnat), n'a pas réussi à enrayer l'effacement d'un prestige retrouvé. Le Paris-SG s'évanouit. Surtout, il assistait à l'inquiétante érosion de son public. Au fil des ans, le Parc des Princes a perdu ses supporters occasionnels pour ne bientôt garder qu'un noyau de fidèles, lui-même de plus en plus restreint. La moyenne de spectateurs, qui dépassait toujours vingt-trois mille personnes, est tombée à moins de dix-sept mille.

Public boudeur

En octobre 1989, à l'indemnité d'une campagne de promotion peu fructueuse, le publicitaire Bernard Brochand, président du secteur international de la société Doyle Dane Bernack et vice-président du club, se désespérait. « Que voulez-vous que l'on fasse de plus pour attirer le public », demandait-il (le Monde du 18 octobre 1989). Que faire de plus, en effet, qu'une opération « satisfait ou remboursé », ou bien des affiches « Embrassons l'Europe » montrant le président Francis Borelli agenouillé sur la pelouse ?

Cette saison, malgré la fameuse campagne « PSG, fais-nous rêver », l'arrivée de l'ancien sélectionneur Henri Michel (le Monde du 7 août 1990) et des promesses de jeu spec-

taculaire, le processus s'est accéléré. Hormis quelques prestations honorables, les résultats sont restés décevants, et le public a continué à bouder : huit mille spectateurs contre Metz, sept mille pour Toulouse. Seule la venue de l'OM a garni le stade.

Sans doute le PSG, comme beaucoup d'autres clubs, est-il une victime indirecte des succès de l'équipe marseillaise. A force de suivre les exploits de l'OM, les supporters parisiens en exigent autant. Or les dirigeants, avec leur budget de 92 millions de francs, n'ont pas les moyens d'imiter Bernard Tapie. Du côté de la municipalité, dont l'aide s'élève cette année à 38 millions de francs, on se félicite de la sagesse d'un club que l'on dit « bien géré ». Jean Tiberi, premier adjoint au maire, se réjouit qu'il ait été épargné par les « affaires » et qualifie de « petit » le déficit actuel (environ 40 millions de francs).

Mais au-delà des (contre)-performances sportives, le mal du PSG est profond. Dès le 25 avril 1990, son président, Francis Borelli, écrivait à Jacques Chirac, lui faisant part de ses « graves préoccupations », avant de lui demander conseil quant à la marche à suivre pour assurer la pérennité d'un club de haut niveau à Paris. Deux possibilités s'offraient à lui : une option « frileuse » (budget limité, équipe moyenne), très risquée car le public de la capitale est exigeant, et une autre, plus ambitieuse, qui nécessitait de nouveaux partenaires financiers.

Le club de l'Ile-de-France

Un an après, l'agonie se poursuit. Mais cette fois, un plan de relance concret vient d'être soumis à la mairie. Tout au long des trente-huit pages du dossier, les projets ne manquent pas. Les dirigeants souhaitent, par exemple, jouer la carte du « social » et ouvrir le club à l'ensemble de l'Ile-de-France (en participant les banlieues), quitte à le rebaptiser « PSG-Ile-de-France ».

Associer d'autres villes de la région - ceder aux municipalités des abonnements à tarif réduit qu'elles redistribueraient ensuite à leurs administrés - permettrait, selon eux, d'attirer des spectateurs. Autres objectifs des dirigeants : aller au devant de grandes entreprises, « vendre » chaque match à domicile à un « sponsor » unique et réviser les contrats des joueurs à la baisse en favorisant le système des primes aux résultats.

Un changement de statut, de la « loi de 1901 renforcée » à une « société à objet sportif » (SOS), serait envisagé. Selon ses initiateurs - MM. Borelli et Brochand, ainsi qu'Alain Cayeux, l'un des quatre directeurs de l'agence de publicité RCSCG - ce plan permettrait de reconquérir le public (entre vingt mille et trente mille abonnés escomptés, trois fois plus qu'en 1986), de renflouer les caisses et d'enrayer des joueurs.

Pourtant, les zones d'ombre restent multiples. Sur certains points, en particulier à propos du nombre d'abonnés, le plan paraît bien optimiste. Quant au budget, il serait ramené à 55 millions de francs, ce qui paraît contradictoire avec les ambitieux projets énoncés par ailleurs.

La mairie devrait donner son aval au plan, même si quelques « crochets » seront nécessaires. Elle pourrait prendre à sa charge tout ou partie du déficit et permettre un nouveau départ sur des bases plus saines. « Nous refusons de nous engager dans une spirale inflationniste, il faut savoir résister à la tentation », prévient M. Tiberi. « Nous retrouverons le temps perdu. Paris aura une grande équipe », promet quant à lui Francis Borelli, de plus en plus contesté par le public, sans doute aussi par quelques dirigeants. Président depuis treize ans, il se dit prêt à laisser la place à un éventuel candidat assez fortuné pour sauver le club. « J'ai quelques contacts », avoue-t-il ailleurs. Mais en attendant ce « Tapis parisien », il s'accroche à son plan de relance comme à une bouée.

PHILIPPE BROUSSEAU

HIPPIQUE : la télévision et les courses

TF 1 et la Cinq, dans l'ordre

A la fin de l'an dernier, une scission s'est produite dans l'institution des courses : les dirigeants du secteur ont tranché de rester fidèles à TF 1 pour la retransmission exclusive de leurs compétitions tandis que leurs homologues du galop se laissent séduire par les sirènes de la Cinq (le Monde du 28 novembre 1990). Depuis, la guerre des indices d'audience fait rage.

Deux conceptions de la présentation du produit et du traitement des reportages sont apparues. Pragmatique, celle de TF 1 assure des indices d'audience jamais inférieurs à 7 ou 8 points en semaine et pouvant atteindre jusqu'à 15 points le dimanche. Les responsables de la Une offrent à la Société du cheval français, qui organise les courses de trot, quatre fois par semaine, une prise d'antenne de quelques minutes avant le départ pour présenter brièvement les chevaux et le tableau des paris ; puis la retransmission intégrale de la course ; et, s'il reste un peu de temps, le différé des principales épreuves disputées en début de réunion.

Avant le journal de la nuit, une autre séquence quotidienne donne le replay des arrivées. En dehors de cela, la chaîne - excepté un bref pronostic le dimanche matin - se refuse à de longs commentaires, digressions et reportages sur le cheval. Paul Delsol, directeur adjoint de l'antenne, déclare à ce sujet :

« La culture hippique en France n'est pas du tout celle de l'Angleterre, où les courses constituent un véritable phénomène de société qui dépasse des milliers de personnes sur les hippodromes. Nos partisans veulent, en grande majorité, seulement savoir comment ils ont gagné ou perdu. On note d'ailleurs que les indices baissent dès que le temps d'antenne excède la simple retransmission. »

La nouvelle Cinq affiche d'autres ambitions. Sous la surveillance attentive de Jean-Luc Lagardère, premier propriétaire français en 1990, on a voulu élargir la dépense avec un budget de départ de plus de 20 millions de francs. Jean-Louis Burgat, ancien d'Europe 1 et de France Inter, de « 117 », puis de Canal Plus, spécialisé dans les corridas avant de réintégrer notamment un moyen métrage sur les courses en 1990, a été engagé comme producteur délégué. Il s'est aussitôt entouré d'une équipe de cinquante techniciens. Les reportages sont assurés par deux journalistes de chez Hachette (Week-End), un animateur d'Europe 1, Jean-Loup Laffont, et un consultant célèbre, l'ancien crack-jockey Yves Saint-Martin.

Une grande émission

Patrice Dominguez, directeur des sports sur la chaîne, dans une récente profession de foi, a affirmé avec un peu d'emphase : « Nous voulons mettre en place un dispositif unique et original qui va permettre de présenter les courses sous un aspect complètement neuf. L'aspect

sportif sera développé, l'aspect spectacle dynamisé. L'aspect jeu respecté et amplifié. Ces retransmissions seront placées sous le contrôle du service des sports, ce qui démontrera notre volonté d'associer sport, spectacle et jeu dans un même univers. Nous aurons trois rendez-vous : la retransmission des tiercé, le journal des courses à 20 h 30 et un magazine « Chevaux et casaque » tous les samedis. »

Le pari n'est pas gagné. Les premiers directs ont donné des taux d'écoute assez faibles : de 2 points à 3,9 points maximum en Audimat. Les week-ends surtout ne décollent pas. Rarement au-dessus de 3 points. Malgré de belles images, beaucoup de gros plans spectaculaires, on reste sur sa faim. Jean-Louis Burgat estime qu'il lui faut un an pour s'imposer. Mais les responsables de cet investissement - les dirigeants du galop et leurs partenaires - voient beaucoup plus loin. Ils savent bien que de toute façon le chiffre d'affaires du PMU (34 millions de francs) est à peu près à saturation. Ils visent surtout des annonceurs bars du secteur hippique pour les inciter à sponsoriser leurs courses à Longchamp, Chantilly ou Deauville.

Mieux encore, ils veulent attirer de nouveaux propriétaires - riches de préférence - dont ils manquent cruellement pour remplir les écuries de pur-sang et pour acheter les pouliniers français en vente à Deauville. Pour eux, il s'agit d'une opération de promotion à moyen terme pour convaincre les investisseurs que les courses, dans l'image reste médiocre, constituent une entreprise rentable.

GUY DE LA BROUSSE

Les Résultats

AUTOMOBILISME

FORMULE 1

Grand prix de Monaco

Classement. - 1. Senna (Bré, McLaren-Honda), les 259,584 km en 1 h 53 min 2 sec (moyenne : 137,785 km/h) ; 2. Mansell (GB, Williams-Honda), à 18 sec ; 3. Alesi (Fra, Ferrari) ; 4. Modena (Bré, Benetton-Ford), à 1 tour ; 5. Prost (Fra, Ferrari), à 1 tour ; 6. Pironi (Ita, Dallara-Judd), à 2 tours. Championnat du monde des conducteurs (après quatre courses) : 1. Senna, 40 points ; 2. Prost, 11 ; 3. Berger, 10 ; 4. Patrese, Piquet et Mansell, 6.

BASKET-BALL

Championnat de France. Battu dans sa salle au match aller de la finale du championnat de France de basket-ball, Antibes a pris sa revanche sur Orléans en s'imposant le 11 mai 102-89 dans la salle du CSP et devant ainsi pouvoir disputer une « belle » mardi 14 mai.

MOTOCYCLISME

Grand prix de vitesse d'Espagne. En 250 cm3, la victoire est revenue à l'Allemand Helmut Bradl (Honda) devant les Italiens Luca Cadavara (Honda) et Loris Reggiani (Honda). En 500 cm3, la victoire est revenue à l'Australien Michael Doohan (Honda) qui a devancé les Américains John Kocinski (Yamaha) et Wayne Rainey (Yamaha).

RUGBY

Quarts de finale du championnat de France. A Agen, Bayles-Bordeaux b. Tarbes 19-9 ; à Carcassonne, Béziers b. Nîmes 30-17 ; à Tarbes, Toulouse b. Narbonne

24-6 ; à Biarritz, Racing Club de France b. Dax 18-6.

Les demi-finales mettront en présence les 18 et 19 mai d'une part Béziers et Bayles-Bordeaux, d'autre part Toulouse et le RC.

VOILE

Championnat du monde de classe America (San Diego). 1. Il-Moro di Venezia III (P. Cayard) ; 2. New-Zealand (R. Davis) ; 3. Il-Moro di Venezia II (J. Kollus) ; 4. Nippon-Challenge (C. Dickson) ; 5. Stars-and-Stripes (E.J.) ; 6. Jayhawk (E.J.) ; 7. Ville-de-Paris (FRA) et America (E.J.) ; 8. Spain-82 (ESP).

VOLLEY-BALL

Championnat d'Europe des nations. L'équipe de France masculine de volley-ball s'est qualifiée pour le championnat d'Europe des nations (7 au 15 septembre en Allemagne) en dominant la Finlande (3 sets à 1) le 12 mai à Helsinki dans le groupe B des poules qualificatives.

LOTOSPORTS	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1. 04 2177	2. 3 7077
3. 402	4. 3807
5. 0	6. 0
7. 0	8. 0
9. 0	10. 0
11. 0	12. 0
13. 0	14. 0
15. 0	16. 0
17. 0	18. 0
19. 0	20. 0
21. 0	22. 0
23. 0	24. 0
25. 0	26. 0
27. 0	28. 0
29. 0	30. 0
31. 0	32. 0
33. 0	34. 0
35. 0	36. 0
37. 0	38. 0
39. 0	40. 0
41. 0	42. 0
43. 0	44. 0
45. 0	46. 0
47. 0	48. 0
49. 0	50. 0

LOTOSPORTS	
RÉSULTATS OFFICIELS	
1. 04 2177	2. 3 7077
3. 402	4. 3807
5. 0	6. 0
7. 0	8. 0
9. 0	10. 0
11. 0	12. 0
13. 0	14. 0
15. 0	16. 0
17. 0	18. 0
19. 0	20. 0
21. 0	22. 0
23. 0	24. 0
25. 0	26. 0
27. 0	28. 0
29. 0	30. 0
31. 0	32. 0
33. 0	34. 0
35. 0	36. 0
37. 0	38. 0
39. 0	40. 0
41. 0	42. 0
43. 0	44. 0
45. 0	46. 0
47. 0	48. 0
49. 0	50. 0

مكتبة الامم المتحدة

Cannes 91

de nos envoyés spéciaux

SÉLECTION OFFICIELLE

Europe, année zéro

Un jeune Danois surdoué hypnotise Cannes avec une parabole sur la culpabilité

Europe
de Lars Von Trier

Le noir tout de suite. Un train roule, on ne le voit pas, on est sur les rails. Une voix annonce la couleur, noire. Une voix nous demande de compter après elle jusqu'à dix. La voix dit : « Vous descendez, vous flottez. » On descend, on flotte. A dix, en état de légère hypnose, on peut se laisser embarquer sans résister dans un voyage au bout de la nuit, plus ironique qu'onirique, malgré les apparences.

Un voyage au fond de l'Allemagne de 1945, extraordinaire métaphore ferroviaire de la culpabilité. C'est Lars Von Trier, le jeune Danois surdoué, qui conduit la locomotive, achevant avec

Europe sa primesautière trilogie commencée en 1984 avec *Element of crime*, et poursuivie trois ans plus tard avec *Epidemic*, tous deux présentés à Cannes.

Il s'agit de raconter la naissance de l'Europe, enfant de la bonte selon Von Trier, enfant mort-né issu du viol plus ou moins consenti de l'Allemagne par l'Amérique... L'Amérique est symbolisée par Léopold (Jean-Marc Barr, beau, innocent), jeune objet de conscience américaine venu patrouiller dans les champs de ruines allemands, rejoindre un oncle, trouver un job, manifester « un peu de bienveillance à ce pays », voulant ainsi contribuer « à rendre le monde un peu meilleur ». Un pacifiste, un rêveur. Il sera contrôleur dans le premier

wagon-lit de première classe remis sur les rails.

Le train va traverser des villes blessées et des campagnes muettes, Francfort, Berlin, Brême, Munich. Les escaliers seront des tentatives vaines de revenir à la vie réelle. Rouler, il faut rouler dans ce train qui emporte péni- mène bourreaux et victimes, ce train de la mort où quelques déportés cahotent encore, ce train de la vie piégée où jouent des enfants porteurs de bombes.

Un humour
salvateur

C'est dans ce train aussi que Léopold va rencontrer la mystérieuse Katharina (Barbara Sukowa, tendue, un peu perdue).

Il la suivra dans sa villa bourgeoise, intacte au milieu des décombres. Comme est intact le nazisme, ou presque. Les « lousp- garous » rôdent, masqués, « punis- sant » les « collabos » qui trahissent avec les « alliés ».

La réconciliation est impossible, le couple de Léopold et Katharina est impossible, un vieux colonel américain cynique (Eddie Constantine, raide comme sa badine, aussi bien employé que par Godard dans *Alphaville*), se sert des juifs comme appâts pour faire chanter des Allemands sus- pectés.

La bienveillance est un crime aussi, du moins la neutralité, ce leurre. Malheur aux indé- cis. Léopold en payera le prix, dans un final suffoquant. Rien de ce que dit Lars Von Trier n'est gen-

til, agréable, confortable, mais il a pour le dire un humour salvateur et surtout le langage des images qu'il maîtrise avec une liberté, une virtuosité, une gourmandise à cou- per le souffle. Tous les effets spé- ciaux lui sont bons, projections frontales, surimpressions. On est dans un noir et blanc profond, soudain un point rouge vous poi- gnarde, c'est la poignée du signal d'alarme... Von Trier est un dia- bolique petit magicien, un jong- leur, un fou de cinéma qui sait dire « merci papa » à Dreyer, à Lang, à Hitchcock.

Qui ne renie aucune référence, aucune influence pour aller où il veut, pour bâtir comme il l'entend une œuvre déjà riche. Fille, légi- time cette fois, de l'angoisse et du divertissement.

DANIEL HEYMANN

Jacquot de Cannes

Las morts n'aimant pas trop les hommages. Ça las dérangeraient plutôt ces fleurs bavardes sur leur silence. Mais, samedi à Cannes, il y a eu un joli salut à Jacques Demy, avant la projection de *Jacquot de Nantes*, le film qu'Agnès Varda, sa femme, lui a offert (le Monde du 12-13 mai). Serrés les uns contre les autres, sur la grande scène, quelques inter- prètes, quelques amis, Claude Berri, Jean Marais, le beau roi de *Papa d'anne*, Fran- çoise Fabian, Micheline Pres- les, Dominique Sarda, Jac- ques Perrin, Danièle Delorme et Jean-Claude Brialy dans son infatigable emploi de maître de cérémonie.

Cheun a dit quelques mots éloges, des petits bouts de dialogues éparpil- lés, puis Michel Legrand, le complice des films « en chanté », a pastiché « ca- pella », tout enchiffonné d'émotion, les *Parapluies de Cherbourg* : « mon Jacquot ce n'est pas alad pour moi de chanter pour toi sans que tu me répondes / main- tenant que tu dors dans un autre monde / nous autres ici on ne t'oublie pas ».

Après on a dit tous allés « au perm à Nantes », comme disait Jacques Perrin dans *les Demoiselles de Rochefort*, on a entendu des chansons rythmant notre mémoire avec le métronome du cœur, la temps des carises dans les plaines du Far-West, démons et merveilles au loin déjà la mer s'est retirée... Le film de Varda coulait tout doux comme la sable entre les doigts de Jacques, si présent sur sa dernière plage. Et déjà part.

D. H.
► Sortie nationale le 15 mai.

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Maria Novaro danse avec ses rêves

«Danzon», ou la nostalgie des dancings

Deux choses passionnent Marie Novaro, metteuse en scène de *Danzon*, présenté à la Quinzaine des réalisateurs : explorer l'âme féminine, et, puisqu'elle est mexicaine, l'« homo mexicanus », hors des clichés cinématographiques façon *Figurea* - les paysans, l'union avec la nature... « Il n'y a plus de campagne, tout ça c'est fini, je raconte comment on vit aujourd'hui, chez nous », dit cette femme grande, mince, qui d'abord fut sociologue et s'ennuyait beaucoup. Son métier lui ayant offert l'oc- casion de travailler sur des docu- mentaires, elle se dit que le cinéma pourrait lui apporter une solution.

Elle s'inscrit à l'école, où on lui fit remarquer que cinq ans d'études n'étaient guère compati- bles avec l'existence de mère de famille : « J'avais déjà deux gar- çons. Je me suis obstinée, j'ai obtenu mes diplômes. Et à la fin, j'avais en plus un troisième gar- çon. Les élèves féminines sont nombreuses, ils sont bien obligés d'en laisser passer quelques-unes. Finalement très peu. »

Maria Novaro a une troisième passion : les dancings, ces grandes salles de bal où se réunissent encore des milliers d'hommes et de femmes, vieux et jeunes, des couples ou bien des solitaires à l'affût. Elle a filmé avec amour les murs délabrés, les décorations outrageusement kitsch, la gravité des danseurs et tout ce qui se passe entre eux dans le bref in- stant où leurs regards se croisent.

Son film a pour héroïne une femme seule, standardiste, mère d'une fille de quinze ans, et cham-



Maria Novaro : « Je montre des femmes seules, en quête d'un homme »

pionne de *danzon*, dérivé de la contredanse française, pratiquée par les esclaves haïtiens, parvenue via la Havane jusqu'au Mexique il y a cent cinquante ans : « C'est seulement chez nous qu'elle est res- tée populaire et vivante. Et parce qu'elle obéit à des règles très strictes, parce qu'elle est à la fois lascive et retenue, elle symbolise la sexualité mexicaine. A travers les règles de la danzon et leur subver- sion, je traite des relations entre hommes et femmes. »

« Mon premier film, *Lola*, racon- tait la dure vie d'une mère oban- donnée. Cette fois, je montre des femmes seules, en quête d'un homme, des personnages naïfs comme dans le vieux cinéma mexi- coln, mais qui, en dépit des pres- sions sociales, se battent pour leurs rêves, pour construire elles-mêmes leur existence. Les producteurs voulaient que mon héroïne soit plus jeune, plus jolie, mais juste- ment, ce n'était pas possible, ça ne voulait plus rien dire. »

Selon Maria Novaro, le cinéma mexicain bénéficie du 500^e anni- versaire de la découverte des Amériques par Christophe Colomb, du grand mouvement culturel et des efforts financiers qui l'accompagnent. Elle dit que les femmes en profitent.

Cependant, si pour *Lola* elle a trouvé par elle-même un finan- cement de la télévision espagnole, il a fallu que son mari apporte le complément. Comme le film a été primé à Berlin, New-York, La Havane, la production de *Danzon* a été plus facile à monter. « Pour le troisième, dis-elle, je n'aurai pas besoin de mon mari. »

COLETTE GODARD

□ Le studio de l'ARP. - L'Associa- tion des réalisateurs-producteurs a donné, le 11 mai, une des premières grandes fêtes du Festival. Fondée, en 1987 par Claude Berri, l'ARP ne cesse, depuis, de prendre de l'importance au sein du cinéma français. Sa SOFICA a collecté, en 1989, 87 mil- lions de francs et financé trois films de la sélection officielle (*Hors la loi* de Maroun Bagdadli, *Jacquot de Nantes* d'Agnès Varda et *Van Gogh* de Maurice Pialat). Sa structure de distribution de vidéocassettes a pris cette année un départ fulgurant avec 300 000 cassettes déjà vendues pour *Cyrano*. L'ARP veut maintenant sa vitrine à Paris : une salle de cinéma entièrement dédiée aux rétrospectives des grands réalisateurs français, rétrospectives qui pourraient accuei- llir ensuite des cinémas de province.

□ Publicité. - Faut-il autoriser la publicité pour le cinéma à la télévi- sion ? Les distributeurs américains réclament depuis des années un assouplissement de la réglementation française. Ils ont désormais des alliés au sein des télévisions privées, des agences de publicité et de quelques groupes français comme Hachette. Et surtout un argument de poids : la libéralisation de la publicité pour la vidéo sur le petit écran a dopé la vente de cassettes. Pourquoi ne pas adopter le même remède pour relan- cer la fréquentation dans les salles ? Mais un grand nombre de produ- cteurs français restent réticents : les campagnes télévisées n'avantage- raient, selon eux, que les grandes machines de guerre hollywoodiennes.

Le Monde

est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival

9 - 20 MAI 1991

DU
15 MAI
AU
12 JUIN

TOUTES
LES CLASSES DE SECONDE
PEUVENT PARTICIPER
EN APPELANT
TOUS LES MERCREDIS RTL
A PARTIR DE 8 H 30.
• Au (16.1) 42.90.12.12
(Lycées de Province)
• Ou 42.90.10.10
(Lycées de Paris
et Région Parisienne)

TOUTE UNE CLASSE
DANS LE NORD CANADIEN

CONCOURS RÉSERVÉ AUX CLASSES DE SECONDE

AVEC
PATRICK SABATIER
ET **BERNARD CLAVEL**

TOUS
LES MERCREDIS
A PARTIR DE
8 H 30

RTL

Cannes 91

SÉLECTION OFFICIELLE

Le grand rire de la lucidité

Un jeune cinéaste italien, ami de Nanni Moretti, s'affirme un maître dans un genre totalement renouvelé

LE PORTEUR DE SERVIETTE
de Daniele Luchetti

On a ri d'un rire heureux, libéré. On a ri du bonheur de retrouver, dans un renouvellement de l'inspiration du sujet, du style, ce genre que nous avons tant aimé dans les années 70 : la comédie à l'italienne. Uni, fondu, ici, avec un autre « genre » traité lui d'une façon grave, dramatique, dénonciatrice : le film politique. Daniele Luchetti, découvert à Cannes il y a deux ans, avec *Damiani Accadrà*, a été l'assistant de Nanni Moretti, porte-drapeau du nouveau cinéma italien, né malgré la crise - qui faillit lui être fatale - des années 80. Dans *Le Porteur de serviette*, Moretti est à la fois producteur et interprète de Daniele Luchetti, devenu déjà un maître. Un maître de la satire, par l'humour noir, la précision aigüe de l'analyse sociale, et le regard contemporain. Au tournant des années 90, voilà bien de quoi susciter l'enthousiasme.

Sur la côte amalfitaine, Luciano Orlando, jeune professeur de lettres, babille une grande et belle maison de famille délabrée qu'il n'a pas les moyens de faire restaurer. Il sert de « nègre » à un vieux

journaliste financier. Celui-ci décide de renoncer à ses services. Et Luciano rompt avec sa fiancée, Irène, professeur à 800 kilomètres de là : pour passer quelques heures avec elle, c'est la galère. Puis, la chance tourne. Cesare Botero, ministre de l'Industrie dans le gouvernement en place, a entendu parler des talents de Luciano, il le convoque à Rome. Intégré à l'entourage du ministre, Luciano va lui écrire ses discours, ses slogans, tout ce qui peut servir l'image médiatique de l'homme politique se présentant aux prochaines élections, à Mantoue, contre un député de la Démocratie chrétienne.

Une moralité de l'absurde

Autrefois, Luciano (l'étonnant Silvio Orlando) aurait pu être un personnage zavattinien, un humaniste au grand cœur, découvrant l'injustice, la corruption et s'efforçant d'y remédier. Aujourd'hui, ce « porteur de serviette » lucibettien est plutôt opportuniste et roublard. Flatté d'avoir été choisi, il profite d'une situation qui lui assure des avantages matériels, lui permet de se rapprocher d'Irène et lui donne une part du pouvoir de Botero et

l'accès à son sérail. La première partie du film est subjective. L'œil malin de Silvio Orlando observe, ausculte Botero et son entourage.

Le petit homme jubile d'entendre dans la bouche du ministre les idées qu'il a suggérées, les paroles qu'il a écrites. Et il lorgne son assistante Juliette (un joli rôle pour Anne Roussel, dont l'accent français est un régal), comme si elle devait être le couronnement de sa « promotion ». Mais vient le moment où Botero, ce ministre si charmeur, montre sa vraie nature. Le film bascule, et Nanni Moretti, si drôle en jeune loup démagogique (sans rapport avec les personnages de ses propres films), devient impressionnant.

Une crise de colère à propos d'un reportage vidéo qui lui déplaît révèle l'homme de pouvoir implacable et prêt à briser ce qui s'oppose à sa volonté. L'homme riche au regard froid qui traite la politique comme un jeu de cartes, découvre la normalité d'acheter ceux qui peuvent le servir, pour les rejeter ensuite. L'œil de Luchetti enregistre alors la réalité et la révèle à Luciano en même temps qu'aux spectateurs. Une fois les magouilles politico-financières découvertes, Luciano, frustré de

l'importance qu'il croyait avoir, peut bien s'offrir un sursaut d'optimisme, rompre avec le ministre et essayer de renverser la vapeur.

Il tombe sur un bec et tout se termine dans la plus parfaite régularité, ce qui donne aux gags de la scène finale une moralité de l'absurde. Sans un plan de trop, sans une bavure, Daniele Luchetti a exposé la logique interne de la politique moderne en démocratie (car ce qui est valable pour l'Italie...) Quelle que soit l'idéologie dominante, où le parti au pouvoir, on ne peut plus se passer ni de l'argent, ni du contrôle des médias, ni des « affaires ». Et les serviteurs zélés, les « porteurs de serviette », ont aussi leur part de responsabilité. Ainsi se fait entendre le grand rire de la lucidité.

JACQUES SICLIER

Sortie nationale le 15 mai.

cratell
L'érosion du provisoire
Chorégraphie
Sidonie Rochon
création
14-15-16 mai

TRIO A CORDES DE PARIS
C. Frey - M. Michalakakos - J. Grout

ANNIVERSAIRE 25 ANS
WEBERIN SCHOENBERG MOZART
Betsy JOLAS création mondiale
mardi 14 mai 20h30
Salle Gaveau
45 rue la Boétie Paris 8^e
Tél. 49 53 05 07 - 100F à 180F
Enfants, étudiants, carte vermeil 40F

Non-identification d'une femme

Isabelle Huppert, sublime, dans un film-opéra frénétique

MALINA
de Werner Schroeter

Elle n'a pas de nom. C'est une femme, la femme. Elle vit à Vienne, une ville qu'on peut tout juste reconnaître à de lourdes façades d'immeubles et à l'entrée de l'hôtel Sacher. Mais Vienne est la ville de la psychanalyse, et, au prégnant, une scène de crise, de violence et de mort, indique suffisamment que la femme souffre d'une relation traumatique avec son père. Donc, avec les hommes. Dans cette existence marquée du traumatisme original, ils sont deux : Malina, qui se comporte en compagnon officiel, en complice, mais aussi en maître pour apporter à la femme l'ordre, la raison, l'équilibre; et Ivan, marié, père de deux enfants, l'ami clandestin qu'elle a comme happé dans la rue. Il représente, lui, le plaisir sexuel et la liberté du désordre. Peut-être bien, d'ailleurs, que ces deux hommes n'en font qu'un dans les fantasmes de la femme, dont la personnalité disloquée cherche à se rassembler, à s'unifier par un va-et-vient frénétique entre deux mondes.

Toujours au paroxysme

Le roman d'Ingeborg Bachmann, adapté pour le cinéma par Elfriede Jelinek, romancière et auteure dramatique de langue allemande souvent comparée à Thomas Bernhard, est un exorcisme, par la création littéraire, de la schizophrénie propre à l'atmosphère morbide de Vienne. En s'appropriant cette œuvre écrite à la première personne, par sa propre écriture cinématographique, flamboyante et baroque comme au beau temps de sa découverte, dans les années 70, Schroeter a, du même coup, remplacé la subjectivité de « la femme » par la sienne. C'est donc lui le souverain maître de ses fantasmes, de ses visions. Schroeter a toujours mis en scène ses femmes de cinéma comme des héroïnes d'opéra que ravagent la passion et la folie.

Entre Mathieu Carrière, dont l'autorité et la maturité s'accroissent au personnage de Malina, bourgeois de la raison, et l'acteur hongrois Can Togay, figure du pouvoir érotique masculin auquel le désir de liberté sexuelle de la femme fait

peur, il y a Isabelle Huppert. Elle parle, crie, rit, pleure, souffre, toujours au paroxysme. Elle se dépense dans l'extravagance et le tragique, le sublime et le grotesque. Mais ce sont les artifices - volontaires - des décors, des costumes, des éclairages, des couleurs, des « tableaux » d'opéra (ainsi le tapis de bougies allumées, l'appartement peu à peu investi par les flammes), qui traduisent la folie, de l'extérieur. Ce film, sidérant par son parti pris esthétique, n'appelle pas la demi-mesure. A Cannes on l'aime ou on le déteste tout aussi fort. Preuve qu'il existe.

J. S.

Un Américain à Tokyo

Au moment où les autres studios hollywoodiens se font racheter par les géants de l'électronique japonaise, Time Warner, lui, installe des salles de cinéma à Tokyo et à Osaka. Le pari est audacieux dans un pays où le mètre carré est l'un des plus chers du monde, mais le groupe américain a trouvé le partenaire idéal avec Nichii, un gros promoteur de centres commerciaux. Grâce à leur association, vingt-cinq ou trente complexes de douze écrans chacun devraient voir le jour : de quoi augmenter de 15 % environ le nombre d'écrans de cinéma. Même s'il est un des plus gros importateurs de films, le Japon ne possède en effet que 1 800 écrans pour 120 millions d'habitants. Les achats de films alimentent habituellement les vidéocassettes et les projections privées des grandes entreprises.

Parallèlement, les dirigeants de Time Warner recherchent activement de nouveaux investisseurs pour réduire la formidable dette née de la fusion des deux groupes l'an dernier. Des négociations ont lieu avec le constructeur électronique japonais Toshiba. Mais le groupe américain, qui ne veut pas finir dévoré par un Japonais comme Columbia ou MCA, souhaite plutôt avoir à son tour de table plusieurs grands groupes de communication internationaux. Il a ainsi sollicité Canal Plus en France et Bertelsmann en Allemagne.

J.-F. L.

(Publicité)
Les amis de JACQUES GAUTIER et Andrée Gautier
Organisent un concours destiné aux jeunes créateurs de bijoux contemporains : Œuvres en argent ou dans des matières originales. Deux prix seront attribués par un jury de qualité. Le dépôt de deux bijoux devra être effectué avant le 7 juin 1991 à la Galerie Jacques Gautier, 36, rue Jacob - Paris 6^e - Tél. : 42-60-84-33.

BANLIEUES D'EUROPE
« L'ART DANS LA VILLE CONTRE L'EXCLUSION »
du 23 au 25 mai 1991

De Londres à Berlin, en passant par Bruxelles, Barcelone, Hambourg, Bologne, Marseille, Francfort... des quartiers sont les terrains d'initiatives artistiques originales. Tables rondes, expositions, spectacles, projections vidéo. Confrontation de toutes ces expériences. Le 25 mai journée formation.

MAISON DES CULTURES FRONTIÈRES - ACBHL
21, rue de la Croix - 57800 Freyming-Merlebach - France
Tél. : (00-33) 87-81-69-24

Tous en ligne
d'après l'adaptation de Michel Béranger
adaptation de Michel Béranger
Nathalie Krebs, Dominique Raymond
mise en scène de Michel Béranger
Avec Nathalie Krebs, Michel Béranger, Christophe Bourse, Nathalie Krebs, Dominique Raymond, Dominique Raymond, Dominique Raymond
42.02.02.68
THEATRE PARIS-VILLETTE

DIE MUTTER
LA MÈRE
de Bertolt Brecht
par le Staatstheater Kassel

2 représentations exceptionnelles :
14 MAI Comédie de Caen (31.95.65.00)
17 MAI ... Nouveau Théâtre d'Angers (41.87.80.80)

OPERA DE PARIS
DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHEE CHUNG
CONCOURS
DE RECRUTEMENT DE CHEFS DE CHANT ET D'ARTISTES DES CHŒURS

31 mai, 1, 3, 4 juin 1991
Trois chefs de chant
Clôture des inscriptions : 22 mai

5, 6, 7 juin 1991
Premières et seconds sopranos
Premiers et seconds altos
Premiers et seconds ténors
Premières et seconds basses
Clôture des inscriptions : 28 mai

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
(par correspondance exclusivement)
REGIE DES CHŒURS

OPERA DE PARIS - BASTILLE 129 RUE DE LYON 75012 PARIS

RTL BERCY FR
22 MAI - 7 JUIN

FAUST
Opéra de Charles GOUNOD
Direction Musicale : Serge BAUDO et Cyril DIEDERICH
L'Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo
Mise en Scène : Nicolas JOËL
Chef des chœurs : James JOHNSON
Décors : Bernard ARNOULD
Le Chœur de l'Armée Française

BNP

LOCATIONS 43 46 12 21 9 h 30 à 19 h sauf Dimanche Minitel 3615 Code BERCY	BERCY 11 h à 18 h sauf Dimanche PALAI DES SPORTS Porte de Versailles 12 h 30 à 19 h sauf Dimanche FNAC, VIRGIN MEGASTORE, AGENCES.	RENSEIGNEMENTS : 40 02 60 20 CANAL P
---	---	---

سكنى من الامم

LA CROIX
LA VILLE
DU 14 MAI
AU 9 JUIN
FABRICATION
EXPRIMER
Publication et limite
Publication assist
ordinateur (PAI
la presse"

صحنات الاجل

CULTURE

ARTS

Le cousin Fragonard

Le Musée de Maisons-Alfort ouvre ses portes avec les collections du cousin du peintre

Les visiteurs sont accueillis par deux squelettes : celui d'un rhinocéros et celui d'un éléphant. Ils ouvrent la salle d'anatomie du musée de Maisons-Alfort, en l'honneur de son cousin, le peintre Jean-François Fragonard. Le bâtiment date du dix-neuvième siècle. La muséographie, d'époque, est digne d'un cabinet de curiosités. Les hauteurs vitrées sont bordées à craquer. La lumière tamisée confère un aspect irréel à cet assemblage quelque peu inquiétant. A côté des ossements d'animaux montés sur fil de fer, trois têtes humaines : celle d'un « chef de tribu » du Soudan, celle d'un « Asiatique » tué d'un coup de sabre – la trace est nettement visible – et celle d'un vieillard édenté. Plus loin, les appareils digestifs de ruminants et d'herbivores, aux couleurs particulièrement soignées – mauves, carmins, violets, ocres – sont encadrés avec soin. Ces « œuvres » sont signées et datées. De tous les artistes, M. Petitot est certainement le plus doué. Il sait dresser un viscère avec

une sensibilité sans égale. Après les innombrables forêts immergées dans des brouillards, on passe au rayon des monstres : vagues à deux têtes, montons à huit pattes, cyclopes indéfinissables, boules de poil informes dotées de dents. Dans une grande salle sont alignées jusqu'au plafond des séries répétitives, mâchoires de vaches et de chevaux, collections de sabots. Un régal pour les amateurs d'Arman.

Mais le clou du musée, ce sont bien entendu les préparations d'Honoré Fragonard, cousin du peintre et anatomiste fameux à la fin du dix-huitième siècle. La dernière salle lui est réservée. Là, un cavalier écorché chevauche un cheval au galop, dans le même état. Les deux personnages sont soigneusement décorés, chaque organe dévoilé est minutieusement mis en scène. Les muscles se soulèvent en bouquets. Les veines et les artères sont peintes. La peau soulève à l'air de claquer au vent de la course. En face, un homme debout, exhibant

tous les détails de son anatomie, la mine (si l'on peut dire) agressive, brandit une mâchoire d'âne. A ses pieds dansent trois forêts. Deux ou trois bustes humains, quelques membres et divers animaux travaillés de la même manière montrent le savoir-faire du praticien et donnent des indications sur le goût d'une époque. Le Musée des Lumières était grand de ces préparations macabres, sous couvert scientifique.

Honoré Fragonard était professeur d'anatomie de la nouvelle École vétérinaire, fondée à Alfort en 1766. Ses pièces d'anatomie troussées par milliers étaient célèbres dans toute l'Europe. Il gardait secrète sa technique de conservation des tissus, à base d'eau de vie additionnée de poivre noir ; le produit d'injection des vaisseaux consistait en un mélange à la cire et à de la térébenthine. Après six ans d'enseignement, il fut congédié par le directeur de l'école, qui, jaloux de son succès l'accusa de folie. Fragonard se tourna alors vers le « privé » et fournit les cabinets de curiosités des amateurs. Au moment de la Révolution, il devint membre de la commission temporaire des arts créée pour recenser les collections précieuses. Mais les sciences sont en partie dispersées (il mourut en 1799). Presque toutes disparurent. Il ne reste à Maisons-Alfort qu'une vingtaine de pièces, témoignage « scientifique » d'un esthète hanté par ses amis.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée Fragonard, École nationale vétérinaire, 7, avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort. Tél. : 44-32-12-12.

Sombres mémoires

Un inventaire des malaises et des mauvais rêves d'aujourd'hui

TÉLÉMAQUE à la Galerie Jacqueline Mousson

Qu'y a-t-il au fond des mémoires, quelles images interdites, quels clichés mélangés, quels cauchemars nauséux ? Sur ce sujet inquiétant, sans rien concéder aux fantasmagories symboliques d'un quelconque inconscient, Hervé Télémaque a conçu une suite de reliquaires-déclats-collages dénommée, par ironie, La chambre noire. Le titre est à entendre dans tous ses sens, à commencer par le plus banal. La chambre noire sert au développement des films ; or les œuvres emploient des affiches de cinéma des années 60 – affiches de films noirs naturellement. La chambre noire est aussi la pièce nocturne où alimenter, donner à rêver : rien d'étonnant donc si cet assemblage évoque l'éveil d'un être qui erre dans les ténèbres et si les allusions sexuelles, sensuelles et non érotiques, abondent dans l'exposition.

Mais ce sont des allusions navrantes : photographies pauvres, obscures, des romans-photos pornos, morceaux d'affiches pour des spectacles naïvement grivoires, dessins anatomiques, graffiti obscurs. A ces bribes d'images qu'il découpe, entrecroise, écartèle et

agrége à sa guise, Télémaque ajoute des fragments de cuir et de tissu, une paire de ciseaux (symbolique), des bas-reliefs de colle sèche blanchâtre et grumelleuse, des débris indéfinissables, des planches, une porte de bois, un seau et son pinceau séché. Avec ces éléments hétérogènes, il compose des constructions strictement organisées par la géométrie.

La perfection des montages augmente leur pouvoir de suggestion et de trouble. Ils sont tout à la fois séduisants et répulsifs, et d'autant plus efficaces donc. Qui douterait du reste que Télémaque voit juste ? Les collections d'images qu'il dispose en répertoires mélancoliques sont dans toutes les mémoires, invisibles et puissantes. Des collages plus anciens, présentés par la même galerie, de l'autre côté de la rue, permettent de vérifier la cohérence d'un artiste qui a fait de l'élégance froide et du calcul les instruments les plus sûrs de l'autopsie des consciences modernes. Le résultat de l'opération prête peu à rire, mais il est d'une irréfutable vérité.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Jacqueline Mousson, 110 et 123, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris. Tél. : 48-87-75-81. Jusqu'au 8 juin.

MUSIQUES

Quatuors au bord du lac

Pas de grand prix au concours d'Evian

EVIAN

de notre envoyé spécial

Devant un public qui n'a jamais été aussi nombreux, le seizième concours de quatuors à cordes d'Evian, après un départ en fanfare (avec Mozart, Bartok et Mendelssohn), s'est achevé samedi sur une impression mitigée : pas de grand prix, mais deux seconds prix, dont l'un, le Quatuor Mandelring (Allemagne), a été de plus couronné par le jury international de la presse et aurait sans doute mérité la récompense suprême.

Une merveilleuse homogénéité, des sonorités pleines et chatoyantes, une clarté parfaite des lignes, ces jeunes gens (deux frères, une sœur et une amie) ont fait preuve d'une aisance et d'une divination remarquables dans des œuvres aussi difficiles que le fulgurant Troisième quatuor de Bartok, le Quatuor Opus 51 n° 1 de Brahms, joué avec un dynamisme factotanique et bouleversé, démentant une tradition germanique trop onctueuse, et le Deuxième quatuor de Friedrich Scherz, écrit spécialement pour Evian, qu'ils ont illuminé. Cette divination les a malheureusement abandonnés dans le Quatuor de Fauré, étranger à leur arbre généalogique.

Ex aequo, le Quatuor Miami (Etats-Unis) a montré des qualités plus communes : une sensibilité fraîche, des coloris vifs, beaucoup

de mouvement et d'allure, une tendance marquée au vibrato spectaculaire, mais rien de très mémorable dans ses interprétations, sinon un Fauré nettement plus intéressant que celui de leurs rivaux, quoique moins intérieur, pudique et poignant que celui du Quatuor Briodisi (Grande-Bretagne), malheureusement absent du palmarès.

Le Quatuor Borromeo (Etats-Unis), second prix l'an passé, a déçu : son manque d'imaginaire chronique ne peut être dissimulé par l'indéniable finesse de son style quatuor.

Dans ce concours, admirablement préparé par Alsio Meunier, point de Hoogrois, de Russes et de Français (nations lauréates des dernières années) : le seul quatuor français a très vite disparu ; trois

représentants des pays de l'Est ont déclaré forfait au dernier moment, mais, pour la première fois – fleur bleue du festival – on a vu des Albanais, le Quatuor Tirana, qui s'est honorablement défendu.

JACQUES LONCHAMPT

Palmarès

- Seconds prix : Quatuor Mandelring et Miami.
- Prix de la presse internationale et prix de la SACEM (pour l'œuvre de Cerba) : Quatuor Mandelring.
- Prix du ministère de la culture (pour l'œuvre de Fauré) et prix Espace 2 (Radio-télévision suisse romande) : Quatuor Miami.
- Prix de la ville d'Evian (pour le Quatuor K 589 de Mozart) : Quatuor Borromeo.
- Mention spéciale : Quatuor Tirana.

Etudiants musiciens

A Belfort, pour la cinquième année consécutive, la ville de Belfort accueille, les 18, 19 et 20 mai, le Festival international de musique universitaire (FIMU). Délégués par leur école ou musiciens indépendants, plus de mille étudiants répartis dans soixante orchestres représenteront treize pays européens (de l'URSS au Portugal). L'an dernier, près de 40 000

spectateurs avaient apprécié gratuitement la diversité des genres et des lieux : la musique sacrée dans la cathédrale, l'harmonie sous le kiosque de la place d'Armes, le jazz et le rock sous chapiteaux. Le FIMU propose également toute une série d'animations autour de la musique.

► Tél. : 84-54-24-42, mairie de Belfort.



EXPOSITION

HOMMAGE A

AU PALAIS

MAX PONTY

DE CHAILLOT

DU 14 MAI

AU 30 JUIN

1 9 9 1

ENTREE LIBRE

LA GITANE INSPIRE 45 AFFICHISTES

ATTRACTION EXCENTRIQUE

RADIX

PAR LA FABRIKS

A LA GRANDE HALLE LA VILLETTE

DU 14 MAI AU 9 JUIN

Europe 2

ILE POSTE PARISHEN

Conférence

Dans le cadre de l'exposition

IMPRIMER, EXPRIMER

mercredi 15 mai à 17h

“Utilisation et limites de la publication assistée par ordinateur (PAO) dans la presse”

par Roger Cottel, directeur technique du secteur graphique au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ).

(accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie

30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette

Informations : (1) 40 05 73 32

CULTURE

Les pierres lisibles

Suite de la première page

Il n'est pas surprenant que, du fond de ma solitude mexicaine, je me sois senti uni par une affinité spontanée, non pas tant avec les idées de Caillois qu'avec son attitude. Bien que séparés par la langue, l'histoire et la géographie, nous appartenions à la même génération. Nous avions un peu plus de vingt ans. Notre jeunesse était contemporaine de la seconde guerre mondiale et de la grande crise de notre civilisation. Enfin, nous avions été également secoués et illuminés par la grande explosion surréaliste.

A cette époque, je commençais à explorer une énigme qui n'a cessé de me fasciner : la relation entre création mythique et fabulation poétique. L'un des thèmes traités par Caillois était étroitement lié à ce problème : la *manie religieuse*, emblème à la fois funèbre et désirable de la femme fatale. En ce mythe aussi ancien que l'homme, l'époque moderne a découvert des nuances et des variations que ne connaissaient pas les Phéres et les Clytemnestres de l'Antiquité. Il est difficile de décrire aujourd'hui l'excitation intellectuelle éveillée en moi par la découverte de Caillois : trouver dans la cruauté du comportement sexuel d'un insecte l'archétype d'un des mythes cardinaux de la poésie, du roman et du cinéma de notre époque. Caillois unissait deux extrêmes qu'il était apparemment impossible de concilier : la branche de la zoologie la plus éloignée de nous, celle des insectes, et le monde de l'imaginaire.

Des années plus tard, en lisant d'autres livres de lui, j'ai compris que son intuition, plutôt qu'une découverte, était le point de départ d'une méthode qui, d'investigation en investigation et de déduction en déduction, devait le conduire à édifier de diaphanes édifices de concepts-images. Joie et vertige de la raison.

Six ans plus tard, en 1946, dans le Paris intense de l'après-guerre, où l'on manquait de tout, sauf d'idées et de passion intellectuelle, je fis enfin la connaissance de Roger Caillois. Il me semble que ce fut Susana Soca qui nous présenta. Je l'avais imaginé comme un intellectuel subtil et ironique : un mandarin. Je me

trouvai en présence d'un homme direct, robuste, au visage coloré, qui tenait un peu du pommier et un peu du bouvier. Il était mon contemporain et, néanmoins, il semblait issu des profondeurs de la terre française. Il conciliait en sa personne des qualités et des caractéristiques contradictoires.

J'ai toujours été surpris par sa chaleur humaine et la précision de son esprit, par sa cordialité expansive et son intransigeance intellectuelle, par sa réserve rompue par de brusques franchises, par son bon sens et sa puissante fantaisie qui contenait aussi bien les souterrains du grotesque que la plus haute poésie. Ses années d'exil en Argentine lui avaient donné une connaissance peu commune de la littérature latino-américaine. Il avait lu mes poèmes et il savait en quelle estime je tenais ses écrits. Aussi n'avais-je pas tardé à devenir amis.

Ce fut une amitié tissée de coïncidences et de différences. Nous réunissions certains noms, et d'autres nous séparaient. Il y eut entre nous des périodes de froid et des périodes de chaleur, et aussi des silences rompus par de brusques accords chaleureux. Au cours de mes années parisiennes, nous nous sommes rencontrés bien souvent, et nos rapports ne se sont jamais réduits à un simple échange d'idées : nous parlions aussi l'amour de la nuit, de la ville et du merveilleux quotidien.

L'esprit de Montesquieu et le génie des « Mille et Une Nuits »

Il était malaisé de suivre Caillois dans ses activités et ses aventures intellectuelles. Ami généreux de la littérature latino-américaine, il a dirigé chez Gallimard, la collection « La croix du Sud », qui fit connaître nombre de nos meilleurs écrivains. Son action fut importante au sein de l'UNESCO, où il fonda notamment la revue *Diogenes*. Ses voyages aux quatre points cardinaux l'ont montré possédé par deux passions également puissantes : d'une part, la singularité des hommes et la diversité de leurs coutumes et de leurs inclinations ; d'autre part, le mystère des pierres, ces fruits tombés de l'arbre invisible du temps. Il était inspiré

dans ces pérégrinations par l'esprit de Montesquieu et par le génie des *Mille et Une Nuits*.

Prodigieuse est la variété des disciplines et des thèmes qu'il a explorés : le mythe et le roman, le sacré et le profane, la guerre et le jeu, le mimétisme et le sacrifice, la minéralogie et l'acoustique, le classicisme français et le conte fantastique, le marxisme et l'ontomancie, la prosodie poétique et la syntaxe des constellations, l'histoire et ses récurrences, mais aussi l'histoire et ses ruptures, le nul et le non, le côté droit et le côté gauche de l'univers. Explorations de civilisations et d'univers différents : les primitifs et les Chinois de la dynastie Han, les guerres fratricides entre les fourmis et entre les clans du Japon médiéval, l'archéologie des songes et l'impalpable peuple de reflets qui va par les galeries d'un morceau de quartz.

Chacun de ces ouvrages fut pensé et écrit avec un objectif précis, une finalité définie. Certains d'entre eux prétendent élucider le phénomène de la guerre ou celui du mimétisme végétal et animal ; d'autres étudient la fonction créatrice des dissymétries au sein de la rime conçue comme une sorte de pollen verbal. Mais toutes ces constructions, ces spéculations et ces démonstrations ne font que chercher les relations secrètes qui unissent le phénomène étudié à d'autres, très éloignés, et qui, presque toujours, apparemment à d'autres sphères. L'image qui conviendrait le mieux à cette œuvre si diverse et si vertébrée serait peut-être celle des nervures d'une feuille reflétée dans un prisme triangulaire. Le prisme les décompose, les recrée et les projette en d'étranges combinaisons nullement irrationnelles. Jeu de reflets qui est en même temps conflit de raisons.

Dans l'extrême diversité des sujets, Caillois se propose de découvrir l'unité du monde. Il ne prétendait pas démontrer cette unité ; elle constituait, pour lui, une évidence irrécusable. Il n'y avait pas lieu de la prouver, mais de la révéler. Plus que construction intellectuelle, son œuvre aspire, pour cette raison, à être description. La description non de ce que nous voyons, mais du réseau des relations invisibles et des correspondances secrètes entre les mondes qui composent ce monde-ci. Il concevait l'univers comme un vaste et rigoureux système de reflets. Ici apparaît la fonction centrale de

l'analogie dans sa vision. Bien que ses raisonnements obéissent à la logique la plus stricte et se soumettent à la juridiction de l'expérience, le lien qui unit chaque déduction et chaque hypothèse aux autres est d'ordre analogique : jamais le *de ceci on peut déduire cela*, propre à la science et à la logique ; non plus que le *ceci est cela*, propre au poète et au mystique, mais bien un *ceci comme cela*.

La pierre et l'œuvre d'imagination sont les deux extrêmes de l'univers. La première est matière, rien que matière ; la seconde est tissée de quelque chose de plus impalpable que l'air : les mots. L'opposition et la correspondance finale entre la pierre et la fable figurent parmi ses thèmes de prédilection.

Le temps, père des choses

Dans l'un de ses livres les meilleurs, *Récurrences dérobées* (1), publié peu après sa mort prématurée, il établit un pont entre, d'une part, les dessins hyperboliques d'un silex et ceux qui sont inscrits dans la poussière métallique par les vibrations d'un archet, et, d'autre part, les fables, l'une allemande et l'autre japonaise. Dans les quatre cas, les transformations obéissent à une logique semblable et aboutissent à des résultats analogues. Caillois observe que les fables ne sont pas sujettes aux vibrations physiques qui en altèrent les formes, mais qu'elles subissent des catastrophes et des passions qui brisent leurs régies. Et, dirai-je en marge, qui en créent de nouvelles. En effet, qu'il s'agisse de vibrations matérielles ou d'altérations mentales, les changements sont des dissymétries qui rompent l'équilibre et engendrent fatalement de nouvelles symétries. Les changements ne sont pas imputables à un agent unique ; démiurge, substance ou force quelconque. Les causes sont particulières dans chaque cas ; seules sont invariables les lois qui opèrent. Caillois cite un vers de Ronsard : *La matière demeure et la forme se perd*, et ajoute : Le poète se trompait. En réalité, la matière s'évapore et le modèle persiste.

L'univers de Caillois est, comme celui d'Aristote, fini et incréé. En outre, il est récurrent et ne possède pas même de moteur immobile. Quelle est donc la force qui l'anime ? Caillois ne le dit pas. Je

me risque à le suggérer : peut-être est-ce le temps, père des choses et de leurs mouvements. Je ne sais s'il approuverait ma réponse. Mais nous ne devons pas être trop sévères à l'égard de son silence : il ne s'est jamais proposé d'écrire sur les causes premières. Ni de créer une métaphysique ou une théorie scientifique. Son propos était différent : il nous a laissé les éléments d'une poétique généralisée, une sorte de traité de l'analogie universelle qui s'applique aussi bien aux phénomènes matériels qu'aux œuvres de l'imagination.

Dans ce monde de résonances et d'échos, dans lequel le silence lui-même fait partie de l'universelle correspondance, quelle est la place de l'homme ? La réponse de Caillois est sans équivoque : l'homme, dernier venu sur cette terre, fait partie de la nature, comme la mante religieuse, le silex et le rumeur du vent dans les feuillages. Notre espèce est parvenue à dominer les formes matérielles et à créer un règne à part que nous appelons culture, histoire, civilisations. Mais ce n'est pas un règne invulnérable aux mutations de la nature, aux dissymétries créatrices et autres, celles qui préfigurent l'asymétrie finale, cet état indifférencié qui marquera le triomphe de l'entropie. Le pessimisme justifié avec lequel il voyait notre espèce ne l'a cependant pas empêché d'admettre que l'univers présente deux versants. L'entropie semble trouver une réplique, une négation créatrice dans le phénomène que nous appelons la vie. L'espèce n'est pas condamnée à l'extinction, mais au changement, et, dans le monde de la vie, changement est synonyme non de retour à l'asymétrie originelle, mais d'individuation.

Caillois regardait les pierres avec des sentiments contradictoires. D'une part, elles lui montraient ce qu'est l'homme, et ce qu'il deviendrait, non comme poignée de poussière, mais comme forme solide, impénétrable et invulnérable. Et, d'autre part, elles étaient des emblèmes de l'agilité. Les pierres étaient ici bien avant l'apparition du premier homme, et elles survivront à la catastrophe finale. A la fois des emblèmes de mort et d'immortalité : comment ne pas les vénérer ? Face à elles, ce qu'il y a de plus fragile et de plus changeant : l'homme et ses œuvres. Pour qui parler ? Il n'est pas nécessaire de choisir.

Caillois a écrit, et nous le lisons. Certes, nous ne le lisons pas comme on lit un texte. Cependant, il arrive un moment où la lecture se transforme en quelque chose qui ne la nie pas, mais la complète : la contemplation. Nous le lisons alors comme il lisait les signes gravés sur chaque pierre : comme les échos et les reflets du temps incorporés. Si les pierres sont lisibles à travers la contemplation d'un poète, les poèmes et les textes sont aussi des blocs solides de temps : des pierres. Les poèmes en prose de Caillois sont les cristallisations verbales de deux formes privilégiées du mouvement universel : le remous et le tourbillon. Tous deux ont pour emblème commun la cinquième marine. Poèmes-craques dans lesquels nous entendons le double chant de l'eau et du vent.

OCTAVIO PAZ

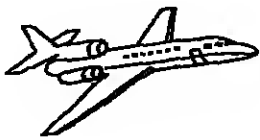
Mexico, le 26 avril 1991.
(Traduction Jean-Clarence Lambert.)

(1) *Récurrences dérobées*. Le champ des signes : aperçu sur l'unité et la continuité du monde physique, intellectuel et imaginaire, ou premiers éléments d'une poétique généralisée (Hermann, Paris, 1978). Il est réellement dommage que Roger Caillois n'ait pu nous donner que les fondements de cette poétique. Mais c'est, peut-être mieux ainsi : Caillois se méfiait des systèmes.

Les œuvres de Caillois en collections de poche

Babel : vocabulaire esthétique, « Idées », Gallimard.
Chroniques de Babel.
« Méditations », Denoël.
Cohérences étonnantes.
Au cœur du fantastique. La Dissymétrie. Esthétique généralisée, « Idées », Gallimard.
L'écriture des pierres.
« Champs », Flammarion.
L'Homme et le sacré.
« Folio », Gallimard.
Instincts et société, « Méditations », Denoël.
Les jeux et les hommes.
« Idées », Gallimard.
La mythologie et l'homme.
« Folio », Gallimard.
Pierres. « Poésie », Gallimard.

APRES ETRE ALLES PARTOUT...



صلى الله عليه وسلم

AGENDA

LUNDI 13 MAI

Suite de la page 19

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

SAILOR ET LULA (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

SAISONS (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

LES SECRETS PROFESSIONNELS OU DOCTEUR APFELGLUCK (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-58-92-82) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LE SILENCE DES AONEAUX (") (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-63) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-58-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Gauguere, 15 (45-76-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.l. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-85) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

SGNI O'ORD (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).

LE SYNDROME ASTHÉNOUE (Sov., v.o.) : Panthéon, 5 (43-54-15-04).

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-37-19-09).

TOCCATA ET FUGUE POUR UN ENFANT (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Le Barry Zèbre, 11 (43-57-51-65).

LE TRÉSOR DES ÎLES CHIENNES (Fr., v.o.) : Ecuriel, 13 (47-07-28-04) ; Épière de Bors, 5 (43-37-57-47) ; 14 Juillet Panthéon, 5 (43-26-58-00).

TRIPLEX (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

URANUS (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LES GRANDES REPRISES

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

BRATZ (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18).

CENORILLON (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-84-84) ; v.l. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-84) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-94-85) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94).

(45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-86).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5 (43-28-44-40).

CHUT... CHUT... CHÈRE CHARLOTTE (A., v.o.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

LES ÉVADÉS DE LA NUIT (Fr., v.o.) : L'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

FANTASIA (A.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

LÉON MORIN, PRÊTRE (Fr.-It.) : Épière de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

OMBRAS BLANCHES (A.) : Musée national d'Art moderne, Centre G. Pompidou, 4 (42-77-12-33).

PEAU D'ANE (Fr.) : 14 Juillet Panthéon, 5 (43-26-58-00).

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09).

SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 5 (46-33-86-86).

LE SOUPIRANT (Fr.) : Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).

LA STRADA (It., v.o.) : Action Christine, 8 (43-29-11-30) ; Ecuriel, 13 (47-07-28-04) ; Sept Panthéons, 14 (43-20-32-30).

TUEURS DE DAMES (Brit., v.o.) : Reflet Logos 1, 6 (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 21 h.

ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h.

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h.

BLUE VELVET (") (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) 21 h.

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 19 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (") (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-28-19-09) 19 h 45.

LE CÉCÉLOGUE 9, TU NE CONVOUTERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34).

ORSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

OO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-37-19-09) 20 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 18 (42-89-84-44) 20 h.

EUROPA EUROPA (Fr.-A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 14 h.

LA FEMME FLAMBÉE (") (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 18 h 20.

LE GRANO BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 14 h.

HOTEL OU NORO (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h 15.

INDIA SONG (Fr.) : Latine, 4 (42-78-47-86) 16 h 30.

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 16 h 10.

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.), Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h 15.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 30.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 22 h.

MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 19 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 21 h 30.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'À SA TÊTE (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-37-19-09) 22 h.

POUR OUI SONNE LE GLAS (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

LA RÉSURRECTION DE LAZARE (Rouge Théâtre (42-71-30-20). Mercredi, jeudi, vendredi, samedi à 18 heures (14).

LA RÉSURRECTION DE LAZARE (Rouge Théâtre (42-71-30-20). Mercredi, jeudi, vendredi, samedi à 18 heures (14).

TOUS EN LIGNE (Paris-Volète (42-02-02-68), dim. soir, lun., 21 heures ; dim. 15 heures (14).

PRINCESSES (Nanterre, Théâtre des Amandiers (47-21-18-81), dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 18 heures (14).

LES NUITS DE LA COLÈRE (Théâtre Moderne (48-74-10-75), dim. soir, lun., 21 heures ; dim. 15 heures (14).

ALICE OU DE L'AUTRE CÔTÉ DU MIROIR (Le Plessis-Robinson, Parvis de la Métrie (46-30-45-28), 20 h 30 (14).

AVANT LA RETRAITE (Théâtre national de la Colline (43-66-42-60), dim. soir, lun., 21 heures ; dim. 16 heures (14).

ERREMENTS ET TOURNEMENTS (Théâtre de la Main d'Or Belle-de-Mai (48-05-67-89), dim. soir, lun., 21 heures ; dim. 17 heures (14).

QU'ON ON A OUE L'AMOUR (Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano (48-06-80-83), Lundi et mardi à 20 h 45 (13).

QUATRE HEURES A CHATILA (Théâtre national de l'Odéon (Petite salle) (43-25-70-32), lun., 18 h 30 ; dim., 18 h 30 et 21 h 30 (14).

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Neuf pendant que c'est chaud : 20 h 30.

ARCANE (43-38-18-70). Architecte : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). La Société de chasse : 21 h.

BATACLAN (47-00-30-12). Match d'improvisation : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Maison de poupée : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Orde de goûter : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Père : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). Le Dénouement imprévu : 18 h 30.

CRYPTE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Rahab : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

EGGAR (43-20-85-11). Les Faux Jetons : 20 h 15. Les Babas-Cadres : 22 h.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-80-08). Océanographie immédiate : 20 h 15. San Antonio : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-89). La Cantatrice chauve : 18 h 30. Le Léon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (46-44-67-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h. Le Sujet disparu : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. Huis clos : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timsit : 20 h 30.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Vol-les-miroirs, d'après la Pensée : 18 h. Le Vent du gouffre : 20 h 30.

THE SWENNY (46-33-28-12). Drowning : 20 h. Home Free : 20 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-06-67-89). Arène. Théâtre : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Alphonse revient, d'après Allais : 20 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (46-34-61-04). Au bout de tout : 19 h. Boulevard et Péouchet : 20 h 30.

LES CAFÉS-THÉÂTRES

AU BEC FIN (42-86-29-35). Mais où est donc Dédé ? : 20 h 30. Devoce existe, je l'ai rencontré : 22 h.

SLANGES-MANTEAUX (48-87-15-84). Finissez les melons le vaie cher-cher le roi : 22 h 30. Salle I. Salades de nuit : 20 h 15. On fait ça pour l'argent : 21 h 30. Salle II. Les Sacres Monstres : 20 h 15. Comment j'ai réussi en amour : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Mario d'Alba : 20 h 15. Mangoues d'homme : 21 h 30. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h 30.

LE DOUBLE-FONO (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

MOVIES (42-74-14-22). Comment signer le maximum : 20 h 30.

PLATEAU 28 (43-59-01-76). Manus rit hot : 21 h 30.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les Sardines chantent Trenet : 20 h. Des mots pour le rire : 21 h 30. Serge Dargy chante Bobby Lepointe : 22 h 30.

SUNSET (40-26-46-60). Le Lundi des copains : 19 h.

PARIS EN VISITES

MARDI 14 MAI

« Le priéuré médiéval Saint-Martin des Champs », 10 h 30, métro Armand-Métiers, rue Saint-Martin, sortie (Paris historique).

« Trésors de bibliophilie, des enluminures à Bonnard », 11 heures, Petit Palais (G. Marbeu-Canari).

« La Conciergerie, palais de Philippe le Bel et prison, dans son nouvel aménagement », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (Paris Livre d'histoire).

« Paris vu par les peintres, de Corot à Signac », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Le parc de Saint-Cloud et son musée : histoire et souvenir du château disparu », 14 h 30, entrée du domaine de Saint-Cloud, grilles d'honneur (Office de tourisme de Versailles).

« La Seine et ses vieux ponts, les nautas, la batellerie », 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris Autrichois).

« Hôtels célèbres du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul/Les Halles (Lutèce-Vieilles).

« Hôtels et jardins du Marais sud. Place des Voies », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Un cimetière et ses mystères », 14 h 45, métro Père-Lachaise, sortie escalator (V. de Langlade).

« Rodin et Camille Claudel en l'hôtel Brion », 16 heures, 77, rue de Valenciennes, devant le portail (Connaissance de Paris).

QUERELLE (") (Fr.-A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) 22 h 30.

LA STRADA (It., v.o.) : Méc-Méhon, 17 (43-28-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

TILAI (Burkinabé, v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-37-19-09) 18 h.

TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péninsulaire, v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86) 14 h.

LES TORTUES NINJA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 15 h.

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 14 h.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h 30.



Avant, sur le vol Orly-Nice,
vous étiez libre de choisir l'emplacement de votre siège.
Enfin, à condition d'arriver le premier.

Au départ d'Orly Ouest et de Nice Côte d'Azur Aéroport 2, Air Liberté Minerve effectuera ses premiers vols sur la ligne Orly-Nice. Le voyage commencera par un embarquement dans le calme, les places étant attribuées à l'enregistrement.

A bord, selon l'heure, vous serez servis petits déjeuners, déjeuners, collations et dîners, originels et de qualité. Pour votre détente, la quasi-totalité de nos sièges est inclinable. En classe Affaires,

une hôtesse vous accueillera dans le salon d'attente où vous disposerez d'un téléphone et d'un fax : rafraîchissements et journaux vous y seront proposés ; dans l'avion, vous trouverez quatre sièges de front en cuir pour votre plus grand confort.

Pour vos réservations, contactez votre Agent de Voyages ou appelez notre service de réservation au 45 12 45 12 ou notre **N°VERT 06 48 48 48**. Nous vous souhaitons un bon voyage.

airLiberté
Minerve

LA COMPAGNIE QUI VAUT LE VOYAGE.

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

صلى الله عليه وسلم

سكنا من الامل

23 Divulgué avec M. René Souchon
24 Chronologie

25 à 28 Champs économiques
36 Marchés financiers

37 Bourse de Paris
38 Communication

BILLET

Sursaut italien ?

Au milieu des turbulences politiques qui secouent actuellement l'Italie, le nouveau gouvernement de M. Giulio Andreotti est parvenu à prendre au cours du week-end deux mesures importantes de politique économique. Samedi 11 mai, un programme de réduction du déficit budgétaire était adopté par le cabinet. Dimanche 12 mai, une diminution d'un point du taux de l'escompte, à 11,5 %, était émise par la direction du Trésor.

Ces décisions méritent d'être saluées, car la détérioration de la situation économique italienne est de plus en plus visible. Après plusieurs années de forte croissance, la progression du PIB (produit intérieur brut) devrait être cette année encore inférieure aux 2 % enregistrés en 1990. La hausse des prix ne paraît pas pour l'instant donner de signes de ralentissement, à 6 % environ. Selon la dernière analyse de conjoncture de la banque Paribas, la production industrielle a fortement diminué et les commandes à l'industrie s'effondrent.

Au-delà des indicateurs traditionnels de conjoncture, l'annonce d'une possible révision en baisse de la cote de crédit accordée par l'agence américaine Moody's aux emprunts italiens a créé un choc. Le symbole est grand puisque l'Italie pourrait ainsi être exclue du groupe des États bénéficiant d'une réputation financière impeccable, dotés de la prestigieuse note AAA. Il faut dire qu'une dette publique désormais supérieure à la production nationale annuelle du pays, et un déficit budgétaire atteignant plus de 10 % du PIB ont de quoi inquiéter les investisseurs internationaux.

L'Italie a pu traverser de façon relativement heureuse les années 1980 sans prendre garde à la détérioration de ses finances publiques et à la dérive de ses salaires. Comme le souligne la banque Paribas dans sa dernière analyse de conjoncture, elle n'a toujours pas résolu l'inflation de ses coûts salariaux. En cela, elle ressemble à la Grande-Bretagne ou à la France du début des années 80. Aujourd'hui, l'assainissement s'impose plus que jamais. Le plan présenté samedi ne cherche pas à l'instant qu'à augmenter les recettes. Mais il faudra aussi couper sérieusement dans les dépenses : les projets de diminution des dépenses de retraite et d'augmentation des cotisations des employés promettent bien des polémiques.

De nombreux observateurs redoutent que, sans modification fondamentale de la politique économique dans la péninsule, l'Italie ne soit pas en mesure de suivre le rythme de l'Union économique et monétaire (UEM). La sanction sera de taille pour un État qui appartient au club des fondateurs de la Communauté.

FRANÇOISE LAZARE

Les AGF et Banesto envisagent un rapprochement dans l'assurance en Espagne

L'assureur français AGF et la banque espagnole Banesto envisagent une coopération globale dans le domaine de l'assurance. Selon un communiqué commun publié le 10 mai, « les conversations ont pour objet de parvenir à un accord qui se concrétiserait par la constitution d'une société holding, qui détiendrait la participation majoritaire du groupe Banesto dans la Union y El Fenix ».

Les AGF prendraient une participation minoritaire dans ce holding, où le groupe Banesto serait majoritaire. L'accord prévoyait en outre une coopération élargie entre les deux groupes dans le domaine de la distribution de produits d'assurance et des participations croisées. Les négociations sont arrivées à un stade avancé.

En engageant des programmes d'adaptation

Les Douze rapprochent leurs positions sur l'Union économique et monétaire

Pour faciliter la mise en œuvre de l'Union économique et monétaire (UEM), les ministres des finances des Douze, qui se réunissent le samedi 11 mai à Luxembourg, ont décidé que les pays membres engageraient dès cette année, et sous le contrôle vigilant de la Commission, des programmes d'adaptation de leurs économies qui leur permettraient de parvenir entre eux à une convergence satisfaisante (en termes d'inflation, de déficit budgétaire, d'investissement). M. Jacques Delors a proposé une formule visant à éviter un éventuel blocage du Royaume-Uni au moment de la signature du traité, dans l'hypothèse où celui-ci ne serait pas encore acquis au projet de monnaie unique. M. Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, a estimé l'idée prématurée mais il ne l'a pas pour autant refusée.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre envoyé spécial

Des divergences subsistent encore entre les Douze sur le contenu de la deuxième étape du programme d'UEM, dont le démarrage est prévu pour le 1^{er} janvier 1994. Elles ont en particulier la France et l'Allemagne à propos des modalités de l'installation du système européen de banque centrale (SEBC). Mais les deux pays, les ramenant pratiquement à des divergences de méthodes, en minimisant la portée et surtout excluant tout à fait qu'elles puissent, au bout du compte, empêcher d'aboutir à un accord. La voie qui conduit à la signature, vers la fin de l'année, d'un traité instaurant une union économique et monétaire paraît aujourd'hui à peu près dégagée.

Comme le remarquait un haut fonctionnaire français, les Douze, discrètement, sont en train de créer la première puissance financière du monde et c'est un événement considérable — même si la signature du traité ne signifiera pas encore l'instauration de l'UEM elle-même, celle-ci exigeant que l'économie des pays qui vont ainsi décider d'intégrer se lie suffisamment solidement au cours des années à venir.

Le ministre allemand, M. Theo Waigel, s'est félicité de voir les Douze accepter d'engager tout de suite, sans attendre la deuxième étape, les programmes de redressement économique qui devront les conduire à une meilleure convergence. Tel est le maître mot pour les Allemands, qui redoutent que des États membres, tels la France, le Portugal, l'Espagne ou l'Italie, ne s'engagent à la légère dans l'opération, puis s'aperçoivent, trop tard, qu'ils ne peuvent pas suivre, risquant alors de remettre en cause l'équilibre de l'édifice.

M. Jacques Delors applaudit des deux mains à cette idée d'utiliser ainsi pleinement la première étape pour amorcer la convergence des performances économiques. Le président de la Commission européenne fait observer que la voie

ainsi suivie « relativise le problème de la deuxième étape ». Les Allemands hésitent à confirmer la décision prise en octobre, à Rome, d'un passage quasi automatique à la deuxième étape au 1^{er} janvier 1994 ; ils craignent l'effort de convergence débloqué, massif, organisé, dès 1991, ces réformes doivent normalement tomber. M. Delors entend maintenant cette date qui, fait-il valoir, « constitue un facteur de dynamisme, exerce une pression pour favoriser les réformes nécessaires ».

Surveillance multilatérale

« Il faut que, dans chaque pays, il y ait des plans d'adaptation économique permettant de réaliser la convergence », a insisté M. Pierre Bérégovoy, ministre français de l'économie. Cette épineuse contrainte ménage les susceptibilités, mais il est bien évident que certains États membres préoccupent plus que d'autres. La Grèce exécute déjà un programme de redressement sous le contrôle de la CEE qui lui a accordé, voici quelques mois, un prêt de 2 milliards d'euros (14 milliards de francs).

C'est dire si les institutions communautaires connaissent la musique. « Les orientations prises samedi donnent une assise, un contenu, à nos exercices de surveillance multilatérale », commente un haut fonctionnaire de la Commission. La nécessaire reprise en main du budget italien (dont on est bien conscient à Rome) est particulièrement visée. Serait-il en effet pensable que l'Italie, pays fondateur du Marché commun, économie industrielle dynamique, se laisse d'entrée de jeu rejoindre l'UEM ?

Les contraintes de la convergence devraient encore être accentuées dorénavant la deuxième phase. M. Anders Fogh Rasmussen, le ministre danois, a ainsi préconisé, comme palier avant la monnaie unique, un resserrement progressif des marges de change tolérées entre les monnaies des États membres. Le passage à la troisième étape serait décidé à l'unanimité par le Conseil européen, après évaluation approfondie du degré de convergence atteint.

Les pays membres qui estiment ne pas être en mesure de tenir le rythme haletant, par exemple le Portugal ou la Grèce, pourraient demander des dérogations, des délais. Le problème britannique se pose aujourd'hui moins en termes économiques que politico-institutionnels. Les partenaires de Londres ont le double souci : donner du temps aux Britanniques si, cet automne, ils ne sont pas encore prêts à s'engager définitivement, mais aussi éviter leur veto.

La formule proposée par M. Delors consisterait à ce qu'ils signent le traité mais l'accompagne d'une déclaration, entérinée par les Douze, précisant qu'ils ne s'engageront dans la troisième étape, celle de la monnaie unique, qu'à la suite d'un second vote positif du Parlement de Westminster (le premier vote étant lié à l'adoption du traité).

« Personne n'a sursauté », a constaté M. Delors, voulant ainsi faire comprendre que M. Lamont pourrait se rallier à la proposition. Cependant, celui-ci a aussi manifesté beaucoup d'embarras : « Il

est certainement trop tôt pour parler d'une percée spectaculaire des pourparlers. Il n'est pas question pour les Français de signer un traité qui envisage une devise unique. Mais c'est là, une interrogation préliminaire, car nous ne disposons pas encore de projet de traité », a-t-il expliqué.

M. Bérégovoy a souligné l'identité de vue entre les Allemands et les Français concernant les objectifs à atteindre : convergence, stabilité des prix, création d'une banque centrale indépendante ainsi que d'une autorité économique placée sur un pied d'égalité par rapport à cette dernière. Les Allemands ne voient pas l'intérêt d'installer la banque centrale commune durant la deuxième étape, alors qu'elle ne disposerait pas encore — cela, personne ne le conteste — de la souveraineté monétaire.

La recherche d'un compromis

Les Français font valoir qu'une telle institution nouvelle, qui pour l'opinion publique symbolise une réforme majeure, a besoin de se doter d'un pouvoir de travail « en vraie grandeur ». Et, ajoutent-ils, la perspective de sa création ne pourrait qu'aider ceux des gouvernements membres qui veulent faire de l'entrée dans la deuxième phase un objectif majeur de leur politique économique. Personne ne semble douter qu'un compromis puisse être trouvé entre ces deux thèses.

Les Douze ont rapproché leurs points de vue concernant l'harmonisation des taux de TVA. Une majorité de délégations se montrent partisans d'un taux normal minimum fixé à 16 % (le taux normal appliqué en France est actuellement de 18,60 %) ; il s'y ajouterait un ou deux taux réduits avec un minimum de 5 %. Un accord devrait pouvoir être conclu ainsi sur l'harmonisation des droits d'accises au cours d'une session ministérielle de juin.

PHILIPPE LEMAITRE

Un plan de sauvetage devrait éviter au groupe VEV Prouvost le dépôt de bilan

Le groupe VEV Prouvost va peut-être échapper au dépôt de bilan. Après s'être fait prier pendant une semaine, la plupart des banques concernées auraient accepté en extrême urgence, la semaine du 10 mai, les dernières propositions du ministère de l'économie et des finances pour assurer la survie du groupe textile jusqu'à ce qu'un audit industriel décide des conditions de sa viabilité.

Pour éviter la catastrophe, les banques et les pouvoirs publics acceptent d'assurer à 30-50 les besoins de trésorerie du groupe. Pour payer fournisseurs et salaires notamment, VEV a en effet besoin dans le mois qui vient de 100 millions à 250 millions de francs. Dans un deuxième temps, les banques — à l'exception de deux d'entre elles qui avaient réservé leur réponse jusqu'à ce lundi 13 mai — ont accepté un abandon de 50 % des dettes : 250 millions de francs à court terme et une consolidation sous forme de prêts participatifs au taux de 1 % sur dix ans pour les 250 millions de dettes à moyen et long terme.

Elles abandonneraient par ailleurs 50 % du montant des « garanties et sûretés », c'est-à-dire l'ensemble des cautions, hypothèques et nantissements donnés par l'entreprise.

Cette deuxième phase, qui sera celle de l'audit, devrait se dérouler sous la surveillance d'un conciliateur nommé par le tribunal de commerce en application de la loi de 1985 sur le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises. Pendant cette période et à la suite du dépôt de M. Christian Derveloy, le groupe textile serait dirigé par l'actuel directeur général M. Roger Bello.

Dans un troisième temps, qui serait celui de la restructuration du groupe, les banques accorderaient un moratoire sur le reste des 1,3 milliard de francs de dettes et l'État s'engagerait sur les coûts sociaux de cette restructuration. Ce scénario (qui devait être présenté dans l'après-midi du 13 mai aux élus du comité d'entreprise du groupe) devait auparavant être accepté par le conseil d'administration de VEV, qui se réunissait en fin de matinée.

L'Europe s'accorde un nouveau délai pour statuer sur les importations de voitures japonaises

Le conseil des ministres européens, qui devait être saisi ce lundi 13 mai du dossier sur les limitations à adopter pour les importations de voitures japonaises, a décidé de surseoir à cette discussion. La « position de négociation » fixée le 30 avril par la Commission est en effet loin de recueillir un consensus tant des pays membres que des Japonais.

Cette position prévoyait que les Japonais devraient autolimiter leurs ventes en Europe de 1993 à 1998 pour atteindre 17 % du marché européen à cette date. Elle fait l'objet de nombreux désaccords. Conséquence : les négociations vont se poursuivre. Une délégation de la Commission se rendra dans les prochains jours à Tokyo mais sans mandat officiel. Le vice-président de la Commission européenne, M. Frans Andriessen, doit aussi séjourner dans la capitale nipponne du 20 au 25 mai, tandis que M. Jacques Delors y sera du 22 au 24 mai, pour discuter de ce dossier.

Le VII^e congrès de la CES à Luxembourg

L'Europe des syndicats veut devenir « plus performante »

Pour la dernière fois avant l'échéance du grand marché intérieur de 1993, la Confédération européenne des syndicats (CES) va réunir son congrès du 13 au 17 mai à Luxembourg. Fondée en 1973 et regroupant 40 confédérations (dont FO, la CFDT et la CFTC pour la France) de 21 pays, elle revendique avec ses 15 comités syndicaux sectoriels 47 millions d'adhérents. Pour les 500 délégués de Luxembourg, l'objectif sera bel et bien de rendre la CES « plus performante » afin de peser davantage dans la construction sociale européenne tant vis-à-vis de la Commission que du patronat européen regroupé dans l'UNICE.

Le VII^e congrès de la CES va d'abord se traduire par un engagement de l'équipe dirigeante. Comme à ses débuts, mais à une époque où le TUC n'avait pas encore opéré sa conversion européenne, la CES va être présidée par un Britannique, M. Norman Willis, patron du TUC, qui succédera à l'Allemand Ernst Breit. Mais, plus qu'auparavant, la réalité du pouvoir sera détenue par le secrétaire général : pour succéder à M. Mathias Hinterscheid, l'actuel détenteur luxembourgeois du poste, une compétition devra opposer un Italien, M. Emilio Gabaglio (CISL), à un Néerlandais, M. Johan Van Rens (FNV). Soutenu par les Français, les Espagnols et, en définitive, les Allemands et les Scandinaves, M. Gabaglio paraît largement favori.

Mais, à travers une réforme des statuts, le congrès devrait être largement dominé par le débat sur les transferts de pouvoirs et de compétences des confédérations nationales vers la CES. L'idée est de donner à celle-ci la capacité de négocier non pas seulement des avis communs avec l'UNICE et le Comité européen des entreprises

publiques, comme elle le fait déjà, mais de véritables accords au niveau européen. La question est d'autant plus importante que la proposition de la Commission européenne, transmise dans le cadre de la conférence intergouvernementale sur l'union politique, ouvre la possibilité de conclure des accords cadres, dans le domaine social, et que l'UNICE juge qu'une telle perspective serait « un moindre mal » par rapport à une « avalanche de directives » (le Monde daté 31 mars-1^{er} avril).

Manque d'homogénéité

Sur ce sujet pourtant, la CES est loin d'être homogène. Les Britanniques se montrent plus que réservés, se méfiant toujours de décisions imposées par Bruxelles, même par la voie contractuelle, alors qu'en Grande-Bretagne le TUC ne négocie pas au niveau national. Les syndicats des pays membres de l'AELE (Association européenne de libre-échange) ont aussi réticences. Mais, même parmi les organisations qui admettent le principe d'une délégation de compétences, des nuances subsistent. La CFDT souhaite que la CES ne soit plus une simple « coordination » mais une véritable confédération ayant le pouvoir de négocier au nom de ses membres. FO se montre soucieuse de faire préciser le cadre et les limites de tels transferts de souveraineté.

Le congrès de Luxembourg devrait, en tout état de cause, procéder à une réforme des statuts pour rendre la CES « plus performante », selon la formule du rapport présenté par M. Sackelburg, président de la FNV néerlandaise : renforcer les pouvoirs du secrétaire général, créer un second poste de secrétaire général adjoint, transformer le comité de finance et de gestion en bureau exécutif afin d'élargir la place des comités syndicaux sectoriels, au comportement souvent autonome, accroître les recettes de l'organisation.

Bien que dans les congrès de la CES, les passes d'armes sont fréquentes, les Français eux-mêmes s'y montrant moins divisés que dans l'Hexagone, la confédération ne pourra se contenter d'un ravalement de façade si elle veut être plus efficace. La désyndicalisation continue à produire ses effets dans de nombreux pays, même si l'Allemagne est syndicalement renforcée par la réunification. Quelques organisations demeurent encore à l'écart : les Commissions ouvrières espagnoles ont été récemment admises, mais la CGT française a fort peu de chances, malgré le soutien britannique, de voir sa nouvelle candidature acceptée.

Au-delà des débats sur l'Europe sociale de 1993 et la mise en œuvre de la Charte des droits sociaux fondamentaux, la CES, qui fait déjà cohabiter membres de la CEE et de l'AELE, ne peut échapper à l'interrogation sur les contours de la « maison européenne » de demain. Que fera-t-elle face aux candidatures de nouveaux syndicats des pays de l'Est ? Pour l'heure, elle a jeté les bases d'une coopération à travers un forum syndical Est-Ouest qui s'est tenu à Luxembourg. Voudra-t-elle aller plus loin ? « C'est un peu la grenouille qui se gonfle pour être aussi grosse que le bœuf », confie un syndicaliste français sceptique sur de tels rêves de grandeur.

MICHEL NOBLECOURT

Les pays du Golfe veulent conclure un accord de libre-échange avec la CEE

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre envoyé spécial

Les six pays rassemblés au sein du Conseil de coopération du Golfe (le CCG regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar) souhaitent conclure rapidement un accord de libre-échange, avec la Communauté, leur offrant un meilleur accès pour leurs produits pétroliers, leurs produits chimiques et leur aluminium aux marchés des Douze. Ils ont exprimé cette préoccupation lors de la réunion du Conseil de coopération à propos de l'accord commercial conclu entre le CCG et la Communauté, le 11 mai à Luxembourg.

Les facilités qu'ils réclament pour mieux pénétrer les marchés des Douze génent l'industrie et, sous sa pression, la CEE se leur avait soumise, fin 1989, pour transformer l'accord de coopération en vigueur en accord de libre-échange qu'un

projet passablement restrictif. Aussi l'avaient-ils rejeté. Depuis le conflit avec l'Irak, les deux parties éprouvent un besoin accru de resserrer leurs liens et la Communauté vient de préparer un mandat de négociation sensiblement plus libéral, mais qui n'a pas encore été étudié par les Douze. Ainsi, la liste des produits ultratransposables pour lesquels l'entrée en franchise de droits de douane dans la Communauté est limitée à des contingents (égaux à la moyenne des importations au cours des trois dernières années et augmentée chaque année de 5 %) a été ramenée de trente à douze.

« Nous souhaitons passer à l'accord de libre-échange le plus rapidement possible », a déclaré M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, comme ses collègues, a souligné sa volonté d'encourager les efforts de coopération régionale, tels ceux entrepris au sein du CCG ou de l'UMA (Union du Maghreb arabe).

Ph. L.

Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la parution de ses nouvelles études :

- Les cliniques privées en France : nouvel environnement et perspectives.
- Les cliniques privées en Espagne : mutations et perspectives
- L'évolution du secteur de la pharmacie en Italie
- La restructuration de l'industrie du textile/habillement en Italie
- L'édition en Europe
- La production audiovisuelle en Europe
- Les grands producteurs mondiaux d'articles de sport
- L'industrie et le commerce des produits surgelés en France
- Les majors européennes du BTP
- Les industries françaises dans le second œuvre du bâtiment

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 23, boulevard des Italiens, 75002 Paris. Tél. : 49 24 90 50.

ÉCONOMIE

TRANSPORT

L'extension du réseau à grande vitesse en Europe

Les querelles entre Flamands et Wallons retardent les travaux du TGV en Belgique

Un schéma directeur belge prévoit le passage d'une ligne de TGV Paris-Lille-Bruxelles-Cologne raccordée au réseau trans-Manche. Prévu d'abord pour 1993, le tronçon est reporté au mieux à 1995, les retards étant dus à des oppositions entre Wallons et Flamands.

BRUXELLES

de notre correspondant

«TGV : la France est prête à contourner la Belgique», dès le 25 avril, avant même l'annonce officielle des projets de la SNCF, ce titre de «une» du *Sol*, le grand quotidien francophone de Bruxelles, révélait les inquiétudes des wallons devant la future liaison Paris-Strasbourg comme voie de pénétration française en Allemagne, via Francfort, prompts à soupçonner par là d'arrière-pensées politiques liées à la rivalité entre leur capitale et la métropole alsacienne pour le siège du Parlement européen, les Belges sont les premiers à reconnaître que leurs querelles communautaires et leurs tergiversations les rendent «ridicules à l'étranger», comme l'écrit le *Sol*, et justifient l'agacement de la commission européenne, où c'est pourtant un compatriote, M. Karel Van Miert, commissaire aux transports, qui est chargé de réaliser la volonté des douze de se doter d'un réseau cohérent et complet de trains à grande vitesse.

A la suite de conversations entamées dès 1983 avec les Français et les Allemands, un schéma directeur belge existe bien, qui prévoit le passage en Belgique d'une ligne de TGV Paris-Lille-Bruxelles-Cologne, raccordée au réseau trans-Manche. Mais le tronçon en site propre Lille-Bruxelles initialement prévu pour 1993, année de la mise en service du tunnel entre la France et la Grande-Bretagne, n'est plus attendu que

pour 1995 au mieux. En effet, si la SNCB, homologue de la SNCF, sous la tutelle d'un ministre du gouvernement central, échappe en principe aux querelles entre Wallons et Flamands, sa marge de manœuvre est réduite par le fait que les permis de construire sont accordés par les «exécutifs» (gouvernements) de ces communautés qui sont en désaccord.

Les Flamands sont intéressés par le tronçon entre Lille et Bruxelles - la capitale multicomunitaire étant déjà bien reliée à Anvers -, dont ils auraient les retombées sans les inconvénients, puisque le tracé est situé en Wallonie. En revanche, ils montrent peu d'empressement pour laisser le passage chez eux au TGV Bruxelles-Liège, sur les trente kilomètres séparant Louvain de la frontière linguistique.

Un tour conflictuel

Les Wallons, eux, et particulièrement les Liégeois, revendiquent la simultanéité des travaux entre le tronçon situé à l'ouest de Bruxelles (vers Lille et Paris) et celui situé à l'est (vers Liège, Aix-la-Chapelle et Cologne). Ils admettent que leur région ne soit pas desservie avant 1998, mais ils veulent que des travaux en Flandre «marquent le caractère irréversible de l'option Bruxelles-Liège». A ceux qui doutent de la rentabilité immédiate de la ligne Bruxelles-Liège, ils répondent qu'il «est inconcevable que Liège ne profite pas de la chance constituée par l'ouverture de l'Europe de l'Est, via l'Allemagne réunifiée».

Chacun campant sur ses positions, rien n'a commencé. L'affaire empoisonne le gouvernement de coalition nationale, les partis politiques et jusqu'aux syndicats (Flamands et Wallons s'accusant de duplicité au sein d'une même centrale). Elle pourrait prendre un tour franchement conflictuel avant les

élections législatives prévues pour janvier 1991, certains ministres wallons ayant l'intention de monter au créneau si l'exécutif flamand ne se décide pas dans les deux mois. Pour le moment la seule certitude est qu'en 1993, après avoir traversé la Manche, les belles rames parties de Londres arriveront à Bruxelles sur de vieilles voies où l'unique progrès aura été l'électrification entre Lille et Tournai.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

□ Une ligne ferroviaire rapide en Chine. - La première ligne ferroviaire express de Chine va être aménagée entre Canton et la «zone économique spéciale» (ZES) de Shenzhen, aux portes de Hongkong, selon le journal *China Daily* du dimanche 12 mai. Les travaux commenceront en octobre prochain et s'achèveront à la fin de 1994. L'aménagement de cette ligne de 147 km, d'un coût de 37,7 millions de dollars, doit faciliter encore les investissements étrangers dans la province de Guangdong, qui compte déjà trois des cinq ZES chinoises. - (AFP)

□ Une inspection révèle un problème d'hélice pour l'Embraer-120. - Selon le *New York Times* et le *Washington Post* du samedi 11 mai, un problème de contrôle de l'angle d'attaque des pales d'hélice du bimoteur brésilien Embraer-120 - dont un appareil s'est écrasé le 3 avril en Géorgie (États-Unis), causant la mort de 23 personnes - a été découvert par une inspection de l'administration fédérale de l'aviation civile. Les mêmes hélices et le même système de contrôle, construits par Hamilton Standard, une filiale de United Technologies, équipent aussi des ATR-42 de l'Aérospatiale, des DHC-8 de De Havilland et des SF-340 A et 340-B de Saab-Scania. - (AFP)

INDUSTRIE

Selon M. Paul Quilès

Le démarrage commercial de la TVHD aux États-Unis n'interviendra pas avant le début de la prochaine décennie

Après s'être rendu au Japon, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a achevé le 10 mai une visite officielle de cinq jours aux États-Unis. Au cours de ses entretiens avec, notamment, le vice-président Dan Quayle et M^{me} Carla Hills, le ministre français a plaidé pour un rééquilibrage des échanges dans les télécommunications et pour une coopération accrue dans le secteur spatial.

NEW-YORK

de notre correspondant

A l'occasion de son séjour à New-York puis à Washington, M. Paul Quilès a évoqué avec M. Alfred C. Sikes, président de la commission fédérale des télécommunications (FCC), la télévision haute définition (TVHD). Selon le ministre français, M. Sikes considère que le démarrage de la TVHD aux États-Unis, assortie d'une norme numérique «ne pourra pas intervenir avant le début de la prochaine décennie», si le choix de cette norme se fait, comme prévu, en 1993 (le *Monde* du 26 mars). «Cet avis nuancé conforte l'argument que je défends en France et en Europe sur la nécessité d'une norme européenne alors que certains estiment encore que le tout-numérique américain va balayer complètement la norme européenne, voire la norme japonaise», a indiqué le ministre.

M. Quilès a aussi plaidé auprès du président de la FCC le dossier des sociétés européennes Thomson et Philips qui, associées au laboratoire de recherche David Sarnoff et à la chaîne de télévision américaine NBC, représentent, ensemble, l'un des cinq candidats présents dans la compétition liée à l'introduction du futur standard de diffusion de télévision haute définition aux États-Unis.

Dans le domaine de la télématique,

M. Quilès a rappelé le succès du Minitel en France auprès de M. Robert E. Allen, le président de AT & T et affirmé qu'il voulait «aller au-delà des difficultés réglementaires» qui freinent actuellement sa diffusion aux États-Unis, indiquant qu'un projet de joint-venture (société conjointe) était à l'étude entre France-Télécom et US West, l'une des sept compagnies téléphoniques couvrant le territoire américain.

Les deux compagnies collaboreront depuis novembre 1989 à une expérience pilote de vidéotex à Omaha (Nebraska), qui devrait être étendue dans les prochains mois à l'agglomération de Minneapolis (Minnesota) et ses quelque 3 millions d'habitants. Mais il faudra un grand talent de persuasion pour les convaincre de l'intérêt d'un produit qui ne recueille toujours qu'un succès d'estime.

Déséquilibre des échanges

La rencontre avec M. Dan Quayle, en sa qualité de président du National Space Council, a permis à ce dernier de confirmer, selon M. Quilès, le programme de la station orbitale Freedom auquel est liée la station orbitale européenne Columbus. L'administration Bush avait décidé en mars de maintenir le programme de cette station, qui doit être lancée en 1999, et dont le coût a été ramené par le Congrès à 30 milliards de dollars.

La discussion a permis de constater les progrès accomplis sur le projet de satellite destiné à l'étude des océans (Topex-Poseidon) développé en commun par la NASA et par le CNES (Centre national d'études spatiales). Ce satellite devrait être lancé vers la mi-1992 grâce à un lanceur Ariane IV.

Mais le ton de l'entretien avec M^{me} Carla Hills, représentante spéciale pour les négociations commerciales internationales, semble avoir été moins convivial. Ainsi, le ministre français s'est inquiété du déséquilibre des échanges dans les équipements de

télécommunication (400 millions de dollars sur un total de 600 millions) que M. Quilès attribue «à des obstacles structurels». Dans un document remis à M^{me} Hills, le ministre a notamment dénoncé l'intégration verticale pratiquée par de grands groupes, qui a pour effet de consigner des marchés captifs américains, tel ATT qui se procure, dans certains cas, la totalité de ses équipements auprès de ses filiales.

SERGE MARTI

Quatre accords entre Total et la Sonatrach pour l'exploitation des hydrocarbures

Le groupe pétrolier Total et la société d'État algérienne Sonatrach ont signé, dimanche 12 mai à Alger, quatre importants contrats, dont deux concernent la recherche et la production. Ces contrats ont été paraphés par le ministre des mines et de l'industrie, M. Sadek Bonsena, et par le PDG de Total, M. Serge Tchurik.

Le contrat le plus important associe Sonatrach à Total pour la production de condensats et de gaz de pétrole liquide (GPL) sur le champ d'El Hamra, situé à 250 km au sud de Hassi Messaoud. Total avancera à Sonatrach les fonds nécessaires à la mise en exploitation de ce champ, prévue dès 1994, pour un montant d'environ 3 milliards de francs. En contre partie Total aura accès à la totalité de la production pendant quatorze à dix-sept ans après la mise en production, soit d'ici à l'an 2010 66 millions de tonnes de condensat et 75 millions de tonnes de GPL. - (AFP)

Monsieur le Président, vous avez Washington en ligne directe.



Oui, Monsieur le Président Directeur Général, à partir du 19 mai, chaque jour à 12 h 35, vous pourrez entrer en communication directe avec Washington en prenant le nouveau vol direct de United Airlines, venu s'ajouter à notre Paris-Chicago. Et en plus, Monsieur le Président, étant donné que la grande compagnie américaine a la volonté de faire décoller les affaires internationales, United Airlines peut vous emmener également vers plus de 200 destinations aux États-Unis dont Seattle, Los Angeles, San Francisco, New York et Miami... Alors, dès que vos affaires vous appellent dans nos États, pensez United! Avec encore 2 lignes: numéro téléphone Paris: 48.97.82.82, numéro vert: 05.01.91.38, appel gratuit.



UNITED AIRLINES

PARIS CDG 1 - WASHINGTON TOUS LES JOURS EN VOL DIRECT.

صكا من الاجل

صكيات الامل

ECONOMIE

AGRICULTURE

Un entretien avec M. René Souchon

« Pour maintenir 600 000 exploitants à l'horizon 2000, il faut corriger complètement la politique agricole actuelle » nous déclare le délégué du PS au développement rural

Ancien secrétaire d'Etat puis ministre délégué à l'Agriculture et à la Forêt de 1983 à 1986, M. René Souchon est actuellement délégué national du Parti socialiste au développement rural. Il est aussi maire d'Aunillé, chef-lieu du Cantal, département particulièrement affecté par la désertification des petites communes et par la crise de l'agriculture. Au moment où le gouvernement prépare une série de mesures, qu'il rendra publiques avant l'été, pour tenter de freiner l'hémorragie qui condamne plusieurs centaines de cantons, M. Souchon, proche de M. Laurent Fabius, nous explique les propositions du Parti socialiste et reproche au gouvernement d'un manque de volonté politique affirmée, alors que « les solutions techniques successives sont sans rapport avec la gravité de la situation ».

« Tout le monde dit que le monde rural est malade, démographiquement et économiquement. On parle de désertification, de coma... »

« Né en Lozère, je suis un « pur rural ». Depuis trente ans, j'entends toujours cette même rengaine de la dévitalisation et son corollaire : il faut davantage de solidarité. Alors ne

découvrons pas la lune aujourd'hui ! Le phénomène est indéniable mais déjà ancien. Entre 40 % et 50 % des cantons classés ruraux sont engagés dans un processus inquiétant de perte de substance. Mais d'autres se portent bien. Et puis il y a les communes dites « périurbaines » (sur lesquelles je travaille particulièrement, à la demande de Louis Mermaz), celles qui sont situées dans l'orbite immédiate des villes, et dont les territoires sont trop souvent grignotés par un urbanisme mal contrôlé et par des villes qui éclatent dans tous les sens. Donc, osons le constat.

« Que faire pour tenter de sauver le monde rural le plus menacé ? »

« Soyons d'abord réalistes : on ne pourra sauver tout le monde. Je préconise des mesures interministérielles ambitieuses, coordonnées, appuyées par une volonté politique forte et réaffirmée mois après mois. Or cette volonté ne se manifeste pas pour le moment de façon claire au niveau de l'ensemble du gouvernement, même si Jacques Chirac (1) se bat bien. Les mesures ponctuelles que prennent les ministres sont généralement bonnes, mais sans rapport avec la gravité du sujet à traiter. Ce sont des « solutions techniques » pas toujours coordonnées entre elles. Je crois à la nécessité d'affirmer l'importance du sujet à travers une grande loi d'orientation rurale. Il faut de plus que le ministre chargé de coordonner cette politique ait suffisamment d'autorité auprès de

ses collègues et pour cela qu'il soit placé auprès du premier ministre. C'est un préalable.

« De toute façon, il faudra toujours passer peu ou prou par la politique agricole ? »

« Oui, mais aucune mesure n'aura d'efficacité si cette politique agricole n'est pas très ostensiblement volontariste. Beaucoup d'agriculteurs des zones défavorisées se sentent des Français exclus deux fois : par leur appartenance socio-professionnelle et par le « pays » où ils vivent. Savez-vous qu'il existe environ un million d'exploitations agricoles aujourd'hui en France ? Or, à la fin du siècle, 300 000 suffiront, quantitativement, pour produire les biens dont on a besoin, y compris à l'exportation. Mais si l'on dit, comme le dit le PS, qu'il est nécessaire de fixer un chiffre de l'ordre de 600 000, alors il faut corriger complètement la politique et affirmer que l'agriculture de demain devra remplir trois fonctions égales en importance.

« Lesquelles ? »
« La fonction de production, tout le monde est d'accord ; celle d'occupation concrète de l'espace, donc la fonction écologique, et celle-là n'est toujours pas reconnue. Quant à la fonction de production de matières premières énergétiques, elle est toujours marginale. On me répond : « Vous avez raison, mais ça coûte tellement cher ! » Il faut savoir que, sans argent supplémentaire, on ne pourra pas inverser sensiblement la politique rurale et agricole. On a trop tendance à considérer le monde rural comme un fardeau, et le PS a longtemps vu ce monde avec défiance sous prétexte qu'il était traditionnellement conservateur. Ne restons plus en retrait et voyons par exemple qu'il est intéressant de développer une authentique politique d'environnement - puisque c'est à la mode - sans un espace rural vivant.

« A côté de l'argent, il y a le droit... »

« J'ai proposé la mise au point d'un statut de l'exploitation rurale qui serait distinct de celui de l'exploitation agricole proprement dite. Il s'agit dans mon esprit d'une exploitation de mise en valeur polyvalente du milieu rural. Or les dispositions, fiscales et sociales notamment, de cette entreprise nouvelle sont à créer de A à Z. On n'a recours aujourd'hui qu'à des tolérances. Les dispositions que prévoyait la loi montagne de 1985 sur la pluriactivité ne sont toujours pas appliquées.

« Avez-vous l'appui des organisations agricoles sur cette réforme ? »

« Disons que les points de vue se rapprochent.

Remède de cheval

« Un autre préalable, c'est le regroupement intercommunal... »
« Evidemment. Les lois Joxe-Marcaband sont bonnes dans leur principe, mais il faut faire vite. N'hésitons pas à bouleverser les choses, à prescrire un remède de cheval. L'axe rural de l'obligation de coopérer. Dans une bourgade de 200 habitants, le développement, ce n'est tout de même pas la réparation de la toiture de l'église ou le remplacement des lampadaires et l'entretien de la voirie, car le budget ne permet pas de faire plus... »

« Allons plus loin, c'est-à-dire au bout des lois de décentralisation. Préparons une planification infra-régionale, c'est-à-dire qu'à côté des contrats de plan Etat-région, il sera bien clair que pourront exister des contrats entre la région et les nouveaux organismes de coopération intercommunale. J'irai même jusqu'à dire que la constitution d'une structure regroupant plusieurs communes doit être un préalable pour prétendre conduire ensuite les contrats, ou des conventions de développement avec la région, l'Etat éventuellement. Le regroupement est le point de passage obligé pour éviter le gaspillage et susciter une dynamique. A partir du moment où un projet de développement est sérieux, on trouve toujours les financements.

« Faudrait-il aller plus loin et décider à côté du plan de la nation des véritables plans régionaux, voire inter régionaux ? »

« Les lois de planification de 1982 préparées par Michel Rocard prévoient que les régions élaborent un plan. Or, pour la préparation du plan actuel, on a assisté à une démarche caricaturale.

« Mais que faire quand, jour après jour, tel ministre ferme une école, un autre un bureau de poste, un autre encore une perception ? »

« Je ne rejoindrai pas le camp des pleureuses. Dans une perspective de

développement, il faut déterminer quels services publics et privés sont réellement nécessaires à une population qui elle-même change. Ce ne seront pas les mêmes qu'il y a dix ans. Je propose que le gouvernement décide un moratoire de deux ans pendant lesquels on ne fera rien mais on définira - les élus et l'Etat autour d'une même table dans chaque département - les services véritablement indispensables. Au lieu de fermer des collèges ruraux, utilisons une partie du temps - devenu libre - des enseignants, sur la base du volontariat, pour les mettre au service des organismes de développement ou pour la formation des ruraux.

« Vous êtes aussi président du Cridel (Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local) créé en 1989. En quoi cet organisme se différencie-t-il de la multitude de comités analogues ? »

« C'est une association très origi-

nale qui permet à des partenaires très différents les uns des autres de se rencontrer : Etat, régions, départements, communes, mouvements associatifs, entreprises, banques. Là, les énergies se libèrent. Pour les adhésions, on se bouscule. EDF, la ville de Vendôme sont nos derniers adhérents. Nous venons de fournir au gouvernement 40 propositions d'action pour revitaliser l'espace rural. Le Cridel organisera à la fin octobre les états généraux du développement local, à Angers. L'Elysée, Jacques Chirac s'y intéressent de près. Je vous assure que ce ne sera pas une grande messe de plus.

« M. Mermaz est ministre de l'Agriculture et de la Forêt. Mais, de la forêt, il est rarement question... »

« Sur ce sujet aussi, je déplore trop de discrétion. Il est dommage d'avoir supprimé en 1986 un ministère qui avait en charge la forêt et la totalité de la filière bois. Les professionnels,

surtout les transformateurs, sont un peu déçus. Il manque une sorte de gestion conquérante de l'avenir à long terme. Je propose le boisement de 500 000 hectares dans les zones les plus désertifiées. On peut en escompter 10 000 emplois nouveaux. Coût pour l'Etat : en mobilisant les partenaires institutionnels, de 600 à 700 millions de francs. Ce n'est pas énorme, avouez... Mais ça relève d'une gestion politique à long terme, et c'est un enjeu écologique et économique très important. Le gouvernement n'a pas encore repris au bon ma proposition. Toujours cette priorité accordée à la gestion au jour le jour de l'événement... Les médias, ne m'en veuillez pas, portent là-dessus une part de responsabilité. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD

(1) Ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux conversions.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

S.N.I.

Société nationale d'investissement La Sicav diversifiée

Comptes de l'exercice clos le 28.12.1990

Actif net au 22.04.1991 : F. 968.886.258

Valeur liquidative au 22.04.1991 : F. 1.188,52

Performance au 28.12.1990 au 22.04.1991 :

+ 17,15 %

Dividende : F. 40 + F. 6,27 d'avoir fiscal

pour les personnes physiques, qui sera

mis en paiement le 24 avril 1991

Rempli du coupon global sans droit d'entrée

Jusqu'au 24 juillet 1991

Le Conseil d'Administration qui s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire a élu Monsieur Henri PARENT, Président Directeur Général et le Crédit Industriel et Commercial représenté par Monsieur Jacques GUENNET, Vice-Président, pour la durée de leur mandat d'administrateur.

Par ailleurs Monsieur Henri-Dominique GELIN dont les fonctions de Directeur Général arrivent à échéance lors de cette Assemblée, n'ayant pas sollicité le renouvellement de son mandat, testera copartout en qualité de Président de Syneco, Conseiller de la S.N.I. et continuera à participer activement à sa gestion.

AGO du 23 avril 1991

GROUPE CIC

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

SIÈGE SOCIAL A PARIS 8e - 23, RUE PASQUIER

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires est convoquée pour :

Le 29 mai 1991 à 10 heures 30 dans les locaux de la BIMP à Paris 8e - 39, rue d'Anjou

L'avis de réunion valant avis de convocation est paru au BALO du 8 avril 1991.

Les documents préparatoires à cette assemblée sont adressés aux actionnaires nominatifs par la société.

Ces mêmes documents peuvent être demandés au siège social par les propriétaires d'actions au porteur qui justifient de cette qualité en joignant à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire de leur courtier et constatant l'immobilisation de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance auprès de la société. Ce formulaire régularisé devra parvenir au siège social au plus tard le 23 mai 1991.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)	Nbre de n°
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1 place, Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expiré à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

111 MQN 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Vous attachez de l'importance aux valeurs de Justice et aux libertés individuelles.

Agé de 34 ans au 1^{er} janvier 1991, titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur, vous avez acquis plus de dix ans d'expérience professionnelle : vous pouvez devenir magistrat.

Le ministère de la Justice organise deux concours exceptionnels de recrutement de magistrats.

Pour toute information, écrivez à «Concours exceptionnels de recrutement de magistrats» BP 640 - 33004 Bordeaux CEDEX ou composez directement le 36 63 03 84.

Clôture des inscriptions : le 21 juin 1991.

LA DIVERSITE DES SITUATIONS JUGEES APPELLE LA DIVERSITE DES HOMMES

Composez directement le 36 63 03 84

MINISTERE DE LA JUSTICE

nt,
me directe.

INES
EN VOL DIRECT

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - ALLEMAGNE : L'assassinat à Düsseldorf de Detlev Rohwedder, président de la Treuhänder, l'organisme public chargé de gérer et de privatiser le patrimoine industriel de l'ex-RDA, est revendiqué par la Fraction armée rouge (3, 4, 7, 8, 12 et 16).

3. - ONU : Le Conseil de sécurité vote, par 12 voix contre 1 (Cuba) et 2 abstentions (Équateur, Yémen), la résolution 687, qui fixe les conditions d'un cessez-le-feu définitif dans la guerre du Golfe. Bagdad accepte, le 6, cette résolution en trente-quatre points, qui prive l'Irak de toute capacité d'agression et le contraint à payer des dommages de guerre grâce au prélèvement d'une partie de ses recettes pétrolières. Tandis que l'embargo sur les denrées alimentaires est levé, l'Irak est contraint de détruire toutes ses armes non conventionnelles et ses fusées à moyenne et longue portée. Une mission d'observation des Nations unies (UNIKOM) doit se déployer dans une zone démilitarisée entre le Koweït et l'Irak (4, 5, 9, 11, 13, 14-15, 20, 21-22 et 27).

7. - ALBANIE : Après le second tour des élections législatives, le Parti du travail (communiste) dispose de 168 des 250 sièges du Parlement et le Parti démocratique (opposition), de 75. Quatre membres de cette formation avaient été tués, le 2, lors de la répression d'une manifestation anticomuniste à Shkodër (du 3 au 6, 9, 12, 18, 19, 28-29 et 30/IV, 3/V).

7. - ESPACE : La navette américaine *Atlantis* place en orbite un satellite géant d'observation astronomique des rayons gamma (du 6 au 10, 13, 17 et 30).

8. - SÉNÉGAL : Cinq opposants entrent au gouvernement, dont M. Abdoulaye Wade, candidat contre le président Abdou Diouf lors de la présidentielle de février 1988 (9 et 10).

9. - FRANCE-POLONIE : M. Lech Wałęsa, en visite d'État en France jusqu'au 11, signe avec M. Mitterrand un traité d'amitié et de solidarité franco-polonaise (du 9 au 13).

9. - URSS : Le Parlement de Géorgie vote à l'unanimité une déclaration « proclamant l'indépendance ». M. Zviad Gamsakhourdia, président du Parlement depuis novembre 1990, se fait élire par acclamation, le 14, au nouveau poste de président de la République de Géorgie et appelle, le 16, à la « désobéissance civile » (du 10 au 17).

10. - ITALIE : Après la collision entre un ferry et un pétrolier à l'entrée de la sortie du port de Livourne, 140 des 141 passagers du ferry sont tués (du 12 au 15).

10. - TOGO : Au moins 19 personnes sont tuées à Lomé lors d'une expédition punitive menée par l'armée après des manifestations, les 8 et 9, contre le régime du président Eyadéma. Deux lois sur l'armée et sur le pluralisme votées, le 11, par le Parlement, sont promulguées le 12 (du 9 au 15, 17 et 18).

11. - ITALIE : Le pétrolier chypriote *Havva* explose dans le golfe de Gênes, provoquant une marée noire limitée sur les côtes italiennes et françaises (du 13 au 16, 19, 20 et du 25/IV au 2/V).

11. - TURQUIE : Une loi votée par le Parlement lève l'interdiction

de l'usage privé de la langue kurde, abroge les articles du code pénal réprimant le délit d'opinion et décide des remises de peines qui entraînent la libération de milliers de détenus (du 13 au 16 et 19).

12. - ALLEMAGNE : Le gouvernement et l'opposition social-démocrate décident de coopérer pour tenter de résoudre la crise économique et sociale dans l'ex-RDA, où les syndicats, après un dernier rassemblement, le 17, à Berlin, suspendent les manifestations, qui avaient moins de succès qu'en mars (5, 9, 10, 14-15, 16, 19, et 28-29/IV, 2/V).

15. - CEE : Les Douze décident de lever partiellement les sanctions économiques imposées à l'Afrique du Sud depuis septembre 1986 (7-8, 24 et 26).

15. - EST-OUEST : La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), créée pour aider l'Europe de l'Est, est inaugurée à Londres en présence d'une trentaine de chefs d'État et de gouvernement (14, 12, du 14 au 17, 19, 23 et 24).

16-19. - JAPON-URSS : M. Mikhail Gorbachev est le premier haut dirigeant soviétique à se rendre au Japon. Le 17, devant la Diète, il relance l'idée d'un système de sécurité régional en Asie et dans le Pacifique. Mais malgré leur prolongation, les entretiens avec M. Toshiki Kaifu ne permettent aucun progrès ni sur le contentieux territorial des Kouriles du Sud (quatre îles occupées par les Soviétiques depuis 1945 et revendiquées par le Japon) ni sur l'octroi d'une aide économique japonaise à l'URSS (du 16 au 22 et 28-29).

18-19. - FRANCE-ROUMANIE : M. François Mitterrand, effectuant en Roumanie la première visite officielle d'un chef d'État occidental depuis la chute de Nicolae Ceaușescu, demande à M. Ion Iliescu de « hâter la démarche démocratique » (du 18 au 22).

19. - ITALIE : Le nouveau gouvernement formé par M. Giulio Andreotti obtient l'investiture du Parlement. Après la défection du Parti républicain, la coalition, au pouvoir depuis 1983, ne comprend plus que les démocrates-chrétiens, les socialistes, les sociaux-démocrates et les libéraux (7-8, du 13 au 17, 19 et 21-23).

20. - AFGHANISTAN : Des missiles Scud, tirés par les forces gouvernementales, font au moins trois cents morts à Asadabad, ville proche du Pakistan tenue par les moudjahidins depuis octobre 1988 (23, 24, 26 et 30).

20. - ISLANDE : Aux élections législatives, le Parti de l'indépendance de M. David Oddsson remporte 26 (+8) des 63 sièges. M. Oddsson forme, le 29, un cabinet de coalition avec les sociaux-démocrates (110 sièges), qui gouvernaient depuis septembre 1988 avec les agrariens (13 sièges) et les socialistes de gauche (9 sièges). L'Alliance des femmes est le seul des petits partis à conserver 5 sièges (23/IV et 3/V).

20. - KOWEÏT : Cheikh Saïd, prince héritier et premier ministre depuis 1978, qui avait démissionné le 20 mars, forme un nouveau gouvernement, très critiqué par l'opposition qui doute de ses intentions démocratiques (5, 9, 10, 12, du 16 au 24 et 27).

21. - ALLEMAGNE : Aux élec-

Avril 1991 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

tions régionales en Rhénanie-Palatinat. Land d'origine du chancelier Kohl, son parti, la CDU (chrétiens-démocrates), au pouvoir depuis la création du Land en 1946, subit une sévère défaite en passant de 43,1 % des suffrages en 1987 à 38,7 %, au profit du SPD (sociaux-démocrates), qui progresse de 38,8 % à 44,8 % (20 et 23).

22-23. - FRANCE-LIBYE : M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, s'entretient, le 22, avec le colonel Kadhafi dans le désert de Syrte. Il est aussi, le 23, à Tripoli, le premier responsable occidental à rencontrer M. Yasser Arafat, chef de l'OLP, depuis la guerre du Golfe (12, 19, du 21 au 26).

22-24. - NIGÉRIA : Des émeutes provoquées par des fondamentalistes musulmans chassent plus de deux cents morts dans l'État de Bauchi, dans le nord du pays (23 et du 25 au 28).

23. - URSS : M. Gorbachev entretient une lettre politique avec M. Eltsine et les présidents des huit autres Républiques (sur quinze) prêtes à signer le traité de l'Union. Ces derniers acceptent le plan anti-crise présenté par M. Gorbachev et prévoyant une « accélération radicale vers le marché » au prix de l'interdiction des grèves et de l'instauration d'un « régime de travail spécial » dans les industries essentielles. La « déclaration commune » appelle aussi à l'arrêt des grèves qui paralysent depuis début mars un quart des mines du pays et qui se sont étendues à d'autres secteurs après les fortes hausses de prix intervenues le 2 avril (du 2 au 6, du 10 au 13, 17, du 19 au 27 et 30/IV, 2 et 3/V).

26. - ÉTATS-UNIS-PROCHE-ORIENT : La troisième mission en sept semaines de M. James Baker, secrétaire d'État américain, au Proche-Orient, est interrompue sans que ses efforts de médiation aient abouti. M. Baker n'est pas parvenu à lever les objections israéliennes à l'égard de la conférence de paix régionale, qu'il propose sous les auspices des États-Unis et de l'URSS (5 et du 7 au 30).

26. - FINLANDE : M. Esko Aho (centriste) succède à M. Harri Holkeri (conservateur), premier ministre depuis avril 1987. Le cabinet formé par M. Aho comprend quatre partis (centriste, conservateur, libéral-sociaux, chrétien) qui disposent de 115 des 200 sièges du Parlement depuis les élections du 17 mars. Pour la première fois depuis 1975, aucun parti de gauche ne participe au gouvernement (7-8, du 10 et 27).

26. - FINANCES MONDIALES : Les ministres des finances des sept principaux pays

industrialisés, réunis à Washington, apparaissent divisés sur la politique des taux d'intérêt. Ce désaccord provoque, le 29, une nouvelle hausse du dollar, qui atteint à Paris 1,77 DM, 137 yens et 5,98 F. Le 30, la Réserve fédérale des États-Unis abaisse à nouveau son taux d'escompte de 6 % à 5,5 % pour faire face à la récession : une chute du PNB américain de 2,8 % au premier trimestre a été annoncée le 26 (7-8, du 14 au 17 et du 21/IV au 3/V).

29. - ANTARCTIQUE : Les pays signataires du traité sur l'Antarctique, réunis à Madrid depuis le 22, s'entendent pour interdire toute exploitation minière pendant cinquante ans (23 et 27/IV, 2/V).

29. - FRANCE-CHINE : M. Roland Dumas commence une visite de trois jours en Chine. Il fait dépendre une « complète normalisation » entre Paris et Pékin d'une amnistie pour les victimes de la répression du « printemps de Pékin » de 1989 (16, 17 et 28-29/IV, 2 et 3/V).

29. - ITALIE : La bataille pour le contrôle de Mondadori, commencée en mai 1988, s'achève par le partage du premier groupe de presse et d'édition italien entre M. Carlo De Benedetti et M. Silvio Berlusconi (2/V).

29. - SAHARA OCCIDENTAL : Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve la création d'une force de maintien de paix, chargée d'assurer le bon déroulement d'un référendum d'autodétermination (12, 14 et 26).

29-30. - FRANCE-NOUVELLE-ZÉLANDE : La visite officielle de M. Michel Rocard, la première d'un chef de gouvernement français en Nouvelle-Zélande, scelle la réconciliation entre Paris et Wellington, près de six ans après l'attentat contre le *Rainbow Warrior* (30/IV et 2/V).

30. - BANGLADESH : Un cyclone d'une rare violence provoque des dégâts considérables. Des dizaines de milliers de personnes sont ensevelies sous les eaux sur les côtes et dans les îles du golfe du Bengale (à partir du 2).

30. - IRLANDE DU NORD : Des pourparlers s'ouvrent entre des représentants de tous les partis légaux, catholiques et protestants, pour la première fois depuis 1973 (du 27 au 30/IV, 19 et 26/IV, 2/V).

30. - LESOTHO : Le général Justin Lekhanya, qui avait pris le pouvoir en janvier 1986, est renversé par un coup d'État militaire (2 et 3/IV).

30. - LIBAN : Les milices remettent une partie de leurs armes à l'armée qui se déploie dans certaines zones qu'elles contrôlaient (30/IV et 3/V).

accord avec Londres et Paris, qui annoncent aussi la participation de militaires britanniques et français, en attendant que les camps puissent être placés sous la protection des Nations unies. Bagdad accepte l'installation de centres d'accueil de l'ONU sur son sol, mais condamne l'engagement de troupes américano-franco-britanniques.

A partir du 20, des soldats américains commencent à s'installer à Zakho, ville du Kurdistan proche de la frontière turque, que l'armée irakienne a occupé d'évacuer. Mais, les jours suivants, tandis que des soldats français et britanniques gagnent aussi le nord de l'Irak, la présence de policiers irakiens à Zakho dissuade les réfugiés de descendre des montagnes pour gagner les zones de protection alliées installées dans les vallées irakiennes.

Le 24, les rebailles kurdes et M. Saddam Hussein concluent, après plusieurs jours de négociations à Bagdad, un « accord de principe », basé sur un précédent accord de mars 1970, qui accordait l'autonomie aux Kurdes, mais n'avait jamais été appliqué. Cet accord avec Bagdad est accueilli avec prudence et scepticisme en Occident.

Le 30, la drapeau de l'ONU est hissé sur le camp d'hébergement de Zakho construit par les alliés. Mais les réfugiés kurdes restent méfiants et sont encore peu nombreux à regagner l'Irak.

FRANCE

2. - Députés et sénateurs parviennent à un accord en commission mixte paritaire sur le projet de loi réformant le livre I du code pénal (5).

3. - L'amiral Jacques Lanxade est nommé chef d'état-major des armées. Premier marin à occuper ce poste, il succède au général Maurice Schmitt (4 et 18).

3. - Le gouvernement, réaffirmant l'engagement de l'État en faveur des industries électroniques, annonce des dotations en capital de 1,8 milliard de francs pour Thomson et 2 milliards pour Bull. Le groupe informatique obtient aussi une aide à la recherche de 2,7 milliards (4, 5, et 20/IV, 3/V).

3. - M. Michel Rocard accorde 1 milliard de francs pour renflouer la télévision publique et relancer A 2 et FR3 (4, 5, 6, 9, 17 et 19/IV, 3/V).

5. - Le gouvernement autorise par décret l'ouverture minoritaire du capital des entreprises nationalisées aux capitaux privés en cas d'accord stratégique (6 et 7-8).

6. - Mort de Louis Joxe, ancien ministre du général de Gaulle (9).

6-7. - Le Parti socialiste, réuni en convention nationale à Cachao, débat du « nouvel ordre mondial » après la crise du Golfe. M. Pierre Mauroy confirme sa proposition controversée de transformer en congrès anticipé la convention nationale du PS prévue en décembre pour adopter le nouveau « projet » du parti (du 3 au 9 et 16).

7. - M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Maos, perquisitionne le siège parisien d'Urbanitec, bureau d'études chargé du financement du PS qui a été mis en cause dans plusieurs affaires de fausses factures. Le juge est aussitôt dessaisi à la demande du parquet. Tandis que le ministère de la Justice dénonce une « manipulation politique » et critique les nombreuses « irrégularités » commises par M. Jean-Pierre, la polémique sur le financement des partis politiques est relancée. Le RPR, l'UDF et l'UDC, affirmant que « l'indépendance de la justice est bafouée », déposent, le 9, une motion de censure qui ne recueille, le 11, que 261 des 289 voix nécessaires pour renverser le gouvernement, le PCF ayant refusé de la voter. Le 19, la polémique politique est relancée lorsque la cour d'appel d'Angers estime « conforme au droit » l'ouverture d'une information sur l'affaire Urban par le juge Jean-Pierre. Le 24, le PS propose la création de commissions d'enquête parlementaires sur le financement des partis. Le RPR et l'UDF, tout en dénonçant une « manœuvre » des socialistes, acceptent le principe (du 9/IV au 3/V).

9. - Le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale, qui était examiné par les députés depuis le 25 mars, n'est adopté qu'à une voix de majorité, le RPR, l'UDF, l'UDC et le PCF ayant décidé de voter contre (17-18 et du 27 au 30/IV, du 3 au 8, 10, 11, 13, 20 et 28-29/IV).

9. - Michelin, premier fabricant mondial de pneumatiques, annonce son cinquième plan social depuis 1983 : alors que le déficit pour 1990 atteint 5,27 milliards de francs, 16 000 suppressions d'emplois (13 % des effectifs) sont prévues en 1991 et 1992, dont 4 900 en France (du 11 au 19).

9. - La société Chevignon, qui fabrique des vêtements pour jeunes, rampe le contrat qu'elle avait conclu avec la SEITA après la polémique provoquée par le lancement en février d'une cigarette blonde baptisée Chevignon (7-8, 10, 11 et 18).

10. - Le bureau politique de l'Union pour la France (UPF) définit une stratégie commune pour le RPR et l'UDF. Un accord est conclu sur l'organisation de « primaires » pour l'élection présidentielle et sur la présentation de candidats communs pour les

régionales et les législatives (du 12 au 16).

12. - Le nouveau statut de la Corse est définitivement adopté par l'Assemblée nationale, par 276 voix contre 262 et 38 abstentions. Les députés du PCF qui s'étaient prononcés contre le texte en première lecture, s'abstiennent, tandis que seuls 3 UDF et 3 UDC se voient pas contre. Le RPR, l'UDF et l'UDC saisissent le Conseil constitutionnel (du 4 au 8 et du 13 au 17).

15. - Trente-deux personnalités de gauche, dont M. Charles Fierman et plusieurs autres communistes, rendent public un manifeste pour la « refondation » de la gauche (du 16 au 23 et 26).

17. - Le gouvernement annonce soixante mesures pour la Réunion au terme des « rencontres de travail » avec les élus réunionnais qui s'organisent à Paris les 16 et 17 (5, 11, 12, 14-15, du 17 au 20 et 24).

17. - Le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales est retiré de l'ordre du jour du conseil des ministres, le soutien du seul Parti socialiste rendant très incertaine son adoption par le Parlement (9, 13 et du 17 au 20).

18. - La loi sur la solidarité financière entre les communes est définitivement adoptée par l'Assemblée nationale. Le PS vote pour, le RPR contre, le PCF s'abstient, l'UDF et l'UDC ne prennent pas part au vote. Dès cette année, un crédit de 400 millions de francs, prélevé sur cet ordre de villes « riches », va être redistribué au profit de quatre cent vingt-huit villes défavorisées (du 3 au 6, 12, 17, 19 et 20).

22. - M. Lionel Jospin présente ses propositions de « rénovation pédagogique » des lycées pour lutter contre l'échec scolaire (4, 13 et du 21 au 24).

23. - Le groupe UDF de l'Assemblée nationale, soutenu par le groupe RPR, demande des élections législatives anticipées. L'opposition affirme que « le gouvernement n'a plus de majorité pour faire adopter ses projets », tandis que le PS dénonce son « attitude antidémocratique d'obstruction systématique » (19, 25 et 26).

24. - Le conseil des ministres approuve deux projets de loi organiques réformant le statut des magistrats et le Conseil supérieur de la magistrature ainsi qu'un projet de loi d'orientation pour la ville, qui prévoit des mesures « anti-ghettos » (14 et 23/III, 13, 25, 26 et 27/IV).

24. - M. Rocard présente un Livre blanc sur l'avenir des retraites, qui suggère de porter la durée des cotisations de 37,5 à 41 ou 42 ans (du 16 au 18, 23 et du 25 au 27).

24. - En mars, le déficit du commerce extérieur a atteint 4,7 milliards de francs, le nombre de chômeurs s'est accru de 0,6 % et les prix ont augmenté de 0,1 % (17, 23, 26 et 27/IV, 2/V).

25. - Quatre jeunes parachutistes, jugés depuis le 15 par la cour d'assises de la Haute-Corse pour le viol et la meurtre de deux jeunes filles et d'une fillette et pour le meurtre d'un garde-champêtre, sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. Cette peine est assortie pour deux d'entre eux de la période de sûreté maximale de trente ans (du 17 au 20, 24, 26 et 27/IV, 2/V).

30. - Le projet de loi sur la réforme hospitalière est considéré comme adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, aucune motion de censure n'ayant été déposée après l'engagement, le 29, de la responsabilité du gouvernement. Ce dernier se plaint que des considérations politiques aient empêché de réunir une majorité sur ce texte qui se voulait consensuel (10, 11, 12, du 20 au 27 et 30/IV, 2 et 3/V).

CULTURE

1^{er}. - Mort de Mertha Graham, chorégraphe américaine (3).

3. - Mort de Graham Greene, écrivain britannique (4 et 5).

4. - Le Musée Guimet, consacré aux arts asiatiques, inaugure une annexe où sont exposées ses collections bouddhiques, en particulier les pièces japonaises ramenées par Émile Guimet en 1876 (4).

4. - Mort de Max Frisch, écrivain suisse de langue allemande (6).

8. - La *Tempête*, de Shakespeare, créée en octobre 1990 au Théâtre des Bouffes du Nord, remporte le Molière du meilleur spectacle subventionné. La mise en scène de Peter Brook et l'adaptation de Jean-Claude Carrière sont également récompensées (10).

13. - Une rétrospective de l'œuvre de Georges Scurat est organisée

au Grand Palais pour le centenaire de la mort du peintre (11 et 14-15).

16. - Mort de David Lean, cinéaste britannique (18).

20. - Mort de Don Siegel, cinéaste américain (25).

25. - Le Centre Georges-Pompidou consacre une grande exposition à André Breton et à l'art, sous le titre « La beauté sera convulsive » (25).

29. - Mort de Claude Gailhard, fils du fondateur de la célèbre maison d'édition, qu'il dirigea de 1976 à 1988 (30).

30. - La SEPT et Arte Deutschland TV, qui représentent les télévisions publiques allemandes, s'unissent pour créer une chaîne culturelle européenne, qui émettra au printemps 1992 (2 et 3/V).

La tragédie kurde

Le 2, le Conseil de sécurité de l'ONU est saisi par la France de la tragédie des Kurdes irakiens au nom du « devoir d'ingérence humanitaire ». Les troupes de M. Saddam Hussein achèvent de reconquérir le Kurdistan que des centaines de milliers de personnes ont fui, terrorisées par des bombardements au napalm et au phosphore. Craignant que Bagdad utilise des armes chimiques, elles tentent de se réfugier en Turquie et en Iran malgré le froid et le relief montagneux. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État français à l'action humanitaire, se rend dans la région du 4 au 10.

Le 4, M. Bush confirme que les États-Unis refusent d'intervenir militairement « dans les affaires intérieures de l'Irak », excluant de risquer « de précieuses vies américaines ».

Le 5, le Conseil de sécurité de l'ONU vote, par dix voix contre trois (Cuba, Yémen, Zimbabwe) et deux abstentions (Chine, Inde), la résolution 688, qui condamne la répression des populations civiles irakiennes et demande à Bagdad de faciliter « un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak ». Cette résolution, d'inspiration française et parrainée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, avait suscité les réticences de nombreux pays, en particulier ceux qui ont des difficultés avec leurs minorités : ils fai-

saient valoir que la charte de l'ONU interdit l'ingérence dans les affaires intérieures d'un État membre.

Le 5, M. Bush, sous la pression de la Turquie, de la France et de la Grande-Bretagne, mais aussi de la presse américaine, accepte de lancer l'opération « Provide Comfort » pour apporter une aide uniquement humanitaire aux réfugiés kurdes. A partir du 7, des vivres, des tentes et des couvertures sont parachutés au-dessus du Kurdistan irakien par des avions américains, britanniques et français. Mais les secours se révèlent très insuffisants face à l'ampleur de l'exode, d'autant que la Turquie refuse que les réfugiés s'installent sur son territoire et qu'en attendant les montagnes enneigées de la frontière, très difficiles d'accès pour les secours.

Le 8, les chefs d'État et de gouvernement de la CEE se réunissent à Luxembourg à la demande de la France pour un conseil européen extraordinaire consacré à l'après-guerre du Golfe. Les Douze approuvent la proposition britannique de créer en Irak une « zone de protection » pour les Kurdes sous l'égide de l'ONU. Ils décident aussi de consacrer 1 milliard de francs à l'aide aux réfugiés irakiens.

Le 10, Washington interdit à

Bagdad toute opération aérienne dans le nord de l'Irak, puis décide, le 12, de mobiliser 8 000 hommes ainsi que des centaines d'avions et d'hélicoptères pour étendre l'opération « Provide Comfort ». Mais les États-Unis maintiennent, malgré l'insistance turque, britannique et française, leur refus de « zones de protection » en Irak pour les réfugiés, craignant qu'elles deviennent l'embryon d'un État kurde.

Le 15, les ministres des affaires étrangères de la CEE demandent que M. Saddam Hussein soit jugé par un tribunal international pour « tentative de génocide » contre la population kurde. Des organisations humanitaires évaluent à 2 250 000 (sur un total d'environ 5 millions) le nombre des Kurdes d'Irak qui ont quitté leurs foyers pour fuir vers la Turquie, deux tiers vers l'Iran) et estiment qu'entre 400 et 1 000 d'entre eux, surtout des enfants et des personnes âgées, meurent chaque jour dans les montagnes irakiennes.

Le 16, M. Bush finit par accepter une intervention au sol en territoire irakien : il annonce l'envoi de 5 000 à 10 000 soldats américains supplémentaires pour créer et protéger cinq à six camps de réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Cette décision est prise en

صلى الله عليه وسلم

FRANCE

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

L'explosif chômage des jeunes

Dix ans d'efforts d'intégration professionnelle et sociale des jeunes en difficulté sont restés sans grand effet, et les ghettos se consolident

Tout le monde s'en réjouissait. Le chômage des jeunes, plein de ces dix dernières années, honte de la France par rapport à la plupart des pays occidentaux, ne cessait de diminuer. En 1982, les moins de 25 ans représentaient 45,2 % des demandeurs d'un emploi; leur part, déjà retombée aux alentours de 30 % en 1988-1989, n'était plus que 27,9 % en 1990.

Mais là, un seuil incompressible ne pouvait être franchi. L'amélioration s'est interrompue depuis ces derniers mois, malgré l'importance des dispositifs mis en place. A partir d'août 1990, le rythme de la baisse s'est ralenti sensiblement. Pour les hommes de 22 à 24 ans, victimes du fléchissement des emplois industriels, elle est passée de 7,2 % en 1989 à 1,9 % en tendance annuelle, sans que ce mouvement soit compensé par la timide reconquête effectuée par les femmes du même âge, moins bien loties. Moins touchées, en raison de leur maintien dans le système scolaire en grand nombre, les 18-21 ans subissent à leur tour un coup

de frein : le recul se limitait à 7,8 % pour les femmes et à 5,2 % pour les hommes, qui avaient retrouvé naguère des résultats autrement positifs.

Pour la première fois, le diplôme et la formation n'offraient plus les garanties de placement d'un passé encore récent. Tandis que le pourcentage des jeunes sans emploi tombait de cinq points en deux ans au niveau VI et V bis (respectivement sortis en fin de quatrième et en fin de troisième ou abandonnant les études avant la dernière année de CAP), il augmentait pour tous les autres : de 1,9 point au niveau V (équivalent au CAP ou à la fin de seconde et de première), de 1,8 point au niveau IV (équivalent au baccalauréat), et même de 0,3 point aux niveaux III, II et I (respectivement diplôme bac + 2, licence ou école d'ingénieur).

La machine à intégration et à insertion sociale et professionnelle connaît donc maintenant de nouveaux ratés. Préjudiciable à tous, dangereuse même, cette incapacité devient franche-

ment catastrophique pour les jeunes en difficulté, les exclus sans avenir professionnel, déjà laissés pour compte au cours de la période précédente, et pour qui cette rechute survient au plus mauvais moment. La reprise de l'emploi ne les atteignait qu'à peine, ils se désespèrent de voir un jour leur situation se régulariser, et voient que le belancier repart dans l'autre sens... Or, estime-t-on, ils sont 50 000, au plus, sans aucune perspective, 250 000 à côtoyer épisodiquement le dénuement absolu, et encore 120 000 chaque année, en dépit des progrès réalisés, à quitter l'école sans formation.

Comment s'en étonner : Vaux-en-Velin, Sartrouville et tant d'autres banlieues déshéritées sont au bord de l'explosion, et plus souvent en proie au découragement total. A la moindre étincelle, elles peuvent s'embraser. A moins que - tout aussi grave - ne s'étendent les risques d'abandon déjà perceptibles, l'absence de solidarité, les lents processus qui conduisent

aux ghettos, nourris de la segmentation du marché du travail.

Les pouvoirs publics, les « acteurs » comme on dit, ne restent certes pas inactifs face à cette menace - ils ne l'ont jamais vraiment été au cours de cette décennie. Mais, avec le temps, leurs efforts, qui n'ont pas été totalement couronnés de succès, laissent une image désordonnée qui finit par nuire aux objectifs. L'efficacité des actions s'émousse et compromet leur crédibilité. Tous ceux qui participent de ces missions ont le sentiment de n'être plus en phase avec la réalité quotidienne des « paumés », qui a bien changé au fil des désillusions. Si bien que, de partout, surgissent les récriminations et les craintes, et que se multiplient les avertissements angoissés : ici ou là, tout peut éclater. L'impuissance rôde et la mécanique de l'exclusion peut entraîner l'irréparable.

A. L.

Marseille, pas moins de 133 commissions ou organismes s'occupent de l'insertion des jeunes, à des titres divers. On ne peut donc pas prétendre que ceux qu'on appelle les « publics en difficulté » y soient abandonnés à eux-mêmes. La création d'un ministère d'Etat à la ville, il y a cinq mois, pour la première fois dans l'histoire de la République, traduit un souci identique. Après la délégation interministérielle à la ville (la DIV), celle chargée des problèmes de la petite délinquance, et la délégation interministérielle aux jeunes (la DIJ), entre autres, la commission de l'Union des ministères les plus bruyants de l'ère socialiste, Michel Delebarre, témoigne des préoccupations du monde politique pour ces populations qui sont devenues les banlieues déshéritées et envers les jeunes au chômage et sans formation.

Depuis dix ans, depuis le fameux rapport demandé par Pierre Mauroy, alors premier ministre, au professeur Bertrand Schwartz, les pouvoirs publics n'ont pas cessé d'inventer des formules pour venir en aide aux victimes ou aux laissés-pour-compte d'une modernisation à tout crin. Ce furent les missions locales (ML), dont le gouvernement veut faire bientôt passer le nombre d'une centaine à 250; les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO); les sixième DSO (développement social des quartiers); les zones d'éducation prioritaire (ZEP); le revenu minimum d'insertion (RMI), relayé par les conseils généraux; le crédit-formation individualisé (CFI); et tant d'autres initiatives qu'il serait fastidieux de citer toutes.

Ces derniers temps, Sartrouville ou Vaux-en-Velin révélant la persistance d'un danger, l'effort s'est accru. Le ministre de la ville, quoique sans troupes ni services extérieurs, peut actionner jusqu'à treize administrations différentes sans compter la myriade de structures spécifiques. Collaborateur de Michel Delebarre, Jean-Marie Delarue, a préparé, dix ans après, un nouveau « rapport Schwartz », qui sera rendu public ce mois-ci. Ancien conseiller social de Mitterrand, Bernard Brunhes, aujourd'hui patron d'un cabinet de conseil, a été secrètement appelé en consultation.

Les experts s'agitent

Toutes les personnalités compétentes s'agitent. Martine Aubry, précédemment haut fonctionnaire et directrice des relations du travail, devenue l'une des dirigeantes du groupe Peabiney, reprend du service pour voir comment les industriels pourraient créer de l'emploi, dans ces baillonnées et pour ces « publics ». Paul Picard, maire (socialiste) de l'une des communes les plus touchées avec le quartier du Val-Fourré, réfléchit aux moyens de désamorcer la bombe et travaille sur l'idée d'un service public de proximité, parce que l'éloignement administratif ajoute au sentiment d'exclusion.

Enfin on a demandé à Pierre de Saintignon, qui milite dans ce secteur depuis des années, d'étudier l'extension de l'ambitieux « programme local d'insertion » (PLI) qu'il mène pour le compte de la municipalité de Lille, avec

d'énormes moyens, pour une fois centralisés. Il n'est pas jusqu'aux sociétés privées qui ne se soucient d'apporter leur réponse. Directeur du développement chez Ecco, le numéro un français du travail temporaire, Serge Ter Ovanessian a lancé des actions originales en faveur des chômeurs de longue durée, des jeunes sans qualification et des « RMistes », après avoir réussi l'intégration professionnelle de travailleurs handicapés. « Dans notre métier, explique-t-il, nous avons toujours fait de l'insertion sans le savoir. » Ses résultats parlent d'eux-mêmes, comme le succès de l'opération menée dans le quartier nord de Marseille par des entreprises adhérentes du Promatt, l'un des deux syndicats professionnels de l'intérim. Selon Eric de Fiequelmont, délégué général adjoint du Promatt, une trentaine de jeunes, désœuvrés, ont pu devenir conducteurs d'engin de travaux publics, et la plupart obtenir un emploi stable.

Ne plus pouvoir espérer

Tant de sollicitude s'explique. Malgré la reprise de l'emploi, aujourd'hui affaiblie, les phénomènes de marginalisation demeurent toujours aussi forts. Dès lors qu'ils n'ont pas de formation ou de diplôme adaptés, des jeunes restent presque indéfiniment menacés par le chômage précoce et prolongé. Surtout si leur environnement social et familial a été pas favorable. On l'a bien vu lors des accés de fièvre récents, ce mal endémique, qu'une succession de programmes de traitement social ne sont pas parvenus à éliminer, ne demande qu'à réapparaître.

Comment se fait-il que, après tant de soins permanents, le dossier ait si peu évolué? La situation est même peut-être pire qu'elle n'était au début de la décennie 80. Bertrand Schwartz, le reconaît quand il s'agit de la suite de son rapport aurail dû être imaginée quod il a quitté la délégation interministérielle aux jeunes (DIJ), en 1986. D'autres experts, généralement désireux de conserver l'anonymat sur ce sujet délicat, explosif, le confirment. « Écrit en 1981-1982, le rapport Schwartz s'appuyait sur la réalité de la fin des années 70 et avait donc déjà quatre ans de retard, font-ils observer. Que dire dans ces conditions du décalage d'aujourd'hui? Nous ne connaissons pas la situation exacte. » Il y a eu un déficit de la réflexion depuis dix ans, ajoute l'un d'eux. Les sociologues sont toujours ceux d'il y a quinze ans. Plus gros et plus chauves.

Entre-temps, beaucoup de choses ont été tentées. Des générations de jeunes exclus ont vécu les stades à répétition, les TUC et les parcours sans fin vers une insertion qui n'est pas toujours venue. « Leurs petits frères d'aujourd'hui n'y croient plus. Leur père est toujours au chômage et l'aité dans la même formule à la mode, commente une spécialiste. Ils savent ne pas pouvoir espérer. Par conséquent, ils se renforcent et ne cherchent même pas à s'en sortir. » Autour d'eux, personnes n'étant en mesure de montrer une évolution positive, « le mythe de l'ascension sociale ne fonctionne plus ». Et, note Bertrand Schwartz, pourtant peu suspect de racisme

anti-jeunes, « la différence, c'est qu'ils ne veulent plus travailler ».

« Il faut les comprendre, explique Bernard Emé, sociologue au CRIDA, un des rares à s'exprimer sans tard. Rien de ce qui a été entrepris n'a jamais vraiment marché. Ils ne se font plus d'illusions. Ils attendent et ne formulent pas de revendications. » Leur univers est clos, limité à l'appartement, à la télévision et au magnétoscope.

Le changement est lié à l'histoire politique. Au début du premier septennat de François Mitterrand, les jeunes défavorisés pouvaient imaginer qu'un vent nouveau les emporterait. Ils ont pu se mobiliser, d'autant que, à la tête des multiples structures mises en place, dont les missions locales, se trouvaient, sans que le terme soit péjoratif, des militants qui partageaient la même « foi ». C'était le temps où le charisme jouait à fond et où il était possible de se persuader qu'une dynamique viendrait à bout de la fatalité.

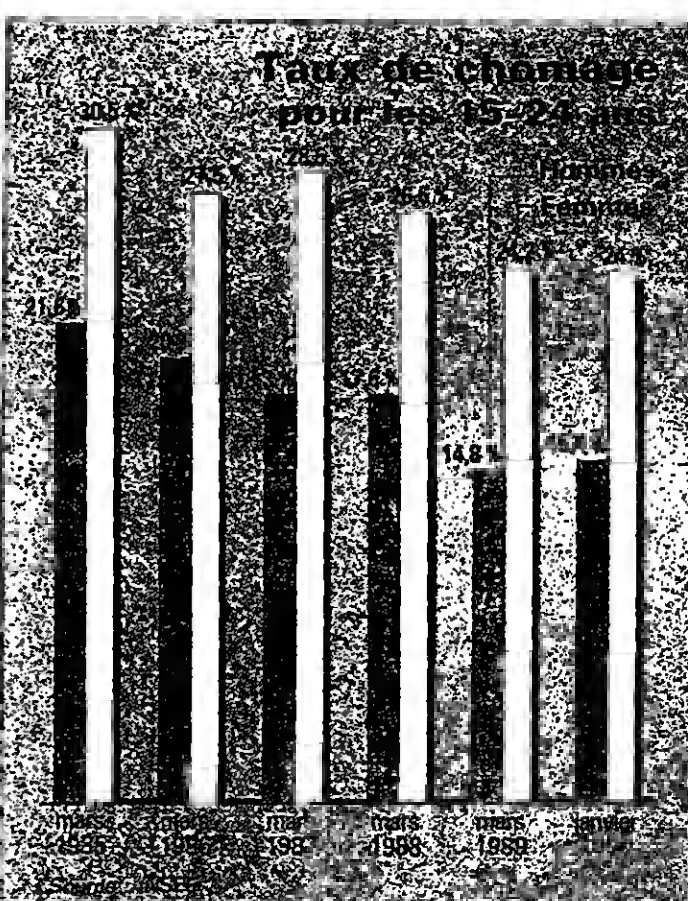
Or non seulement l'oe n'a jamais dépassé les 30 % de réussite que toute mesure obtient, mais les passions se sont usées, la détermination s'est évanouie. Instruits par ce précédent, les jeunes se réfugient aujourd'hui dans le silence ou, quelquefois, laissent monter la colère de ceux qui n'ont rien à perdre. Ils sont devenus imprévisibles pour une société qui n'a pas su répondre à leurs aspirations et, plus grave, n'a pas été capable d'apporter des éléments tangibles auxquels se rattacher. « Nous avions cru agir pour organiser une sortie de crise, nous avons fait une gestion de crise », commente, désenchanté, un membre de la DIJ.

Sociologue lui aussi, Adil Jazouli, auteur d'une étude exploratoire pour le Fonds d'action sociale, a su saisir ce mal-être et en tire des conclusions d'une extrême sévérité. Au fil des années, il y a eu essoufflement des politiques publiques, usure des dispositifs de toute sorte qui étaient de moins en moins au quotidien des banlieues et des jeunes. Quand ils connaissent un semblant de succès, les systèmes d'intégration sociale, économique et politique donnaient l'impression de procéder par escamotage, produisant d'un côté de la réussite individuelle, et de l'autre l'exclusion collective : les jeunes qui s'en sortaient abandonnaient leur rôle d'exemple ou étaient rejetés par la communauté.

Une logique de ghetto

Au passage, il souligne l'effet pervers de SOS-Racisme ou de France-Plus, qui ont annihilé la volonté de s'organiser dans des associations centrées sur des préoccupations locales qui auraient permis de susciter un début d'apprentissage de la vie démocratique. De telles associations existaient au début des années 80, et l'on pouvait imaginer qu'elles entraîneraient une prise en charge des populations par elles-mêmes, mais elles ont pratiquement toutes disparu depuis, laissant le territoire libre de toute influence, de toute action collective et solidaire.

Avec l'« onomie triomphante », estime Adil Jazouli, ces cités menacent de s'enfoncer « dans une logique de ghetto urbain et social ». « J'ai le sombre pressentiment que la situation risque de s'aggraver



* Taux de chômage au sens du BIT

encore dans les années à venir », écrit-il en évoquant le retour à la violence collective et - avec prudence, parce que les médias en ont exagéré l'importance - le retour des bandes, symptôme de « désorganisation sociale ». « Nous n'avons (...) plus affaire à des jeunes qui se définissent d'abord par leur origine immigrée, mais à des jeunes qui se définissent par leur position face à des rapports sociaux dont ils sont exclus, non en raison de leurs origines ethniques, mais à cause de leur origine sociale », analyse-t-il; nous assistons « à la naissance de nouvelles classes populaires et prolétaires » qui se définissent principalement par leur exclusion, incarnées par « les jeunes des banlieues, avec leurs violences, leurs émeutes, leur rage et leur désir d'action collective (...) ».

Autrement dit, comme l'explique un membre du cabinet de Michel Delebarre qui veut rester anonyme, une « américanisation » de notre société est en cours. Les communautés s'emparent sur la citoyenneté. Après la segmentation du marché du travail, qui a entraîné l'exclusion permanente de certaines catégories, se profile l'organisation en ghettos. Paradoxe : le tout aurait été en partie nourri par dix ans d'essais infructueux pour régler le problème.

Les chiffres sont éclairants. Parmi les jeunes de moins de vingt-cinq ans, 50 000 peuvent être considérés comme des exclus permanents. 250 000 autres le sont ou le seront à un moment ou à un autre. Comme si cela n'était pas suffisant, 100 000 sont des chômeurs de longue durée et d'autres, à peine plus âgés, au nombre de 110 000 encore, sont bénéficiaires du RMI. De toute manière, cette population des perdants peut

paraître impressionnante, un l'a vu, fait un peu désordre. Tous les ministères au presque sont chargés d'un petit bout de politique. Toute structure imaginée à une époque perdue, chacun conserve ses prérogatives et son pré carré. « Les procédures parlent de bonnes idées, mais c'est la pagaille. Le dispositif croque sous la bureaucratie : le souffle puisant du ministre se traduit trois ans plus tard sur le terrain par une petite brise qui ne correspond plus à rien », affirme un observateur. Dans un langage moins imagé, Bernard Emé fait le même constat : « A chaque mesure apparaît une nouvelle série administrative, doublée d'un réseau d'experts. » Adil Jazouli parle, lui, de programmes devenus « plus gestionnaires qu'innovateurs ».

Un empiilage de mesures

On en a bien conscience aussi dans les sphères de décision, et jusque chez Michel Delebarre. Chez les uns et les autres, plusieurs griefs convergent. La politique en faveur des jeunes en difficulté est passée par trois étapes, finalement logiques et imparables, les militants et leur charisme du premier temps étant remplacés par la technocratie qui, à son tour, s'essouffait.

Dans les missions locales, par exemple, un quart innovent encore, la moitié l'ont de la gestion et les autres sont en crise, estime un bon connaisseur. « La professionnalisation n'a pas toujours été réalisée dans de bonnes conditions. Les structures particulières n'ont pas su passer de l'expérimental à l'action de masse, autrement dit à la production industrielle. »

ALAIN LEBEAUBE
Lire la suite page 26

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse _____ Ville _____
Code postal _____ Niveau d'études 90-91 _____ Age _____

désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion <input type="checkbox"/> Préparer un MBA <input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale <input type="checkbox"/> Voies, Commerce, Distribution, Gestion <input type="checkbox"/> Architecture <input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur <input type="checkbox"/> Arts Graphiques <input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle <input type="checkbox"/> Assistant de Direction/Bureautique <input type="checkbox"/> Assurance <input type="checkbox"/> Biologie, Biochimie <input type="checkbox"/> Communication et Culture <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise <input type="checkbox"/> Communication, Publicité <input type="checkbox"/> Comptabilité <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po <input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel <input type="checkbox"/> Electrotechnique <input type="checkbox"/> Expertise Comptable <input type="checkbox"/> Formation en Alternance <input type="checkbox"/> Formation Continue <input type="checkbox"/> Gestion Financière <input type="checkbox"/> Gestion du Personnel <input type="checkbox"/> Informatique <input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile <input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste <input type="checkbox"/> Journalisme <input type="checkbox"/> Logistique Production <input type="checkbox"/> Paramédical <input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique <input type="checkbox"/> Relations Internationales <input type="checkbox"/> Sciences Politiques <input type="checkbox"/> Sciences Politiques <input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil
---	--

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémouille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) ou composez sur minitel **3615 code ORIENTATIO**

CULTURE

CHAMPS ECONOMIQUES

BALISE

Malaise économique et changements politiques

L'ancien chancelier Kohl est-il en voie d'être à son tour, avec l'inclusion des statistiques de l'ex-RDA, victime de l'indice de désagrément ?

L'indice de désagrément économique est composé de l'addition des indices de chômage et d'inflation. Plus il est élevé, plus la vie est pénible pour l'ensemble de la population : il n'y a pas assez de travail en même temps que la hausse des prix est forte. Une excellente corrélation a existé, depuis 1970, entre changements de gouvernement au de majorité et hausses de cet indice (le Monde du 3 septembre 1989).

Plus récemment, sous l'influence

d'une forte hausse des prix, l'indice britannique est passé en quelques mois au-dessus de 16. Il est à peine redescendu au-dessous aujourd'hui. On est en droit de se demander si cette poussée de l'indice n'a pas été habilement utilisée, en contrepoint, par les adversaires de M^{me} Thatcher. Le remplacement du premier ministre eût été plus difficile, voire impossible, si l'indice était demeuré stable.

Evolution défavorable aussi aux Etats-Unis. La hausse des prix plus forte et l'augmentation du chômage, qui marque l'entrée dans la récession, ont fait bondir l'indice de désagrément. Ce dernier a rejoint l'indice français, auquel il était devenu inférieur depuis 1981,

alors que les deux indices avaient suivi des évolutions semblables entre 1972 et 1980. L'indice américain a toutes chances de continuer à évoluer défavorablement, la récession ne devant pas être enrayée en si peu de temps. Cependant, la partie politique ne se jouera pas sur les premiers mois de 1991, mais sur un indice plus proche de l'élection présidentielle de novembre 1992.

Une évolution défavorable mais lente de l'indice de désagrément sur quelques mois de 1990 ou 1991 n'aura pas d'influence déterminante. Il n'en sera pas de même si l'indice passait à des niveaux catastrophiques de plus de 16 ou 17, par exemple.

L'indice (jusqu'à 1989) de l'ancienne RFA seule continue à évoluer de la meilleure manière possible après un peu d'hésitation à court terme au début 1990. Les chances procèdent d'une autre murure en agréant les chiffres des anciennes RFA et RDA. L'indice de l'Allemagne unifiée rejoint alors celui de la France. L'échec électoral du chancelier Kohl dans son propre fief n'y trouve-t-il pas sa source ?

Pour sa part, depuis un peu plus de deux ans, l'indice de désagrément français reste stable. Les oscillations du chômage et celles de l'inflation n'ont pas produit de poussée significative. Si l'ancienne RFA onus reste très supérieure, il n'en est pas de même de l'Allemagne réunifiée, qui seule compte aujourd'hui. Aussi la France pourrait devenir à la fin 1991, toutes choses égales par ailleurs, le meilleur des grands de la classe économique atlantique.

Toutefois, l'évaluation du chômage ne pourra pas être bonne. Reste le taux d'inflation : son évolution est, à court terme, plus facilement orientable que celle du taux de chômage. On comprendra mieux, après ce qui vient de se passer en Grande-Bretagne et en Allemagne, combien cette évaluation doit être suivie attentivement et combien vont compter, en France, les chiffres de l'inflation mensuelle en période difficile pour le chômage.

CHRISTIAN BORROMÉE

L'explosif chômage des jeunes

Suite de la page 25

Avec 3 000 salariés, les missions locales, et bien d'autres, ont adopté des attitudes d'administration. « Dame, reconnaît un haut fonctionnaire, il faut penser évolution de carrière, statut et gestion du personnel quand on fonctionne pendant si longtemps. L'exceptionnel n'a qu'un temps. »

Un partenariat «autobloquant»

Tous ceux qui sont impliqués dans ces actions jugent que les moyens ont perdu de leur efficacité et s'éloignent du terrain, et ils s'impatientent. Les méthodes sont gérées par les habitudes : les services de l'Etat n'ont pas encore pris la mesure de la nécessaire déconcentration et les pouvoirs locaux n'ont pas davantage endossé les responsabilités issues de la régionalisation. La «transversalité» des actions est mise en cause : si, à l'évidence, la politique en direction des jeunes et la réhabilitation des quartiers concernent normalement plusieurs administrations ou autorités locales, la multiplication des lieux de décision aboutit à la confusion.

Il en va ainsi du «partenariat» que chacun réinvente pour son propre usage : le temps passé en réunions de concertation empêche l'action ; la méthode même d'association, juste au demeurant, aboutit à la paralysie. « Le partenariat peut se révéler autobloquant. On se concentre mais on ne pose pas les vrais problèmes, dit Ber-

nard Emé, encore plus critique. Par exemple, personne ne se demande pourquoi les jeunes refusent l'idée de la formation. » Et d'insister le clou : « Chaque ministère ou service réinvente son partenariat, avec des gens à chaque fois un peu différents ; ainsi la sphère du RMI ne communique pas avec la zone de l'éducation nationale, laquelle ne se recoupe pas avec celle de la mission locale, etc. »

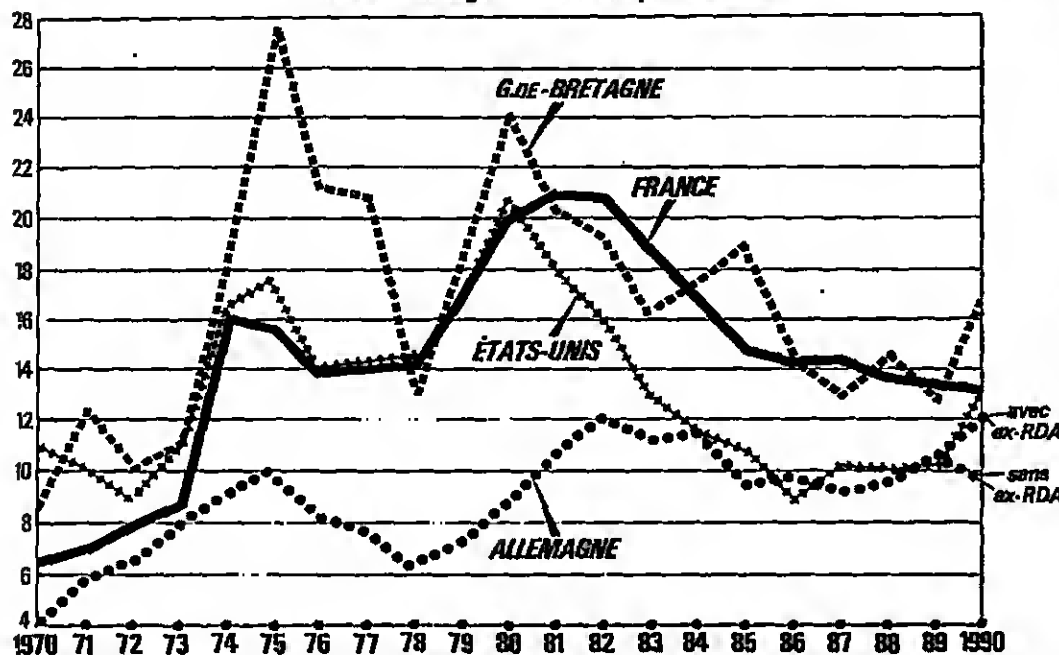
Cet assaut de bonnes volontés éparpillées, agissant depuis dix ans en se superposant, illustre bien la difficulté présente à saisir à bras-le-corps et avec un maximum de succès le dossier des jeunes exclus, dont dépend l'équilibre de notre société. Lors d'un examen comparé des listes de l'ANPE, dans la ville de Bobo (Seine-Maritime), un représentant du ministère du travail s'était aperçu que 17 % seulement des jeunes fréquentant la mission locale pour se réinsérer étaient en même temps inscrits au chômage. « Chaque structure gère son public et fait apparaître des cas inconnus », a-t-il fini par considérer, pour se consoler. Mais on peut aussi s'inquiéter de l'immense gâchis que cela représente, alors que la banlieue s'écroule et que les jeunes marginalisés risquent de le rester longtemps encore.

ALAIN LEBEAUGE

Voir dans le Monde Diplomatique de mai 1991 le dossier « La vie des chômeurs » (à paraître sous le titre de Denis Clair, « Où donc apprendrez-vous à travailler ? » par Claude Lévy et « L'Etat et la solidarité dans les banlieues de Marseille » par Magali Cammagna).

VINGT ANS DE «DÉSAGRÈMENT ÉCONOMIQUE»

Indice : chômage + hausse des prix de détail



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UN GROUPE AAA

1^{re} vague de notation de SICAV en France par Standard & Poor's - ADEF:

la Caisse des dépôts et consignations et l'une de ses filiales dépositaires de 5 SICAV notées AAA

	Gestionnaire	Dépositaire	Performance ⁽¹⁾ depuis le 27/04/90	Indicateur de risque	Notation
FONICAV	CDC Trésor	Caisse des dépôts et consignations	+9,97	0,09 ⁽²⁾	AAA m
HLM MONÉTAIRE	CDC Trésor		+9,69	0,09 ⁽²⁾	AAA m
LATITUDE	SOGEPOSTE		+9,39	0,08 ⁽²⁾	AAA m
POSTE GESTION	SOGEPOSTE		+9,83	0,09 ⁽²⁾	AAA m
TRESOR-REAL	TGF	Vogel Finance / Caisse des dépôts et consignations	+9,49	0,09 ⁽²⁾	AAA m

Source EUROPERFORMANCE

(1) au 26/04/91 (2) sur 1 an

La Caisse des dépôts et consignations est confirmée AAA pour ses émissions de certificats de dépôts négociables.

Marché obligataire : tous les émetteurs du groupe Caisse des dépôts sont notés AAA :

- le CLF, Crédit Local de France
- FLORAL, Financement Local et Régional
- la CAR, Caisse Autonome de Refinancement
- la CNA, Caisse Nationale des Autoroutes.



GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

La qualité de la signature

MONNAIE-FINANCE-BANQUE

2^e cycle
MAÎTRISE de Sciences Économiques spécialisée

3^e cycle
• Banques et Finances
• Contrôle de Gestion
• Évaluation et Transmission des Entreprises
• Back-office

Dans le cadre de l'école doctorale de Sciences Économiques

1^{er} DEA
• Monnaie-Finance-Banque

Un centre de recherches préparant au doctorat

Direction : Centre de Recherches Économiques et Financières
Président : Jacques Laffont, Vice-président : Jean-Jacques Laffont
11 rue de la République - 92000 Nanterre - Tél. 01 47 35 11 11 - Fax 01 47 35 11 12

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux États-Unis. L'Europe et la CEE. La réussite allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs.

Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

L'HIERMÈS Editeur
TEL (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur
ECONOMIE DE L'ENTREPRISE
par François MORHAU
et Jean-Louis ROMÉYER
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ÉPARGNE

Envoyer 80 F (francs) à 2,30 F par chèque
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 180 F pour l'abonnement
annuel (80 F d'économie), qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro

LE PRIX, LE DÉLAI !
Plus vite, moins cher
Ne commandez pas votre PEUGEOT
sans nous avoir rendu visite.

PEUGEOT NEUBAUER

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.65.54.34 • 28, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

صلى الله عليه وسلم

explosif chômage
des jeunes

CHAMPS ECONOMIQUES

Une ancre monétaire pour l'Est

Quarante ans après l'Union européenne des paiements, il faut s'inspirer de son exemple et arrimer l'Est à l'écu

par Michel Aglietta
et Christian de Boissieu

LE COMECON est mort. La tentation du chacun pour soi gagne l'un après l'autre ses anciens membres. Elle se nourrit de la disparité des situations de départ et du rythme d'engagement des réformes. La Tchécoslovaquie est visiblement attirée par l'Allemagne, la Pologne reste largement dollarisée et l'URSS s'enlise dans ses contradictions internes. Clairement, la recherche du salut individuel aboutit à un bilan coûts-avantages différencié selon les pays. Cependant, même pour un pays phare comme la Hongrie, la solution élargie nationale est domoquée par une démarche concertée.

Le succès des réformes économiques internes passe par la libéralisation des échanges extérieurs. Ce processus ne peut prétendre faire table rase des spécialisations entre ces pays. Car le redéploiement des échanges internationaux vers l'Ouest bute sur la très faible substituable des productions de l'ex-CAEM et celles de l'OCDE. La négligence de telles contraintes aurait pour effet probable de déprimer la production interne et de retarder la transition vers l'économie de marché.

De toute façon, la carte des spécialisations dans l'ensemble de l'Europe de l'Est va évoluer. D'une part, on peut s'attendre à une autonomie économique croissante de certaines Républiques soviétiques, les incitant à développer leurs relations économiques extérieures. D'autre part, certains pays plus avancés dans les réformes vont enrichir la variété de leur production industrielle. Mais cette dynamique de la spécialisation doit être guidée par

le passage irrévocable d'échanges extérieurs planifiés au jeu des forces de la concurrence internationale. C'est pourquoi la décentralisation de la formation des prix est urgente et essentielle. La convertibilité externe des monnaies est incontournable. Elle doit être le prolongement de la réforme bancaire et de l'instauration d'une véritable politique monétaire. En même temps, elle donne à cette dernière un point d'ancrage.

La coopération nécessaire

A l'heure actuelle plusieurs Etats (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie) abordent le défi de la convertibilité en ordre dispersé. Aucun n'a sans doute les moyens de le relever seul convenablement, même s'il dispose d'atouts *a priori* favorables. Car une transition non coopérative vers la convertibilité risque d'entraîner une extraversion à outrance et des dévaluations compétitives, ainsi que le suggère l'expérience de certains pays d'Amérique latine.

Ce serait une illusion de prétendre s'appuyer sur une telle logique pour résoudre la pénurie de devises. De plus, les pays de l'Est ont consommé leurs capacités d'emprunter sur les marchés internationaux des capitaux. Ils ne peuvent espérer renforcer leurs réserves de change par cette voie. Et définitive, les stratégies étroitement nationales ne feraient qu'exacerber les conflits d'intérêts néfastes pour tous. Pour être crédible, la convertibilité passe par une recombinaison des espaces économiques de l'Est et par l'ancrage monétaire à l'Europe de l'Ouest.

Du point de vue des contraintes extérieures, la situation des pays de l'Est a des points communs avec celle de l'Europe occidentale après

la dernière guerre. Les échanges intra-européens étaient bridés par des accords bilatéraux; nous manquions des moyens de paiement acceptables par tous les pays pour commencer à libéraliser le commerce extérieur; nous ne pouvions desservir la pénurie de dollars par incapacité structurelle à exporter suffisamment vers les Etats-Unis pour gagner des devises à n'importe quel taux de change compatible avec la stabilisation des prix internes.

Par chance, dans un climat social qui faisait du plein emploi un impératif catégorique en Europe, les vues hétérodoxes triomphèrent après un âpre débat. Ces vues eurent un double mérite: comprendre d'une part, qu'un mécanisme de paiements économiques des devises fortes était la clé pour multilatéraliser et libéraliser progressivement les échanges; admettre, d'autre part, que le développement des échanges internes à l'Europe était prioritaire, au prix d'une discrimination temporaire envers la zone dollar, non pas pour faire de l'Europe occidentale une région fermée, mais bien pour préparer son intégration dans l'économie mondiale conformément à la charte de Bretton-Woods. Car, avec une spécialisation industrielle guidée par les rendements croissants, c'est l'intensification des échanges entre pays de développement semblables qui stimule les progrès de productivité, diversifie la base industrielle et élargit les marchés intérieurs.

Avec le recul, le bilan des années 50 montre que le mécanisme multilatéral des paiements mis en place en juin 1950 fut décisif pour permettre une évolution saine vers la convertibilité, en dépit des rythmes inégaux des pays dans la remise en ordre des prix. Finalement, les dispositions proprement monétaires, la garantie de change et l'économie de dollars grâce à la compensation multilatérale, savèrent les atouts les plus efficaces.

Lorsque le crédit fut indispensable, tous y eurent accès sur une base équitable et assortie d'une conditionnalité, non pas imposée de l'extérieur mais élaborée en commun au sein du Conseil de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). Ce ne fut pas le moindre mérite de l'Union européenne des paiements (UEP) que de s'adapter aux transformations économiques qu'elle avait suscitées. En 1955, l'Union se transforma en Accord monétaire européen.

Un système de compensation

Une fois la compétitivité de la plupart des pays rétablie, le règlement des échanges en devises fortes devint plus exigeant. Corrélativement un fonds monétaire européen fut créé pour mettre un pool commun de réserves au service d'une approche collective de la convertibilité. Du fait de contraintes politiques et de la nouvelle configuration économique - passage d'une pénurie à une abondance de dollars - ce fonds monétaire n'a pas eu à jouer le rôle initialement prévu. D'ailleurs le retour à la convertibilité externe des monnaies en Europe occidentale a signé l'acte de décès naturel de l'UEP.

Quarante ans après cette innovation monétaire, quel peut être l'héritage de l'UEP? Trois aspects complémentaires méritent aujourd'hui de retenir l'attention: l'organisation d'un système multilatéral de compensation et de règlement, l'instauration d'un Fonds monétaire, l'arrimage des pays de l'Est, y compris l'URSS, à l'écu.

Le système que nous envisageons pour la compensation et le règlement définit une unité de compte qui devrait être l'écu, requiert une fixation des taux de change par les gouvernements, complaisables les créances et dettes contre les banques centrales nées des

transactions courantes entre pays membres, calcule les soldes multilatéraux quotidiens de chaque banque centrale sur la chambre de compensation, exécute les règlements.

A la différence de l'UEP où les règlements étaient effectués pour partie en or et pour partie en créances inconvertibles sur l'Union, nous proposons des règlements entièrement réalisés en écus. L'initiative récemment prise par de grandes banques commerciales européennes et par les autorités monétaires de certains pays de l'Est va dans ce sens. Le système de compensation utilisé pour l'écu et logé à la Banque des règlements internationaux (BRI) fournit la base technique recherchée.

Ce mécanisme de règlements aurait l'avantage de garantir la multilatéralité du commerce en partant de degrés de convertibilité disparates. La preuve de son succès serait justement qu'il perdît sa raison d'être au fur et à mesure que les autorités seroient en état d'assurer la convertibilité externe de leur monnaie.

Le Fonds monétaire facilite les règlements issus de la compensation multilatérale. Cette tâche sera d'autant plus indispensable que les balances de paiements devraient être déséquilibrées par de grandes variations de prix et par la méconnaissance des taux de change d'équilibre. Son intervention devrait s'accompagner d'une conditionnalité macroéconomique sur les pays membres. De plus, ce fonds, en créant un pool de réserves de change, aidera les pays à établir la convertibilité externe de leurs monnaies. Car la mise en commun des réserves est une source bien connue d'avantage collectif. Elle permettra aussi de désamorcer les conflits d'intérêts provenant de la pénurie de devises.

Encore faut-il éviter de superposer des conditionnalités excessives ou contradictoires provenant des diffé-

rents organismes multilatéraux. Dans notre esprit, le Fonds monétaire pour l'Europe de l'Est ne fait pas double emploi avec le FMI, la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). A la différence de ces institutions, il se situe avant tout sur le terrain de l'organisation des paiements entre les pays de l'Est. A cause de l'imbrication étroite de cette fonction avec le financement des déséquilibres temporaires de balances de paiements, un risque de recouvrement avec le FMI existe. Il faudra le gérer de manière pragmatique pour éviter une «surdétermination».

L'ancrage des monnaies de l'Est à l'écu pourrait bénéficier du développement récent des marchés de cette devise, en particulier dans la gamme des instruments liquides. Il serait profitable à l'ensemble des parties concernées. La réduction du risque de change, résultant du dispositif proposé, est un facteur de compétitivité des producteurs et des investisseurs européens vis-à-vis des concurrents américains et japonais.

Pour les pays de l'Est, le choix de l'écu comme pivot adapté à la structure de leur commerce extérieur leur fournit un objectif opératoire pour leur politique monétaire. Pour les pays de la CEE, il aurait l'avantage de réduire certaines asymétries, en faveur du mark ou du moins de les empêcher de s'accroître, une fois les tensions découlant de la réunification allemande dissipées. Surtout, à l'heure où l'écu pourrait être renforcé dans la perspective de la transition vers l'Union économique et monétaire, il trouverait un nouvel élan à son essor. Si l'Europe de l'Est a besoin de l'écu, la réciproque est également vraie.

► Respectivement professeur à l'université Paris X-Nanterre et professeur à l'université Paris-1.

BIBLIOGRAPHIE

« Faut-il vraiment aider les Russes ? »

OFFICIEUSEMENT depuis le début de la perestroïka, officiellement depuis le sommet des pays industrialisés à Houston en juillet 1990, les Etats occidentaux s'interrogent sur la nécessité d'assister financièrement l'Union soviétique. Parviendrait-elle, sans un tel soutien, à introduire l'économie de marché et à poursuivre la transition démocratique, au moment où les difficultés économiques et financières s'annoncent ?

A la question « Faut-il vraiment aider les Russes ? » qui anime la plupart des rencontres internationales depuis de longs mois, Guy Sorman répond catégoriquement dès la première phrase de la préface: « L'aide humanitaire à l'Union soviétique me paraît inutile, voire néfaste. » Un point de vue partagé par les spécialistes soviétiques ayant participé à l'ouvrage sous la direction de Lev Timofeïev. Ainsi que l'exprime Guy Sorman, l'aide à l'URSS se confond souvent avec l'aide au

président Gorbatchev, et répond avant tout aux intérêts des gouvernements occidentaux, de celui de l'Allemagne en premier lieu.

Le petit ouvrage, qui n'est en rien une étude approfondie de la situation de l'économie soviétique, a le mérite d'énoncer clairement quelques faits parfois oubliés ou passés sous silence. D'une part, le pouvoir communiste, et surtout celui de la nomenclature, est toujours vivant. L'aide occidentale ne peut donc, comme l'indique Richard Pipes, que bénéficier au maïotico en place du système actuel, et entraver les réformes plutôt que les stimuler. Or, selon Boris Pinski, « toute l'énergie du gouvernement est absorbée par une vaine entreprise qui consiste à faire semblant de réformer ».

Le marché unificateur

D'autre part, la propriété privée n'est absolument pas, si ce n'est dans les discours, encouragée par Moscou. Elle fait au contraire toujours partie, comme le souligne B. Pinski, des « grands interdits » du système soviétique. Les seules coopératives qui parviennent à survivre sont celles qui maintiennent des liens étroits avec des responsables du pays. Enfin, le libéralisme économique est inconcevable sans démocratie politique.

Le constat très dur établi sur les cinq ans de perestroïka et la situation politique actuelle de l'URSS pousse les auteurs à préconiser une aide ciblée uniquement sur l'embryon de secteur privé (certains coopérateurs, des cultivateurs ou des entrepreneurs individuels). Selon Larissa Piacheva, une règle s'impose: « éviter les structures étatiques et quelque union que ce soit avec les Républiques ».

Faut-il vraiment aider les Russes? donne la parole à des économistes véritablement libéraux, dont la conception du marché diffère sensiblement de celle des économistes « réformateurs », proches du pouvoir de Moscou. Tous sont convaincus des vertus du libéralisme économique le plus pur possible.

A propos des conflits entre les Républiques, Vassili Selionine va jusqu'à écrire que « c'est précisément le marché, comme l'atteste l'histoire, qui est le grand et le seul unificateur des peuples ». Certains verront beaucoup d'optimisme dans cette vision. Elle tranche en tout cas avec les discours actuels des responsables de la perestroïka.

FRANÇOISE LAZARE

► Faut-il vraiment aider les Russes? de Lev Timofeïev. Albin Michel, 170 p., 75 F.

INSAM

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

4 ans de formation internationale au management

Études à Paris, État-Unis, Europe

Admission 1^{re} année: bac + concours,

2^e année: bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

eslca

1, rue Boudry, 75007 Paris - France
Tél. 01 45 44 51 91
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
FONDÉ EN 1961 - RECONNU PAR L'ÉTAT

PCS

PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation HEC et à Sciences Politiques - créé en 1976

- Tous confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission: sur dossier pour bacheliers & C. D.

Classes "pilote" HEC

Conditions d'admission

- Voie générale: bac C plus mention et/ou admissibles aux concours
- Voie économique: bac B et D plus mention et/ou admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

PCS

48, rue de la Fédération 75015 Paris

Tél. 01 45 64 97 99

enseignement supérieur privé

Epargne & Finance

bimestriel économique, financier et bancaire

N° MAI DOSSIER: L'ART D'ÊTRE PATRON
AU SOMMAIRE:
• BANQUIERS, CAPITAINES D'INDUSTRIE, INTERVIEWS DE MICHEL PEBEREAU, BRUNO DE MAULDE... • L'HEURE DE LA COMMUNICATION (SONDAGE EXCLUSIF CSA). • ET AUSSI, RENE LENOIR, DIRECTEUR DE L'ENA, YVES CANNAC, AUTEUR DE « LA BATAILLE DE LA COMPÉTENCE ».
ABONNEMENT AU JOURNAL:
29, RUE DE LA TOMBE-ISSOIRE - 75673 PARIS CEDEX 14 - TELEPHONE: 40 78 41 05 (350 FRANCS POUR 6 NUMÉROS/AN)

RS
AMINS
LE MONDE
LA FRANCE
LE DÉLAI
moins cher
votre futur
NEURAU

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

DANS sa nouvelle encyclopédie, Centesimus annus, Jean-Paul II, disions-nous [voir notre précédente chronique, « Un pape devenu économiste », le Monde du 7 mai], soumet l'économie de marché, encore qualifiée d'« économie libre », à une série de tests. Il nous était apparu que le Saint-Père, en parlant de la « fructueuse coordination » entre l'intérêt personnel et celui de la société dans son ensemble, avait, sinon sanctifié, du moins admis l'existence bénéfique de la main invisible. La pape, certes, condamne « l'affirmation illimitée de l'intérêt particulier » (paragraphe 17 de l'encyclique). Adam Smith le faisait déjà et proposait une parade : la lutte sans complaisance contre toute forme tentante de monopole. Solution que le pape semble bien, à lire son encyclopédie, faire sienne.

Etant donc entendu que la main invisible n'éliminera pas le mal, il nous est apparu qu'il n'appartient qu'à Dieu de le faire (parabole évangélique du bon grain et de l'ivraie). Il ne la fera qu'à la fin de l'Histoire, quand sera venu le moment du « jugement final ».

Depuis un bon siècle, le plupart des déboires — pour employer une expression modérée — essuyés par les théoriciens de l'économie sont dus à cette extraordinaire démarche : ils ont consacré une part démesurée de leurs travaux et de leurs préoccupations à la fin de l'Histoire. Comment les marxistes ont poussé cette obsession jusqu'à son point extrême n'est plus guère besoin d'être mis en lumière.

Moins connue des non-spécialistes est la démarche à peine moins étrange des économistes de l'école dite néolibérale, qui règne à nouveau en quasi-maître dans les universités du monde entier. Pour être infiniment moins dangereuse que celle des utopistes socialistes, elle n'est pas totalement inoffensive, ne serait-ce qu'en détournant des hommes de talent des vrais problèmes à résoudre. Les néolibéraux ont, eux aussi, les yeux fixés sur la fin de l'Histoire. Dans leur jargon, celle-ci a pour nom l'équilibre général. A l'équilibre, le profit a disparu, en conséquence, selon eux, de la concurrence parfaite qui s'exerce entre les producteurs.

En prétendant cela, les économistes censés représenter la pointe de la réflexion sur le marché en méconnaissent gravement le logic. Si vaste et si parfait que soit un marché, chaque transaction y est une transaction individuelle. Le motif de la transaction disparaît en l'absence de profit. Les économistes de l'ère contemporaine

Le nouveau capitalisme selon Jean-Paul II (2)

ont beau avoir perdu de vue, en posant leurs équations, ce qui constitue la caractéristique d'une économie d'échange, celle-ci n'a pas échappé à l'attention de l'auteur de Centesimus annus. Au tout premier rang des avantages que le chef de l'Eglise catholique reconnaît aux mécanismes de marché figure celui de « placer au centre la volonté et les préférences de la personne, qui, dans un contrat, rencontrent celles d'une autre personne » (paragraphe 40).

Cherche-t-on à expliquer comment les néolibéraux, depuis Léon Walras (dont le maître livre a été publié en 1974), se représentent un marché en équilibre sous la forme d'un modèle statique, où les biens et services sont vendus à leur coût de production (sans profit), on est amené à réintroduire dans leur schéma de pensée, non pas la dimension historique ou, si l'on préfère, expérimentale — elle en est intrinsèquement absente, — mais la genèse des idées économiques.

A titre d'hypothèse, et comme pour mieux faire ressortir les principaux éléments à l'œuvre dans une économie de marché — mobilité des facteurs de production, libre déplacement de la demande, lesquels provoquent à leur tour des différences de taux de profit d'un secteur à l'autre, — les économistes classiques de la fin du dix-huitième siècle et du début du dix-neuvième siècle avaient envisagé le cas où, par suite du renchérissement de la production consistant à l'épuisement des terres fertiles, la totalité de la production courante était tout juste suffisante pour subvenir aux besoins courants de la population. Dans cette situation limite, le taux de profit tomberait à zéro, en conséquence de la disparition de tout « surplus » : on serait entré dans l'état dit stationnaire, considéré comme le point auquel, logiquement mais non historiquement, le système économique doit aboutir.

Comme on le voit, dans l'état stationnaire, le profit est ramené à zéro, non pas en raison de l'expropriation de la concurrence (par sophisme), mais en raison de l'utilisation à plein des ressources naturelles. Il était expressément reconnu que le progrès technique repousserait, pour une période indéfinie, ce moment. Voilà pourquoi l'état

stationnaire était considéré comme un stade de l'Histoire.

Le plus intrigant, dans cette histoire, est que les économistes ne se demandent jamais si, en cas de disparition du profit, on pourrait encore parler d'une économie de marché. La raison d'être de cette dernière, à savoir l'allocation des ressources, aurait pratiquement perdu sa raison d'être. La fonction essentielle du marché n'est-elle pas de déterminer l'affectation du surplus (par rapport à la consommation) correspondant au profit ? En outre, au cas où le surplus aurait disparu, et qu'en conséquence, la totalité des richesses produites ne dépasserait pas les besoins de la consommation, il est plus que probable qu'une répartition plus ou moins autoritaire paraîtrait la seule méthode acceptable.

Un autre test, dont l'économie de marché sort paradoxalement victorieuse, est celui de la violence. La lutte des classes, nous rappelle le Saint-Père, est le moyen privilégié des marxistes pour aboutir à la suppression des rapports marchands. Selon lui, elle n'est pas autre chose que « le rapatriement — dans le domaine du conflit interne entre groupes sociaux — de la doctrine de la guerre totale » (paragraphe 14). Dans les deux cas, au lieu d'être à la recherche du juste équilibre entre les intérêts (intérêts des groupes sociaux en présence dans le premier cas, intérêts des diverses nations dans l'autre), on se donne pour objectif « la prédominance absolue » de son camp. Une telle attitude implique qu'on se refuse à « respecter la dignité de la personne chez autrui (et par voie de conséquence en soi-même) ».

De ce qui précède, il ne résulte pas qu'automatiquement le marché garantisse dans tous les cas les « accommodements raisonnables », si l'on fait de beaucoup pour l'auteur de l'encyclique. Pour Jean-Paul II, « les pratiques du capitalisme des origines » sont encore souvent en vigueur, y compris dans les pays avancés (à l'encontre de certaines populations immigrées et marginalisées), ces pratiques que Léon XIII, dans l'encyclique Rerum novarum, fustigeait sans ménagement il y a cent ans. Le prédecesseur de l'actuel pontife romain allait jusqu'à parler du « joug presque

servile » imposé par quelques-uns « à l'infinité multitude des prolétaires ».

Il n'empêche, comme le nous dit déjà Pie XI dans Quadragesimo anno (1931), citée par Jean-Paul II, que « la lutte des classes [...] quand on s'abstient d'actes de violence et de haine réciproque, se transforme peu à peu en une honnête discussion fondée sur la recherche de la justice ». La condition nécessaire, sinon suffisante, pour qu'il en soit ainsi, c'est évidemment que les groupes en présence jouissent de la liberté de négociations que seule l'économie de marché leur reconnaît. Ce point n'est pas précisé dans la nouvelle encyclopédie, mais il y est clairement sous-entendu.

Une façon de faire violence à un peuple, c'est de l'exclure « des sources du bien-être » (paragraphe 27), mais il peut arriver que des pays s'excluent eux-mêmes « des échanges généraux de l'activité économique sur le plan international ». Il en résulte, pour eux, constate le Saint-Père, stagnation et régression. Au contraire, nous rappelle-t-il, « le développement est bénéficié aux pays qui ont réussi à y entrer » (paragraphe 33). On ne saurait mieux résumer le rôle positif des échanges, leur contribution à la « culture de paix » et à la prospérité.

Moins heureux apparaissent certains autres passages de Centesimus annus : ceux dans lesquels le pape semble s'efforcer, avec un certain retard, à se composer une figure de solitaire-hutteur, sans rien ajouter de vraiment neuf aux critiques adressées à l'époque à la société dite de consommation et sans tenir compte des progrès accomplis depuis lors dans l'analyse de ce phénomène.

L'appréhension du « phénomène de la consommation » inspire au pape les propositions suivantes (paragraphe 36) : « Quand on définit de nouveaux besoins et de nouvelles méthodes pour les satisfaire, il est nécessaire qu'on s'inspire d'une image intégrale de l'homme qui respecte toutes les dimensions de son être et subordonne les dimensions physiques et instinctives aux dimensions spirituelles et apaisées. Au contraire, si l'on se réfère à ses instincts, et si l'on fait abstraction d'une façon ou d'une autre de sa réalité personnelle consciente et libre, cela peut entraîner des habitudes de consommation et

des styles de vie objectivement illégitimes et souvent préjudiciables à sa santé physique et spirituelle ».

Quels sont ces habitudes et ces styles de vie viciés par le pape ? A y regarder de plus près, le niveau de vie général n'apparaît guère encombré, quoi qu'on ait pu dire, de tellement de gadgets inutiles. Les objets, à commencer par les voyages lointains, que l'économie moderne met désormais à la disposition d'un grand nombre de consommateurs, sont plutôt une source de commodité, dont on chercherait en vain l'aspect systématiquement répréhensible, et souvent aussi une source d'enrichissement personnel.

Puis le pape en arrive à citer comme « un cas évident de consommation artificielle » la drogue. Ne passe-t-il pas d'un registre à l'autre ? On sort, évidemment, du cadre de l'économie générale.

C'est qu'on s'obstine à décrire comme un développement anarchique de la consommation correspond simplement la plus souvent au phénomène heureux de l'amélioration lente des conditions d'existence, lesquelles, dans l'ensemble, restent encore difficiles pour la majorité de la population. Cela a-t-il quelque chose à faire avec l'opposition entre l'« avoir » et l'« être », notion à laquelle Jean-Paul II semble tenir (paragraphe 36) ? En économie, cette opposition est, du reste, scabreuse. L'« avoir », c'est aussi, pour une société, le capital qui lui est nécessaire pour « être ». Dénier l'« avoir », tout en cherchant l'« être », c'est se condamner à l'endettement, une pratique qui ne semble pas recueillir les faveurs particulières du Saint-Père.

A vouloir trop opposer le nouveau à l'ancien capitalisme pour mieux justifier ce qui (en partie injustement, du reste) est considéré comme un ralliement tardif de l'Eglise aux réalités de l'économie de marché, on risquerait de jeter dans l'ombre le fait suivant : c'est en s'appuyant sur les vertus du capitalisme traditionnel que les pays pauvres ont des chances de s'en sortir. Les peuples qui sont aujourd'hui les plus proches du modèle classique de ce capitalisme, ce sont ceux qui vivent en Corée et en Asie du Sud-Est, chacun ne comptant, dans ces pays, que sur son propre travail pour assurer le développement de sa famille. Peut-on dire pour autant que les « masses » de ces régions sont plus opprimées qu'elles ne l'étaient il y a un quart de siècle, quand elles végétaient encore dans un grand dénuement sans perspective ?

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Périlleuse invulnérabilité

Déséquilibres financiers, crise financière et crise de la dette, besoins de financement à l'est et au sud, perspectives de la finance internationale : deux revues consacrées à ces questions, l'une un fort numéro (1), l'autre plusieurs articles (2).

La première est datée de l'hiver 1990, le second de l'hiver 1991 : c'est pourtant du même hiver, celui qui vient de s'échouer, qu'il s'agit. Les pessimistes diront : « Décidément ces économistes sont incorrigibles, ils ne réussissent à se mettre d'accord sur rien, pas même sur la manière de dater un hiver. » Mais il y aura sûrement quelques optimistes pour répliquer : « Ne dramatisons pas tout est affaire de point de vue. » Une troisième revue, anglo-saxonne, il faut le dire et qui traite de la contribution de la Sécurité sociale à l'épargne, propose une solution de compromis en se datant « hiver 1990-1991 » (3).

Plusieurs articles traitent de la dette et des perspectives économiques, notamment pour des pays d'Amérique latine. Jean-Pierre Landau, représentant de la France au Fonds monétaire international (FMI), présente la « nouvelle stratégie » de la dette : la précédente, la stratégie Brady, « fondée sur une intuition juste (...), s'est révélée plus difficile à mettre en œuvre qu'on ne pouvait initialement l'espérer ». La nouvelle marque une triple rupture : « La réduction de dette se substitue aux réajustements assortis de nouveaux prêts : l'approche se veut volontaire et non plus comme par le passé « concertée » ; corrélativement, un menu d'options est offert aux banques, qui contrastent avec le traitement relativement uniforme auquel elles étaient jusqu'ici soumises. » Cette stratégie répond à une « logique économique solide » qui peut se résumer comme suit : « Au-delà d'un certain niveau, le poids de la dette réduit la croissance en dissuadant l'investissement, même si la rentabilité du capital est assurée par un programme adéquat de réformes structurelles et de stabilisation macro-économique » (4).

De son côté, Colin J. Bradford Jr., chef de programme de recherche au centre de développement et de développement économiques (OCDE), fait le tour des théories susceptibles d'éclairer les perspectives de la crois-

sance en Amérique latine : « La conclusion générale la plus intéressante que l'on puisse en tirer, écrit-il, est le fait que, si les éléments centraux des théories élaborées dans ces articles sont en fait les forces conduisant puissamment à la croissance future, la contrainte financière ne semble pas alors conditionner fatalement et inévitablement les projets de croissance de la région pour la prochaine décennie. En d'autres termes, le fait que la perspective des flux financiers continuent vers l'Amérique latine dans les années 90 reste sombre, ne condamne pas nécessairement les perspectives de croissance pour la région ».

Si l'on comprend bien ce morceau digne d'une anthologie de charabia économique, les facteurs internes, favorables à la croissance, ont des chances de l'emporter, dans la prochaine décennie, sur les contraintes externes, défavorables. Telles ne sont pas, et de loin, les conclusions aux-

quelles aboutissent trois chercheurs, Peter Dittus, Paul S. O'Brien et Hans J. Blomme, qui ont travaillé en relation avec le Département des affaires économiques et statistiques de l'OCDE (4) étudiant « les liens économiques internationaux » et l'évolution de l'endettement international », ils examinent quelles pourraient être les conséquences de la persistance, malgré la loi Gramm-Rudman-Hollings, d'un important déficit budgétaire aux Etats-Unis : le besoin de drainer l'épargne, nationale ou mondiale, indispensable, conduit à un relèvement des taux d'intérêt et à une inflation plus forte.

Celle-ci se traduit « par une croissance relativement plus rapide des prix à l'exportation pour l'Amérique latine » ; mais, immédiatement, la hausse des taux d'intérêt se traduit par une dégradation de la balance des revenus des investissements et des importations, et donc une amé-

lioration de la balance commerciale ; mais l'alourdissement des paiements d'intérêt au titre de la dette est plus marqué, ce qui conduit à une dégradation de la balance courante qui accentuent le repli des exportations et la dégradation des termes de l'échange. Ainsi, le maintien des déficits américains continuerait à peser sur les comptes extérieurs et sur les dynamiques des pays d'Amérique latine.

Ces perspectives économiques de presque tous les pays dépendent de plus en plus des déséquilibres mondiaux réajustés. Patrick Artus, chef du service des études de la Caisse des dépôts et consignations, tracent de l'économie américaine un sombre tableau : avec le « surendettement des agents économiques », la « fragilité du système financier », le « caractère virtuellement explosif de l'endettement extérieur », le déficit budgétaire et, surtout, la « faiblesse du taux d'épargne de la nation » ; au total, une profonde crise de l'endettement : pour en sortir, « on peut envisager une très forte récession avec arrêt de l'investissement et baisse de la masse salariale réelle, qui permet la reconstitution nécessaire des profits, ou une poussée inflationniste qui réduit la dette réelle en opérant les transferts que les autres mécanismes économiques n'assurent plus » (2).

Ainsi, le choix paraît être entre l'inflation, la récession ou le maintien de hauts taux d'intérêt réels permettant, par les déséquilibres mondiaux qu'ils engendrent, de contrebalancer provisoirement les déséquilibres des Etats-Unis. Chaque cas de ces issues aggraverait, un peu partout dans le monde, la situation des populations pauvres, notamment dans les pays les plus vulnérables et dans ceux qui ne disposent pas de mécanismes de solidarité sociale. Mais quel expert de l'OCDE, du FMI ou de la Banque mondiale oserait proposer un plan de rigueur et d'ajustement structurel qui impose aux Etats-Unis une réduction des gaspillages, de la consommation superflue et des dépenses militaires ? Même si les menaces que suscitent les dérapages des grands sont les plus graves, c'est aux faibles que sont destinés de tels plans. La Fontaine déjà l'avait dit : « Selon que vous serez puissant ou misérable... »

de plus en plus désarticulée : symbole et signal d'alerte, « l'endettement extérieur américain finance essentiellement le consommateur » (1).

Patrick Artus et François Lecoq, du service des études de la Caisse des dépôts et consignations, tracent de l'économie américaine un sombre tableau : avec le « surendettement des agents économiques », la « fragilité du système financier », le « caractère virtuellement explosif de l'endettement extérieur », le déficit budgétaire et, surtout, la « faiblesse du taux d'épargne de la nation » ; au total, une profonde crise de l'endettement : pour en sortir, « on peut envisager une très forte récession avec arrêt de l'investissement et baisse de la masse salariale réelle, qui permet la reconstitution nécessaire des profits, ou une poussée inflationniste qui réduit la dette réelle en opérant les transferts que les autres mécanismes économiques n'assurent plus » (2).

Ainsi, le choix paraît être entre

Kaléidoscope

— Ethique : entre la réalité et les valeurs, l'éthique économique, le Supplément (Cet), mars 1991. Ecologie, technologie du vivant, démographie, les nouvelles responsabilités, Esprit, mai 1991.

— Ecologie : peut-on gérer l'environnement ? Annales des mines. Gérer et comprendre, mars 1991. Soutenabilité, énergie, environnement, Contemporary Policy Issues, janvier 1991. Le plan français pour l'environnement, Futuribles, mars 1991. Agriculture et environnement, Cahiers d'économie et de sociologie rurale, 4^e trimestre 1990.

— France : exportations au Japon, impôt sur le revenu, chômage, animaux familiers, Economie et statistique, mars 1991.

— A l'Ouest, l'incertitude monétaire européenne, De Pecunia, mars 1991.

— A l'Est, la difficile transition, Economie et humanisme, avril-juin 1991. La poids des superpuissances, les politiques

du FMI, les perspectives de coopération, Revue d'études comparatives Est-Ouest, décembre 1990.

— Au Sud, villes et développement, Informations et commentaires, janvier-mars 1991.

— Système monde : la marche internationale des nouvelles (1935-1934), Revue économique, mai 1991.

— Entreprises : les concepts à la mode, Cahiers du LERASS, n° 23, 1991.

— Epistémologie : Popper révisé, Journal of Economic Literature, mars 1991. Dans ce numéro, une revue des articles de l'analyse de la demande de monnaie publiée par Milton Friedman et Anna Schwartz en 1982 et leur réponse.

مكتبة الامم المتحدة

صكا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Postes à + de 400 KF Dirigeants

PRODUCTIONS AGRO-INDUSTRIELLE ET ALIMENTAIRE

A moins de 2 h de Paris et 1/4 h de TROYES

Nous sommes adhérents d'un des tout premiers groupes français dans sa branche (CA 5 mrd) qui assure la commercialisation de nos produits dans la CEE et l'exécution de ventes hors CEE.

MANAGEMENT PARTICIPATIF ET DYNAMISME SOCIAL ET INDUSTRIEL
SONT DES CARACTERISTIQUES DE NOTRE ENTREPRISE.
UNE DES PLUS COMPETITIVES DANS SON SECTEUR EN EUROPE

CA 600 M - 230 personnes dont 11 cadres et 40 agents de maîtrise
Nous recrutons le FUTUR

DIRECTEUR GENERAL

Agé de 37 ans minimum, de formation Ingénieur, vous avez une expérience de Direction dans une PMI. Vous avez le désir de vivre dans une entreprise au caractère social avancé. Vos capacités d'animation, de coordination et de négociation sont aussi importantes que vos compétences techniques et de gestion.

En relation avec le Président et le Directeur Général actuel (en poste jusqu'au 1^{er} trimestre 1993), vous serez amené - après adaptation au secteur - à diriger, organiser et coordonner la totalité des activités : ressources humaines, productions, maintenance et travaux neufs (investissement 130 MF de 1989 à 1991), gestion, finance, approvisionnements et relations extérieures.
Maison et voiture de fonction.

Merci d'écrire, sous réf. ASA/DG/3M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard Bénatouil
GROUPE BBC Conseil - 1 bis, place de Valois 75001 Paris.
Vous êtes assuré d'une réponse et d'une discrétion absolue : vous pouvez indiquer les entreprises auxquelles vous ne souhaitez pas communiquer votre candidature.

Directeur Général

Paris 420 000 F +

Un groupe de communication anglais recherche pour sa filiale française en plein essor un Directeur Général expérimenté. Créée il y a plus de dix ans, cette société de services commercialise des produits graphiques destinés à la publicité, la presse et l'édition.

Le candidat retenu devra être avant tout un excellent gestionnaire. Il sera responsable du bon fonctionnement administratif et financier et aura pour objectif principal de multiplier par trois le C.A. (10 MF en 1990) d'ici fin 93. Grâce à sa connaissance des techniques financières et de l'outil informatique, il sera en mesure, avec le soutien actif du Groupe, de gérer efficacement l'entreprise.

Rigoureux et imaginatif à la fois, il sera le leader enthousiaste d'une équipe jeune et motivée. Son sens des affaires lui permettra en outre d'épauler le Directeur Commercial lors des négociations les plus importantes.

De formation HEC, ESC ou équivalent, il devra maîtriser l'anglais parlé et écrit pour des contacts à haut niveau. La connaissance de la publicité et/ou du marketing serait un plus.

Si cette opportunité vous intéresse, écrivez tout de suite à Noël Wickland : lettre, CV détaillé, évolution salariale et numéro de téléphone personnel. Envoyez le tout à

Noël Wickland & Associates

15, avenue Victor-Hugo - 75016 PARIS.

Nous répondrons à toutes les candidatures. Votre confiance sera totalement respectée.
Les premiers entretiens auront lieu à Paris, début juin.

DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES

France

Notre organisation française compte 400 personnes (production, ventes, administration). Avec une petite équipe, vous y assurez la gestion optimale des Ressources Humaines : évaluations, plans de recrutement, de formation et de carrière. Vous êtes responsable de la communication interne et des relations sociales.

Membre du comité de Direction, vous déterminez la politique des Ressources Humaines en fonction des grandes orientations stratégiques du Groupe.

A 30/35 ans, diplômé de grande école de gestion, Sciences Po..., vous avez déjà une bonne expérience de la fonction en PME anglo-saxonne ou au sein du département Ressources Humaines d'un groupe international. Votre maîtrise de l'anglais est parfaite (relations et déplacements fréquents en Europe), vous avez une autorité naturelle mais aussi de l'humour et une grande ouverture d'esprit.

De solides responsabilités vous attendent, compte tenu de l'importance que nous accordons à la gestion des hommes et des systèmes performants que nous avons développés à l'échelon international.

Pour ce poste situé sur Paris, adressez lettre en anglais, CV, photo sous réf. 51.4917/UM à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex.

Mercuri Urval

Le Monde des Juristes

FICHET

FICHET BAUCHE, 6 600 personnes, leader Européen de la sécurité, à la technologie de pointe, un CA de 2,8 milliards recherche un :

Cadre juridique

Vos qualités relationnelles vous permettent d'essayer l'ensemble des services de la Société sur le plan national et international, de mettre au point les contrats et documents juridiques, de suivre le contentieux, et les relations avec les assurances...
Ce poste très complet, évolutif, nécessite un DESS de Droit, spécialisation Droit des Affaires, une connaissance du Droit des

Assurances, souhaité le Droit des marques et de la propriété industrielle.
Vous avez cinq ans d'expérience minimum dans une entreprise à vocation industrielle et commerciale, parlez Anglais. Nous attachons une importance particulière à votre ouverture, votre curiosité, vos contacts nets mais réceptifs... le sens de l'équipe allant de soi.



Vous vous êtes reconnu, merci alors d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence A1 05 04 à notre Conseil, Madame Claude Favreau, FAVREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération, 75015 PARIS.

DEVENIR Magistrat

Vous attachez de l'importance aux valeurs de Justice et aux libertés individuelles.

Agé de 34 ans au 1^{er} janvier 1991, titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur, vous avez acquis plus de dix ans d'expérience professionnelle : vous pouvez devenir magistrat.

Le ministère de la Justice organise deux concours exceptionnels de recrutement de magistrats.

Pour toute information, écrivez à :

"Concours exceptionnels de recrutement de magistrats"

BP 640 - 33004 Bordeaux Cedex;

ou composez directement le 36 63 03 84.

Clôture des inscriptions : le 21 juin 1991.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Schlumberger Technologies

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES conçoit, fabrique et commercialise partout dans le monde des cartes à mémoire et des systèmes de paiement électroniques, des équipements de test automatique, des instruments électroniques de mesure, des systèmes de CAO, FAO...

Avec une formation de base en Droit Français, un 3^e cycle universitaire DEA, DESS, DJCE, vous avez une expérience réussie de 2/3 ans dans une entreprise industrielle. Vous êtes parfaitement bilingue anglais et vous souhaitez développer la dimension internationale de votre carrière.

Vous seconderez, à Paris, notre Directeur Juridique Europe et participerez aux négociations contractuelles. Vous conseillerez également les composantes du Groupe et coordonnerez les changements sociaux. Le goût de l'initiative et des responsabilités ainsi que la faculté de communiquer, vous permettront de vous intégrer comme membre à part entière dans notre équipe.

La rigueur professionnelle, le sens des contacts et la mobilité, indispensables chez Schlumberger, seront les garants de votre évolution à moyen terme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence M 71305, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES
Electronics Transactions Group - BP 620-04
50, avenue Jean-Jaurès - 92542 Montrouge Cedex

GRUPE FRANÇAIS DE TECHNOLOGIE À FORTE CROISSANCE INTERNATIONALE
recherche

Juriste d'entreprise

Région Rhône-Alpes 250 KF

D'un niveau de formation DESS ou DJCE, juriste généraliste doté d'une bonne capacité relationnelle, connaissant le droit de la distribution et le droit de la concurrence, tant français qu'euro-péen. Le candidat idéal, âgé de 27/28 ans, et ayant 2 ans d'expérience minimum, sera capable de s'intégrer à une petite équipe de juristes placés sous l'autorité du Secrétaire Général.

Candidat à fort potentiel recherché, pour permettre une adaptation rapide à un environnement dynamique.

Un anglais opérationnel est exigé dans ce contexte international.

Contactez Michel QUIOT au 45.62.90.00, ou adressez votre dossier de candidature sous référence MQ 1200 LM à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

GRUPE LÉGIS INDUSTRIES

PPM
GRUES MOBILES

• Leader sur notre marché, nous concevons, fabriquons et commercialisons une gamme complète d'engins de manutention et de levage. • Dans le cadre du dynamisme de notre développement, nous recherchons pour notre siège situé en Bourgogne Sud un

Juriste d'entreprise

Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint, vous aurez en charge l'organisation et la gestion des affaires juridiques. Dans ce contexte, vous assurerez le conseil juridique et fiscal auprès de l'ensemble des Directions et services concernés, en France et à l'étranger.

Diplômé d'un 3e cycle, à 30/35 ans, vous possédez une expérience en entreprise. L'anglais est indispensable, ainsi que rigueur, esprit d'équipe et aptitudes relationnelles pour évoluer dans notre groupe, à vocation internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à PPM, Madame DOUCET, ZI de la Soule, BP 106, 71304 Montceau-les-Mines Cedex.

Leader Rhône-Alpin des conseils juridiques et fiscaux
160 personnes, membre du GEIE Pannone de Backer
recherche un

Collaborateur Conseil Juridique

Sous la responsabilité d'un des 6 associés, et en relation directe avec les clients, vous intervenirez principalement en Droit des Sociétés et Droit des Contrats. Titulaire d'une formation juridique supérieure, vous avez au moins 3 ans d'expérience dans ces domaines. Votre sens de l'initiative et votre capacité d'implication seront des atouts indispensables pour évoluer rapidement.

Contactez Florence Couraud au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf. FC6792MO.

Michael Page Rhône-Alpes
"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour son siège social un

RESPONSABLE ASSURANCES

Vous avez une formation juridique, ou économique (Bac+4) ; ou de formation initiale technique, vous vous êtes orienté(e) par conviction et par goût vers le métier des Assurances. Agé(e) de 30-40 ans vous pouvez vous prévaloir aujourd'hui d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans le secteur des Assurances (Entreprises, Courtiers, Sociétés d'Assurances).

Vous êtes motivé(e) par le monde de l'entreprise, dans un contexte international et êtes particulièrement sensible à l'importance des risques dans un milieu de Haute Technicité.

Homme d'énergie, reconnu pour votre égal talent dans l'analyse des dossiers et dans le "crédit" de vos solutions face à des problèmes complexes, vous êtes aussi un homme de conviction, entrepreneur et capable de travailler avec une réelle autonomie. Vous aspirez désormais à un poste de responsabilité opérationnelle.

Si notre projet vous séduit, vous pouvez adresser votre dossier, sous réf. RA/05, à Philippe OLIVIER.

CONSEIL
75, rue de Mirois - BP 385 - 75008 Paris
Membre de FJB International Management

ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiat de HAVAS et de la COGECOM, l'ODA est la régie publicitaire des annuaires de FRANCE TELECOM. 4 milliards de CA et 1 million d'annonces réalisées, 2 500 collaborateurs, 450 000 clients sont des illustrations concrètes de la performance ODA.

Notre Direction Juridique, composée actuellement d'une équipe de 3 personnes, doit accompagner les évolutions de l'entreprise, notamment sur le plan de la diversification et des activités à caractère international.

Pour intégrer la structure existante, nous recherchons

JURISTE CONFIRME H/F

De formation juridique, niveau 3ème cycle, droit des affaires, droit des sociétés et droit international, vous prendrez en charge des missions variées.

A ce titre, vous êtes un généraliste expérimenté capable d'intervenir, de proposer et de mettre en œuvre des solutions dans des domaines tels que le suivi des sociétés, le montage d'accord avec les partenaires nationaux ou étrangers, les dossiers sociaux ainsi que les divers contentieux tant à caractère commercial que concurrentiel.

Bien sûr vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. DAJ/05 à

ODA
ODA
Annick BAUDE
7 av. de la Cristallerie
92310 SEVRES

LE PREMIER MOYEN DE SE FAIRE UN NOM

M A R S E I L L E

Notre société Agro-Alimentaire parmi les leaders du marché (1,6 milliard de CA), recherche pour son Siège social une

ASSISTANTE JURIDIQUE

120 à 140 KF

Rattachée au Responsable juridique, vous aurez pour mission essentielle la préparation des Assemblées et Conseils des différentes Sociétés du Groupe, le suivi du contentieux des employés et la gestion des marques. Vous participerez à la réalisation d'études juridiques et à l'élaboration de contrats. Vous avez une formation droit des affaires ; une expérience prouvée d'au moins 2 années en droit des sociétés est indispensable (pratique du traitement de texte obligatoire). Statut : assimilé cadre.

Merci d'adresser votre manuscrit, CV et photo, sous la réf. LM/4913, à Media-System, 46 bd Longchamp, 13001 Marseille, qui transmettra.

58 personnes.
Fédérant 44 caisses de Retraites complémentaires
750 000 entreprises adhérentes

38 ans min., de formation supérieure juridique, vous avez une expérience dans un poste analogue, devenez

UNIRS

POUR FAIRE LE POINT SUR LE RECRUTEMENT, LA GESTION, LA DOCUMENTATION, L'INFORMATIQUE ET LA COMMUNICATION POUR LES PROFESSIONS JURIDIQUES PARTICIPEZ AUX JNPJ 91

Vendredi 31 Mai et Samedi 1^{er} Juin 1991
CNIT - Paris La Défense

Organisation : **LOGISTIM**

JNPJ 1991

2 JOURS D'EXPOSITION • UN ESPACE RECRUTEMENT DES ATELIERS • DES CONFÉRENCES PRATIQUES

COUPON REPONSE à envoyer à LOGISTIM - 70, rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret

Société _____ Nom _____ Fonction _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____ Fax _____

Je désire recevoir une documentation sur les JNPJ 91 ☐ Invitation visiteur

RESPONSABLE AFFAIRES JURIDIQUES ET REGLEMENTAIRES

Relevant du D.G., vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE. Vous animerez et superviserez une équipe de 12 personnes notamment chargée de :

- veiller à la bonne application de la réglementation du régime obligatoire et du régime facultatif et apporter aux Caisse tout conseil dans ce domaine ;
- analyser et résoudre tous litiges naissant avec les entreprises, cotisants, allocataires et Caisse.

Vous préparerez les réunions du Bureau et du CA, y participerez et en élaborerez les comptes-rendus.

POSSIBILITES D'EVOLUTION.

Merci d'adresser, sous référence UNIS/JUR/10M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard Bénétou - GROUPE BBC Conseil
1 bis, place de Valois, 75001 Paris.
Réponse et discrétion absolues assurées.

conseils en carrière

Dirigeants prêts à changer

d'activité ou d'entreprise...

DEPUIS 15 ans, plus de 5 000 dirigeants et cadres supérieurs se sont fait conseiller dans leur stratégie d'évolution personnelle et professionnelle par des consultants de Forgeot, Weeks.

La clé du succès ? Une réflexion personnalisée précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks

PERSONAL CAREER CONSULTANTS

Paris : 3, rue du Fr. St Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49
Bureau associé : Londres

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

سكنا من الامل

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de la
Gestion

Le Monde • Mardi 14 mai 1991 31

BECKMAN

Filiale société internationale, leader dans la vente d'instrumentation scientifique, recherche pour son siège social situé à GAGNY (93), son

DIRECTEUR ^{HF} ADMINISTRATIF ET FINANCIER

De formation Ecole de Commerce + MBA, ou Fac de Sciences Économiques + IAE ou expertise comptable, vous justifiez de 5 à 8 ans d'expérience dans les domaines comptable, financier et fiscal, de préférence au sein d'une entreprise multinationale.

Bilingue anglais, vous possédez de fortes capacités de management et d'animation d'équipe.

Membre du Comité de Direction, vous serez responsable de l'ensemble des services administratifs et financiers : contrôle de gestion,

comptabilité, logistique, informatique et service général regroupant 40 personnes.

Interlocuteur privilégié auprès des instances financières et des organismes de contrôle douanier, vous aurez également un rôle de coordinateur auprès de certaines de nos filiales européennes.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V., photo et prétentions s/réf. 7444 à B.I.F. Direction des Ressources Humaines, 92-94 Chemin des Bourdons, 93220 GAGNY.

Filiale d'une grande banque française, cette société financière assure les middle et back-offices de certaines activités de la maison mère sur les marchés financiers. Dans le cadre de son développement, elle renforce son équipe de direction et recherche le

Jeune directeur de l'administratif société financière

Co-responsable de la société avec le dirigeant auprès duquel il intervient, il assure les domaines relevant traditionnellement de la fonction : personnel, comptabilité, juridique et fiscal, trésorerie et contrôle de gestion.

Il est tout particulièrement impliqué dans la gestion des ressources humaines pour des effectifs qui atteignent une cinquantaine de personnes au cours de l'exercice. En outre, la croissance rapide générée par de nouvelles activités implique un renforcement du suivi sous le double aspect de la comptabilité et du contrôle de gestion.

Nous confierons cette création de poste à un candidat de formation supérieure ayant déjà une expérience même partielle du métier que nous lui proposons, de préférence dans le secteur des activités financières ou des services. Cette opportunité lui permettra de participer au développement d'un groupe performant sur les marchés français et internationaux.

Michel DHEUR, notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence MDH 05.481 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

PLAN CHAMPS

Dans le cadre de la mise en place de son autonomie financière, un établissement de tout premier plan recherche son

Jeune responsable back office

PARIS

250 KF

Dans le cadre de la Direction Financière, vous aurez sous votre responsabilité l'ensemble des questions relatives au traitement des opérations de trésorerie, ainsi que l'établissement du contrôle interne et des procédures avec les différents interlocuteurs : trésorerie et comptabilité centrales, unités décentralisées.

Vous aurez, par ailleurs, la responsabilité de faire évoluer le Service vers une activité de plus en plus sophistiquée, à la hauteur de la très grande importance des flux gérés.

Agé de 27 à 30 ans, après des études supérieures, vous disposez d'une expérience en Back-Office ou en trésorerie d'au moins deux ans, en cabinet d'Audit ou dans un grand établissement.

Contactez Jacques Mirante-Péré au 45.62.90.00, ou adressez votre dossier de candidature sous référence JMP 1142 à l'adresse suivante :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél. : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

2 NOUVELLES CREATIONS SARI !



A l'instar du groupe auquel elle appartient, Sari Services connaît un vif succès. 2 de ses filiales, Sari Maintenance et ADS, jouissent l'une et l'autre d'une notoriété et de résultats enviables. La première compte 450 personnes, l'autre 800 et elles réalisent respectivement 215 et 75 MF. Des objectifs de rentabilité précis, la volonté d'améliorer sans relâche la qualité de leurs prestations les conduisent à créer 2 postes.

SARI
MAINTENANCE

DIRECTEUR DE GESTION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION

Se en place et harmonisation des procédures de gestion et de contrôle, structuration de la comptabilité analytique, gestion de la trésorerie, planification des investissements... Rien ne vous échappe. Sari Maintenance attend un candidat de 35/40 ans, possédant une formation supérieure en gestion ou finance, connaissant les procédures informatiques et doté d'une dizaine d'années d'expérience, communicateur né, capable de soulever l'enthousiasme de sa future équipe (10 personnes). (Réf. 1093/77A).

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

aux côtés du DG d'ADS, vous ferez preuve d'une grande polyvalence puisqu'il vous appartient notamment de gérer la trésorerie, d'établir les budgets, mettre en place les tableaux de bord, et plus généralement de superviser et animer les services comptables. Et c'est avec le même ardeur que vous "colliez" informatique et services généraux. Ce poste à très opérationnel demande action et réflexion. Un candidat de 30/35 ans de formation supérieure en gestion aimant la réalité du terrain et doté d'une expérience significative doit se trouver à l'aise. (Réf. 1093/77B).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous référence choisie à notre Conseil SODERHU - 36 rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

SODERHU
MEMBRE DE SYNTIC

Crédit Manager, une fonction stratégique !

Première filiale d'un groupe International, nous employons en France 3 000 personnes et réalisons un CA de 5 milliards de francs sur des produits grand public à forte notoriété.

En relation directe avec les Directeurs Généraux et les Responsables Commerciaux, vous analysez les éléments financiers permettant d'évaluer les risques commerciaux et formulez les recommandations sur les en-cours clients et les crédits à accorder. Vous mettez en place les procédures de contrôle et de recouvrement des créances.

Agé de 30-35 ans, de formation supérieure (Sup de Co, Sciences Po, DESS Gestion...), vous avez une bonne pratique de l'anglais et si possible de la micro-informatique. Vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction identique ou en recouvrement contentieux. De solides notions comptables et une bonne aisance dans l'analyse des bilans vous rendent rapidement opérationnel. Vous souhaitez intégrer un groupe qui a su faire preuve de dynamisme et qui est l'un des leaders de la profession. Alors adressez lettre manuscrite, photo, CV, et rémunération souhaitée sous réf. 117.07 à notre Conseil ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

SECRETAIRE GENERAL (H/F) Délégation régionale d'Aquitaine

AGEFOS PME, fonds d'assurance formation des salariés des petites et moyennes entreprises, recherche un secrétaire général pour sa délégation régionale d'Aquitaine. Sa fonction consiste, sous la responsabilité d'un conseil d'administration, à animer une équipe de 15 personnes dont le rôle est de conseiller les entreprises et de leur apporter une aide à la gestion de leur budget formation professionnelle. Ce

poste convierait à un candidat de formation supérieure (école de commerce, maîtrise sciences économiques ou équivalent) justifiant d'une bonne expérience de la gestion acquise de préférence dans le domaine de la formation professionnelle. Ecrire à Catherine VERDIER en précisant la référence A/S8682M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.52.

AGEFOS PME

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

Notre Groupe recherche le Responsable du Service

FINANCEMENTS et RISQUES

au sein de sa

DIRECTION FINANCIERE

GROUPE
INDUSTRIEL
FRANCAIS

CA 50 Mds
Export 50%

Sous l'autorité du chef du Département TRESORERIE et FINANCES, vous participerez à l'élaboration de la politique de financement externe. Vous élaborerez et mettez en oeuvre la politique de gestion des risques de change et de taux.

Assisté de votre équipe, vous négociez et gèrerez les opérations de financement du Commerce International.

Vous développerez avec les porteurs les contacts internes et externes nécessaires à l'exercice de votre fonction.

Diplômé d'une des meilleures grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion avec une spécialisation en Finances, vous avez 1 à 3 ans d'expérience en Trésorerie et/ou Finances dans un Groupe ou un Cabinet.

Vous parlez anglais et si possible une autre langue.

Merci d'adresser sous référence M/103/BT votre CV et vos motivations à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur la Société et sur le poste avant de vous recevoir.

CHP

cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann 75008 PARIS

2ème SESSION 1991

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs : Bac + 5 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures et dégageant des obligations militaires et libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M135G5, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

Le Monde de la Gestion

CONSEILLER DE GESTION



Dans le but d'accroître les performances financières de notre réseau, votre rôle consistera, d'une part, à conseiller nos concessionnaires de la région Est-Franche Comté-Bourgogne dans le domaine de la gestion financière (analyse des éléments comptables, suivi de la trésorerie, élaboration de plans de financement), et d'autre part, de mettre en place sur le terrain les préconisations de BMW France en matière de gestion.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et/ou DECS, et avez acquis une première expérience de 2/3 ans dans le domaine de la gestion allée à une bonne pratique de l'informatique (audit, contrôle de gestion).

La connaissance de l'Anglais et/ou de l'Allemand serait un plus.

Le poste est basé sur la région concernée et implique une grande mobilité. Une voiture de service est fournie.

Adressez votre lettre de candidature, photo et prétentions, sous référence 91/09/M, à :

BMW France
Département des Relations Humaines
78886 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex

L'information financière dans ce qu'elle a de plus stratégique...

OTIS

en quelques chiffres : 50 000 personnes, CA 26 MMF, 103 filiales dans le monde. OTIS en France : 6400 personnes, 3,6 MMF... et la fierté de représenter le fleuron technologique du groupe en Europe. Une exposition soutenue, les marchés les plus prometteurs nous conduisent à investir sur les compétences d'un stratège.

Véritable pivot de la communication financière vous en êtes l'émancipation et faites valoir vos actions sur les postes clés d'une bonne maîtrise de notre développement : mise en évidence de points significatifs, détection des incohérences, contrôle de l'information financière, interface auprès des actionnaires et de nos partenaires extérieurs. Dans ce contexte, rien ne se fera bien sûr sans la maîtrise sûre des instruments informatiques et des relations humaines. Nous attendons en outre formation et compétences "pointues" : Grande Ecole de Commerce, 4 ans ou moins d'expérience en contrôle de gestion en univers anglo saxon, la maîtrise impérative d'un tableur, une pratique sans faille de l'anglais.

En ce qui concerne vos qualités personnelles, on apprécie votre rigueur, votre sens du service et du relationnel... Bref vous savez allier pragmatisme et créativité... Nous osons pouvoir parler stratégie !

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle, s/réf. 1095/6 à SODERHU - 36 rue de Lisbonne - 75008 PARIS, qui étudiera en toute confidentialité.

SODERHU

OTIS : DESTINATION FUTUR

UN ADJOINT AU CHEF DE DEPARTEMENT COMPTABLE

Rattaché au Chef de Département, vous serez responsable de l'ensemble du département (suivi d'analyse des comptes, gestion des déclarations fiscales) et prenez directement en charge les déclarations fiscales.

Après une première phase d'initiation au sein du groupe où vous menez à bien votre rôle d'expert et de conseil, vous serez chargé d'assurer l'encadrement hiérarchique de 3 chefs de services.

Titulaire du DECS, vous pratiquez la comptabilité depuis 7 ans minimum dont une expérience significative avec encadrement d'équipe dans une grande entreprise ou dans un grand cabinet d'expert comptable.

Vous maîtrisez l'anglais, savez être disponible et vos compétences relationnelles sont à la mesure de vos compétences techniques.

Rejoignez une entreprise en développement qui vous offre des outils de travail performants et une évolution rapide de votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 24898/M à : HCA, notre conseil qui transmettra - 19/21, boulevard Gambetta 92137 ISSY LES MOULINEAUX.

Chargé de Mission

"CONTRATS INTERNATIONAUX"

A 30 ans environ, de formation supérieure de type Ecole de Commerce (option Finances et Comptabilité), DECS... votre première expérience opérationnelle de quelques années en entreprise, idéalement proche du secteur des T.P., vous a familiarisé avec les problèmes juridiques, comptables et financiers des contrats.

Vos qualités de dialogue, d'adaptation et de rigueur vous permettront de participer à la gestion de nos contrats à l'étranger sous les aspects comptable, fiscal et financier. Rattaché à la Direction Administrative et Financière (80 personnes), vous constituerez avec nos ingénieurs d'affaires les éléments essentiels pour l'exécution de nos contrats à l'étranger.

Pour ce poste basé à Rueil-Malmaison (92) mais comprenant de nombreux déplacements à l'étranger, l'anglais est indispensable et la connaissance d'une 3ème langue est un atout.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CM/M 134 à DECROMONT Annie DESMULLES - 183, avenue du 18 Juin 1940 92508 RUEIL-MALMAISON Cedex. Pour plus d'informations ou pour envoyer votre CV, composez le 3615 JOB LEADER, code JONCTION340.

3615
JOB LEADER

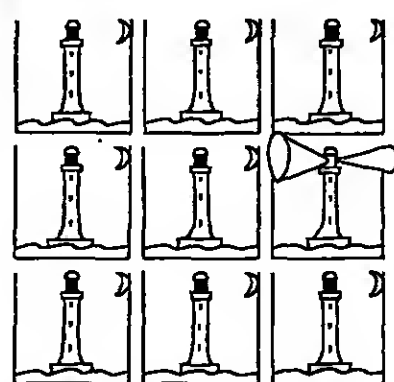
NOUS ALLONS DOUBLER NOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES CETTE ANNEE :
REJOIGNEZ-NOUS POUR SOUTENIR NOTRE CROISSANCE

Nous sommes une société multinationale du secteur des technologies de pointe. Notre centre d'études et de production, basé en Normandie, intègre un nouveau collaborateur pour assurer sa forte croissance dans le respect de la qualité totale.

ANALYSTE GESTION DE PRODUCTION

De formation Bac + 4 (Maîtrise de Gestion, Ecole de Commerce), vous participerez ou sein du service Approvisionnement à la mise en place du juste à temps et à la gestion de l'inventaire. Vous pratiquerez l'anglais et vous possédez si possible des connaissances en informatique (GPAO et tableurs).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AP19 à CURRICULUM 6, passage Lathuile 75018 Paris qui transmettra.



LA CULTURE DES DIFFERENCES

Filière du groupe américain QUAKER OATS, nous sommes l'une des plus grandes références de l'agro-alimentaire avec des marques à très forte notoriété (CRUESLI, MUESLI, OHL, CROUSTY MIEL, FIDO, FIDEL, STEAKY, DELIKAT, GATORADE).

Pour intégrer notre groupe et partager nos différences, nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

Directement rattaché au Responsable du Plan, vous assurerez l'établissement des prévisions à court ou long terme de la société et fournirez à notre Direction les études et documents qui en résultent.

De formation Ecole de Commerce (Bac + 4 option finance ou comptabilité), vous avez des connaissances approfondies en micro-informatique (tableurs) et un très bon niveau d'anglais. Vif et rigoureux, efficace sous la pression, vous savez apporter des solutions rapides à des problèmes variés.

Votre sens relationnel développé vous permet de vous adapter à tous types d'interlocuteurs.

Pour ce poste basé à Paris, après 3 mois de formation à Marseille, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), sous réf/108, à l'attention de Mme Corinne CRUCIANI - QUAKER FRANCE - Secrétaire Direction des Finances - 40, boulevard de Dunkerque - 13002 Marseille.



QUAKER FRANCE

NOS DIFFERENCES
NOUS RASSEMBLENT

BANQUE
ETRANGERE
PARIS SEME
recherche son

EVOLUEZ DANS
UNE BANQUE
A TAILLE HUMAINE

RESPONSABLE AUDIT INTERNE

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge les missions d'audit, d'analyse et d'investigation à dominante opérationnelle et assurerez le reporting auprès du Siège Social.

Vous avez une formation type DECS, une première expérience de préférence en cabinet anglo-saxon ou dans le service audit d'un grand établissement financier, la connaissance des opérations bancaires courantes et des opérations en devises. Anglais indispensable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous référence B-5 à notre Conseil A.R.H. 6, place de la Madeleine - 75008 PARIS, qui transmettra.

Responsable comptabilité générale

(50 PERSONNES)

Groupement d'institutions de retraite et de prévoyance de grande entreprise, nous recherchons un responsable comptabilité générale.

Titulaire d'un DECS, vous avez une expérience d'au moins 10 ans et vous savez encadrer une équipe importante. Vous maîtrisez l'outil informatique. Vos qualités d'organisation et de rigueur ainsi que vos capacités relationnelles et votre sens de l'adaptation seront des atouts indispensables à la réussite de votre mission.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous référence 18451, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

CABINET D'AUDIT ET D'EXPERTISE COMPTABLE

- Réviseurs Seniors
- Réviseurs Débutants (Jeunes diplômés)

Les candidats seront diplômés de l'Enseignement Supérieur et auront une bonne connaissance de l'anglais.

- Les Réviseurs Seniors auront déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans de la révision comptable.
- Les Jeunes Diplômés auront pour objectif de préparer les examens de l'expertise comptable.

Une expérience de haut niveau sera acquise sur des missions effectuées auprès d'une clientèle variée. L'évolution vers des responsabilités au sein du cabinet sera fonction des compétences et de l'ambition des candidats.

S W
& A

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à Bertrand Bodet, S & W ASSOCIÉS 47, rue de Chaillot, 75116 PARIS.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde de la Gestion

tion financière
o de plus stratégique

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

de la région "RHONE-ALPES"

Vous aurez un rôle de support opérationnel actif auprès des différentes agences de la région et serez plus particulièrement responsable des comptabilités, de l'administration du personnel et du contrôle de gestion. Vous encadrerez une petite équipe de 4 personnes et participerez aux travaux du Comité de Direction de la région.

De formation école de commerce, DECS, vous avez environ 5 ans d'expérience dans la fonction. La connaissance de l'activité de service serait un "MUST".

Le poste est à pourvoir à LYON.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 291-M à Chantal BARBIER - CAP SESA REGIONS - 92 Boulevard du Montparnasse 75014 Paris.



Organisez et gérez nos acquisitions en France

Nous sommes un important groupe international de services coté à Londres et à New-York (CA : 16 Milliards de FF). Nous avons entrepris de nous développer en Europe par acquisitions et pour la première d'entre elles en France, nous recherchons le :

DIRECTEUR FINANCIER

Aix-en-Provence - 450 KF

■ Votre mission : véritable N° 2 de l'entreprise (CA : 150 MF), vous devrez en être l'organisateur et le gestionnaire. Par ailleurs, c'est en stratégie de la Finance que vous intervenirez dans les investigations et négociations de nouvelles acquisitions.

■ Votre avenir : dès que vous aurez fait de cette première filiale un modèle de gestion pour les suivantes, en conformité avec les exigences de notre groupe, vous pourriez devenir notre Directeur Financier pour la France.

■ Votre profil : âgé de 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur + DECS, vous êtes ambitieux et mobile. Vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans les fonctions comptabilité/fiscalité/gestion et mise en place des systèmes d'informations performants au sein d'un groupe anglo-saxon.

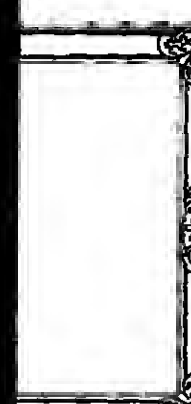
■ Vous parlez anglais.

■ Vous êtes capable de vous impliquer dans des tâches très concrètes tout comme d'avoir le recul, l'esprit critique et le pouvoir de persuasion nécessaire dans les négociations de contrats : notre groupe saura vous offrir une évolution de carrière motivante.

■ Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature : lettre man., CV et prétentions sous référence F302 M. 3 Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.



une œuvre d'art dans l'ombre,
c'est avant tout une ombre.



Charge de Mission
CONTRAINTE INTERNATIONALE

Important organisme public parisien recherche
pour sa Direction des Ressources Humaines

UN CADRE DE HAUT NIVEAU

(Réf. : 9114/LM)

En collaboration directe avec le Directeur, vous êtes chargé des actions de modernisation des Ressources Humaines. A ce titre, vous aurez tout particulièrement à mettre en place le système de description de fonctions et d'entretiens annuels d'évaluation.

Diplômé d'Etudes supérieures, votre expérience confirmée vous a familiarisé avec l'ensemble des fonctions d'une D.R.H.

Votre sens du dialogue et votre faculté d'intégration vous permettront de contribuer activement au développement de notre gestion des Ressources Humaines.

UN CADRE "RECRUTEMENT"

(Réf. : 9115/LM)

Au sein de notre service Recrutement, vous participez à l'ensemble des opérations de recrutement, de la définition de fonction aux entretiens en liaison avec nos différentes directions.

Vous contribuez, en outre, au développement de notre politique de mobilité interne à court et à moyen terme.

Diplômé d'Etudes supérieures, vous avez une très bonne expérience du recrutement et de la gestion des carrières.

La connaissance de l'outil informatique constituerait un plus.

UN CADRE "ADMINISTRATION DU PERSONNEL"

(Réf. : 9116/LM)

Au sein de notre service Administration du Personnel, vous contribuez à développer de nouvelles applications dans le cadre du système informatique de gestion du personnel, en collaboration avec l'équipe en place.

Vous êtes par ailleurs plus particulièrement chargé du suivi et de la mise en œuvre des procédures de créations de postes.

Enfin, le responsable du service est amené à vous confier des études en matière de gestion du personnel impliquant la pratique de l'analyse financière comparative.

Titulaire d'une maîtrise de Gestion, vous avez des notions de droit du travail.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence choisie à
HYPERBOLE - 2, bd Magenta - 75010 PARIS

Firme internationale d'Audit et de Conseil

Contrôleur de gestion

Sous la responsabilité du Directeur Financier, vous prendrez en charge l'élaboration des budgets, le contrôle budgétaire par activité ainsi que l'analyse des écarts et la mise en évidence d'indicateurs de gestion pour 8 sociétés. En collaboration avec le service informatique, vous assurerez le développement d'applications permettant d'optimiser nos résultats et procédures.

De formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion...) vous justifiez de 4 à 5 ans d'expérience similaire au sein d'une société de service.

En plus de la rigueur et de la méthode, vous possédez des qualités relationnelles et souhaitez vous investir dans un poste évolutif.

Poste basé au siège (Paris 8^{ème}).

Adressez votre dossier de candidature s/réf. M70/A à notre Conseil B, avenue Delcassé 75008 Paris.



RECRUTEMENT

Directeur administratif et financier

Avec 50 personnes, un budget de 25 MF, notre entreprise culturelle est mondialement connue. En étroite relation avec la direction, vous prendrez en charge la gestion des contrôles (droit du travail, droit commercial), la gestion financière et comptable, la gestion du personnel. De formation Sciences Po Eco Fi, HEC, ESCAE... avec de solides connaissances juridiques, parlant anglais, vous avez acquis une expérience de 2 à 4 ans dans une fonction de type secrétariat général d'une PME, ou mieux d'une association culturelle. Vous êtes motivé pour exercer des fonctions polyvalentes et aussi intéressé par l'aspect technique que par l'aspect relationnel du poste (basé à Paris).

Merci d'écire sous référence 991/M à A.I. Conseil 35, rue de Naples 75008 PARIS.



JEUNES FINANCIERS

Duquesne Purina, filiale du groupe américain Ralston Purina, est un des leaders de l'alimentation animale (8 usines, CA 900 MF, 500 personnes).

Vous serez le conseiller de gestion au niveau régional, responsable de la gestion des risques clients. Vous assisterez nos concessionnaires dans leur gestion et leur financement, vous jouerez un rôle important dans notre développement.

De formation supérieure (Ecole supérieure de commerce, DECS, 3^e cycle), vous avez une 1^{re} expérience en gestion. Qualité de contact, mobilité géographique, disponibilité, seront des atouts déterminants. Des postes vous seront proposés sur toute la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo, sous réf. JS à SELECOM - 226, rue du Faubourg St Honoré 75008 PARIS.

Pour la gestion d'un important réseau national d'expertise comptable et de commissariat aux comptes bénéficiant de relations internationales de premier plan, son Président recherche pour l'assister dans ses fonctions, son

SECRETAIRE GENERAL

Vous serez l'interlocuteur de chacun des adhérents. Vous collecterez les informations nécessaires. Vous coordonnerez la préparation des réunions de travail et des séminaires. L'élaboration des budgets de la société vous sera confiée ainsi que le secrétariat juridique.

Vous avez 35/40 ans, et votre niveau Bac + 4 (comptabilité, administration, gestion) vous a déjà permis d'occuper avec succès, en entreprise ou au sein d'une organisation patronale, des fonctions équivalentes.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV + photo sous réf. M1131/A (poncée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil Pierre LEMAHIEU - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS.



La Fondation Santé des étudiants de France
recherche, pour l'un de ses établissements hospitaliers
situé à GRENOBLE, un :

ATTACHE ADMINISTRATIF

■ Responsable de la gestion du personnel, vous animerez les actions de votre équipe (3 personnes) et appuierez le Directeur de cet établissement à lui non lucratif (capacité 130 lits et 140 salariés) dans la coordination des différents services opérationnels et administratifs. De formation supérieure (Droit, Eco...) et doté d'une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction personnelle au sein d'un environnement informatisé, vous souhaitez élargir vos domaines d'intervention et êtes motivé par le contexte médical.

■ Nous vous proposons, pour ce poste, où votre fiabilité et votre disponibilité vous permettront d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux, une rémunération d'environ 170 KF, complétée par un appartement de fonction.

■ Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV, sous référence P298 M. 3 Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité. Les interviews seront organisés sur Lyon et Paris.



Cabinet de Conseil Juridique et Fiscal, nous recherchons pour nos bureaux de Paris-Etoile des

CONSEILS FISCAUX EXPERIMENTES

E.N.I. (Ecole Nationale des Impôts) ou fort de 5 ans d'expérience, vous souhaitez évoluer dans une structure à taille humaine offrant de réelles perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre candidature à AMYOT FIDUCIAIRE JURIDIQUE 2, rue Washington - 75008 PARIS



Contrôleur de Gestion

260 KF / AN

Rattaché au Directeur Général, il aura la responsabilité de l'ensemble du contrôle de gestion (il en développera l'orientation "aide à la prise de décisions") et de la réalisation de missions particulières.

De formation SUP de CO, MAITRISE... il a environ 27 ans, 2 à 3 ans d'expérience qu'il souhaite élargir dans un groupe international (anglais pratique apprécié).

Pour ce poste basé en proche banlieue SUD PARIS, merci d'adresser lettre, CV et salaire actuel sous référence 1053 à



116 Champs Elysées
75008 PARIS.

Maîtriser le budget de la maintenance d'une centrale nucléaire, plus de 400 MF à gérer...

Au cœur de l'Europe, en Moselle, rejoignez le Centre de Production Nucléaire de CATTENOM et jouez un rôle moteur dans sa politique de maîtrise des coûts de maintenance de ses installations.

En liaison avec les services fonctionnels de gestion et les responsables opérationnels du site, vous aurez la responsabilité d'une cellule de 3 personnes chargée de suivre et d'analyser les coûts de maintenance des 4 tranches de production. Vous participerez à la conception et au développement d'une méthode analytique de prévision des dépenses de maintenance. Par vos analyses et vos conseils, vous permettrez aux responsables opérationnels de prendre des décisions techniques en

leur apportant une connaissance des conséquences financières.

Jeunes diplômés d'une grande école de gestion, votre goût pour la technologie, votre sens des relations humaines et votre esprit de synthèse sont des atouts de poids pour mener à bien vos futures responsabilités.

Par la suite et selon vos centres d'intérêt, vous pourrez évoluer dans l'un des nombreux métiers tertiaires qu'EDF peut vous offrir à Paris ou en province.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous référence M/1305, à Guy Lambert, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES DIPLOMÉS
DÉBUTANTS OU
PREMIÈRE
EXPÉRIENCE

GRANDE ÉCOLE
DE GESTION

EDF
Electricité
de France

Herta

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET CONTRÔLE DE GESTION

NE PASSEZ PAS À CÔTÉ DES CHOSSES SIMPLES !

Filière de Nestlé, le Groupe HERTA avec 1500 collaborateurs réalise un CA de 1,8 milliard de francs. A 30/40 ans, de formation supérieure (École Sup de Gestion ou DESS), vous souhaitez valoriser vos compétences acquises en contrôle de gestion d'une usine de production ou en cabinet d'audit.

Nous vous proposons de créer la fonction de Responsable Administratif et Contrôle de Gestion en relation avec le Directeur de notre centre de production de St Pol-sur-Ternoise (à proximité du Touquet - 1000 personnes) et le Directeur Administratif et Financier.

Votre objectif : organiser et animer une équipe de 10 personnes, assurer la responsabilité administrative et le contrôle de gestion du site, sur l'ensemble des aspects (plan, budget, écarts, flux...).

Homme de rigueur et de dialogue, ces qualités seront vos meilleurs atouts pour réussir et évoluer au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, C.V., photo et prétentions) sous référence RAC à HERTA SA Service Recrutement - BP 806 - 57013 METZ cedex 01

ÊTRE ENSEMBLE EN RESTANT UNIQUE



HEC - ESSEC - ESCP - SC PO... + 1ère Expérience de l'audit

Contrôleur de Gestion Groupe, d'abord 6 mois d'audit de notre filiale italienne....

C'est la première mission importante que nous vous confierons dès votre prise de fonction. Directement rattaché au D.G.A. de notre groupe, vous analyserez les mécanismes de fonctionnement de cette filiale (2ème du groupe par la taille avec 350 MF de CA, située à proximité de Milan) afin d'implémenter les procédures et indicateurs de gestion visant à en optimiser l'exploitation. Ensuite, de retour au siège à Paris, vous continuerez à en assurer la supervision.

Tout en menant à bien cette mission, à laquelle vous consacrez une grande partie de votre temps sur site, vous démarrerez d'autres actions dans le cadre de vos responsabilités de Contrôleur de Gestion Groupe :

- opérations de contrôle spécifique dans toutes les sociétés du groupe
- assistance aux dirigeants des filiales dans la gestion de leur société et participation aux clôtures des comptes
- audit dans les opérations de croissance externe en France et à l'étranger.

Votre expérience de l'audit (au minimum 3 ans) dans un grand cabinet anglo-saxon vous sera indispensable pour bien réussir dans cette fonction. Vos qualités personnelles, pugnacité, goût de l'investigation, perspicacité, fermeté alliées à un sens certain de la diplomatie (main de fer dans un gant de velours) feront le reste.

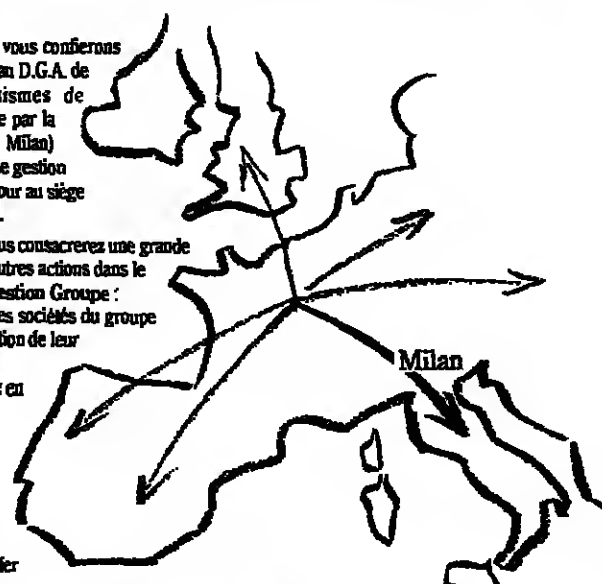
Bien évidemment, vous vous exprimez parfaitement bien en italien et maîtrisez l'anglais.

Ce poste vous amènera à effectuer de fréquents déplacements à l'international.

Pour nous situer, notre Groupe multi-services informatiques, créé au Second Marché, fédère une vingtaine de sociétés autour de 4 pôles d'activité et connaît depuis sa création, il y a dix ans, une croissance régulière. Notre CA prévisionnel pour l'exercice 91 est de 1,5 Milliard de francs.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 91/10 à Catherine DAGUET, Groupe International CPU - 221 bis, bd Jean Jaurès - 92514 Boulogne cedex.

GROUPE INTERNATIONAL CPU
Pour mieux vivre votre informatique



RESPONSABLES ADMINISTRATIFS et FINANCIERS de Centre ou de Région

Notre entreprise réalise un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs et emploie 10.000 personnes. Nos activités se consolident régulièrement et leur développement constant favorise les évolutions de carrières et les promotions internes. Dans ce contexte, nous proposons chaque année des postes de

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS et FINANCIERS dans différentes régions de France.

Titulaires d'un diplôme de l'Ecole Supérieure de Commerce, DECS, DES-CP ou équivalent, vous justifiez d'une expérience minimum de 3 ans en entreprise ou en cabinet et êtes disponibles pour des affectations en région.

Dans le cadre de votre fonction :

- vous prenez la responsabilité administrative et financière d'un Centre de Profit ou d'une Direction Régionale
- vous mettez en place ou améliorez l'architecture de gestion de cette structure
- vous avez le niveau de réflexion requis pour intégrer l'équipe dirigeante du Centre ou de la Région.

Au sein de notre entreprise, les collaborateurs compétents bénéficient d'un parcours professionnel, formatrice, évolutif et performant.

Nous avons confié ce recrutement à CEGE SEARCH, correspondant de B.M.3.A., membre de D.R.T. - Deloche Ross Tournassau Claude J. GREVAZ traitera les candidatures avec toute la confidentialité requise.

Merci d'envoyer votre dossier à CEGE SEARCH

79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS, sous réf. RAF 232.

cégé

SEARCH & MANAGEMENT DEVELOPMENT
PARIS - LYON - NANCY

RANK XEROX

Vous avez une formation ESC, DECS ou équivalent. Vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans en comptabilité acquise en cabinet d'audit anglo-saxon ou dans la Direction financière d'une grande entreprise. Vous maîtrisez l'anglais.

A la tête du Service reporting (4 personnes), vous êtes responsable de l'établissement des états financiers (réels et prévisionnels).

Vous établissez les comptes de résultat et le bilan, sous forme anglo-saxonne, et êtes le garant du plan comptable de Rank Xerox SA et de ses filiales. Vous êtes en charge des systèmes informatiques permettant la centralisation comptable et l'établissement des comptes.

Ouverture d'esprit et rigueur sont vos atouts mais c'est grâce à votre potentiel que vous évoluerez au sein

de la Direction financière du groupe. Si vous souhaitez réussir avec passion dans un environnement international et novateur où la satisfaction des clients ne peut se dissocier de la satisfaction de nos collaborateurs, alors merci de nous adresser votre candidature, sous réf. CLM 112, à Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubry sous Bois Cedex.

Responsable reporting comptable

décider c'est déjà évoluer.

Contrôleur de Gestion Industriel

Notre société (CA 900 millions de francs, 900 personnes), filiale d'un important groupe européen, leader sur son marché dans le domaine des matériaux de construction, renforce son Contrôle de Gestion.

Assisté d'une petite équipe, vous avez la responsabilité du contrôle de gestion de l'ensemble des sites industriels (budgets, suivi, reporting...) et vous intervenez dans la définition, l'élaboration et l'amélioration des procédures et systèmes d'information. Votre mission prioritaire sera d'étudier et de mettre en place un système de prix de revient standard adapté à chaque famille de produits.

Ce poste est basé à Rueil.

La trentaine, de formation supérieure type école de commerce, gestion ou de formation ingénieur, vous justifiez d'une expérience significative du contrôle de gestion en univers industriel et d'une bonne connaissance de la micro-informatique. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Votre professionnalisme et vos qualités relationnelles vous permettront de réussir à ce poste et d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 107/05/M à notre Conseil - ARPE - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS ou tapez 3615 Média réf. A107.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENT

CONTROLEUR BUDGETAIRE SENIOR

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppée, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Au sein de la direction du Contrôle de gestion de la division Ciments Lafarge (4,7 milliards de CA, 2 100 personnes), votre mission vous amènera, avec l'assistance d'une personne, à :

- maîtriser le système de gestion de l'entreprise afin de piloter ses évolutions et d'en optimiser l'utilisation.
- participer à l'élaboration des résultats mensuels de la division en assurant le reporting et la mise en place des tableaux de bord.

• prendre particulièrement en charge la supervision du contrôle des secteurs commercial, personnel et frais généraux.

De formation supérieure (grande école de commerce ou équivalent), vous possédez une solide expérience (cinq ans minimum) de l'audit ou du contrôle de gestion. Vous maîtrisez l'anglais et la pratique de la micro-informatique. Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous la réf. M/235/L, à notre conseil :

MIL0 Ressources Humaines, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris.



leader mondial des matériaux de construction

صكا في الامم

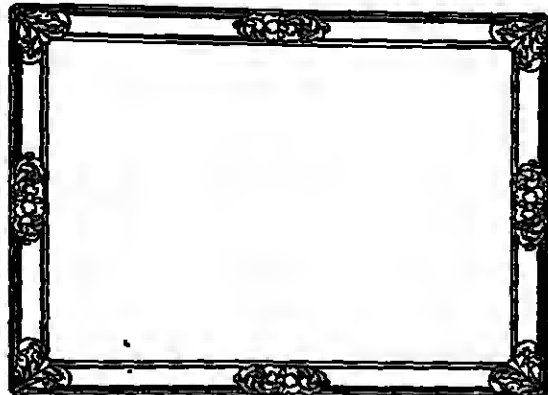
سكان الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 14 mai 1991 35

Le Monde de la Gestion

La Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne révèle les talents.



Parce que née de la fusion de la Compagnie Financière de CIC et de la Banque de l'Union Européenne, notre Entreprise vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : Filiale du GAN, créée en Décembre 90, la CFCIC-UE aura pour vous la dimension d'une holding et la souplesse d'une structure jeune, la diversité de métiers d'une banque d'affaires et les opportunités du premier Groupe Européen de bancassurance.

CONTROLEUR DE GESTION

Vous assurez le reporting et effectuez des analyses synthétiques sur la marge brute et les charges de la Banque, par produit et par client, au niveau du Groupe ou des Directions Commerciales. Réf. GES

ANALYSTE RISQUES BANCAIRES

Vous étudiez les demandes d'engagements présentées par les Directions Commerciales, en évaluez le risque et formulez un avis de faisabilité. Réf. ANA

CONSULTANT EN ORGANISATION

Vous concevez et mettez en oeuvre des actions pour optimiser nos ressources financières, techniques et humaines, dans le respect des objectifs, des Directions clientes et en cohérence avec la politique générale de l'Entreprise. Réf. ORG

OPERATEUR DE MARCHES

A partir de l'analyse des marchés, vous prenez des positions pour le compte de la Banque dans le respect de limites imparties, et effectuez des cotations pour la clientèle. Réf. OPE

COMMERCIAL TRESORERIE

Vous avez en charge le développement et la gestion d'un portefeuille de clientèle (grandes entreprises, institutionnels, Banques du Groupe) pour le placement des produits de trésorerie mis en oeuvre au sein de notre salle des marchés. Réf. COM

CADRE COMPTABLE

Dans le cadre d'une comptabilité de Société ou de Groupe, vous supervisez la comptabilisation de nos opérations. Vous participez à la mise en place de procédures et schémas comptables liés à la refonte de nos applicatifs comptables. Réf. CPT

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) en précisant la référence du poste choisi à : Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne - Direction des Ressources Humaines - Gestion de l'emploi - 4 rue Gaillon - 75107 Paris cedex 02.

COMPAGNIE FINANCIERE
DE CIC DE L'UNION EUROPEENNE

GROUPE CIC

Groupe industriel distribuant des produits à l'intention des professionnels du bâtiment

recherche pour ses filiales
situées dans le Sud de la France

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Ces postes conviendraient à des candidats âgés de 30/35 ans environ, de niveau DECF, ayant une expérience Cabinet + PME et de bonnes connaissances de l'informatique.

Sous l'autorité directe du Directeur Général, ils seront responsables de la comptabilité (clients, fournisseurs, banques, situations intermédiaires, bilans), de la trésorerie, de la comptabilité analytique, du contrôle de gestion (budgets), du reporting, de l'informatique, de la gestion du personnel (paie, déclaration...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8300, Le Monde Publicité 5, rue de Montessuy - 75007 Paris

banque

Dans le cadre de notre expansion, nous vous proposons de devenir notre

Responsable du Marché de la santé

h/f - (secteur Paris - Ile de France)

Professionnel de la banque, vos compétences en matière de financements et de placements vous permettront de répondre aux exigences d'une clientèle diversifiée (cliniques, laboratoires, cabinets, offices...). Homme de terrain, vous saurez créer un lien relationnel, développer un fonds de commerce et implémenter de façon significative notre présence sur ce marché.

Une expérience d'exploitant (comptant peut-être la responsabilité d'un point de vente) d'au moins 5 ans est indispensable. Une bonne connaissance du milieu de la santé est un atout important.

Notre banque bancaire et financier, fortement implantée et d'excellente notoriété, vous apportera une logistique performante et tous les moyens nécessaires à ce challenge que nous voulons gagner avec vous.

Merci de nous témoigner votre intérêt pour cette opportunité en adressant un dossier (lettre + CV + prétentions) sous réf. 335099 à PREMIER CONTACT 2, rue de la Durancie - 67100 STRASBOURG, qui transmettra. La plus parfaite discrétion vous est assurée.

PREMIER
CONTACT

FORT DE FRANCE UN HAUT NIVEAU DE RESPONSABILITE DANS UN CADRE DE VIE DE QUALITE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LA MARTINIQUE pour faire face au DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU DEPARTEMENT, renforce ses structures, et cherche son DIRECTEUR COMPTABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Proche collaborateur du DIRECTEUR GENERAL, il supervisera les services comptables, (responsables de budgets importants, Port, Aéroport, etc.), et la gestion de la trésorerie; il améliorera les procédures de contrôle, coordonnera les budgets et tableaux de bord de gestion, et prendra en charge la comptabilité. Il animera une vingtaine de collaborateurs, et il sera en relation avec les organismes officiels.

Vous avez 35 ans minimum, vous êtes EXPERT COMPTABLE de préférence, vous avez une solide expérience de la Direction Comptable, Administrative et Financière, vous maîtrisez l'anglais informatique, (AS 400). Vous recherchez aujourd'hui des fonctions de haut niveau où vous pourrez mettre à profit votre PROFIL de MANAGER, vos QUALITES RELATIONNELLES et votre BESOIN d'IMPPLICATION PERSONNELLE. Vous aurez la possibilité, à terme, d'étendre le champ de vos responsabilités.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous la référence 830 à notre conseil Elisabeth et Didier FRENCH 17, rue Mirabeau, 75016 Paris.



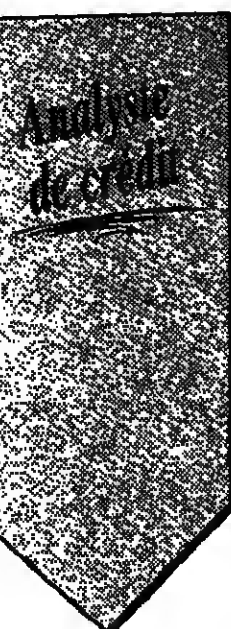
Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, membre d'un réseau international, situé à Paris 8^e nous recherchons

DIRECTEURS et RESPONSABLES DE MISSIONS AUDIT

Faits d'une expérience de 4 à 5 ans en cabinet, vous souhaitez bâtir votre avenir dans la profession.

Vous êtes attirés par une structure à taille humaine capable de vous offrir une évolution motivante. Comme nous, vous êtes passionnés par la qualité du service et la pertinence du conseil.

Merci d'adresser votre candidature à AMYOT AUDITEURS & CONSEILS 2, rue Washington - 75008 PARIS



Banque spécialisée dans le financement immobilier, nous recherchons un

ANALYSTE DE CREDIT

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Science Economique, I.A.E.), vous justifiez d'une expérience de quelques années dans le financement des opérations immobilières de promotion et de marchés de biens.

Votre mission :
- Analyser le montage financier de dossiers de Crédit aux professionnels pour présentation au Comité des Risques.
- Assurer un suivi rigoureux des principaux risques de la région Paris Ile-de-France.
- Animer le réseau commercial en apportant une assistance technique (formation, accompagnement...).

Esprit de synthèse, sùreté de jugement, aptitudes relationnelles seront des éléments déterminants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 16928 à notre Conseil IMPACT DEVELOPPEMENT - 26, rue Brunel - 75017 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Le Monde des Cadres

POLE UNIVERSITAIRE
EUROPEEN DE STRASBOURG
recherche mi-juin

DIRECTEUR DES SERVICES AUX ETUDIANTS

Mise en oeuvre de programmes destinés à améliorer ou à créer les services aux étudiants.

Profil : Bac + 5 eng. sup. ou équivalent, maîtrise de l'anglais, bonne connaissance du milieu universitaire, aptitude à l'animation, expérience de différents services, modélisation, organisation, sens des relations humaines.

Contrat de 3 ans renouvelable.
Départ : 10 000 F net/mois.

CV à ad. avant le 30 mai :
Pole Universitaire Européen
4, rue Malraux-Pascal
BP 1022 Strasbourg Cedex

ORGANISME DE FORMATION
CONSULTING
recherche

BES INTERVENANTS ET CONSULTANTS VACATAIRES

dans les disciplines suivantes :

- Psychologie, psychopédagogie (comportement et communication).
- Généralistes du management.
- Marketing, Vente.
- Gestion financière et contrôle.
- Gestion des ressources humaines.
- Stratégie d'entreprise.
- Auditeurs financiers et généralistes.

Envoyez votre dossier à :
Société de Formation
5, rue de Montessuy
75007 Paris

UN ANALYSTE

Bac + 3/4, exp. min 2 ans
niveau pros. systémat.
Si poss. connaissance DMS.
Contacteur M. VILCOT
au 34-23-40-40

MAC Centre social
rue Cherry, 94000 Créteil
recherche

1 EDUCATEUR-ANIMATEUR A MI-Temps

Devra concevoir et mener une politique en direction des jeunes des quartiers environnants.

Expérience souhaitée.
Adressez CV.

LYCEE SOUS CONTRAT
DE LA CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE NIMES
recherche

POUR LA CLASSE
PREPARATOIRE
AUX GRANDES ECOLES
ET A L'ESL-E
(MATH. SPECIALES)

1 PROF. AGREGÉ
DE MATHÉMATIQUES

1 PROF. AGREGÉ
DE PHYSIQUE

Envoyez CV à :
1 ter, av. Général-Ledoux
30000 Nîmes. 04-84-84-25

SOCIÉTÉ D'ÉDITION
cherche

ASSISTANTE D'ÉDITION EXPÉRIMENTÉE

de formation universitaire, scientifique ou médicale.
Envoyez CV et prétentions à :
POINT VÉTÉRINAIRE St. Cél.
BP 233
94702 Malakoff-Antony Cedex

LYCEE PRIVÉ
Sous Contrat
Région Rhône-Alpes
recherche

pour l'année prochaine
UN PROFESSEUR

pour enseigner le temps scolaire :
- l'épreuve n° 6 du DECF
(comptabilité approfondie et révision).

- la comptabilité en première année de classe préparatoire.
option TC (Bases G2 et G3).
Niveau souhaité : agrégation économique et gestion, option II.
Envoyez CV et prétentions à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

CHIEF D'ÉTABLISSEMENT
Ecole privée sous contrat
d'association.

Expérience école transactionnelle bilingue anglais/français 2^e langue française souhaitée.

CV, photo, prétentions
à adresser à :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy
75007 Paris

DEMANDES
D'EMPLOIS

J.F. Bac + 5. Sect. : Sc. Po + LEA, ph. poste et terrain. Tél. 43-22-16-61

JURISTE FISCALISTE

Exp. (17 ans) droit des affaires, droit et fiscalité patrimoniale, gestion de sociétés et OPCVM eng. dipl. Dauphine + Asses. ch. poste à responsabilité. 46-66-10-97

Journaliste (R) 10 a. d'exp. radio, TV et presse écrite, spécialisée dans les secteurs société et économie rech. poste fixe ou interventions en pigiste (France ou étranger). Tél. 46-75-01-76

SCULPTEUR, larges compétences, recherche sur deux axes : COMMANDES PRÉFÉRENCIÉES, SPONSORING. Tél. 55-50-11-72

CENTRALEN, 32 ans, exp. en management, marketing, organisation en France, USA, Japon, ch. poste à responsabilité de resp. taille moyenne. Envoyez CV et photo à : LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy 75007 Paris

TROP cherche TROP

a l'année du monde, 40 ans, 18 ans exp. int. polytechnique, polyvalente, trop dynamique, trop motivée, trop sérieuse, trop tout... cherche patron correspondant Paris ou étranger. Envoyez CV et photo à : LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy 75007 Paris

appartements
ventes

3^e arrdt

MARAI

GRAND 2/3 P.
DOULET.
SUPERFICIES. 42-23-36-36

appartements
achats

Rech. URGENT 100 4

120 m² Paris 16^e, B. P. 7.
14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

locations
non meublées
demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDE ou MEUBLES. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-EST. Tél. : (1) 46-82-30-00.

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY

URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importantes groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLES DURÉE 1 A 2 ANS LOYERS GARANTIS

Tél. : (1) 45-27-12-19

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements
ventes

3^e arrdt

MARAI

GRAND 2/3 P.
DOULET.
SUPERFICIES. 42-23-36-36

appartements
achats

Rech. URGENT 100 4

120 m² Paris 16^e, B. P. 7.
14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

locations
non meublées
demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDE ou MEUBLES. HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-EST. Tél. : (1) 46-82-30-00.

locations
meublées
demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY

URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importantes groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLES DURÉE 1 A 2 ANS LOYERS GARANTIS

Tél. : (1) 45-27-12-19

pavillons

CHOISY-LE-ROI

Pavillon 6 pièces.

Contenance aménagée. Jardin 1 075 m². Garage sous sol. Dépendances. Tél. 46-83-98-95. Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

Prix : 1 525 000 F.

1

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 MAI

Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	VALEURS	Compo- sition	
------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	---------	------------------	--

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations									Etrangères					
Emp.Ét. 8,25/77	8 55	C.I.M.	1000	....	Magnat	750	....	A.E.G.	700	....	Alco. N. S. S.	395	....
Emp.Ét. 9,35/78	8 12	C.I.T.R.A.M. (R)	2425	....	Metal Deploy.	571	....	Alcoa Alumin.	395	....	Alcoa Alumin.	115	....
10,80/75 79/84	7 48	Colmar	250	....	Mex.	195 20	195 20	American Bank	107 10	....	American Bank	240	....
Emp.Ét. 13,45/83	110 25	5 25	Cogit.	382 50	375	Navigat. (M)	216	218	Arbel	686	....	Arbel	686	....
10,20/75 85	7 25	Co Ind.	4450	....	Orléans (C)	265	....	Autom. Ind. (M)	771	....	Autom. Ind. (M)	771	....
Emp.Ét. 12,25/84	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Orléans (D)	1067	1090	Bank. Popul. Esp.	560	....	Bank. Popul. Esp.	560	....
Emp.Ét. 11,15/85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	1133	....	Banque Ind. (M)	24550	....	Banque Ind. (M)	24550	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	592	592	Can. Pac. Ind.	94	....	Can. Pac. Ind.	94	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	190	190	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	650	645	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85	7 25	Cof. Lyonn. Alumin.	....	....	Palais National	227	227	Ch. de France	74	....	Ch. de France	74	....
10,20/75 85</														

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frans incl.	Rachet net
A.A.A.	1055 96	1009 20	Fractioneur	855 85	834 82	Pave Gestion	55952 92	55952 92
Admiral	726 38	720 32	Francum	28 29	29 10	Presbiterie Obil	10551 91	1051 30
Agropar	788 40	754 45	Frans-Primeur	15592 66	11421 34	Privity Eclair	168 25	108 18
Agropar	709 01	108 71	Fracheur	4592 05	4533 70	Privity Eclair	25765 61	25763 31
AMEX-GAN	1221 77	7040 16	Fracheur	1315 85	1263 61	Privity	1054 42	1057 97
Amplitude	639 71	821 08	Fracheur	5345 11	5343 12	Quartz	132 36	123 13
Ashington Court L.T.	6636 52	6622 88	Gaz. Francor	188 95	165 87	Rachet	534 60	507 38
Astocit	1100 53	321 12	Gaz. Francor	1212 18	1176 17	Rachet	1592 82	157 46
Auto Fin	1275 47	142 20	H.M. Moudon	12624 17	10624 18	Reverses Trimestr	5408 36	541 78
Auto Fin	1275 47	142 20	Interpar	108988 71	134563 84	Reverses Trimestr	146 92	122 93
Auto Fin	1688 20	1688 06	Interpar	13191 78	12984 384	Reverses Trimestr	946 14	903 24
Auto Fin	110 08	108 85	Interpar	525 52	510 24	S. H. H. H. H.	10189 10	10189 10
Auto Fin	156 82	150 47	Interpar	172 154	172 154	S. H. H. H. H.	245 32	245 32
Auto Court Terme	7168 27	7168 27	Interpar	256	262 074	S. H. H. H. H.	760 92	725 42
Auto Europe	121 23	125 49	Interpar	234 23	234 78	S. H. H. H. H.	198 98	186 05
Auto Europe	121 23	118 88	Interpar	252 26	241 98	S. H. H. H. H.	320 57	321 43
Auto Europe	113 92	108 01	Interpar	256 25	248 19	S. H. H. H. H.	503 89	503 89
Auto Valuers FSL	122 42	116 11	Interpar	230	306 35	S. H. H. H. H.	13603 94	13546 74
Cayman Islands	5749 63	5740 88	Interpar	233 97	234 43	S. H. H. H. H.	615 52	456 69
Capitex	5820 15	5832 06	Interpar	233 97	435 50	S. H. H. H. H.	1592 82	1592 82
Capitex	1802 88	1185 10	Interpar	141 45	136 68	S. H. H. H. H.	12747 27	12497 32
Capitex	120 75	20 14	Interpar	165 10	187 24	S. H. H. H. H.	428 42	429 44
Capitex	122 02	116 16	Interpar	105 12	97 24	S. H. H. H. H.	108 27	108 27
Capitex	2186 40	3181 63	Interpar	398 39	361 80	S. H. H. H. H.	688 07	1684 34
Capitex	386 78	371 90	Interpar	205 79	205 79	S. H. H. H. H.	171 21	65 73
Capitex	480 03	471 07	Interpar	11458 48	11458 48	S. H. H. H. H.	414 95	403 45
Capitex	1189 08	1182 63	Interpar	11184 74	11184 74	S. H. H. H. H.	1453 30	1390 72
Capitex	1260 13	1200 13	Interpar	26348 64	26881 44	S. H. H. H. H.	688 02	680 14
Capitex	808 07	808 07	Interpar	882 02	874 53	S. H. H. H. H.	1334 06	1332 21
Capitex	1020 47	678 92	Interpar	2087 37	2078 80	S. H. H. H. H.	223 30	213 31
Capitex	250 52	238 74	Interpar	24000 48	24000 48	S. H. H. H. H.	407 44	451 45
Capitex	151 88	145 34	Interpar	516 06	516 06	S. H. H. H. H.	292 28	292 28
Capitex	1052 42	1038 67	Interpar	708 07	688 22	S. H. H. H. H.	308 73	314 95
Capitex	225 25	222 75	Interpar	188 48	181 33	S. H. H. H. H.	1076 23	1027 32
Capitex	253 81	253 81	Interpar	10072 57	9971 84	S. H. H. H. H.	1354 06	1332 21
Capitex	2157 04	2034 21	Interpar	5707 41	5707 41	S. H. H. H. H.	248 28	242 83
Capitex	411 84	359 07	Interpar	61491 80	61491 80	S. H. H. H. H.	823 45	791 78
Capitex	60810 12	60870 12	Interpar	66254	66254 94	S. H. H. H. H.	1225 18	1225 47
Capitex	35788 28	35788 28	Interpar	12333 89	12309 27	S. H. H. H. H.	1087 45	1065 52
Capitex	22798 16	22798 16	Interpar	152 102	145 47	S. H. H. H. H.	1691 38	1691 38
Capitex	529140 80	529140 80	Interpar	257400 80	257400 80	S. H. H. H. H.	655 82	655 82
Capitex	285 33	272 38	Interpar	181 21	180 21	S. H. H. H. H.	1180 35	1180 35
Capitex	3282 94	3282 94	Interpar	128 78	1180 35	S. H. H. H. H.	13032 80	13032 80
Capitex	4258 88	4258 88	Interpar	1228 92	1196 04	S. H. H. H. H.	114028 48	117408 48
Capitex	24655 78	24655 78	Interpar	1340 10	1304 23	S. H. H. H. H.	5200 38	5200 38
Capitex	24655 78	24655 78	Interpar	2311 87	2311 87	S. H. H. H. H.	433 13	433 13
Capitex	614 34	614 34	Interpar	1830 17	1830 17	S. H. H. H. H.	561 38	561 38
Capitex	1770	1772 83	Interpar	631 24	631 24	S. H. H. H. H.	616 83	597 43
Capitex	93 36	90 85	Interpar	431 24	431 24	S. H. H. H. H.	594 25	572 71
Capitex	83372 77	83372 77	Interpar	1022 16	1013 05	S. H. H. H. H.	195 37	192 36
Capitex	196 72	196 46	Interpar	1189 44	1189 44	S. H. H. H. H.	159 37	159 37
Capitex	1260 58	1260 58	Interpar	11086 44	11086 44	S. H. H. H. H.	122 33	122 33
Capitex	61 07	195 95	Interpar	87 57	81 16	S. H. H. H. H.	1068 52	1068 52
Capitex	13380 13	13200 67	Interpar	6643 84	6388 51	S. H. H. H. H.	122 32	122 32
Capitex	1102 50	1072 80	Interpar	1422 40	1419 56	S. H. H. H. H.	1309 81	1277 87
Capitex	311 13	1279 16	Interpar	2478 51	2478 51	S. H. H. H. H.	570 18	566 18
Capitex	447 42	436 54	Interpar	1095 03	1078 85	S. H. H. H. H.	1333 02	1333 02
Capitex	748 53	748 53	Interpar	105 12	105 12	S. H. H. H. H.	1411 26	1411 26
Capitex	767 87	762 79	Interpar	1187 59	1187 59	S. H. H. H. H.	2553 69	2553 69
Capitex	1071 37	1040 41	Interpar	1281 28	1281 28	S. H. H. H. H.	217 02	217 02
Capitex	1203 42	1174 07	Interpar	3205 23	3205 23	S. H. H. H. H.	1301 81	1270 81
Capitex	6884 87	6884 87	Interpar	1010 34	965 10	S. H. H. H. H.	1790 14	1748 14
Capitex	13034 54	13034 54	Interpar	6471 55	6327 64	S. H. H. H. H.	1887 80	1887 80
Capitex	9288 84	9288 84	Interpar	1378 36	1365 03	S. H. H. H. H.	4893 25	4893 25
Capitex	78 07	78 55	Interpar	18588 92	18588 92	S. H. H. H. H.	28287 43	28287 43
Capitex	100 70	104 95	Interpar	132 70	127 23	S. H. H. H. H.	100 70	100 70
Capitex	343 31	304 54	Interpar	983 16	983 16	S. H. H. H. H.	343 31	304 54
Capitex	458 96	454 41	Interpar	205 25	201 32	S. H. H. H. H.	458 96	454 41
Capitex	458	442 72	Interpar	631 04	612 85	S. H. H. H. H.	458	442 72
Capitex	112 26	108 85	Interpar	1324 02	1301 96	S. H. H. H. H.	112 26	108 85
Capitex	1207 94	1172 86	Interpar	6558 48	6546 40	S. H. H. H. H.	1207 94	1172 86
Capitex	32 31	32 31	Interpar	60414 13	60233 94	S. H. H. H. H.	32 31	32 31
Capitex	1215 94	1215 94	Interpar	950 15	870 74	S. H. H. H. H.	1215 94	1215 94
Capitex	226 19	232 70	Interpar	1143 96	1116 08	S. H. H. H. H.	226 19	232 70
Capitex	31 95	31 17	Interpar	127 48	124 08	S. H. H. H. H.	31 95	31 17

Publicité Financière

45-55-91-82, poste 4

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

COMMUNICATION

Le débat sur la réglementation audiovisuelle

Des producteurs indépendants menacés de faillite

Trois semaines après la catéculuse offensive de l'association Télévision pour demain, Cannes devrait vivre cette semaine un nouvel épisode de la « guerre des quotas ». Auteurs, artistes et producteurs de cinéma devraient, cette fois, voler au secours d'une réglementation combattue par les chaînes et les producteurs de télévision. Un combat qui, pour ces derniers, s'apparente parfois à celui de la dernière chance.

« Nous sommes en train de mourir. L'hécatombe a commencé. Certaines de nos jeunes maisons de production sont déjà mortes. Si la réglementation prévue est appliquée, une grande partie des films que nous faisons cette année ne verra pas de suite l'été prochain. Un collier bloque l'entrée et le sang ne passe plus. Le parc créatif français sera bientôt couvert de cendres ».

C'est il y a trois semaines, au Marché international des programmes de télévision (MIP-TV) de Cannes (le Monde du 23 avril), Producteur à succès de Série noire, Haute tension ou Navarro, M. Pierre Grimaldi lançait un patibulaire cri d'alarme. Mais, faute d'un consensus suffisant des professionnels réunis dans l'association Télévision pour demain, le discours fut plutôt mal reçu. Pas d'exemples, pas d'explications, pas de propositions concrètes jugèrent, sévères, les observateurs.

Des exemples, pourtant, M. Grimaldi aurait pu en citer de nombreux. Du récent dépit de bilan d'images et d'argent, la maison de production de M. Jacques Pomont, au sauvetage in extremis de DWD par la société Caméra continentale; des malheurs de Trans Europ Production à la mise en règlement judiciaire devant le tribunal de Nanterre de CDN, les plus beaux fleurons de la production française aux côtés des Hamster, Téléciné, IMA, GMT et autre Son et Lumière... - rencontrent tous, à des degrés divers, des difficultés. Peu souhaitent en parler, et il faut un certain courage au responsable audiovisuel du groupe Expand, M. Dominique Ambiel, pour avouer avoir été contraint de procéder à une augmentation de capital d'Anabase, l'une de ses filiales les plus créatives.

Des investissements risqués

« Investir dans la production audiovisuelle est aujourd'hui moins attractif qu'il y a cinq ans, affirme d'ailleurs M. Denis Champenois, de la Banque Worms, l'un des meilleurs connaisseurs du secteur. Désormais, les financiers n'acceptent plus de courir des risques qu'ils ne soient en mesure de gérer. Une prudence et une circonspection partagées : les demandes de nombre de sociétés de production circulent de banque en banque sans qu'aucun établissement financier se décide à y répondre. L'engouement des investisseurs pour le secteur est bel et bien en voie de disparition ».

La production audiovisuelle nationale s'en ressent déjà. Après des années de forte croissance, le secteur a marqué le pas l'an dernier avec une stagnation du nombre d'heures produites (+ 0,96 % seulement) et une hausse des investissements inférieure à la crois-

sance moyenne des coûts de production (+ 9 % contre + 10 %). « Certes, la conjoncture n'a pas été favorable, commente un producteur. La valse des responsables d'Antenne 2 et de FR 3, l'arrivée du groupe Hochette aux commandes de la Cinq, ont gelé les décisions des chaînes, bouleversé parfois leur politique de programmes. Mais la crise est à la fois plus profonde et plus structurelle ».

Des difficultés de trésorerie

Nées il y a moins de cinq ans, après la création du compte de soutien aux industries audiovisuelles - une initiative de M. Jack Lang, ministre de la culture, - bien des sociétés de production manquent de fonds propres, pratiquent une politique de forte croissance et subissent des frais financiers atteignant parfois 7 ou 8 % de leur chiffre d'affaires. Un pourcentage insupportable. Par leur politique, les chaînes - TF 1 notamment qui paye à quatre-vingt-dix jours - ne leur facilitent pas toujours la tâche. Par une lenteur toute administrative, le compte de soutien censé aider les producteurs indépendants occulte parfois leurs difficultés de trésorerie.

Mais l'obstacle principal demeure celui du financement même de la production de fiction purement française. Celle qui a peu de chance de conquérir les marchés internationaux. « Les télévisions allemandes financent 100 % du coût des œuvres nationales qu'elles commandent et les chaînes hollandaises 80 %. Quant aux diffuseurs français, ils ne contribuent qu'à hauteur de 40 % en moyenne », constate ainsi M. Jean-Pierre Guérin de GMT.

L'antenne est reprise par nombre de professionnels, qui ajoutent à cette remarque la baisse tendancielle des aides du compte de soutien (par minute de fiction produite). Tous déplorent le « coût exorbitant » du mode de rémunération des artistes-interprètes en cas de rediffusion. Un mode de rémunération qui empêche tout amortissement des œuvres sur ce que les producteurs baptisent le « deuxième marché ». « Une œuvre qui ne peut être rediffusée est une œuvre dévalorisée, explique un professionnel sous couvert de l'anonymat. Les stocks figurent dans les bilans de nombre de sociétés sont ainsi très souvent surévalués. La situation de la production française est bien plus dramatique qu'on ne le dit ».

Au-delà des complexes dispositions techniques, l'insolite front commun des producteurs audiovisuels avec les diffuseurs n'a pas d'autre justification : assouplir la réglementation pour renforcer la rentabilité des diffuseurs leur paraît aujourd'hui la meilleure façon de relancer une machine grippée. Les multiples mesures protectionnistes ou incitatives - que de nouveaux décrets devraient encore renforcer à l'automne prochain - n'ont-elles pas montré leurs limites ? « Le gouvernement devrait quand même s'interroger et se demander pourquoi les producteurs rejettent une législation dont ils ont théoriquement les principaux bénéfices », conclut M. Jacques Peskine, président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA).

PIERRE-ANGEL GAY

Une lettre du Père Di Falco à M^{me} Tasca

L'épiscopat français déplore que la télévision « semble ignorer » les fêtes chrétiennes

Dans une lettre adressée le 18 avril au ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, le porte-parole de l'épiscopat français, le Père Jean-Michel Di Falco, se plaint de l'insuffisance de la place accordée par la télévision aux fêtes chrétiennes. Il écrit notamment : « Ni le début du carême ni la Semaine sainte ne sont annoncés. Ce n'est certes pas une obligation légale. Mais alors comment expliquer que le service public, qui remplit sa fonction en informant, à juste titre, sur la vie religieuse des musulmans, notamment à l'occasion du ramadan, semble ignorer le carême et les fêtes pascales que vit une proportion non négligeable de Français ? ».

Rappelant que 45 millions de Français ont reçu un baptême catholique, que 10 millions sont

des pratiquants réguliers et autant des pratiquants occasionnels, le Père Di Falco considère que cette attitude de la télévision pourrait être qualifiée de « discriminatoire ».

Dans sa réponse, M^{me} Tasca souligne l'obligation de pluralisme politique, philosophique et religieux imposée aux chaînes par la loi du 30 septembre 1986, obligation précisée dans leur cahier des charges. Le ministre estime que le problème soulevé par le Père Di Falco relève de la compétence du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). M^{me} Tasca constate qu'il n'est pas possible de légiférer dans ce domaine, pas plus que d'établir un corollaire avec la règle des « trois tiers » (gouvernement, majorité, opposition) applicable en matière politique à la télévision.

CARNET DU Monde

Décès

- M^{me} Suzanne d'Alverny, M. et M^{me} Jean d'Alverny, leurs enfants et petits-enfants. Le comte et la comtesse Gaël de Rohan-Chabot, M. et M^{me} Jean d'Alverny, leurs enfants et petits-enfants, la comtesse Alais de Chateaubaud, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 26 avril 1991, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

M^{me} Marie-Thérèse d'ALVERNY, chevalier de la Légion d'honneur, archiviste paléographe, directeur de recherche honoraire CNRS, docteur honoris causa des universités d'Oxford, Padoue et Cracovie, du Smith College (Massachusetts), du Pontifical Institute of Medieval Studies (Toronto), Honorary Fellow Saint-Hilda's College.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Fougères (Gard).

Une liturgie sera célébrée en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris-5, le jeudi 16 mai, à 12 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Maison de repos, 20160 Bessèges, Chemin de la Blaque, 13080 Luyon, 27, rue Thiboumey, 75013 Paris, Château de Bouët, 16410 Digne.

- M^{me} Hélène Bernard, Les familles Worin, Bernard, Duist, Bonnevill, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marc BERNARD, HEC, conseiller commercial, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Cannes, le 12 avril 1991, dans sa soixante-troisième année.

Un service religieux sera célébré le jeudi 16 mai, à 11 heures, en l'église paroissiale du Saint-Esprit, 5, rue Roquette, Paris-5.

- Anna-Fulvia Benahmias, Jean-Michel Benoit et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Benahmias et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

Rafaela BENNAHMIA, née Schimach, survenue le 8 mai 1991, à Paris.

L'inhumation aura lieu le 17 mai, à Gènes (Italie), dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être effectués au profit de la recherche contre le cancer.

- Saint-Avertin (Indre-et-Loire), Paris, New-York.

M. et M^{me} Paul Tardieu, ses grands-parents, M. et M^{me} Serge Boutet, ses parents, Didier et Bernadette Boutet, son frère et sa belle-sœur, Anne et Marie, ses sœurs,

Les familles Tardieu et Boutet, ainsi que ses nombreux amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Jacques BOUTET, survenu à Paris, le 11 mai 1991, dans sa trente-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 mai, à 10 h 30, en l'église de Saint-Avertin.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Marcellin-sur-Belle (Dordogne).

Pas de fleurs, des prières.

- Ses amis, Ses camarades du foyer d'étudiants du 61, rue Madame, à Paris, de l'école normale supérieure et de l'école nationale d'administration, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BOUTET, le 11 mai 1991.

- L'ambassadeur représentant permanent de la France auprès des Nations unies, Et les membres de la mission permanente, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami

Jacques BOUTET, conseiller des affaires étrangères, le 11 mai 1991.

- Les Editions Grasset ont la douleur de faire part du décès de

Jacques BOUTET, le 11 mai 1991.

- Nous recommandons à vos prières et à votre souvenir

M. René-Jean DEPREUX, ancien industriel, diplômé HEC Paris, ancien maire de Froideconche (Haute-Saône), ancien sénateur de la Haute-Saône, ancien combattant 1939-1945,

décédé subitement au Touquet (Pas-de-Calais), le vendredi 10 mai 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 14 mai, en l'église de Merilmon (Pas-de-Calais), à 9 h 30.

Réunion à l'église à 9 h 15.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation se fera, ce même jour, au cimetière d'Epineux-le-Seguin (Mayenne), à 17 h 30.

De la part de M^{me} René Depreux-Rondeau, son épouse, M. Hubert Depreux, M. l'abbé Alain Depreux, M. et M^{me} Guy Depreux-Marrie, ses enfants,

Anne et Laurent Poissonnier-Depreux, Guy-François et Marie-Odile Depreux-Leclercq, Pauline, Pascaline, Virginie et Camille, ses arrière-petites-filles, M. et M^{me} Léon Bernu, ses beau-frère et belle-sœur, Les familles Depreux, Pichon, Bernu, ses neveux et nièces, Les familles alliées, Son docteur Jean-Jacques Rapin et Madame, Ses nombreux amis.

Cet avis tient lieu de faire-part. 72, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

- M^{me} Marc Guélin, Christine, François, Hervé, Philippe et Patricia Guélin, M. et M^{me} Roland Pascaud, M^{me} Paul Lanoë, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Marc GUDIN, survenu le 2 mai 1991, à l'âge de soixante et onze ans.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de Saint-Hilaire-en-Morvan, le 4 mai.

Selon la volonté du défunt, les dons recueillis lors des obsèques ont été versés à la Ligue nationale contre le cancer.

Saint-Hilaire-en-Morvan, 38120 Château-Chinon, 24, rue du Printemps, 75017 Paris.

- Bernard Lortie, son épouse, Adèle et Julie, ses filles, Ses frères et sœurs, Jean Marguin, Lucie Abouaf, Catherine Marguin, Olivier Marguin, M. et M^{me} Pierre Lortie et leur famille, Les familles Vallée et Vautier, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Claude LORTIE, née Marguin, survenue le 8 mai 1991, à Paris, dans sa quarante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

8, rue de Verrières, 92220 Bagneux.

- Le matin de l'Ascension s'est éteint un sage, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Suzanne HAUSER, née Jodry.

De la part de : Ses enfants, Elzabeth et Gérard Hauser-Boniface, Michel et Ginette Hauser, Ses petits-enfants, Isabelle et Michel Hauser-Duclos, Dominique et Patrick Hauser-Bonnet, Ses arrière-petits-enfants, Matthieu, Anne, Adrien et Clément, Sa sœur, Jacqueline Lajarrige et ses petits-enfants, Sa belle-sœur, Odette Jodry, Ses neveux, Brigitte et Carlos Jodry-Thakir, Jean-François et Frédérique Jodry, et leurs enfants.

Le service religieux aura lieu au temple Saint-Jean, 147, rue de Grenelle, Paris-7, le mercredi 15 mai, à 10 h 30.

« Seigneur, tu as été pour nous un refuge, de génération en génération. » (Psaume 90.)

Cet avis tient lieu de faire-part. 64, rue Jean-Jacques-Rousseau, 75001 Paris, 1, rue du Vélodrome, 33000 Bordeaux.

- M. Israël Herszkowicz, son mari, Eva et Didier Weil, Albert Herszkowicz, ses enfants, Sandrine, Ariel, Elise, ses petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de

Hélène HERSZKOWICZ, née Fakor, survenue le 5 mai 1991, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu au mont des Oliviers, à Jérusalem, mercredi 8 mai, 10, rue du Trésor, 75004 Paris.

- M^{me} Germaine Mocquot, M. et M^{me} René Dolorne, M. et M^{me} Adolphe Raizman, M. et M^{me} Gilles Rosset, ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Magdeleine MOCQUOT, sculpteur, survenue le 29 avril 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église d'Appoigny (Yonne), le 2 mai, dans l'intimité.

Une messe à Paris réunira ultérieurement ses élèves, ses amis, sa famille.

- Henri Pierre, Ses enfants, M. et M^{me} Primet et leurs enfants, M. et M^{me} François Pierre et leurs enfants, Ses frères et belle-sœur, M. et M^{me} O'Sullivan, ont la douleur de faire part du décès, le 9 mai, de

Brigitte PIERRE, née O'Sullivan, 48-40 Bayard Boulevard, Bethesda, Maryland 20816.

- M. Israël Herszkowicz, son mari, Eva et Didier Weil, Albert Herszkowicz, ses enfants, Sandrine, Ariel, Elise, ses petits-enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de

Hélène HERSZKOWICZ, née Fakor, survenue le 5 mai 1991, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu au mont des Oliviers, à Jérusalem, mercredi 8 mai, 10, rue du Trésor, 75004 Paris.

- M^{me} Germaine Mocquot, M. et M^{me} René Dolorne, M. et M^{me} Adolphe Raizman, M. et M^{me} Gilles Rosset, ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Magdeleine MOCQUOT, sculpteur, survenue le 29 avril 1991.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église d'Appoigny (Yonne), le 2 mai, dans l'intimité.

Une messe à Paris réunira ultérieurement ses élèves, ses amis, sa famille.

- Henri Pierre, Ses enfants, M. et M^{me} Primet et leurs enfants, M. et M^{me} François Pierre et leurs enfants, Ses frères et belle-sœur, M. et M^{me} O'Sullivan, ont la douleur de faire part du décès, le 9 mai, de

Brigitte PIERRE, née O'Sullivan, 48-40 Bayard Boulevard, Bethesda, Maryland 20816.

- L'Association colombo-française des médecins et professionnels de la santé a la douleur de faire part du décès de

docteur Fernando PLATA-TAMAYO, maître de recherches à l'Institut Pasteur.

Nous nous réunirons le mardi 14 mai à 10 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.

- Les proches de

Jean ROBICHEZ ont fait part de son décès, survenu le 7 janvier 1990.

Ils souhaitent fonder une association de ses amis pour diffuser ses écrits et ses œuvres.

Cyril Robichez, 12, rue de la Chambre-des-Comptes, 59800 Lille.

- Le docteur Alin Waynberger, son épouse, Le docteur et M^{me} Marc Waynberger, ses enfants, Bruno et Eric, Ses petits-enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, 17, rue Louis-Desbordes, 16000 Angoulême.

- M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, 17, rue Louis-Desbordes, 16000 Angoulême.

- M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, 17, rue Louis-Desbordes, 16000 Angoulême.

- M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, 17, rue Louis-Desbordes, 16000 Angoulême.

- M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, 17, rue Louis-Desbordes, 16000 Angoulême.

- M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part. 6, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, 17, rue Louis-Desbordes, 16000 Angoulême.

- M^{me} Simone WAYNBERGER, née Feldmann.

Ses obsèques ont eu lieu le 13 mai, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

- La direction Et le personnel de l'Institut national des sciences et techniques agricoles (INRA) ont la grande tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

M. Gérard SIMONNET, chef du laboratoire de biologie, professeur à l'INRA.

survenu le 8 mai 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 15 mai, à 9 h 30, en l'église des Molières (Essonne).

- Il y a deux ans disparaissait brutalement notre cher frère et ami

Georges YACOVLEVITCH, conseiller des affaires étrangères.

Ayons une pensée affectueuse pour lui.

Suzanne Yacovlevitch, 15, impasse Mont-Tonnerre, 75015 Paris.

- Communications diverses

YALE CLUB OF PARIS

Le Yale Club de Paris convie les anciens élèves et professeurs de l'Université Yale à la réunion annuelle qui aura lieu le mardi 14 mai 1991, de 18 heures à 20 heures.

GALERIE RÉGINE-LUSSAN, 7, rue de l'Odéon, Paris-6.

Pour toute information, appeler Régine Lussan, présidente, au 46-33-37-50.

- Leçon : mardi 14 mai 1991, à 20 h 30 :

« De Pessah à Chavounat : La période de l'Omer au temps du temple, à l'époque contemporaine »

Avec le Rav Léon Askenazi (Manitou), directeur-fondateur du CUEJ, au Centre Rachl, 30, boulevard de Port-Royal, Paris-5. Tél. : 43-31-75-47.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5518

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

1. Serait plus séduisant en sortant de son bain. - II. Souvent trouvé avec le cœur. - III. Nom qu'un Écosais peut donner au propriétaire. Belle, en Bretagne. - IV. Dan vieux mot. - V. Ne compte pas. Victime d'une tromperie. - VI. Invitation à faire le grand saut. Essai de faire repartir. - VII. Prend l'air. - VIII. Font des répétitions. - IX. N'arrive qu'une fois par an. Prêtresse au sabots. - X. Rentent dans l'ombre quand allées sont grises. - XI. Napperon. Honoré, chez le pâtissier.

VERTICALEMENT

1. On y fait entrer des mineurs. - 2. Agit par déduction. Nom qu'on peut donner au morpion ou à la souris. Pronom. - 3. Bon pour la service. Ne resterait pas immobile. - 4. Quand elle grandit, on peut prévoir une tempête. - 5. Un grand oiseau. Pse éphémère. - 6. Participe. Qui n'a pas bavé. Fume chez des voisins. - 7. Peut être rapprochée au pêcheur. Adverbe. - 8. Un point sur la carte. Possessif. - 9. Des gens qui peuvent souffrir de leurs articulations. Service obligatoire.

Solution du problème n° 5517

Horizontalement

1. Paparasse. Pièce. - II. Amaranthe. Aoste. - III. Rumes. Riant. Are. - IV. Assistance. Obé. - V. Piano. Vase. VI. Lé. Troènes. Tien. VII. Mers. Olives. VIII. Ida. Idole. Ocasu. - IX. Éon. Mes. Rat. Est. - X. Ripier. Palanque. XI. Plain. Ten. Suera. XII. L3. Stéfide. An. - XIII. Attr. Tiroir. Top. - XIV. Tee. Duce. Rod. II. - XV. Ségrais. Décadée.

Verticalement

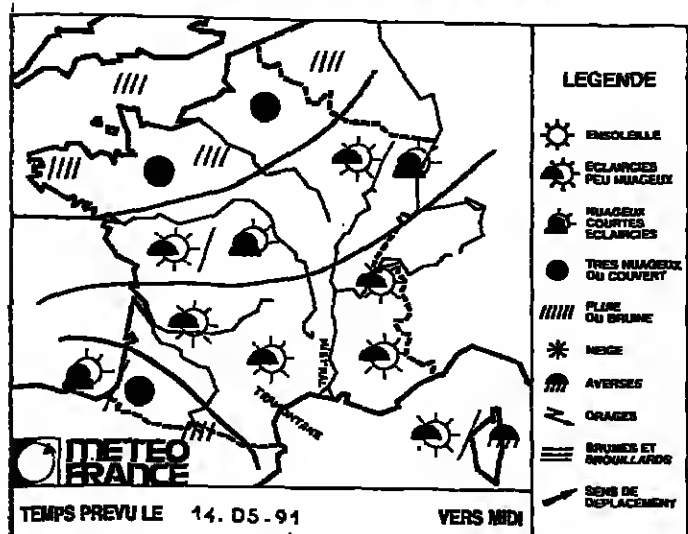
1. Paraphras. Piets. - 2. Anusie. Dordotée. - 3. Pansa. Mente. Reg. - 4. Éremité. Pisé. - 5. Rasseoir. ment. Da. - 6. An. Ocar. Éul. - 7. Strate. Os. Trios. - 8. Sein. Non. Pais. - 9. Accelérando. - 10. Ame. Si. Al. Eire. - 11. Pot. Votes. Roc. - 12. Is. Oates. Ruz. Té. - 13. Établissement. - 14. Cerise. User. Die. - 15. Ézand. Ample.

GUY BROUTY

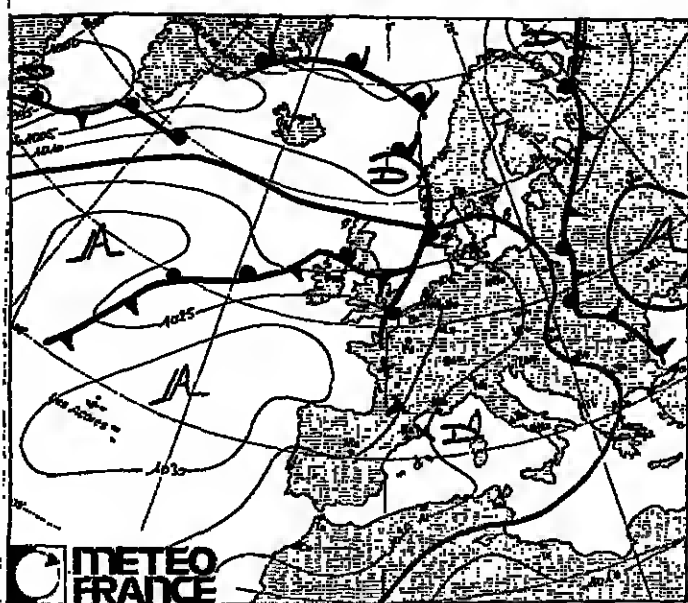
صلى الله عليه وسلم

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 14 mai 1991
Pluvieux dans le Nord-Ouest.
Généralement ensoleillé ailleurs.



SITUATION LE 13 MAI 1991 A 0 HEURE TU



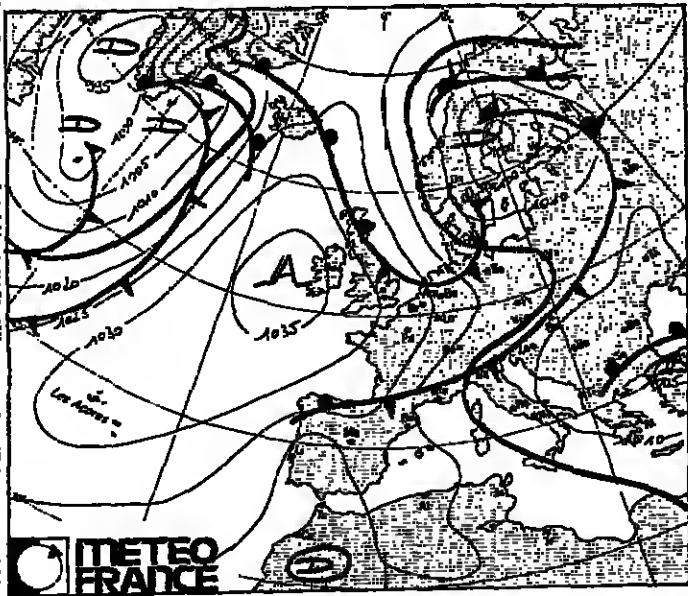
Mercredi : rafraîchissement et fréquents nuages. En début de journée le ciel sera nuageux à très nuageux, voire couvert sur les Pyrénées, la Méditerranée et l'Alsace. Des brumes et des brouillards locaux apparaîtront par et là en fin de nuit.

En cours de journée, des éclaircies se développeront. Les plus larges se rencontreront vers l'Ouest et le Sud (mais les Pyrénées resteront très chargées). Par contre, du Nord à l'Alsace à la mi-journée, puis rapidement sur le Bassin

Parisien, la Bourgogne et la Franche-Comté et enfin sur Rhône-Alpes en soirée, les passages nuageux fréquents s'accompagneront de giboulées.

Les températures minimales seront comprises entre 3 degrés et 6 degrés en général, localement 10 degrés sur les côtes méditerranéennes. Les températures maximales varieront de 12 degrés à 15 degrés sur la moitié nord et de 14 degrés à 17 degrés sur la moitié sud, avec des pointes à 21 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 15 MAI 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
le 12-5-1991 à 18 heures TU et le 13-5-1991 à 8 heures TU

FRANCE			ÉTRANGER		
ALGER	17	8 C	ALGER	15	11 N
BARCELONE	18	11 P	BARCELONE	18	4 D
BORDAUX	18	11 P	BORDAUX	18	4 D
BRESCIA	16	6 D	BRESCIA	16	6 D
CASABLANCA	16	9 C	CASABLANCA	16	9 C
CHERBOURG	16	6 D	CHERBOURG	16	6 D
CLEMONTE-FE	15	8 C	CLEMONTE-FE	15	8 C
DIJON	16	8 D	DIJON	16	8 D
ELZOU	16	8 D	ELZOU	16	8 D
GENÈVE	16	8 D	GENÈVE	16	8 D
LILLE	15	8 D	LILLE	15	8 D
LONDRES	15	8 D	LONDRES	15	8 D
LYON	15	8 D	LYON	15	8 D
MARSEILLE	20	10 D	MARSEILLE	20	10 D
NANCY	17	8 D	NANCY	17	8 D
NANTES	19	11 C	NANTES	19	11 C
NICE	20	11 D	NICE	20	11 D
PARIS-MONTS	17	8 D	PARIS-MONTS	17	8 D
PAU	17	8 D	PAU	17	8 D
PERPIGNAN	20	10 D	PERPIGNAN	20	10 D
RENNES	17	8 D	RENNES	17	8 D
STRASBOURG	18	9 C	STRASBOURG	18	9 C
SYRACUSE	15	7 D	SYRACUSE	15	7 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Circulez, y a rien à rire !

Seraient-ils les trop sages héritiers de Coluche ? Les Inconnus, scribe Paul Lederman, se sont offert, dimanche soir un 0/7. Une vraie descente en ville pour ces jeunes gens bien propres sur eux, bien polis avec la dame, Anne Sinclair, bien sous tous rapports, notamment cette faculté d'énoncer des banalités extrêmes sur un ton mi-sérieux, mi-pleurant, un demi-ton en somme.

L'un deux, sommé par Anne Sinclair qui, bravement, leur tendait des perches et ramait comme une folle pour sauver le trio de ce naufrage en direct, fut emmené à dire ce qu'il pensait des hommes

politiques. Et le di, dans une réponse convenue, une réplique de zinc : « Ils nous emmerdent ». Certes, mais encore ? « Maintenant que la droite est à gauche, et que la gauche est à droite, ils se ressemblent tous, les hommes politiques. Et bientôt Libération sera un journal de droite et le Figaro un journal de gauche. » Hilarant !

Il se peut bien qu'il eût été, eux aussi, emmerdés les Inconnus, ce dimanche soir. Absents au rendez-vous, ou piégés par cette télévision qu'ils moquent tant et si bien qu'elle devait un jour finir par se venger. Didier Bourdon, Bernard Campan et Pas-

cal Légitimus sont, à la scène, des surdoués. Leurs sketches sont remarquables, décapants, complètement dans l'air du temps. Mais, à la ville, dans l'improvisation, sur des textes non préparés et face à des images, à une actualité qui, elle, ne sont pas toujours d'un comique achevé, on les a déçus, complètement nus, démunis.

Circulez, aurait dit Coluche, y a rien à rire ! Cette mésaventure cruelle, et vous pensez bien qu'on ne se pas se gêner pour le déplorer, dans le soubouffisme de l'écrit, l'écrit dénoncé par les Inconnus, Pascal Légitimus en a involontairement donné la clef. Parlant de ce qui inspire le trio, des

choses « où il y a de l'humanité », il dira : « Il faut trois conditions, que cela m'émue, que je ris, que je sois surpris. »

Pascal Légitimus est un sage. Ou peut-être sentait-il que ces trois conditions, surtout les deux premières, manquaient par trop à l'appel pour que le téléspectateur soit inspiré. Quelques plaisanteries de haut niveau, un « j'ai l'impression pour y voir clair qu'il faut avoir les yeux bridés » ou un « Jaspin au Bébé show, on le voit en rien », n'ont pas sauvé l'affaire. Et pour le reste, Anne Sinclair ayant déclaré que jamais une critique n'avait été défavorable aux Inconnus, voici une lacune comblée.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 13 mai

TF 1
20.45 Variétés : Stars 90.
Avec le Crazy Horse, Alain Delon, Mylène Farmer, Roger Zabel, Yannick Noah, Marc Lavoine, Orlana Adams, Dana Dawson.
► Magazine : Ciné stars.
Invité : Madonna.
23.45 Magazine : Va y avoir du sport.
0.40 Magazine : C'est à Cannes.
0.50 Journal, Météo et Bourse.
1.15 TF 1 Nuit.
4.20 Musique.

A 2
20.45 Théâtre : Le Diamant rose.
Pièce de Michael Portnoy, adaptation de Pierre Laville, mise en scène de Michel Roux.
22.40 Magazine : Carnets de route.
Les Filles de la réussite.
Les diplômés qui payent.
Journal et Météo.

FR 3
20.45 Cinéma : Les Fantômes du chapelier. ■■
Film français de Claude Chabrol (1982).
22.45 Journal et Météo.
23.10 Magazine : Découvertes.
David Leno, « le film », de Nick Evans et Nigel Watkin.
0.30 Musique : Carnet de notes.
Sérénade interrompue, de Debussy, par Dimitri Beshkov, piano.

CANAL PLUS
20.30 Cinéma : La Vie en plus. ◻
Film américain de John Hughes (1988).

22.10 Flash d'informations.
22.14 Le Journal du Festival.
Cinéma : Les Bijoux du clair de lune. ◻
Film franco-italien de Roger Vadim (1958).
23.55 Cinéma : Après après-demain. ■
Film français de Gérard Philipe (1989).
1.20 Cinéma : L'an 01. ■
Film français de Jacques Dailly (1972).
2.45 Surprises spécial Cannes.

LA 5
20.50 Feuilleton : Mystères à Twin Peaks.
De David Lynch (5^e épisode).
21.50 Cinéma : Little Big Man. ■■
Film américain d'Arthur Penn (1971).
0.20 Magazine : Bruits de Cannes.
0.30 Journal de la nuit.
0.40 Demain se décide aujourd'hui.
Le Club du Télé-achat.

M6
20.35 Cinéma : L'Empire du Grec. ◻
Film américain de Jack Leo-Thompson (1978).
22.30 Musique.
Concert de soutien aux réfugiés kurdes.
Avec Sings, Paul Simon, Peter Gabriel, Inx, McHammer, les Gipsy Kings, Rod Stewart, New Kids on the block...
0.05 Six minutes d'informations.
0.10 Musique.
Suite du concert de soutien aux réfugiés kurdes.

2.05 Magazine : Jazz 6.
2.50 Rediffusions.

LA SEPT
21.00 Cinéma : Les Nuits de la pleine lune. ■■
Film français d'Eric Rohmer (1984).
22.35 Court métrage : Nejde à Paris. D'Eric Rohmer.
22.50 Court métrage : Une lettre. De Philippe Condroyer.
23.10 Documentaire : El Cebreo.
23.40 Documentaire : Flamenco Road.

FRANCE-CULTURE
20.30 L'Histoire en direct.
L'élection de mai 1981 : François Mitterrand président (2^e partie).
21.30 Gustave Flaubert, la bêtise, l'art, la vie - En écrivant Madame Bovary. Texte établi par André Versaille, lu par François Perler.
22.40 La radio dans les yeux. L'actualité du cinéma, en direct de Cannes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
The Alan Parsons Project.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (en direct des Rencontres musicales d'Evian) : Le directeur de théâtre, ouverture en ut majeur K 486, de Mozart ; Sérénade pour cordes en ut majeur op. 48, de Tchaïkovski ; Concerto pour violoncelle et orchestre, d'Ohana ; Candide, ouverture, de Berlioz ; par l'Orchestre symphonique du Toho Gakuin Music School, dir. Seiji Ozawa ; col. : Mstislav Rostropovitch, violoncelle.
23.07 Poussières d'étoiles.

Mardi 14 mai

TF 1
16.25 Club Dorothée.
17.30 Série : Chips (rediff.).
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.50 Cinéma : Love Story. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1970).
22.40 Magazine : Ciel, mon mardi !
Invité : Claire Nadeau. Sujets : la vivisection ; Les collectionneurs.
0.30 Magazine : C'est à Cannes.
0.40 Au trot.
0.45 Journal, Météo et Bourse.

A 2
16.55 Magazine : Giga.
De Jean-François Bouquet. Un toit pour dix : Quel de nuit, docteur ? Reportages.
18.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.35 Série : Alf (rediff.).
19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Cinéma : Mort d'un poutri. ■
Film français de Georges Lautner (1977). Avec Alain Delon, Ornella Muti.
22.50 Magazine : Qu'aviez-vous fait de vos vingt ans ?
Invité : Alain Delon.
23.50 Journal et Météo.
0.10 Cinéma : Le Passage. ■■
Film français de René Manzor (1987).

FR 3
16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Feuilleton : Le Roi Mystère.
De Paul Planchon, d'après le roman de Gaston Leroux (dernier épisode).
22.15 Journal et Météo.
22.40 Télévision régionale.
23.40 Variétés : Eurotop.
0.35 Magazine : Espace francophone.

Un cinéma grandeur nature : Idriša Ouedraogo (rediff.).
1.05 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS
20.45 Cinéma : L'Esprit fatal. ◻
Film américain d'Adrian Lyne (1987).
22.40 Flash d'informations.
22.42 Le Journal du Festival.
22.50 Cinéma : Quelle heure est-il ? ■■
Film franco-italien d'Ettore Scola (1989) (v.o.).
0.25 Cinéma : Vacances à Ibiza.
Film français classé X, de Gérard Kikoïne (1981).
1.35 Cinéma : Et Dieu créa la femme. ■
Film français de Roger Vadim (1956).

LA 5
20.50 Cinéma : Les Sous-Doués. ◻
Film français de Claude Zidi (1980).
22.30 Magazine : Ciné Cinq.
22.45 Téléfilm : Tendre libertine.
De Joe d'Amato.
0.20 Magazine : Bruits de Cannes.
0.30 Journal de la nuit.
0.40 Demain se décide aujourd'hui.
0.45 Le Club du Télé-achat.

M 6
18.40 Série : Drôles de dames.
17.30 Jeu : Hit hit hit houn !
17.35 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Espion modèle.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Le Fantôme des Cantervilles.
De Paul Bogart.
22.15 Téléfilm : Un amour d'été.
De Gino Mayer.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Magazine : Dazibao.
0.00 Musique : Boulevard rock end hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.30 Une leçon particulière de musique avec Pierre-Yves Audaud.
17.25 Documentaire : Dix ans après (10 mai 1981-10 mai 1991). De Serge Moati.
19.00 Documentaire : L'Univers intérieur, une exploration du corps humain (S).
19.55 Chronique : La Dessous des cartes (et à 23.00).
20.00 Documentaire : Live. Après la chasse, de Lesse Nusskärinen.
21.00 Concert. Clavier et Corde. Symphonie en ut majeur, l'Artésienne, de Bizet.
22.35 Documentaire : Pierre Jamet, un siècle de harpe. De Michka Gorki.
23.10 Danse : Les Chaises. Chorégraphie de Maurice Béjart d'après la pièce d'Eugène Ionesco.

FRANCE-CULTURE
20.30 Archipel médecine. Les législations européennes face aux toxicomanes.
21.30 Profession cinéaste (rediff.).
22.40 Les nuits magnétiques. Robert Kramer, atelier de l'arnaise.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 3 novembre 1990 lors du Festival de jazz de Paris) : Œuvres de Greene, Miles Davis, M. Miller, McCreasy, Hyman, Erin Davis, Lukasser, Larson, par Miles Davis, trompette, Kenny Garrett, saxophone, Kai Akagi, claviers, Folen McCreasy, Rick Paterson, guitares basses, Ricky Wolfman, batterie, Erin Davis, percussion.
23.07 Poussières d'étoiles.

Ou lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

CHILI : la mystérieuse tournée de l'ancien dictateur

Le général Pinochet cherche à redorer son blason

SANTIAGO

de notre correspondant

Autorisé par le ministère de la défense à s'absenter du Chili jusqu'au 5 juin, le général Pinochet est arrivé vendredi 10 mai au Brésil, d'où il partira pour l'Afrique du Sud. Ce voyage, dont le reste de l'itinéraire est inconnu, devrait permettre de resserrer les liens entre l'armée de terre et certains de ses fournisseurs.

Savamment entretenu par les autorités civiles et militaires, le suspense continue. Faute d'informations officielles, le voyage du commandant en chef, qu'il a lui-même annoncé il y a quinze jours, reste une énigme. Quelles en seront les étapes ? Les journaux chiliens ont dressé une liste de pays qui se disputeraient l'honneur d'accueillir l'ancien dictateur. La France y figure, bien que le Quai d'Orsay dément (le Monde du 8 mai), comme l'ont également fait le Suisse, le Portugal, la Grande-

Bretagne, ainsi que la Chine et Israël, qui se sont empressés de faire savoir qu'aucune invitation officielle n'avait été adressée à l'illustre général. A quel bon tout ce mystère ? Pour raisons de sécurité, autant que pour déjouer toute manifestation d'hostilité, répondent à l'unisson militaires et hauts fonctionnaires.

En fait, s'il voulait mettre dans l'embarras les autorités chiliennes, le général Pinochet ne s'y prendrait pas autrement. Ainsi, en se rendant en Afrique du Sud, il rappelle les rapports étroits établis entre les forces armées des deux pays, alors que le Chili démocratique approuve, en principe, les résolutions de l'ONU interdisant toute forme de collaboration militaire avec le régime de Pretoria.

Il en va de même de son éventuelle tournée européenne. Ce maître tacticien sait qu'il ne sera pas reçu les bras ouverts sur le Vieux Continent. Mais qu'il fasse son entrée, ne semblerait-il pas la petite porte, et son image s'en verrait quelque peu normalisée aux yeux de ses compatriotes qui se souviennent qu'il fut mis au ban des nations démocratiques pendant dix-sept ans. Et si, d'aventure, un Etat lui ferait ses frontières on ne manquerait pas d'éléments d'appréciation dus à un dignitaire étranger, le gouvernement du président Aylwin, comme l'a déjà annoncé un porte-parole, se trouverait dans l'obligation de prendre sa défense.

Quels que soient ses aléas, le périple entrepris par le général Pinochet en dit long sur le spectaculaire rétablissement politique qu'il a pu et se propose d'accomplir, le 1^{er} avril, de Jaime Guzmán, l'ancien idéologue du régime militaire. Oubliés les scandales dérobant à sa famille et ses hommes (presque) enterrés le rapport sur les exactions commises sous son règne : la priorité donnée par le pouvoir à la lutte contre le terrorisme d'extrême gauche l'a remis en selle et a consolidé sa position à la tête de l'armée. Le voyage de l'ancien dictateur laisse à penser, comme le déplore un diplomate chilien, que « les généraux font encore, dans une large mesure, ce que bon leur semble ».

GILLES BAUDIN

La fête de Jeanne d'Arc

La police disperse sans ménagement une manifestation royaliste

Fallait-il que la République fût sérieusement en danger pour que le ministre de l'Intérieur fit interdire sans appel et réprimer vigoureusement le défilé traditionnel des royalistes, dimanche 12 mai, à Paris, en l'honneur de Jeanne d'Arc ? Pour la deuxième année consécutive, les monarchistes de la Restauration nationale, qui regroupent les admirateurs de Charles X, ont été empêchés de manifester par la préfecture de police, « en raison de risque de troubles à l'ordre public ».

C'est donc avec succès que les très nombreuses forces de l'ordre se sont opposées, le matin, à l'invasion de la place des Pyramides, où s'élève une statue équestre de la sainte pucelle, par trois cents monarchistes de l'Action française (AF), qui ont tout de même réussi à déposer une gerbe de fleurs, quelque peu maladroite.

Enfermés au Panthéon

Un second succès a été remporté, l'après-midi, par le ministre, M. Philippe Marchand, ses troupes délogant une centaine de « séditions » qui, pour se venger, s'étaient enfermés au Panthéon. « Le jour où les Français sont empêchés de fêter Jeanne d'Arc, héroïne de l'unité française, le Panthéon, temple des héros de la République, est occupé », avaient expliqué les royalistes dans un communiqué de guerre. L'après-midi, ils étaient au Panthéon.

Ce coup de force des Camelots du roi a donné prétexte à l'intervention musclée de plusieurs compagnies de CRS et de gendarmes, qui, pour parer sans doute à la menace de contre-révolution, ont jugé nécessaire d'aligner les interpellés, face collée aux cars de police et menottes aux poignets, ou de les alourdir sans ménagement sur la chaussée. Il y a eu des blessés.

Avec « le Monde » de demain

Un supplément magazine sur l'avenir des grandes écoles

Le Monde publie, dans son numéro de demain (daté mercredi 15 mai), un supplément spécial magazine « Campus » de 88 pages en couleurs, consacré à l'avenir des grandes écoles. Reprenant sur une enquête auprès de tous les directeurs d'école, il aborde l'ensemble des problèmes posés par la politique de développement décidée par le gouvernement pour faire face à la concurrence internationale et au manque d'ingénieurs et de gestionnaires : financement, internationalisation des programmes, développement de la recherche, relations avec les entreprises et les régions, rapprochement avec les universités, regroupements d'établissements, mise en place de nouvelles filières d'ingénieurs, rôle de l'enseignement privé, rénovation pédagogique...

JEUNES-ETUDIANTS
SEJOURS EN FAMILLEUN MOIS AUX U.S.A. :
4900 FRANCSTRANSPORT FACULTATIF - TARIF DE GROUPE - CALIFORNIE OU VIRGINIE
STAGES ANALOGUES EN CAMPUS AUX U.S.A. OU A OXFORD EN ANGLETERRE.Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :
BRITISH EUROPEAN CENTRE
5, RUE RICHELIEU - 75008 PARIS
TEL: (1) 42.60.35.57Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE
ET DE LA FRANCEIndispensable pour actualiser ses connaissances
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La Pente quoi ?

C'EST vrai, il a raison, le Père Di Falco. Il n'y a eu que pour le ramadan, cette année, dans les médias. Pâques, l'Ascension, tout ça, on n'a pas jugé utile de nous expliquer à quoi ça pouvait bien rimer, sinon à prendre des vacances. J'ai demandé à des cathos autour de moi - baptisés, mariés à l'église, ils n'y ratournent que le jour de leur enterrement : Dis-donc, le mercredi des Cendres, c'est quoi ? Ben... Heu... Et le carême, c'est quand ? Alors, là... I Nuls ! Jésus, connais pas !

Remarque, normal, la France laïque et républicaine n'élève pas ses enfants dans la religion. Plus personne ne veut faire curé. Et ceux qui restent, débordés, ne savent plus où donner de la messe. Surtout des histoires drôles - Je vous salue ma fille... Vous me récitez trois Ave et deux Pater pour prix de vos péchés... on ne va pas à confesse. Et dans les paroisses l'enseignement religieux a souffert comme le reste du laxisme post-soixante-huitard. Au lieu d'apprendre par cœur les stations du chemin de croix, on se contente de dessiner le Cène

ou de cocher la bonne réponse : L'immaculée Conception, c'est celle 1^{re} du Fils de l'homme ; 2^e de la Vierge ; 3^e du Saint-Esprit. Pendant ce temps-là, les écoles coraniques et talmudiques racolent à tour de bras. Et si ça continue comme ça, la croix va reculer devant le foulard et la kippa. Non, sérieux, à force de vouloir éduquer l'opinion, l'ouvrage d'autres cultures, à d'autres religions, on va finir par en savoir plus long sur le Kippour ou l'Aïd-el-Fitr que sur la Pentecôte, dans ce pays.

Cela dit, c'est quand même pas à la télé de célébrer la Résurrection dans la foulée de la Résistance, du 10 mai 81, ou du bicentenaire de la Révolution. Un coup de Gaulle, un coup de Christ, un coup de Danton, les compagnons de la Libération, les apôtres et les jacobins, le Mimi, la prise de la Bastille, la multiplication des pains et la mort de Jean Moulin.

Allez, secouez-vous, Très Saint Père ! Vous êtes déjà bien engagé sur la voie de l'intransigeance et de la rigueur, mais, sauf votre respect, face aux rabbins du Likoud et aux ayatollahs, vous faites décidément pas le poids.

EN BREF

○ Régionales : M. Le Pen se présentera « probablement » en Provence. - Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'indiqua au « Forum » de Radio-Montecarlo et de l'Express, dimanche 12 mai, qu'il sera « probablement » tête de liste pour les élections régionales de mars 1992 dans l'un des départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), en citant les Alpes-Maritimes. « Si je prends la décision d'aller prendre une tête de liste dans l'un des départements de la région PACA, je crois qu'il y a une possibilité d'emporter la région », a déclaré M. Le Pen. Lundi, le maire de Cannes, M. Michel Mouillot (UDF-PR), a

affirmé qu'il ne restera pas les bras croisés face au dirigeant d'extrême droite, qui, selon lui, « ne connaît pas la région ». M. Monillot a indiqué qu'il sera « clairement derrière M. Jean-Claude Gaudin », président sortant (UDF) de la région, « dès lors qu'il ne fait pas alliance avec le Front national ».

○ Mort de Xavier Pommeret. - Ancien directeur du Théâtre des Amandiers de Nanterre et auteur dramatique, Xavier Pommeret est mort vendredi 10 mai à Paris. Il était âgé de cinquante-huit ans. Xavier Pommeret a d'abord participé à l'aventure du Théâtre quoti-

dien de Marseille entre 1957 et 1960 avant d'administrer, avec Pierre Vial, la Comédie de Saint-Etienne dans les années 60. En 1974, il devient co-directeur, avec Pierre Debauche, du Théâtre des Amandiers de Nanterre dont il devient par la suite directeur et qu'il quitte en 1981. Xavier Pommeret a également mené une carrière d'auteur dramatique avec notamment la Grande Conquête de François Félix Kulpa, mise en scène par Antoine Vitez aux Amandiers de Nanterre en 1969 ou Lychee Thiers. Maternelle Jules-Ferry (1972). Xavier Pommeret était devenu conseiller culturel à l'ambassade de France au Maroc puis au Guatemala.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Le Golfe en questions

Avant la crise..... 2

Sondages défavorables

à M. Kohl..... 6

La succession

de M. Perez de Cuellar

Le mandat du secrétaire général

de l'ONU s'achève le 31 décembre

Rumeurs sur des candidatures..... 8

Les difficultés des Verts

Le parti pris du gaspillage..... 9

Fêtes à Mayotte

L'île célèbre le cent cinquantième

anniversaire de son rattachement

à la France..... 10

Formule 1

Senna à la manière de Fongio..... 14

Le Festival de Cannes

Europa, de Lars Van Trier ; le

Porteur de serviette, de Daniele

Luchetti ; Malina, de Werner

Schroeter ; Un hommage à Jac-

ques Demy et un portrait de

Marie Navern, réalisatrice de

Danzon..... 15 et 16

SECTION B

La Confédération

européenne

des syndicats en congrès

Elle veut poser davantage en

faveur de l'Europe sociale..... 21

La TGV

facteur de discorde

en Belgique

Les querelles entre Flamands et

Wallons retardent les travaux..... 22

La bataille de la télévision

haute définition

Le ministre français des télécom-

munications aux Etats-Unis..... 22

Chronologie

Avril 1991 dans le monde..... 24

CHAMPS ÉCONOMIQUES

L'explosif chômage des jeunes

Malaise économique et chan-

gements politiques : Une ancre

mondiale pour l'Est : La chroni-

que de Paul Fabre : A travers

les revues..... 25 et 28

Le débat

sur la réglementation

audiovisuelle

Des producteurs indépendants

menacés de faillite..... 38

Services

Abonnements..... 10

Annonces classées..... 29 à 35

Loto..... 14

Marchés financiers..... 36-37

Météorologie..... 39

Mots croisés..... 38

Radio-Télévision..... 39

Spectacles..... 19 et 20

La télématique du Monde :

3815 LEMONDE

3815 LM

Le numéro du « Monde »

daté 11-12 mai 1991

a été tiré à 487 914 exemplaires.

SCIENCE & VIE

HIGH-TECH

**PHOTO VIDÉO SON
CE QUI VA CHANGER**

Image, son : la révolution technologique galope.
Qu'est-ce qui a changé ?
Qu'est-ce qui va changer ?
Que faut-il acheter et quand ?
Quel est l'avenir de la télévision haute définition ?
Les appareils 24 x 36 et les caméscopes
au banc d'essai. Tous les films.
Les technologies du futur.
Ce numéro spécial SCIENCE & VIE HIGH TECH
vous présente les dernières innovations
qu'il a testées pour vous.
Les images de demain sont déjà
dans SCIENCE & VIE HIGH TECH.

PHOTO-VIDÉO - LA RÉVOLUTION DES ANNÉES 90
28 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الامم المتحدة